





**NON-MEURTRE**  
**Vers une science politique mondiale**

**Glenn D. Paige**

Préface de Jean-Marie Muller

Traduction de  
Magali Laraque  
et Emmanuel Bourgoin



Center for Global **Nonkilling**



Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 3.0 non transposé

Vous êtes libre de partager, reproduire, distribuer et communiquer l'œuvre\*

Selon les conditions suivantes :

- Ⓒ **Attribution.** Vous devez attribuer l'œuvre de la manière indiquée par l'auteur de l'œuvre ou le titulaire des droits (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous approuvent, vous ou votre utilisation de l'œuvre).
- Ⓒ **Pas d'Utilisation Commerciale.** Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette œuvre à des fins commerciales.
- Ⓒ **Pas d'œuvres dérivées.** Vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette œuvre.

- \* A chaque réutilisation ou distribution de cette œuvre, vous devez faire apparaître clairement au public la licence selon laquelle elle est mise à disposition.
- \* N'importe laquelle des conditions ci-dessus peut être levée si vous avez l'autorisation du titulaire des droits.
- \* Là où l'œuvre ou un quelconque de ses éléments est dans le domaine public selon le droit applicable, ce statut n'est en aucune façon affecté par la licence.
- \* Les droits suivants ne sont en aucune manière affectés par la licence : Vos prérogatives issues des exceptions et limitations aux droits exclusifs ou fair use; les droits moraux de l'auteur; droits qu'autrui peut avoir soit sur l'œuvre elle-même soit sur la façon dont elle est utilisée, comme le droit à l'image ou les droits à la vie privée.

© Glenn D. Paige, 2002, 2013

Traduction : Magali Laraque et Emmanuel Bourgoïn  
Titre original: Nonkilling Global Political Science (2002)

Image de couverture :

Dans le cercle de l'univers, initiatives créatives transformatives (bleu),  
S'inspirant des capacités humaines du non-meurtre (blanc),  
Agissent pour mettre fin au meurtre humain (rouge).  
Symbole du Center for Global Nonkilling

ISBN 978-0-9839862-5-6

**Center for Global Nonkilling**

3653 Tantalus Drive  
Honolulu, Hawaï 96822-5033  
United States of America  
Email: [info@nonkilling.org](mailto:info@nonkilling.org)  
<http://www.nonkilling.org>

Richard C. Snyder

1916-1997

H. Hubert Wilson

1909 -1977

Politologues, enseignants et amis

*Une science qui hésite à oublier  
ses fondateurs est perdue.*

Alfred North Whitehead

# Table des matières

<b>Préface</b>	9
<b>Préface de la première édition en français</b>	13
<b>Remerciements</b>	15
<b>Prologue</b>	19
<b>Introduction</b>	23
<b>Chapitre 1</b>	
Une société non-meurtrière est-elle possible ?	33
<b>Chapitre 2</b>	
Capacités pour une société non-meurtrière	55
<b>Chapitre 3</b>	
Implication pour la science politique	99
<b>Chapitre 4</b>	
Implications en matière de résolution de problèmes	127
<b>Chapitre 5</b>	
Implications d'ordre institutionnel	153
<b>Chapitre 6</b>	
Science politique globale du non-meurtre	173
<b>Notes</b>	191
<b>Annexes</b>	197
<b>Bibliographie</b>	219





# Préface

## L'urgence de déconstruire les idéologies meurtrières

Jean-Marie Muller

*Philosophe et écrivain.*

*Auteur de Le principe de non-violence.*

L'histoire des hommes est meurtrière. Jusqu'à la désespérance. Nos sociétés sont dominées par l'idéologie de la *violence nécessaire, légitime et honorable*. Cette idéologie anesthésie les intelligences des hommes qui se résignent à l'inéluctabilité du meurtre. Avec toute la force de sa conviction, Glenn Paige refuse les tenants et les aboutissants de cette idéologie pour affirmer que le meurtre n'est pas une fatalité et que l'humanité a la possibilité de construire une histoire non meurtrière.

On ne saurait mieux illustrer les propos de Glenn Paige en faisant référence à l'œuvre d'Albert Camus qui fut l'un des rares intellectuels français à refuser toute justification du meurtre. Dans une note d'avril 1946, Camus (1962 : 1814) écrit : « Révolte, commencement : *le seul problème moral vraiment sérieux, c'est le meurtre* (c'est moi qui souligne). Le reste vient après. (...) Savoir que je ne sais rien avant de savoir si je puis donner la mort, voilà ce qu'il faut apprendre . »

Dans un texte publié dans la revue Franchise en novembre-décembre 1946 et intitulé « Nous autres meurtriers » , Camus (1962 : 686-687) redit que le seul combat qui vaille est de lutter contre le meurtre. Le mot revient sans cesse dans ses propos : « Il n'y a qu'un seul problème aujourd'hui qui est celui du meurtre. Toutes nos disputes sont vaines. Une seule chose im-

porte qui est la paix. Les maîtres du monde sont aujourd'hui incapables de l'assurer parce que leurs principes sont faux et meurtriers. Que du moins, et dans tous les pays, ceux qui refusent le meurtre se réveillent, dénoncent ces faux principes. » Il insiste : « Ceux qui ne veulent pas tuer doivent parler et ne dire qu'une seule chose, mais le dire sans répit, comme un témoin, comme mille témoins qui n'auront de cesse que lorsque le meurtre, à la face du monde, sera répudié définitivement. »

En 1948, il affirme : « Le malheur est que nous sommes au temps des idéologies et des idéologies totalitaires. » Dans la même allocution, il parlait des « idéologies de l'efficacité » (Camus, 1950 : 252, 257). Toutes prétendent innocenter le meurtre. Ce sont des idéologies de la violence. Des idéologies du meurtre. Des idéologies meurtrières. Dès lors, la question essentielle qui se pose à l'homme qui ne veut pas désertier l'histoire, mais qui ne veut pas non plus abdiquer sa raison, est de se demander s'il est légitime de justifier le meurtre : « Nous ne saurons rien tant que nous ne saurons pas si nous avons le droit de tuer cet autre devant nous ou de consentir qu'il soit tué. (...) *Le meurtre est la question.* » (c'est moi qui souligne) (Camus, 1951 : 14-15).

Parmi les penseurs qui ont théorisé la nécessité du meurtre, Glenn Paige privilégie avec raison le sociologue allemand Max Weber pour lequel « En politique, le moyen décisif est la violence ». Par conséquent, celui qui, pour le salut de son âme, refuse la violence ne peut que renoncer à l'action politique. Glenn Paige entend déconstruire la rhétorique de Max Weber en soulignant très justement que par l'interpénétration du défi éthique et de la réponse empirique « la barrière impénétrable posée par Weber entre les principes de non-violence et la politique violente peut être franchie ». Le génie de la non-violence est de réconcilier l'exigence spirituelle et le réalisme politique, de réunir, pour reprendre les expressions de Weber, la « morale de conviction » et la « morale de responsabilité ».

Glenn Paige entreprend d'élaborer alors une « révolution théorique ». La première source à laquelle il entend puiser est la pensée et l'action de Gandhi pour lequel « L'esprit et la réalité de la non-violence constituent la loi fonda-

mentale de la vie humaine ». Cette « révolution théorique » doit être accompagnée par l'expérimentation des « alternatives politiques non-violentes ».

L'auteur souligne également l'importance décisive d'une « révolution éducative » qui mette l'étude de la non-violence au centre de tous les programmes pédagogiques des écoles, des universités et des institutions citoyens. Il s'agira de revisiter toutes les sciences humaines et politiques et de les repenser au regard du principe de non-violence.

Tout en affirmant qu'une « approche raisonnable pour une société non meurtrière est à notre portée », Glenn Paige a la lucidité de reconnaître qu'« en affirmer la possibilité ne signifie pas, bien entendu, en garantir la certitude ». Mais cette incertitude ne saurait entamer sa conviction de que les êtres humains sont capables d'inventer une nouvelle culture qui récuse le meurtre une fois pour toutes : « L'esprit et la pratique de la non-violence, affirme-t-il comme en guise de conclusion, doivent devenir universels. » Voilà, en effet l'enjeu majeur pour l'avenir de l'humanité.

### **Bibliographie:**

CAMUS, Albert (1962). *Théâtre, Récits, Nouvelles*. Paris : Gallimard.

CAMUS, Albert (1950). *Actuelles, Chroniques 1944-1948*. Paris : Gallimard.

CAMUS, Albert (1951). *L'homme révolté*. Paris : Gallimard.



# Préface de la première édition en français

Dr. Max Paul

*Président du Conseil d'Administration.  
Centre Caribéen pour la Non-Violence Globale  
et le Développement Durable (CCNGD)*

Nous nous réjouissons de pouvoir présenter au public haïtien et au public francophone du monde la traduction en français du livre *Nonkilling Global Political Science* de Glenn D. Paige, Professeur Emérite de l'Université de Hawaï, sous le titre *Non-Violence, Non-Meurtre : Vers une Science Politique Nouvelle*.

Ce livre a déjà été traduit en 21 langues, dont le russe, le chinois, le hindi, l'espagnol, l'arabe, le japonais, et des traductions en d'autres langues sont en cours.

Le Professeur Paige est un enseignant et un chercheur reconnu et respecté aussi bien dans le monde académique que politique. En septembre 2004, l'Association Américaine de la Science Politique lui a décerné la médaille de *Distinguished Career Award* en reconnaissance de l'excellence de son enseignement et de ses recherches engagées dans la transformation politique.

Le Professeur Paige met en question les fondements de la science politique. En effet, la science politique pose comme présupposés, tout comme Aristote, Platon, Hobbes, Weber, Machiavel, pour ne citer que ceux-là, les notions de violence, de menace de tuer et la présomption que la nature humaine est violente. Le Professeur Paige, au contraire, propose une science politique nouvelle dont les fondements sont la non-violence, le non-meurtre, le respect

de la vie. « Non-violence », « non-meurtre », « respect de la vie » sont les concepts élémentaires sur lesquels se construit son système théorique politique. La vertu de son système réside dans le fait qu'il est ouvert et qu'il fait appel à la créativité constante des chercheurs et praticiens.

Le Professeur Paige invite les autres disciplines scientifiques ainsi que les arts à accepter ces concepts élémentaires comme fondements et prémisses de leur construction théorique et application pratique.

Le Professeur Paige démontre que l'émergence d'une société non-violente, sans meurtre, dénuée de toute velléité de menace de tuer et d'ôter la vie à un individu ou un groupe d'individus, est pensable et possible. Il définit la société non-violente, non-meurtrière comme suit:

« C'est une communauté d'êtres humains, de la plus petite à la plus vaste, de la locale à la globale, caractérisée par le fait qu'on n'y tue pas les êtres humains et qu'on n'y menace pas de tuer, il n'y a pas d'armes conçues pour tuer les êtres humains et aucune justification pour les utiliser et pas de conditions de société qui dépendent de la menace ou de forces homicides pour le maintien ou le changement. »

Il n'y a pas de doute que le Professeur Paige marche dans le sillage des grands utopistes réalistes et praticiens, tels Mahatma Gandhi, Martin Luther King, Nelson Mandela, Charles Alphin Jr., Bernard Lafayette, Gène Sharp, Johan Galtung etc.

Publier ce livre *Non-Violence, Non-Meurtre: Vers une Science Politique Nouvelle* dans le contexte socio-politique actuel d'Haïti, où sévit, en plus de la violence permanente et latente alimentée par le virus d'autodestruction et de destruction, le virus de « koupe tèt boule kay », une violence conjoncturelle marquée d'assassinats, de kidnappings, de vols à mains armées, de terreur et de peur, est un défi et un appel : le défi d'oser imaginer la transformation de ce pays structurellement et conjoncturellement en une société non-violente, sans meurtre, marronnage et « koupe tèt boule kay » et l'appel à chaque Haïtien de se transformer et d'apprendre à résoudre les conflits interpersonnels, sociaux, économiques et politiques par des moyens pacifiques.

## Remerciements

Aucun mot de remerciement ne peut exprimer tout ce que je dois à tous ceux dont les contributions, passées et présentes, faites en connaissance de cause ou à leur insu, ont rendu ce livre possible. Ces paragraphes, et la bibliographie, en donnent une petite idée. Ma reconnaissance va aux gens de Hawaï dont les travaux ont appuyé ce voyage intellectuel de la découverte, aux étudiants de l'Université de Hawaï en provenance de différents endroits de la terre, qui s'y sont associés de 1978 à 1992 en vue d'étudier des « Alternatives Politiques Non-Violentes » dans le cadre de cours pour étudiants et de séminaires pour universitaires diplômés, et pour des doctorants entreprenant des recherches sur la non-violence et qui ont choisi des carrières universitaires, tels Francine Blume, Chaiwat Satha-Anand, et Macapado A. Muslim.

En présentant ce livre, je suis particulièrement conscient de l'influence de deux grands professeurs de sciences politiques de Princeton, Richard C. Snyder et H. Hubert Wilson. Le respect pour la science, la portée interdisciplinaire, le sens que l'essence de la politique réside dans la capacité de choisir entre plusieurs alternatives, le souci de l'éducation à tous les niveaux, et la considération que les valeurs peuvent servir de projecteurs pour mettre en lumière des choses que ceux qui ne possèdent pas ces valeurs pourraient ne pas voir, sont dus à Snyder. L'exemple que pour une société libre et juste, il faut des intellectuels et des citoyens prêts à parler en faveur de la vérité telle qu'eux même la perçoivent, même si cela entraîne parfois une prise de position solitaire, est dû à Wilson, et bien sûr à Gandhi.

Comme tous les lettrés, j'ai bénéficié de plusieurs sources d'inspiration et d'instruction, tant au sein de la communauté académique qu'au dehors. Parmi les leaders spirituels, mes dettes sont particulièrement grandes envers Acharyas Tulsi et Mahapragya, Rabbi Philipp J. Bentley, Révérend Sidney

Hinks, Daisaku Ikeda, Sr. Anna McAnany, Lama Doboomb Tulku, Fr. George Zabelka, et Abdurrahman Wahid.

Parmi les professionnels des sciences naturelles, biologiques et sociales, Ahn C'hung-Si, Chung Yoon-Jae, James A. Dator, Johan Galtung, Piero Giorgi, Hong Sung-Chick, Leejae-Bong, Brian Martin, Ronald McCarthy, Bruce E. Morton, Kinhide Mushakoji, Eremey Parnov, Ilya Prigogine, L. Thomas Ramsey, Rhee Yoing-Pil, Hiroharu Seki, William Smirnov, Leslie E. Sponsel, Gene Sharp, et Ralph Summy. Parmi les savants des humanités, A. L. Herman, Richard L. Johnson, Michael N. Nagler, Chaman Nahal, George Simson, Tatiana Yakushkina, et Michael True. Parmi les bibliothécaires, Ruth Binz et Bruce D. Bontà. Parmi les leaders politiques et sociaux, James V. Altertini, M. Aram, A.T. Ariyaratne, Danilo Dolci, Gwynfor Evans, Hwang Jang-Yop, Petra K. Kelly, Jean Sadako King, Mairead Corrigan Maguire, Abdul Salam al-Majali, Ronald Mallone, Ursula Malonne, Andrés Pestrana, Eva Quistorp, Shi Gu, Ikram Rabbani Rana, Sulak Sivaraksa, et T.K.N. Unnithan. Parmi les éducateurs, Jose V. Abueva, N. Radhakrishnan, G. Ramachandran, Joaquin Urrea, et Riitta Wahlstrom. Parmi les éducateurs en non-violence, Dharmananda, Charles L. Alphin Sr., et Bernard LaFayette Jr. Parmi les médecins du corps et de l'esprit, Tiong H. Kam, Jean R. Leduc, Ramon Lopez-Reyes, Rhee Dongshik, Roh Jeung-Woo, et Wesley Wong. Parmi les champions de l'innovation, Vijay K.Bhardwaj, Karen Cross, Larry R. Cross, Vance Engleman, S.L. Gandhi, Sara Gilliatt, Lou Ann Ha'aheo Guanson, Manfred Henningsen, Theodore L. Herman, Sze Hian Leong, Anthony J. Marsella, Richard Morse, Ramola Morse, Scott McVay, Hella McVay, Gedong Bagoes Oka, Burton M. Sappin, Stanley Schab, William P. Shaw, Joanne Tachibana, Voldemar Tomusk, John E. Trent et Alvaro Vargas.

Aux lecteurs d'horizons divers qui ont généreusement commenté le brouillon du manuscrit de ce livre, j'exprime ma profonde reconnaissance à : Ahn Chung-Si, A.T. Ariyaratne, James Mc Gregor Burns, Chaiwat Satha Anand, Vance Engleman, Johan Galtung, Luis Javier Boreto, Amedeo Cottino, Elisabetta Forni, Lou Ann Ha'aheo Guanson, Kai Hebert, Theodore L. Herman, Hong Sung-Chick, Edward A. Kolodziej, Ramon Lopez-Reyes, Caixia Lu, Mairead Corrigan Maguire, Brian Martin, Melissa Mashburn, John D.



Montgomery, Bruce E. Morton, Muni Mahendra Kumar, Vincent K. Polard, Ilya Prigogine, N. Radhakrishnan, Fred W. Riggs, James A. Robinson, Burton M. Sapin, Namrata Sharma, George Simson, J. David Singer, Chanzoo Song, Ralph Summy, Konstantin Tioussov, Voldemar Tomusk, Michael True, S.P. Udayakumar, T.K.N. Unnithan, Alvaro Vargas et Baoxu Zhao. Leurs commentaires ont renforcé sa thèse et les obstacles à sa réalisation. J'endosse la responsabilité de l'inadéquation dans la réponse à leur sagesse.

Je suis profondément reconnaissant envers James A. Robinson, le premier lecteur du brouillon initial du manuscrit en février 1999, pour son offre d'en faire l'introduction dans l'esprit collégial de Richard C. Snyder.

Je n'en finirai jamais de remercier Glenda Hatsuko Naito Paige pour avoir tapé le manuscrit comme elle l'a fait pour chacun de mes livres et essais depuis ces vingt-cinq dernières années, pour son appui administratif, et pour avoir partagé mes voyages de découverte de la non-violence à Bali, Bangkok, Beijing, Berlin, Brisbane, Hiroshima, Londres, Moscou, New Delhi, New York (NU), Paris, Provincetown, Pyongyang, Séoul, Tokyo, et Ulan Bator — tout en poursuivant sa propre carrière.

Mes remerciements vont à la Presse de l'Université de Columbia pour m'avoir permis de reproduire des extraits de *Réminiscences of an American Scholar* [Souvenirs d'un Intellectuel Américain] (page 28) de John W., Burgess, droits de reproduction©1934 de la Presse de l'Université de Columbia.

Nous remercions Magali Laraque qui a traduit le livre de l'anglais au français et Emmanuel Bourgoïn pour la révision de la traduction.

La traduction et l'impression de ce livre n'auraient pas été possibles sans la contribution financière d'Evens Charles, Directeur Général de l'Autorité Portuaire Nationale, d'Edouard Baussan, Président du Conseil d'Administration d'Agemar, de Me. Jean Henri Céant, Notaire, de Fritz Bissereth, Country Director d'ADRA. Nous les remercions chaleureusement.

Nos profonds remerciements s'adressent à Michèle Pierre-Louis, Directrice de FOKAL, Josseline Colimon Féthière, Administrateur au Cabinet Colimon, Marie Lourdes Rosemberg, Manager de T&S Rice, S.A., Mario Viau, Président du Conseil d'Administration de Signal FM, Claudel Gau-

thier, Directeur-Adjoint de Signal FM, Dr. Gordon Kricke, Ambassadeur d'Allemagne, Jean-Robert St.-Arromand, Prof. Glenn D. Paige, Président fondateur du Center for Global Non-Violence, Honolu, Hawaï, Prof José V. Abueva, Président de The Aurora Aragon Quezon Peace Foundation, Manille, les Philippines, Robert Stewart, Président de Canadian Centres for Peace Education, Prof. Jean-Maric Salien de Hays University, Oswald Brandt, Nahoum Acra, Edouard Baussan qui dès les balbutiements de l'idée de création d'un Centre de Non-Violence en Haïti ont donné chaleureusement leurs conseils, appui moral et matériel.

Nous exprimons notre gratitude et respect pour le Nonce Apostolique, Monseigneur Luigi Bonazzi. Dans son message au peuple haïtien en mars 2003, il recommande à Haïti d'abandonner l'axe « koupe tèt boule kay » et d'embrasser l'axe « respekte moun bati kay ». Le projet de création d'un Centre de Non-Violence en Haïti a germé de ces mots. Nous le remercions chaleureusement et reconnaissons cette dette envers lui.

Nous remercions Dr. Jean Maxius Bernard, Ing. Ernst Abraham, Me. Horlna Pierre, Pasteur Jéhu Métellus, Toussaint Desrosiers, Ambassadeur Jean Robert Saget, Pierre-Jacques Vil, Josseline Colimon Féthière, Yves-Lyn Anglade, Mario Viau, Claudel Gauthier, Me Alexandre Paul, Damien François, Marc-André Chrysostome, membres fondateurs du Centre Caraïbéen pour la Non-Violence Globale et le Développement Durable (CCNGD), pour leur détermination à engager Haïti sur la voie de la non-violence et de la paix.

Nos remerciements s'adressent finalement à tous ceux et celles du Centre Caraïbéen pour la Non-Violence Globale et le Développement Durable (CCNGD) qui s'adonnent à la tâche de pratiquer dans leur vie la non-violence et le non-meurtre et de les vulgariser. En effet, notre devise est celle de Gandhi, à savoir, « Sois le modèle du changement que tu souhaites ».

## Prologue

Ce livre est en premier lieu soumis à la considération et à la réflexion critique du monde des sciences politiques à l'échelle planétaire, des étudiants de première année aux professeurs émérites. Pas plus l'âge que le niveau d'érudition ne semble changer grand-chose à la présomption prédominante que tuer fait inévitablement partie de la condition humaine, et que la théorie comme la pratique politiques doivent l'accepter. Nous espérons que les lecteurs se joindront au mouvement de questionnement de cette présomption et contribueront par des réflexions et des actions à construire le chemin vers un avenir mondial sans meurtre.

Il s'agit probablement du premier livre en anglais dont le titre inclut les mots « non-meurtre ». Le terme n'est pas d'un usage courant. Il cherche à diriger l'attention au-delà de la « paix » et même de la « non-violence », pour la concentrer spécifiquement sur le fait d'ôter la vie aux humains. Nombreux seront ceux dont la première réaction sera de trouver que se concentrer sur le non-meurtre est trop négatif, trop étroit, et laisse de côté des choses plus importantes. Ils seront sans doute d'accord avec Gandhi sur le fait que traduire le mot ahimsa (non-violence : ne pas blesser par la pensée, ni par la parole ni par l'action) par non-meurtre ne change pas grand-chose à la violence.

Cependant, peut-être que Gandhi lui-même, en tant que lecteur, à la réflexion, pourrait se laisser convaincre que se concentrer sur l'élimination du meurtre en tant que source et agent de perpétuation d'autres formes de violence pourrait constituer un grand pas dans la science politique basée sur la non-violence. Ce qui permettrait de passer de la politique d'ôter la vie à la politique de l'assurer.

Ce livre défend la thèse qu'une société non meurtrière est possible, et que des changements dans la discipline académique des sciences politiques et dans son rôle social peuvent aider à faire naître cette société. La présomption que tuer est un attribut inévitable de la nature humaine et de la vie sociale qui doit être accepté dans l'étude et la pratique de la politique est remise en question par le cheminement qui suit. Premièrement, l'idée que les êtres humains, biologiquement et par conditionnement, sont capables aussi bien de tuer que de ne pas tuer est acceptée. Deuxièmement, les observations montrent qu'en dépit de leur capacité létale, la majorité des êtres humains ne sont pas, et n'ont pas été des meurtriers. Troisièmement, beaucoup d'institutions sociales ont déjà démontré l'existence de capacités à ne pas tuer qui, si on les combine et les adapte de manière créative, elles peuvent constituer des éléments qui vont contribuer à l'existence de sociétés non-meurtrières. Quatrièmement, compte tenu des progrès actuels et prévisibles de la science en matière de compréhension des causes de meurtre, des causes de non-meurtre, et des causes de transition du meurtre au non meurtre, il est considéré possible d'intervenir sur les facteurs tant psychologiques que sociaux qui les y conduisent pour une transformation vers le non meurtre. Cinquièmement et au vu de ce qui a été dit antérieurement, le rôle de la nature humaine qui conduit au meurtre servant de base d'acceptation de la non-violence dans les sciences politiques et la politique doit pour le moins devenir une problématique en tant que fondement de la discipline. Sixièmement, pour avancer vers l'élimination universellement désirée du meurtre dans la vie locale et mondiale, les politologues qui actuellement ne sont pas convaincus de la capacité humaine de transformation sociale vers le non-meurtre sont invités à se joindre au mouvement qui considère cette possibilité comme un problème sur lequel on peut penser faire des recherches, hypothétiquement sous forme de pure théorie, en combinant des éléments inductifs et déductifs. L'analyse hypothétique et les simulations par le jeu, réalisées aussi bien par les sceptiques que par ceux qui acceptent la possibilité des transformations vers le non-meurtre, peuvent contribuer de manière positive à l'avancement de la discipline. De même que les défenseurs et les critiques de la dissuasion nucléaire ont pu s'engager dans des recherches théoriques et simulées sur les effets aux niveaux local et mondial d'une guer-

re nucléaire limitée ou globale. Les chercheurs qui acceptent le non-meurtre et ceux qui acceptent la violence peuvent joindre leurs compétences pour étudier de manière constructive et critique les conditions préalables, les processus et les conséquences des engagements, afin de mettre en place des conditions de vie mondiale sans meurtre.

Bien que ce livre s'adresse principalement à ceux qui étudient et qui pratiquent les sciences politiques, il est évident qu'on ne peut arriver à des sociétés non-meurtrières sans les découvertes et les contributions de toutes les disciplines et filières universitaires. Le progrès qu'a permis de réaliser l'œuvre pionnière *The ways and powers of love* [La Manière et la Puissance de l'Amour] (1954) de Pitirim A. Sorokin, sociologue de Harvard, vers une science appliquée de l'amour altruiste, en constitue un superbe exemple. A chaque étape de la vie, nous avons besoin des sciences naturelles et biologiques, des sciences sociales et humaines, des professions basées sur le non-meurtre, et de toutes sortes de gens pratiquants le non-meurtre. Mieux encore, pour comprendre toute la variété des capacités humaines passées et actuelles, il nous faut partager connaissances et expériences au-delà des frontières des contextes et cultures locaux. Pour être sensible normativement, exacte cognitivement, et pertinente pratiquement, la science politique s'appuyant sur le non-meurtre doit être mondiale en termes de conception et de participation.



# Introduction

## La science politique basée sur le non-meurtre

James A. Robinson

*Avis au lecteur.* Le livre que vous avez en mains, quand il est lu d'un bout à l'autre et pris au sérieux, contredit certaines valeurs prédominantes au niveau mondial ainsi que les institutions qui donnent forme à ces valeurs. Parmi ces valeurs, buts, préférences, retombées exigées, événements, et actions, ainsi que les institutions correspondantes, se trouvent celles relatives à l'acquisition et à l'utilisation du pouvoir. Le terme « pouvoir » désigne les processus par lesquels les gens participent à la prise de décisions pour eux-mêmes et pour les autres, et qui les obligent à s'y tenir, au besoin par la force (Lasswell a Kaplan, 1950 : 75).

Les institutions associées aux valeurs du pouvoir représentent plus que les gouvernements et leurs décideurs qui font la guerre et appliquent de sévères sanctions, dont la mort, envers ceux qui ne respectent pas l'ordre public. Avec les institutions du pouvoir interagissent : les économies de certains entrepreneurs organisés, dont certains produisent de la richesse à partir d'inventions, de fabrication, de ventes, et de menaces d'utilisation « d'armes » ; des universités dont certains membres créatifs procèdent à des recherches et élaborent des stratégies de force et de « diplomatie coercitive » ; des associations d'athlètes et d'artistes qualifiés qui comptent des membres spécialisés dans des jeux et des spectacles violents ; des hôpitaux et cliniques au personnel médical et sanitaire spécialisé qui pratique l'avortement et aide à l'euthanasie ; des sociétés pas si secrètes ou des « armées privées » dont les membres créent et utilisent des armes illégales et désobéissent ainsi aux gouvernements publics ou bénéficient de leur coopération tacite ; des familles dont les membres se livrent à des violences entre eux ou qui tolèrent ces violences, voire même, dans certaines

cultures, le meurtre de conjoints, d'enfants, beaux-frères ou belles-sœurs ; de certaines organisations religieuses qui encouragent au meurtre de ceux qui dévient de leurs doctrines, formules et avertissements légaux.

De la même façon que tous les principaux secteurs de la société sont impliqués dans les processus de pouvoir de leurs communautés, chaque petit secteur d'une communauté supervise, régule, emploie, et corrige, avec des incitations positives et négatives, en faisant parfois appel au meurtre. C'est le cas par exemple du personnel de sécurité qui remplit des fonctions spéciales dans des corporations, sur des campus universitaires, pour des gens du spectacle, dans les hôpitaux et les cliniques, parfois dans des quartiers résidentiels et dans des églises. Comme l'ont noté des observateurs compétents et comme l'ont exprimé des participants alertés, les interactions entre et parmi les institutions du pouvoir et d'autres institutions sociales constituent un problème des sociétés modernes et postmodernes, dans la mesure où ces interactions peuvent aussi être des meurtres ou des menaces de meurtre.

Le professeur Glenn D. Paige confronte systématiquement ces problèmes aux proportions individuelles, communautaires et mondiales et les problèmes de meurtre et menaces de meurtre dans le cadre des comportements humains. Il définit ainsi le cœur du problème en démontrant les différences empiriques et logiques entre, d'une part, les plaintes, réclamations, préférences et droits humains dans un cri général exigeant un minimum d'ordre public et civique dans la dignité et, d'autre part, les contradictions et les négations épisodiques de ces buts et objectifs fondamentaux pratiquement à tous les niveaux de l'organisation sociale — petits groupes, peuples et nations du monde — et des différentes institutions gouvernementales, économiques, éducationnelles, techniques, médicales, sociales, familiales et religieuses.

La publication de cet ouvrage ne signifie pas que les problèmes liés au meurtre soient récents ni qu'ils soient identifiés de façon immédiate. Cela ne signifie pas non plus que l'édition du livre relève uniquement de l'application fortuite de l'imagination et des expériences de l'auteur en sa qualité de professeur et chercheur. Le fait qu'il ne paraisse que maintenant signifie plutôt qu'en dépit du rôle longtemps joué, souvent reconnu, du meurtre dans les organisations et communautés humaines, il a manqué aux



hommes et aux femmes du monde entier un répertoire effectif d'approches en matière de résolution de problèmes ainsi que des outils pour analyser, anticiper, et adopter des politiques alternatives qui pourraient réduire drastiquement les probabilités de meurtre afin d'augmenter les possibilités d'émergences d'une nouvelle modalité d'interactions humaines sans meurtre qui affecteraient ainsi toutes les valeurs dans tous les domaines.

Ce répertoire englobe les connaissances et les compétences accumulées par plusieurs académiciens, chercheurs et intellectuels, en dépit — ou à cause — des violences mortelles qui ont lieu dans leur entourage et dans celui de leurs institutions. Les philosophes contribuent à la formulation des problèmes, c'est-à-dire, à l'énoncé et à l'explication valeurs, des cibles et des préférences frustrées dans la pratique. Les historiens, démographes, économistes, et autres, décrivent les tendances en matière de meurtre et de non-meurtre, ainsi que les hausses et chutes des perspectives humaines qui concernent tous les buts et préférences. Les anthropologues, biologistes, psychologues et sociologues, se compromettent afin de découvrir les conditions sous-jacentes aux tendances existantes, dans l'intention de trouver des endroits et des moments qui permettent de renverser les tendances déviantes et de promouvoir celles qui seraient plus favorables à la vie. D'autres encore utilisent leurs compétences pour prévoir ou projeter l'évolution de ces tendances en l'absence d'interventions qui soient capables de résister aux conduites perverses et de renforcer les conduites positives. De plus, parmi les hommes et les femmes éclairés et expérimentés des sphères publiques, l'ensemble de concepteurs compétents de cours alternatifs de politiques applicables et viables augmente en nombre et en sophistication. Ces hommes et ces femmes appartiennent principalement à la classe moyenne supérieure, plutôt qu'à l'élite occupant des postes depuis lesquels ils pourraient innover en faveur du non-meurtre.

Cependant, en leur qualité de spécialistes de la mise en lumière des tendances, conditions et perspectives des êtres humains, ils représentent une formidable alternative pour contrecarrer les experts en violence qui ont fait du siècle dernier l'une des ères les plus sanglantes de l'histoire de l'humanité, en attendant leur arrivée au pouvoir avec des prédispositions et des perspectives alternatives plus favorables à la dignité humaine. C'est une

belle ironie — mais qu'elle soit bienvenue — que ce sanglant 20e siècle coïncide avec l'émergence et l'institutionnalisation des sciences des politiques basées sur le non-meurtre.

Glenn Paige s'est familiarisé avec les outils et les capacités du meurtre de son ère en s'entraînant à se battre et à tuer pendant la Guerre de Corée. Quand il a repris sa carrière académique, il a commencé une préparation systématique pour devenir enseignant et chercheur, en se focalisant sur les relations internationales, particulièrement sur la création et l'évaluation des prises de décisions en politique extérieure par des personnalités gouvernementales clés (Snyder, Bruck et Sapin, 1962). Parlant plusieurs langues, et ayant des connaissances approfondies en sciences sociales, sa contribution dans domaines dérivant des sciences politiques fut importante (i.e., Paige 1977).

Arrivé à la moitié d'une trajectoire universitaire de 50 ans, l'analyse de ses objectifs personnels l'a confronté aux différentes perspectives concernant les problèmes, les objectifs, les tendances, les conditions, et les perspectives de meurtre ainsi que les cheminements alternatifs de l'action dans l'éducation et dans les affaires publiques, pour pouvoir différer le meurtre. Son leitmotiv est que les conceptions prédominantes de l'État, nonobstant des voix occasionnellement contradictoires, et des études scientifiques sur cette même institution politique, sont fondées sur des présomptions qui mettent en avant le meurtre plutôt que le non-meurtre. Ce livre est le fruit de la seconde moitié de la longue carrière de l'auteur, constituant à la fois une attaque et une alternative à ces présomptions pour déboucher finalement, devant le lecteur, sur l'affirmation de la défense de la science politique globale du non-meurtre.

Je connais l'auteur depuis plus de quarante ans, à une époque que nous apprécions pour ses grandes avancées des connaissances humaines, et que nous déplorons pour l'importance croissante de la portée et la domination du meurtre et des menaces de mort.

Ce ne sont pas seulement l'amitié, ni même le respect, aussi grands soient-ils, qui ont motivé ma décision à réaffirmer la valeur de cet ouvrage pour les compagnons citoyens démocrates du monde de n'importe quel cercle dans n'importe quelle communauté qui s'identifient à la promotion de

comportements de non-meurtre au niveau mondial. Ma motivation découle de plusieurs disciplines scientifiques et universitaires sur l'intérêt commun de l'humanité à participer largement et pacifiquement (en contradiction avec la participation réduite et violente) arrivé le moment de donner forme à toutes les valeurs et de les partager.

Le fait que ce livre soit le fruit du travail d'un politologue nous en dit long sur ses points forts et ses points faibles. La « science politique » est la dernière des sciences sociales à mettre l'accent sur la science dans la conception moderne du mot. En tant que « discipline », si elle mérite ce titre, ses points faibles sont compensés par l'élargissement de ses frontières. De cet avantage naît d'une nouvelle branche ou orientation, les « sciences des politiques », qui met en évidence une approche du phénomène social depuis diverses évaluations et méthodes (Lasswell et Mc Dougal 1992). L'œuvre de Paige ne correspond pas seulement aux propositions des sciences sociales politiquement orientées vers la dignité humaine, elle contribue aussi et de façon créative à son à leur mise au point (Robinson 1999).

J'écris en tant que personne très familiarisée avec les institutions du savoir et du pouvoir, puisque j'ai vécu, étudié, enseigné et administré au sein de différentes facultés et universités américaines tant publiques que privées durant un demi-siècle. Je me spécialisais en même temps en observant les processus de pouvoir dans différents domaines aux niveaux communautaire, local, étatique, et national, tant aux États-Unis que dans plusieurs autres pays. Une des leçons que j'ai apprises durant ma carrière administrative c'est que nous sommes nombreux à ignorer la présence de l'appareil du meurtre, y compris sur les campus universitaires. Une que nous en avons conscience, le fait de tuer ou les menaces de mort sont classés et rationalisés comme des coûts inhérents d'un négoce ; le fait est que nos facultés et universités ressemblent à des entreprises tant par leurs adaptations ou émulations, que par leurs directives pour les affaires, le commerce, et les finances à travers les écoles d'administration, de gestion, d'organisation et de technologies.

Le rôle central de la force est plus évident dans la vie politique que dans d'autres secteurs sociaux. Il s'agit d'un aspect qui est pratiquement intégré dans les définitions de l'État ainsi que dans les budgets des gouvernements

nationaux pour maintenir l'ordre public, la sûreté intérieure, et les politiques de défense. Ce rôle est aussi présent dans les relations de confiance qui s'établissent entre les agents publics élus et les responsables policiers, entre les organisations politiques et les industries qui contribuent aux campagnes électorales. Il se perpétue dans la tranquillité et la sécurité qu'apportent les forces de police, qui agissent dans les quartiers, les écoles, les hôpitaux et les lieux de culte.

On pourrait s'attendre à ce que les sciences politiques, en leur qualité de spécialité académique centrée sur les institutions du pouvoir et leurs membres, contribue à une meilleure compréhension des rôles et fonctions des phénomènes de force. C'est le cas. Mais après lecture des manuels qui introduisent les étudiants aux thèmes de la politique américaine, de la comparaison des systèmes politiques, et des relations entre les nations, on se rend compte que la force et la violence ne sont pas présentées comme des matières fondamentales, mais qu'elles sont confrontées, comme s'il s'agissait de transactions intergouvernementales et d'excentricités culturelles occasionnelles. Ce côté aspect restrictif des sciences politiques modernes fait que la conception proposée par Paige soit la bienvenue. C'est là que l'on retrouvera l'exercice des importantes tâches intellectuelles nécessaires à la clarification des objectifs, à l'observation des tendances, et à la compréhension des facteurs sous-jacents qui, s'ils ne sont pas étudiés, vont accroître les problèmes de meurtre au lieu de les réduire.

C'est alors le début d'un renversement dans les politiques mondiales qui, en dépit d'autres contributions positives d'autres domaines, contribuent à contrecarrer le meurtre. C'est le fondement des efforts pour stimuler l'évolution des alternatives du non meurtre. De tels efforts renforcent cette possibilité par des actions positives qui coïncident avec des perspectives qui prennent leurs racines dans les sciences émergentes de l'évolution culturelle parfois appelée « l'évolution mémétique », à ne pas confondre avec des processus similaires « d'évolution génétique ».

Les théories d'évolution ou de coévolution culturelle apparaissent de plus en plus dans les journaux et dans les livres. Bien que ces théories restent encore à définir dans un cadre généralement accepté, une de leurs premières

formulations compte également parmi les plus succinctes et les plus accessibles. Nous pouvons nous en fier pour suggérer les possibilités émergentes qui nous permettent de mieux orienter et de faire avancer l'évolution des idées, les institutions et les pratiques relatives au non-meurtre (Dawkins, 1976 et 1989).

Le non-meurtre en tant que thème, symbole, idée et pratique « mémé » — survit ou périt comme tous les autres mémés, et comme le suggèrent certains théoriciens, comme les gènes. Vivre ou mourir dépend de l'imitation ou de l'émulation. La répétition ou la duplication d'une mémé est renforcée par la longévité du concept lui-même, ce qui procure au non-meurtre un avantage dans le développement mémétique. Cet avantage réside dans les mémoires humaines et dans les ouvrages de prières, croyances, chansons, poèmes, et autres expressions de perspectives et d'influences pacifiques. En plus d'être préservées dans les mémoires culturelles, les pratiques de non-meurtre se reproduisent facilement, comme au sein des nations qui ont désavoué l'armée, des communautés qui ont aboli la peine de mort, des institutions de recherche de la paix, de services de médiation dans les cas de dispute, et la résolution de conflit.

Faire allusion à la fécondité des pratiques de non-meurtre, c'est indiquer combien ces pratiques sont faciles à copier et ont été copiées. De plus, il n'est pas nécessaire de procéder à une copie conforme pour maintenir en vie les idées et les institutions de non meurtre. Il est clair que les différences d'une culture à l'autre, d'une classe à l'autre, d'un intérêt à l'autre, d'une personne à l'autre, d'une situation à l'autre sont autant de champs d'expérimentation qui permettent de constater l'effectivité des politiques alternatives du non meurtre.

La condition qui a peut-être le plus à voir avec la duplication réussie et continue de l'innovation mémétique, est l'ensemble des sources de collaboration ou non collaboration dans lesquelles elle s'inscrit. Il s'avérerait peut-être difficile de mettre une nouvelle emphase sur le non-meurtre pendant une période fortuite, compte tenu des conditions changeantes dans plusieurs secteurs de valeur de la société globale. Considérons que le 20<sup>e</sup> siècle est celui de l'avènement et de la consolidation des premiers états réellement

démocratiques et leur diffusion partout dans le monde en moins d'une centaine d'années (Karatnycky 2000). Même en tenant compte des cas de régression ou de ralentissement du rythme de l'expansion, les perspectives pour un maintien, et même un approfondissement de la démocratisation sont brillantes. Et il existe de plus en plus de preuves que les dirigeants de régimes démocratiques sont moins susceptibles d'entrer en guerre les uns contre les autres que ceux des régimes non démocratiques (Oncal et Russett, 1999 ; pour une analyse approfondie, voir Gowa 1999). De même, les dirigeants démocratiques seront plus enclins à poursuivre des politiques qui évitent les famines que les dirigeants non démocratiques (Sen 1999 : 16, 51-3, 155-7, 179-82).

Sur les traces de l'ère démocratique, est apparu le souci postmoderne pour une plus grande participation quand il s'agit de donner forme à toutes les valeurs et de les partager, et pas seulement en termes de pouvoir et de richesse. La dévotion mondiale pour le respect, le respect de soi-même et celui des autres, constitue la base des innovations en matière de non meurtre. Des mémés similaires prennent forme même au sein d'institutions meurtrières. La police, par exemple a appris à gérer les crises générées par les émeutes et les manifestations de manière plus compétente et plus pacifique, de même, le personnel en charge de la sécurité adopte au niveau mondial des normes professionnelles qui vont au-delà de la force. Et dans d'autres secteurs de la société aussi, des alternatives à la violence apparaissent, comme dans les maisons sociales de « Favor Houses », des cursus sur la non-violence et des conceptions élargies qui mettent en évidence le statut de l'objection de conscience contre les abus et le meurtre.

La promotion des voies pour une évolution en faveur du non-meurtre dépend finalement, plus que de la volonté et du dévouement, plus que de la bonne foi de l'opinion publique ; elle dépend aussi des bases solides de la connaissance à partir desquelles les cours d'action alternatifs peuvent être conçus, mis en place, et évalués. De là l'énorme importance d'une science politique basée sur le non-meurtre.

Par conséquent, distingué lecteur, vous avez acquis un ouvrage de science et de politique. Vous avez le droit — en fait vous êtes fortement encoura-

gé à le faire — de remettre votre jugement jusqu'au moment où vous aurez trouvé défendable la science politique mondiale basée sur le non-meurtre. Si vous ne sortez pas convaincu de cette lecture, vous pourrez trouver du réconfort dans une pluralité effective silencieuse mais continue qui explicitement ou implicitement accepte le meurtre et les menaces de meurtre comme étant constitutionnels. Si vous en sortez persuadé, vous trouverez une place dans la panoplie complexe d'opportunités suggérées dans ce livre pour vous joindre à la mobilisation des lumières et à l'énergie d'hommes et de femmes partageant des idées similaires dans toutes les cultures, classes, intérêts et types de personnalité dans des situations de n'importe quel niveau de crise ou de tension pour promouvoir et favoriser des stratégies de persuasion contraires à celles de coercition dans n'importe quel domaine affectant l'ensemble des valeurs d'une potentielle communauté de bien-être mondial dans la dignité humaine.

Pansacola, Noël, 1999.

Beijing, Nouvel An, 2000.

### **Bibliographie:**

DAWKIN, Richard (1989). *The Selfish Gene*. Oxford : Presse de l'Université d'Oxford.

GOWA, Joanne (1999). *Ballots and Bullets: The Elusive Democratic Peace*. Princeton: Presse de L'Université de Princeton.

KARATNYCKY, Adrian (2000). « L'enquête de 1999 de la Freedom House: un siècle de progrès », *Journal of Democracy*, 11(1): 187-200.

LASSWELL, Harold et KAPLAN. Abraham (1950). *Power and Society: a Framework for Political Enquiry*. New Heaven, Conn.: Presse de l'Université de Yale.

LASSWELL, Harold et McDOUGAL, Myres S. (1992). *Jurisprudence for a Free Society: Studies in Law, Science and Policy*. New Heaven, Conn.: Presse de New Heaven et Dordrecht: Martinus Nijhoff Publishers. 2 vols.

ONEAL, John R. et RUSSETT, Bruce (1999). « La paix Kantian les bénéfiques pacifiques de la démocratie, interdépendance et organisations internationales », *World Politics* 52(1): 1-37.

PAIGE, Glenn D. (1977). *The Scientific Study of Political Leadership*. New York: the Free Press.

ROBINSON, James A. (1999). « Landmark among decision-making and policy analyses and template for integrating alternative frames of reference: Glenn D. Paige, *The Korean Decision* », *Policy Sciences* 32: 301-14.

SEN, Amartya (1999). *Development as Freedom*. New York: Knopf.

SNYDER, Richard C.; BRUCK, Henry W.; et SAPIN, Burton, eds. (1962). *Foreign Policy Decision Making: An approach to the Study of International Politics*. New York: The Free Press of Glencoe, Macmillan.



# Chapitre 1

## Une société non-meurtrière est-elle possible ?

*La philosophie commence quand quelqu'un pose une question générale, et que la science en fait autant.*

Bertrand Russel

*Les questions que se pose un pays sont à la mesure de son développement politique. L'échec de ce pays est souvent dû au fait qu'il ne s'est jamais posé la bonne question.*

Jawaharlal Nehru

### **Une société non-meurtrière est-elle possible ?**

#### **Si non, pourquoi ? Si oui, pourquoi ?**

Mais, que signifie, une « société non-meurtrière » ? C'est une communauté d'êtres humains, de la plus petite à la plus vaste, de la locale à la globale, caractérisée par le fait qu'on n'y tue pas les êtres humains et qu'on n'y menace pas de tuer ; il n'y a pas d'armes conçues pour tuer les êtres humains et aucune justification pour les utiliser ; et pas de conditions de société dépendant de la menace ou de l'utilisation de forces homicides pour le maintien ou le changement.

Une société sans meurtre ni menaces de mort. Cela peut s'étendre aux animaux ou à d'autres formes de vie, mais le non-meurtre est une exigence minimum. Il n'y a pas de menace de mort, donc la condition du non meurtre ne découle pas de la terreur.

Il n'existe pas d'armes pour tuer (en dehors des musées d'histoire qui retracent l'histoire sanglante de l'humanité) et pas de légitimations pour quitter la vie à quelqu'un. Bien entendu, les armes ne sont pas les seuls moyens de tuer —

les poings ou les pieds suffisent — mais il n'existe aucun intérêt pour y avoir recours ou pour les développer technologiquement. Les religions ne sanctifient pas la létalité, aucun commandement n'ordonne de tuer. Les gouvernements ne légitiment pas l'acte d'ôter la vie, le patriotisme n'en a pas besoin; les révolutionnaires ne le prescrivent pas ; les intellectuels ne le justifient pas ; les artistes ne le célèbrent pas ; les coutumes ne le perpétuent pas ; le bon sens ne le recommande pas. En langage informatique de cet âge, la société n'offre ni « hardware », ni « software » pour l'acte de tuer.

La structure de la société ne dépend pas de la létalité. Aucune relation sociale n'appelle à tuer vraiment ou à menacer de tuer pour se maintenir ou changer. Aucune relation de domination ou d'exclusion — frontières, formes de gouvernement, propriété, genre, race, ethnicité, classe, ou système de croyance spirituelle ou séculaire — n'appelle à tuer pour obtenir un appui ou se mettre au défi. Cela n'implique pas que ce genre de société serait sans frontières, sans différences, ou sans conflits, mais seulement que sa structure et ses processus ne dérivent ni ne dépendent de l'acte de tuer. Il n'existe pas de vocation, légitime ou illégitime, dont le but est de tuer.

Donc, la vie dans une société non-meurtrière est caractérisée par le non-meurtre et l'inexistence de menaces de tuer, l'absence de technologies ou de justifications pour le meurtre, ainsi que de conditions sociales dépendant de la menace ou de l'utilisation d'une force létale.

### **Une société non-meurtrière est-elle possible ?**

Nos réponses seront conditionnées par notre expérience personnelle, notre formation professionnelle, notre culture et le contexte dans lequel nous évoluons — ce sont tous des facteurs que les politologues utilisent pour expliquer le comportement des autres — autant d'influences contre lesquelles nous ne sommes pas nous-mêmes immunisés.

*C'est absolument impensable !*

Ce fut la réponse quasiment unanime d'un groupe de vingt politologues américains à une question plus ou moins similaire posée lors d'un séminaire d'été sponsorisé par le « National Endowment for the Humanities » [La Fondation Nationale pour les Humanités] en 1979 pour la révision des clas-

siques de la pensée politique occidentale à utiliser dans l'enseignement universitaire. La question qui fut alors posée était : « La politique de la non-violence et la science politique basée sur la non-violence sont-elles possibles? ». Quatre grandes branches des sciences politiques en Amérique étaient représentées à parts égales dans ce séminaire : la théorie politique, le gouvernement américain, la politique comparative, et les relations internationales. Tous les participants étaient de sexe masculin.

Trois arguments rapides ont définitivement réglé la question lors d'une brève discussion en fin de séminaire. Premièrement, les êtres humains sont par nature des meurtriers ; ce sont des animaux sociaux dangereux et toujours susceptibles de tuer. Deuxièmement, la rareté des ressources entraînera toujours la compétition, les conflits, et le meurtre. Troisièmement, la possibilité omniprésente du viol incite les hommes à être toujours prêts à tuer pour défendre les femmes de leur famille. L'argument de la seule femme présente n'a pas été remis en question : « je tue quiconque menace la vie de mon enfant ». La contre-question habituelle, présumée suffisante pour faire taire toute autre pensée relative à la possibilité d'une politique de non-meurtre, n'a pas été posée non plus : « Comment feriez-vous pour stopper Hitler et l'Holocauste sans meurtre ? ». Les arguments primaires de la nature humaine, la précarité économique, et l'agression sexuelle ont suffi à rendre la science et la pratique de la politique de non meurtre impensables.

La référence aux classiques fraîchement révisés de la pensée politique occidentale était également inutile. Leur domination, comme celle de la tradition légaliste punitive en Chine et l'astucieuse tradition Kautilyenne en Inde, prédispose à la même conclusion. Explicitement ou implicitement, être prêt à tuer est jugé nécessaire pour la création et la protection de la bonne société.

Dans *la République* idéale de Platon (427-347 avant Jésus Christ), les dirigeants philosophes (Les Gardiens) recrutés dans la classe des guerriers (les Auxiliaires) gouvernaient les Producteurs et les Esclaves par la coercition et par la persuasion. Mieux encore, comme le note Léon Harold Craig, « un observateur neutre peut difficilement éviter de conclure que (dans *la République* de Platon) la guerre doit être considérée comme le fait fondamental de la vie politique, de toute vie en fait, et que toutes les décisions importan-

tes doivent être prises en gardant ce fait à l'esprit » (Craig, 1994 : 17 ; cf. Sagan 1979). Dans *la Politique* d'Aristote (384-322 avant Jésus Christ), dans les régimes préférés — qu'ils aient à leur tête une seule personne ou plusieurs personnes — les propriétaires de biens portent des armes et les armées sont essentielles pour maintenir les esclaves soumis et empêcher que les ennemis ne vous réduisent à l'esclavage. Pas plus Platon qu'Aristote ne remet en question la présence permanente de la létalité militaire.

Le très admiré Machiavel (1469-1527) apporte dans *Le Prince* une justification explicite du fait que les dirigeants tuent pour rester au pouvoir, et pour atteindre la vertu, la renommée et l'honneur de leurs états. Mieux vaut gouverner avec la ruse du renard, mais quand c'est nécessaire, les dirigeants ne doivent pas hésiter à user de la force létale du lion. Il recommande des milices de citoyens pour renforcer le pouvoir de l'état républicain.

Thomas Hobbes (1588-1679) justifie encore dans le *Léviathan* le meurtre perpétré par les gouvernements pour assurer l'ordre social et la victoire en cas de guerre. Les êtres humains étant des meurtriers, la vie non organisée, à l'état naturel, est un chaos meurtrier. Mais les êtres humains cherchent également la survie, ils doivent alors consentir à obéir à une autorité centrale dotée du pouvoir de tuer pour leur propre sécurité, tout en se réservant le droit inaltérable de tuer pour leur propre défense. Hobbes en est presque à justifier la rébellion armée.

C'est ce que fait John Locke (1632-1704) dans *Deux traités du Gouvernement civil*, Locke convient avec Platon, Aristote, Machiavel et Hobbes que le gouvernement politique doit être prêt à tuer. Mais il va plus loin, justifiant la létalité révolutionnaire. Quand l'autorité souveraine devient tyrannique et viole les droits inhérents à la propriété, à la liberté, et à la vie — les citoyens opprimés ont le droit et le devoir de la détruire. Tout comme un assassin peut être assassiné dans un état sauvage, les citoyens dans une société civile peuvent détruire un dirigeant despotique.

La double justification Hobbes-Locke de la létalité dirigeant-dirigé s'étend à la lutte pour le bien-être de la classe économique de Karl Marx (1818-1883) et de Friedrich Engels (1820-1895) dans *Le Manifeste Communiste*. On peut s'attendre à ce que les classes propriétaires défendent et

étendent leurs intérêts en usant de la force létale. Mais quand les relations matérielles et sociales atteignent une phase critique, on peut s'attendre à ce que les classes exploitées se soulèvent en une rébellion violente pour changer la structure économique et politique de la société. Le changement pacifique peut s'avérer possible dans quelques rares cas de démocratie électorale moderne. Dans un futur proche, quand prendra fin l'exploitation économique, l'état de classe basé sur la létalité disparaîtra. Mais pendant la période de transition, les facteurs économiques prédisposeront au meurtre.

Écrivant entre Locke et Marx, et se faisant l'écho de Hobbes, Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) présente, dans *Le Contrat Social*, sa théorie du même titre, comme base pour l'organisation politique d'un état. Les citoyens constituent, à la fois l'autorité souveraine et les sujets de l'état. Ils s'engagent ainsi à obéir à l'autorité dirigeante qui crée et applique les lois dérivées de la « volonté générale ». Dans le cadre de ce contrat, l'état s'arroge le droit à la guerre et à la conquête, les traîtres peuvent être exécutés, et les criminels peuvent être assassinés. L'organisme régulateur peut ordonner aux citoyens de sacrifier leur vie pour l'état :

Quand le prince lui a dit : il est expédient à l'État que toi, tu meures, il doit mourir, puisque (...) sa vie n'est plus seulement un bienfait de la nature, mais un don conditionnel de l'État.

*Du Contrat Social, Livre II, Chapitre V*

Finalement, le contrat social démocratique de Rousseau est un pacte avec la létalité.

Au 20e siècle, Max Weber (1864-1920), influent économiste politique et théoricien sociologue allemand, écarte catégoriquement l'idée que la politique peut être une profession non homicide dans « La politique comme une vocation » (à l'origine un discours fait à l'Université de Munich en 1918). Pour Weber, « En politique, le moyen décisif est la violence ». Historiquement, toutes les institutions politiques dominantes sont nées de luttes violentes pour atteindre le pouvoir. Par conséquent, Weber définit l'état moderne comme « une communauté humaine qui réclame (avec succès) *le monopole de l'usage légitime de la force physique dans un territoire donné* (en italique dans l'original) ». Par conséquent, « celui qui recherche le salut de

l'âme, non seulement pour lui, mais aussi pour les autres, ne doit pas le rechercher sur le « sentier » de la politique, car les très différentes « tâches » de la politique *ne peuvent s'accomplir que par le recours à la violence* (en italique par l'auteur) ». (Weber, 1958 : 121, 78, 126).

Il est donc compréhensible que d'éminents professeurs dans la tradition de Weber et de ses prédécesseurs philosophes considèrent que la science politique basée sur le non-meurtre est « impensable ». L'orientation professionnelle sous-jacente s'exprime brièvement dans la réponse d'un politologue américain respecté, dans les années 1950, à un jeune universitaire qui lui demandait de donner sa définition de la « politique », son sujet d'étude pendant toute sa vie. Le professeur a tiré sur sa pipe et a répliqué : « j'étudie le pouvoir meurtrier de l'État ».

Mais encore, les échos de la tradition philosophique, bénie par la religion qui accepte la violence, résonne dans toute l'histoire et dans la culture politique des États-Unis, renforçant puissamment la croyance du citoyen instruit qu'une société non-meurtrière est impossible. On les entend dans le feu des mousquets à Lexington pendant la Révolution Américaine, dans la clameur des justifications lockéennes de la Déclaration d'Indépendance proclamée dans la rébellion, et dans le défi lancé à plein poumon du New Hampshire : « Vivre Libre ou Mourir ! ». On les entend encore dans « Battle Hymn of the Republic » l'Hymne de Bataille de la République, inspirant la victoire de l'Union contre la rébellion des Confédérés, ainsi que dans le refrain plein de défi et encore résonnant du « Dixie », et dans « l'Hymne de la Marine » célébrant des batailles lointaines sur terre et en mer. Ils résonnent encore dans la salve des 21 coups de canon en l'honneur de l'investiture du Président, Chef des Armées comme une réminiscence du passé violent et de l'actuelle puissance militaire de la nation. Tous ses actes se répètent au fil des ans dans une combinaison cérémoniale du drapeau, de l'hymne national, et de l'escorte armée, qui évoquent les émotions du sacrifice et du massacre, sanctifiées par la bénédiction présidentielle « Que Dieu bénisse les États-Unis d'Amérique » (Twain, 1970).

Tuer a contribué à la naissance, à l'expansion du territoire, à l'intégration nationale, et à la projection, au niveau mondial, du pouvoir des États-Unis

d'Amérique. Le bilan des morts et des blessés, nationaux et étrangers, civils et militaires, n'a toujours pas été fait et il est peut-être incalculable ; mais la réalité de la létalité de l'état américain est indéniable. Dans d'autres pays, on fait appel aux politologues pour réfléchir aux contributions du meurtre, à une échelle plus ou moins importante, dans la conformation de l'identité politique de propres états nationaux.

La nouvelle nation puise ses origines dans une révolte républicaine armée contre le gouvernement monarchique colonial, alors qu'elle conserve des esclaves sous le joug. Sous le drapeau de la liberté, elle a entamé sa domination du continent par une conquête sanglante des peuples indigènes, par la force contre ses voisins du nord et du sud, et par la cession ou l'achat de propriétés, préférant ainsi le commerce au combat. L'état a forcé l'intégration nationale par la Guerre Civile, tuant 74 542 soldats confédérés et sacrifiant 140 414 morts de l'Union.

S'étendant par delà les océans, l'état américain a pris le contrôle de Hawaï (1899), de Porto Rico, du Guam et des Philippines (1898) ; des Samoa orientales (1899) ; et des îles du Pacifique (1945). Aux Philippines, il a mis fin à la rébellion anticolonialiste (1898-1902) et égorgé des « maures » musulmans qui résistaient à l'assimilation (1901-1913). Par la menace navale, il a ouvert le Japon protectionniste au commerce extérieur (1853-1854).

Par des guerres et des interventions, la nation émergente a projeté et défendu ses intérêts. Elle a fait la guerre à l'Angleterre (1812-1814), au Mexique (1846-1848), à l'Espagne (1898), à l'Allemagne, à l'Autriche-Hongrie, à la Turquie et à la Bulgarie (1916-1918), au Japon, à l'Allemagne et à l'Italie (1941-1945), à la Corée du Nord et à la Chine (1950-1953), au Vietnam du Nord (1961-1975), et à l'Iraq (1991). Elle a mené des interventions armées à Pékin (1900), au Panama (1903), en Russie (1918-1919), au Nicaragua (1912-1925), en Haïti (1915-1934), au Liban (1958), en République Dominicaine (1965-1966), et en Somalie (1992). Les États-Unis ont renversé les gouvernements de Grenade (1983) et du Panama (1989) par des invasions, et celui d'Haïti (1992) par des menaces d'invasion. Par des invasions ou des attaques, ils ont tenté d'imposer des interdictions au Cambodge (1970) et au Laos (1971). Ils ont mené des représailles en Libye

(1986), en Afghanistan (1998) et au Soudan (1998). Ils ont démontré leur volonté de défendre leurs intérêts stratégiques en Iraq (1993), en Bosnie (1995), en Yougoslavie (1999) et en Lybie (2011).

Pendant un demi-siècle de luttes à l'échelle planétaire contre les états anti-capitalistes, révolutionnaires, et autres ennemis après la 2e Guerre Mondiale, les États-Unis ont étendu leur capacité agressive partout sur la planète. De moins d'un millier d'hommes à l'époque de la révolution, les forces armées régulières de la nation étaient passées à 1,5 million d'hommes et de femmes dans les années 1990, appuyés par 23 000 fonctionnaires du Pentagone, une nouvelle élite scientifique, et l'industrie des armes la plus avancée du monde — tout cela rendu possible grâce à des engagements annuels approuvés par le Parlement et le Président d'au moins un quart de trillion de dollars des contribuables. Selon des calculs conservateurs, le programme d'armement nucléaire de la nation, de 1940 à 1996, a coûté à lui seul 5 821 trillions de dollars (Schwartz, 1998). Les États-Unis ont davantage de bases outre-mer, davantage de forces déployées à l'étranger, davantage d'alliances militaires, davantage de forces militaires formées et armées (meurtriers de leurs ennemis, parfois de leurs amis, et même de leurs propres ressortissants) que tout autre pays. En simultanément, ils sont devenus le principal fournisseur d'armes sur un marché devenu compétitif et lucratif. Technologiquement, les États-Unis sont devenus capables de projeter une force meurtrière sur tout l'espace terrestre, maritime et aérien grâce aux armes de destruction massive dessinées par le génie meurtrier de la race humaine.

Dans les années 1990, les États-Unis, nés dans le creuset des batailles, étaient passés de la déclaration d'indépendance en 1776 à s'autoproclamer « l'unique superpuissance militaire mondiale et la première économie au monde » (Président William J. Clinton, Discours sur l'État de l'Union, du 19 février 1993). Selon les propres mots du Chef d'État-major, le Général d'Armée John Shalikashvili, les États-Unis sont devenus « une nation globale » avec des « intérêts globaux ». En 1995 à Hawaï, lors de la célébration du 50e anniversaire de la victoire sur le Japon par la bombe atomique, le Président a promis aux troupes rassemblées des différents corps d'armée : « vous serez toujours les forces armées les mieux entraînées et les mieux équipées au monde ». Il a déclaré : « Il faut que nous restions la na-



tion la plus puissante sur terre, afin de vaincre les forces obscurantistes de notre ère. » Cette détermination s'est vue reflétée dans une explication, en 1996, de la planification stratégique de l'Armée de l'Air, par le Chef d'État-major, le Général Ronald Fogelman : « Notre but est de trouver, définir, suivre et cibler tout ce qui bouge sur Terre ». Il révèle encore : « Nous pouvons déjà le faire, mais pas en temps réel » (pas lorsque cela a lieu). (Discours à la Fondation Héritage, Washington D.C., 13 décembre 1996).

Alors que le 20<sup>e</sup> siècle touchait à sa fin, les leaders américains avait pris l'habitude de l'appeler « Le Siècle Américain », et à exprimer leur détermination à faire du premier siècle du troisième millénaire « Le Second Siècle Américain ». Dans le contexte de cette tradition triomphante des vertus de la violence, il semble difficile d'envisager les États-Unis d'Amérique comme une nation du non meurtrier. Car finalement, le meurtrier et la menace de meurtrier ont créé l'indépendance nationale, aboli l'esclavage, vaincu le nazisme et le fascisme, mis fin à l'Holocauste, sauvé des vies dans un Japon bombardé, empêché l'expansion du communisme, entraîné la chute de l'empire soviétique, et ils permettent maintenant aux États-Unis de se proclamer force principale de diffusion des libertés démocratiques et de l'économie capitaliste partout dans le monde du 21<sup>ème</sup> siècle.

Mais pour les américains qui étudient les sciences politiques, des professeurs reconnus aux étudiants de première année, pas plus la philosophie que la tradition politique nationale ne sont nécessaires pour se convaincre qu'une société non-meurtrière est impossible. Les assassinats commis chaque jour le confirme.

Plus de quinze milles américains sont assassinés par d'autres américains chaque année (14 180 en 2008 ; 5,4 pour 100 000 personnes, contre 1,2 en 1900). Les meurtres déclarés n'incluent pas les « homicides justifiables » perpétrés par la police ou des citoyens privés (371 et 245 en 2008). Le total des homicides, depuis la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale (estimé à au moins 750 000), est supérieur au nombre de morts au combat pendant toutes les principales guerres menées par la nation (650 053). Aux homicides peuvent s'ajouter les agressions armées (834 885 en 2008 ; 274,1 pour 100 000 personnes), les attaques armées capables d'entraîner la mort ou les blessures graves (Bureau Fé-

déral d'investigation, 2009). Les tentatives de suicide contribuent encore plus que l'homicide à ôter la vie au sein de la société civile américaine (33 300 en 2006 ; 10,9 pour 10 000 personnes). Les tentatives de suicide sont 25 fois plus nombreuses. Selon les estimations, il y aurait plus d'un million d'avortements par an.

Les américains tuent par les coups, la décapitation, les bombardements, l'étouffement, la pendaison, l'empoisonnement, et en poussant les gens dans l'abîme ; ils tuent par le poignard, l'asphyxie, l'étranglement, et le plus souvent avec des armes à feu (66,9 % en 2008). Les meurtres sont prémédités, spontanés, professionnels, et accidentels. Ils accompagnent les violences conjugales, la maltraitance envers les enfants et les personnes âgées, les disputes, les rixes en état d'ébriété, le trafic de stupéfiants, les bagarres entre gangs, le jeu, la jalousie, le kidnapping, la prostitution, le viol, le vol, les étouffements d'affaires, et les commandements « divins » ou « sataniques ». Aucun lieu n'est vraiment sûr : les résidences, les écoles, les rues, les autoroutes, les lieux de travail et de culte, les prisons, les parcs, les villes, les villages, la nature, et la capitale de la nation. Les victimes sont tuées individuellement, en série, collectivement, et au hasard ; surtout des hommes (72,2 % en 2008). Mais parmi les conjoints tués de 1976 à 1985, il y a eu davantage d'épouses (9 480) que d'époux (7 115) (Mercy et Saltzman, 1989). Les meurtriers sont des individus, des couples, des gangs, des sectes, des syndicats, des terroristes, et, quand employés à l'application de la loi, des fonctionnaires de l'état qui agissent seuls, par deux ou en bande. Les meurtriers connus sont surtout des hommes (10 568 contre 1 176 femmes en 2008), et de plus en plus jeunes. Selon les estimations, en 1980 « la possibilité pour un américain d'être victime d'homicide était d'environ un sur 240 pour les blancs et un sur 47 pour les noirs et autres minorités » (Rosemberg et Mercy 1986 : 376). Comme l'a fait remarquer le Leader de la Majorité au Sénat, le Républicain Trent Lott, lors du débat sur l'État de la Nation, en réponse au Discours du Président Clinton le 27 janvier 1998 : « Les crimes violents transforment notre pays, la terre des hommes et des femmes libres, en terre des hommes et des femmes terrorisés ».

La presse atteste chaque jour de la létalité aux États-Unis. Une fille coupe la tête de sa mère, passe en voiture devant un commissariat de police et la

jette sur le trottoir. Une mère noie ses deux enfants ; deux enfants assassinent leurs parents. Un tueur en série prend les prostituées pour cible ; un homosexuel séduit, démembré, congèle, et mange ses jeunes victimes. Un tireur isolé tue quinze personnes dans une université. Deux garçons armés de fusils dans une école tuent quatre camarades de classe et l'enseignante, blessant une autre enseignante et neuf de ses collègues. A l'école secondaire *Columbine* de Littleton dans le Colorado, deux garçons lourdement armés tuent treize de leurs camarades, en blessent 28 autres et se suicident. De 1996 à 1999, des élèves âgés de 11 à 18 ans tuent 27 camarades de classe, deux enseignants, trois parents, et blessent 65 autres personnes. Le détenteur d'une arme automatique tue des enfants d'une école rurale dans leur cour de récréation. Un vétéran de la guerre du Vietnam descend à la mitrailleuse des clients d'un restaurant fast-food familial, tuant 25 personnes et en blessant 13. Un autre, revêtu de son uniforme militaire de combat, massacre des fidèles dans une église en criant : « j'en ai déjà tué mille, et j'en tuerai encore mille autres ! ».

Protégé des terrifiantes prédatiions hobbesiennes perpétrées par des concitoyens, et dans la méfiance lockéenne de l'état wébérien, se lève un peuple armé qui possède près de deux cent millions d'armes à feu avec au moins 70 millions de fusils, 65 millions de pistolets, 49 millions de fusils de chasse, et 8 millions d'autres armes à feu de longue portée (Cook et Ludwig 1977). Le commerce des armes — fabrication, ventes, importation et exportation — est important et compte des dizaines de milliers de négociants tant légaux qu'illégaux. Selon les estimations, 44 millions d'adultes garderaient des armes à feu dans au moins un tiers des foyers des États-Unis. La majorité des enfants savent où les trouver même si les parents croient le contraire. La Première Dame de la Nation, Hillary Clinton, se basant sur des estimations du Fonds pour la Défense des Enfants, a déclaré que 135 mille enfants amènent des armes à feu et d'autres armes à l'école chaque jour (discours à Nashua, New Hampshire, 22 février 1996). Le droit des citoyens à la détention d'armes trouve ses arguments dans l'autodéfense, la chasse, la récréation et la résistance à la tyrannie gouvernementale comme un droit inaliénable garanti par le Second Amendement de 1791 à la Constitution des États-Unis : « Une milice bien entraînée étant nécessaire pour garantir un État libre, le droit du citoyen à la détention et au port d'armes ne sera pas restreint ».

La police armée de l'état américain se protège des dangers de la létalité domestique. Elle comprend les agents fédéraux chargés de faire respecter la loi, plus ceux de la police locale et de la police d'état (836 787 officiers en 2004 ; 340 pour 100 000 personnes). Quarante-et-un ont été assassinés en 2008 (Bureau Fédéral d'investigation 2009). Quand cela s'avère nécessaire, des unités de la Garde Nationale de l'état et des Forces Armées fédérales des États-Unis viennent en renfort à ces agents. Les gardiens de prison surveillent plus de 1,8 million de prisonniers accusés de différents crimes, dont 3 220 attendant d'être exécutés en 2007 (Bureau de la Justice 2009). La peine de mort est en vigueur pour les crimes fédéraux dans trente-huit des cinquante états. Il y eu au total 1 099 exécutions de 1977 à 2007. A la fin du 20e siècle, outre la peur causée par la hausse du taux de criminalité et d'une violence apparemment sans frein, s'élèvent des voix impatientes qui appellent à étendre ou à réimposer la peine de mort, à destiner davantage de policiers dans les rues, à imposer des peines d'emprisonnement plus lourdes, et à construire davantage de prisons.

Aux États-Unis, la violence s'apprend en société et est appuyée par la culture. De façon formelle ou informelle, légale ou illégale, on apprend aux personnes à tuer. Plus de vingt-quatre millions de militaires vétérans sortent diplômés d'une formation professionnelle pour la létalité (23,6 millions en 2007). Environ un adulte de sexe masculin sur quatre est un vétéran. Plusieurs écoles secondaires, facultés et universités tant publiques que privées offrent une formation militaire préparatoire. Des entreprises enseignent comment tuer en légitime défense. Des milices privées entraînent au combat ; des gangs de rue s'organisent pour tuer ; les prisons servent d'université de la prédation. Des magazines pour mercenaires enseignent des techniques de combat, vendent des armes, et font de la publicité pour des tueurs à gages. Des « jeux » vidéo et informatiques captent de jeunes « joueurs » pour participer à des meurtres simulées allant des combats de rue aux batailles spatiales en passant par les attaques par terre, air et mer, à l'aide d'une variété de technologies létales. Le commerce de la « réalité virtuelle » vend des expériences récréatives du genre « tue ou fais-toi tuer » qui font « monter l'adrénaline ». Pendant un moment, la mode sur les campus universitaire était de jouer à « assassiner »

des camarades. Le meurtre simulé ou réel semble être une extension naturelle des jeux d'enfants avec des armes jouets.

Les différents moyens de communication offrent les enseignements indirects pour la létalité et promeuvent l'insensibilité face à la valeur de la vie humaine. Des enseignants créent des dessins animés, des films, des programmes pour la radio et la télédiffusion, des chansons, des livres, des magazines, et de la publicité commerciale. De l'enfance à l'âge adulte, des milliers d'images violentes s'impriment dans l'esprit, et montrent ainsi les manières dramatiques dont les gens, la propriété, les animaux, et la nature peuvent être détruits par des héros et des vilains. De plus en plus, des images sanglantes et brutales se succèdent dans un rapide défilé, avec des images de sexualité, spécialement dans les bandes annonce des films violents, atteignant ainsi la limite de la séduction subliminal par la létalité.

Aucun autre peuple dans l'histoire n'avait eu jusqu'alors autant d'images létales imprimées dans le cerveau. Une des techniques militaires avérées pour surmonter la répugnance à tuer utilisée dans la formation des commandos et des assassins est de les obliger à visionner des films projetant des images d'atrocité accrue — la tête bien droite et les yeux bien ouverts (Watson 1978 : 248-51) — c'est comme si la nation toute entière suivait une cure de désensibilisation la détournant du respect empathique de la vie pour lui faire accepter le meurtre sans émotion. Selon les juges, les jeunes assassins font de plus en plus preuve d'irrespect de la vie humaine. Mais, en dépit du préjudice porté à la société civile, la socialisation médiatique de la violence est utile à un état qui a besoin de meurtriers professionnels patriotiques. Cela s'incarne dans une publicité d'un million de dollars pour le recrutement diffusée pendant un match télévisé de « Super Bowl », la finale du championnat de football américain. Des millions de téléspectateurs découvrent un chevalier médiéval d'un « jeu » vidéo de combat, l'épée à la main, se métamorphoser en un « marine » américain moderne le sabre levé.

Le langage reflète et renforce la létalité, lui apportant un sentiment de naturel et d'inévitabilité. L'économie américaine est basée sur le capitalisme de la libre entreprise. Les américains parlent de « faire un massacre dans la bourse des actions » ; un des dictons de Wall Street, est « Achetez quand le sang cou-

le dans les rues » ; et les entreprises sont les concurrents de la « guerre des prix ». La politique américaine est basée sur la libre démocratie électorale. Ceux qui travaillent dans les campagnes électorales sont baptisés « les troupes » ou « les soldats » ; les lois sont « tuées » au Sénat ; et la nation « déclare la guerre » à la pauvreté, au crime, à la drogue, et autres problèmes. Le sport national est le baseball. Le cri traditionnel des supporters déçus est : « À mort l'arbitre ! ». Les commentateurs sportifs font référence aux équipes de football américain les plus fortes comme des killers « assassins » ; les joueurs sont des weapons « armes » ; les passes sont des long bombs « bombes à longue portée » ; et the killer instinct « l'instinct du tueur » manque aux équipes perdantes. Fiers de la liberté de culte, quand les américains louent le Prince de la Paix ils chantent « En avant soldats du Christ » et, rappelant l'esprit des Croisades et de la Réforme Chrétienne, ils gravissent en chœur « l'échelle de Jacob » comme des « soldats de la Croix ». A mesure que la vie s'écoule, ils parlent de « tuer le temps » pendant les moments tranquilles.

Bien qu'ils prennent de plus en plus conscience des effets nocifs du langage raciste et sexiste, les américains continuent à parler la langue de la létalité avec insouciance. « L'arsenal » linguistique de l'américain contient des termes qui évoquent toutes les armes connues dans l'histoire, les manières de les utiliser, et leurs effets. Trahir, c'est « poignarder dans le dos » ; les budgets sont « coupés » ; et faire un essai se traduit par « tirer une fois pour voir » ; les idées sont « torpillées » ; l'opposition est dénommée « batterie antiaérienne » ; et les conséquences des actions sont des « retombées radioactives ». Les avocats sont des « tueurs à gage ». Et une belle actrice de cinéma est une « bombe ».

Par ailleurs, les euphémismes déguisent d'habitude le meurtre réel. « Little Boy » (Petit Garçon), la première bombe atomique du monde, est lâchée sur Hiroshima par un bombardier B-29 baptisé du nom de la mère du pilote, « Enola Gay ». Ensuite, la bombe à plutonium « Fat Man » (Gros Homme) est lâchée par « la Voiture de Bock » sur Nagasaki. Les missiles nucléaires intercontinentaux capables de tuer en masse des populations urbaines sont baptisés « Peace-makers » (Pacificateurs). Parodiant le langage de la guerre appliqué aux sports, les exercices militaires de préparation à tuer s'appellent des « jeux ». Les civils ou les hommes de nos propres troupes tués au combat sont des « dommages collatéraux ». Comme l'a dit l'ex Pré-

sident Ronald Reagan, « L'Amérique est la nation la plus paisible, la moins encline à la guerre des temps modernes » (PBS 1993).

Périodiquement, en Amérique des éléments de légalité se mêlent pour aboutir à une violence collective entre citoyens, et entre citoyens et agents de l'état. En 1992, il y a eu 52 morts, 2 000 blessés, et 8 000 arrestations dans le sud du centre-ville de Los Angeles à la suite de tirs, de pillages, et d'incendies criminels en réaction au non-lieu sur la brutalité policière contre un citoyen noir. En deux mois, près de 70 000 armes à feu ont été vendues à des citoyens terrorisés dans les zones proches du conflit. Ces événements sanglants rappellent des meurtres similaires à Watts (34 en 1965), à Newark (26 en 1967) et à Détroit (46 en 1967), ainsi que la perte de vies humaines lors des révoltes d'esclaves pendant les 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. Pour restaurer l'ordre à Détroit en 1967, il a fallu 4 700 parachutistes de l'Armée, 1 600 Gardes Nationaux, et 3 600 policiers de l'État (Locke 1969).

Les conséquences de la combinaison de l'état hobbesien-wébérien avec l'héritage lockéen du Second Amendement, s'illustrent dans les meurtres à Waco, Texas, en 1993, et à Oklahoma City, Oklahoma, en 1995- A Waco, des agents armés de l'état ont tenté de faire respecter la loi à une secte religieuse armée ; résultat : quatre agents fédéraux tués, une douzaine blessés, et 89 membres de la secte, dont des femmes et des enfants, sont morts dans une lutte acharnée. Lors du deuxième anniversaire de cette tragédie, un « ennemi » de l'état a fait exploser, apparemment par vengeance, un camion piégé pour démolir l'édifice du bureau fédéral à Oklahoma City, tuant 168 personnes, dont des femmes et des enfants.

Un regard au-delà de leurs frontières permet aux américains de renforcer amplement leurs convictions qu'une société non-meurtrière est impossible. Le 20<sup>e</sup> siècle, l'ère la plus meurtrière de l'humanité, démontre l'horreur de la capacité humaine à tuer massivement. Les recherches de Rudolph J. Rummel permettent de placer le bain de sang dans une perspective historique et mondiale. Faisant la distinction entre « démocide » (l'état tuant son propre peuple par le génocide, l'exécution, le meurtre en masse, et la famine créée par l'homme), et les morts au combat dans le cadre d'une « guerre » (mondiale, locale, civile,

révolutionnaire, et de guérilla), Rummel calcule de manière « conservatrice » l'ampleur des meurtres dans l'histoire documentée, présentée dans le Tableau 1.

**Tableau 1.** Morts par démocide et guerre jusqu'à 1987

	<b>Avant 1900</b>	<b>1900-1987</b>	<b>Total</b>
Démocide	133 147 000	169 198 000	302 345 000
Guerre	40 457 000	34 021 000	74 478 000
Total	173 604 000	203 219 000	376 823 000

Source : Rummel, 1994 : Tableau 1.6, p.66-71.

Il se peut donc que quatre cent millions de personnes aient été victimes de meurtres politiques historiques, homicides non inclus. Rummel attribue les démocides les plus grands en importance aux régimes communistes, les seconds en importance aux régimes totalitaires et autoritaires, et ceux de moindre importance aux démocraties. L'holocauste hitlérien est encore présent dans la mémoire des américains, ainsi que les « purges » staliniennes, l'agression japonaise, et les meurtres maoïstes.

William J. Eckhardt et successeurs calculent qu'entre 1900 et 1995, les meurtres liés à la guerre pendant le 20<sup>e</sup> siècle ont fait au total au moins 106 114 000 victimes, dont 62 194 000 civils et 43 920 000 militaires (Sivard 1996 : 19). Selon les estimations, les meurtres incessants pendant la période « pacifique » de la « Guerre Froide » entre 1945 et 1992 auraient fait 22 057 000 victimes tuées lors de 149 guerres, dont 14 505 000 civils et 7 552 000 combattants (Sivard 1993 : 20-1). En 1996 il y avait au moins trente engagements dans des guerres en cours.

Les écrans de télévision projettent périodiquement des images d'événements sanglants provenant du monde entier, dont certains trouvent leurs origines dans des animosités anciennes et des atrocités récentes exacerbées par l'incapacité actuelle de satisfaire aux besoins. Une crise horrible succède à une autre tandis que la presse se concentre momentanément sur l'une avant de passer à l'autre. Le bain de sang adopte des formes diverses, qui ont toutes leurs racines dans la prédisposition au meurtre : guerres in-



ternationales, guerres civiles, révolutions, guerres séparatistes, atrocités terroristes, disputes territoriales, coups d'état militaires, génocides, assassinats ethno-religieux-tribaux, meurtres, interventions étrangères, mutilations et interdits liés au meurtre. Les rivalités externes aboutissent parfois au meurtre d'américains sur leur propre sol, comme ce fut le cas en 1993 lors d'un attentat à la bombe du World Trade Center à New York par des opposants à l'appui des États-Unis à l'État d'Israël, faisant six morts et mille blessés. Ou bien encore, les meurtres ont lieu outre-mer, comme lors des explosions simultanées par camions piégés auprès des ambassades américaines à Nairobi et à Dar Es Salaam en 1998 qui ont tué 12 américains et 300 africains, et fait quelque 5 000 blessés.

Le 11 septembre 2001, 19 membres d'Al-Qaeda, ont utilisé 4 avions de ligne en guise de missiles. Ils ont perpétré les attaques suicides contre les tours jumelles du « World Trade Center » à New York et contre le Pentagone, à Washington, le Capitole y échappa, provoquant ainsi la mort de 2 986 personnes. Les États-Unis ont répondu par l'invasion de l'Afghanistan, base d'Al-Qaeda, dès le mois d'octobre de la même année, suivie par une guerre préventive contre l'Irak en mars 2003.

Portant un regard sur le monde du 20<sup>e</sup> siècle, les leaders politiques américains, suivaient les idées de Hobbes, tendaient à déclarer : « c'est la jungle, là-bas ! » et à commenter la maxime du défunt Empire Romain : « Si vous voulez la paix, préparez la guerre » (si vis pacem para bellum).

\*

Dans un tel contexte de croyances primaires, d'héritage philosophique, de socialisation patriotique, de renforcement médiatique, de conditionnement culturel, et de massacres au niveau mondial, il n'est pas surprenant que la majorité des politologues américains et leurs étudiants rejettent avec détermination la possibilité d'une société non-meurtrière.

Lorsque la question est posée dans un cadre universitaire, que ce soit à des étudiants de prépas, ou de séminaires de cycles supérieurs, surgissent en général les objections fondamentales relatives à la nature humaine, les besoins économiques et la nécessité de se défendre contre les agressions

sexuelles et autres. Bien que les réponses soient fidèles à un modèle culturel, les variations et extensions sont innombrables. Chaque fois que la question est posée, on peut s'attendre à entendre quelque chose de nouveau. Les êtres humains sont assoiffés de pouvoir, égoïstes, jaloux, cruels et fous ; le meurtre en légitime défense est un instinct biologique, et constitue un droit humain inaliénable. Les êtres humains sont économiquement avares et ont l'esprit de compétition ; les différences sociales et les intérêts contradictoires font qu'il est inévitable de tuer. Il y a pire que tuer : la violence psychologique, et les privations économiques. Une société non-meurtrière serait totalitaire et perdrait en liberté, elle serait attaquée et soumise au joug d'agresseurs étrangers. Le non-meurtre en tant que principe politique est immoral ; tuer pour sauver des victimes d'agressions doit toujours être considéré comme étant juste. Tuer les criminels à titre de punition et de dissuasion est bénéfique pour la société. Les armes ne peuvent pas être « désinventées » ; les technologies létales existeront toujours. Il n'existe pas d'exemple de société non-meurtrière dans l'histoire connue ; c'est tout simplement impensable.

Ceci n'implique cependant pas l'unanimité dans les salles de classe. Certains étudiants américains maintiennent que, les êtres humains étant capables de créativité et de compassion, il doit être possible d'arriver, par l'éducation, à une société non-meurtrière. D'autres pensent que certaines conditions pour le non-meurtre peuvent être atteintes au sein de sociétés de moindre grandeur, mais pas au sein de grandes sociétés et certainement pas au niveau mondial. Cela n'implique pas non plus que les opinions américaines soient nettement plus violentes que celles des professeurs et étudiants de sciences politiques d'autres pays. Pour le savoir, il faudrait mener des recherches comparatives systématiques. Mais le pessimisme prédomine probablement dans le monde professionnel actuel des sciences politiques.

Cependant, lorsque la question impensable — « une société non-meurtrière est-elle possible ? » — est posée dans d'autres environnements culturels politiques, des réponses étonnamment différentes surgissent.

*Je ne m'étais jamais posé la question...*

Telle fut la réponse d'un collègue suédois à une réunion de futuristes suédois tenue à Stockholm en 1980 pour discuter de l'idée d'une science politique basée sur la non-violence : « Je ne m'étais jamais posé la question. Donnez-moi un peu de temps pour y réfléchir. » De manière surprenante, il n'y a ni rejet automatique, ni accord automatique. La question est prise comme appelant à une réflexion plus poussée. De même, en 1997 à une réunion internationale sur la théorie des systèmes, à Séoul, un Prix Nobel de chimie répondit : « je ne sais pas ». C'est la réponse typique aux questions quand il n'y a pas de base scientifique adéquate pour la réponse. Cela incite ensuite les membres de la conférence à traiter sérieusement la question, étant donné que la science et la civilisation progressent et remettent en question ce qui semble impossible.

*On peut y réfléchir, mais...*

Au 21<sup>e</sup> Congrès Mondial de l'Association Internationale des Sciences Politiques tenu à Moscou en 1979, deux intellectuels russes répondent à un article sur « la Science Politique Non-violente » avec l'intérêt notable de se pencher sérieusement sur la question. D'une manière surprenante, les deux conviennent que le but de la politique et des sciences politiques est d'arriver à une société non-violente. « Mais », demande l'un d'eux, « quelle est la base économique d'une politique non-violente et d'une science politique basée sur la non-violence ? » « Mais », demande l'autre, « comment devons-nous faire face à des tragédies comme celles qui ont eu lieu au Chili (où un coup d'état militaire a renversé un gouvernement socialiste démocratiquement élu), au Nicaragua (scène de répression et de révolution violentes) et à Kampuchéa (où plus d'un million de personnes ont été tuées lors d'une extermination de la classe urbaine révolutionnaire) ? »

En fait, quel type d'économie ne dépend pas du meurtre, ni ne le supporte — comme le font les formes contemporaines de « capitalisme » et de « communisme » ? Comment la politique non-meurtrière peut-elle prévenir, enrayer et éliminer les effets secondaires létaux des atrocités meurtrières ?

Présumant de la possibilité de la non-violence, des questions surgissent, qui appellent à des recherches scientifiques sérieuses.

*Nous savons que les êtres humains ne sont pas violents par nature, mais...*

Quand la question de la science politique non-violente fut soulevée au sein d'un groupe de politologues arabes et d'étudiants en administration publique de l'Université de Jordanie à Amman en 1981, un professeur a exprimé un consensus collégial : « Nous savons que les êtres humains ne sont pas violents par nature ». « Mais », ajoute-t-il, « il nous faut combattre en autodéfense. ». Si l'argument primaire que les êtres humains sont inévitablement violents par nature est remis en question, alors cela ouvre la voie à l'opportunité de découvrir des conditions dans lesquelles personne ne tue.

*Ce n'est pas possible, mais...*

Lors d'un séminaire à l'occasion du 10e anniversaire tenu en 1985 à l'institut de la Science de la Paix, à l'Université de Hiroshima, où les participants en majorité japonais étaient divisés à égalité entre ceux qui étaient d'accord et ceux qui ne l'étaient pas, un professeur d'éducation répond : « Ce n'est pas possible, mais il est possible que cela devienne possible ». Tout en reconnaissant qu'il n'est pas possible d'arriver dans l'immédiat à une société non-meurtrière, la possibilité d'y arriver à l'avenir n'est pas écartée. Ensuite, il pose la question suivante : « Quel type d'éducation faudrait-il pour arriver à une société non-violente ? » Une invitation constructive à une approche créative pour la résolution de problèmes.

*C'est tout à fait possible...*

En décembre 1987, un professeur de philosophie coréen, président de l'Association Coréenne des Sociologues, et leader politique à Pyongyang en Corée du Nord, surprend en répondant sans hésitation : « Oui, c'est tout à fait possible ». Pourquoi ? Premièrement, par nature les êtres humains ne sont pas portés à tuer. Ils sont dotés d'une « conscience », de « raison », et de « créativité », ce qui leur permet de rejeter la létalité. Deuxièmement, il ne faut pas utiliser la pénurie économique pour justifier le meurtre — les hommes ne sont pas esclaves de la matière. La pénurie peut être surmontée

par la « créativité », la « productivité » et, « de manière encore plus importante, par la distribution équitable ». Troisièmement, il ne faut pas utiliser le viol comme base pour rejeter le non-meurtre. Le viol peut être éliminé par « l'éducation » et « l'établissement d'un climat social adéquat ».

En février 2000, quand la question « une société non-meurtrière est-elle possible ? » a été posée aux participants d'une réunion d'environ deux cents leaders communautaires à Manizales, Colombie, avec surprise aucune main ne s'est levée pour répondre « non ». Ensuite, toutes les mains se sont levées pour affirmer « oui ».

Ces réponses positives en Corée et en Colombie sont remarquables, compte tenu du climat de violence dans lequel elles ont été données. Les traditions politiques violentes de la République Démocratique du Peuple de Corée sont quelque peu parallèles à celles des États-Unis d'Amérique : une révolution anticoloniale armée, une guerre civile pour l'unification, et une défense et une offensive de droit contre des adversaires locaux et étrangers. Cela fait des décennies que la société colombienne est marquée par la létalité apparemment irréversible de criminels, militaires, paramilitaires, guérillas, de la police et d'assassins en tous genres.

### *Diversité des réponses sociales*

Quand la question de la possibilité d'une société non-meurtrière est soulevée sans discussion préalable au sein de différents groupes, pays et cultures, diverses prédispositions sociales à l'accord ou au désaccord au sein et entre les groupes se manifestent. La promesse de recherches mondiales systématiques devient claire.

A Vilnius, en Lituanie, en mai 1998 lors d'un séminaire de révision par des spécialistes sur la « Nouvelle Science Politique » réunissant des politologues provenant de pays de la sphère soviétique, sponsorisé par *l'Institut pour une Société Ouverte*, huit ont répondu non et un oui. En mars 1999, dans le cadre d'un séminaire d'introduction aux sciences politiques pour des étudiants diplômés de l'Université Nationale de Séoul, douze ont répondu non et cinq oui, et deux ont dit oui et non. Lors d'un forum en février 1998 réunissant des parlementaires du Pacifique à Honolulu, Hawaï, organisé par la Fondation pour l'Appui aux Nations Unies basée au Japon, six ont ré-

pondu oui, cinq non, deux oui et non. Parmi les réponses d'un groupe d'observateurs composé de femmes japonaises, il y a eu douze non, onze oui, et un oui et non.

À Medellin, Colombie, lors d'une conférence nationale des éducateurs tenue en novembre 1998 sur « Le Futur de l'Éducation », 275 ont répondu oui et vingt-cinq non. Les réponses d'un groupe de travailleurs sociaux familiaux de Medellin ont compté trente oui, seize non. Les réponses obtenues des membres d'un gang de jeunes, connu sous le nom de sicarios, parmi lesquels des tueurs à gages, il y a eu seize non, six oui. Quand il a été demandé à un des tueurs sur quoi il basait son jugement, il a répondu : « Je dois tuer pour subvenir aux besoins de mes deux filles. Il n'y a pas de travail ». L'un de ceux qui avaient répondu « oui » a expliqué : « quand l'écart entre les riches et les pauvres aura disparu, nous n'aurons plus besoin de tuer quiconque ».

À Edmonton, Canada, en octobre 1997, parmi un groupe d'étudiants de l'école secondaire réunis parallèlement à un séminaire sur « Les Valeurs et le 21ème Siècle » sponsorisé par la Fondation Canadienne Mahatma Gandhi pour la Paix dans le Monde, quarante-huit ont répondu non, et vingt-cinq oui. A Atlanta, Géorgie, lors d'une « Conférence Internationale sur la Non-violence » sponsorisée en avril 1999 par le Centre Martin Luther King Jr. Pour la Non-violence et le Changement Social, quarante ont répondu oui et trois non. A Omsk, Russie, en février 2000, parmi des étudiants en littérature âgés de 17 à 26 ans, 121 ont répondu non, 34 oui, et 3 oui et non.

\*

Une société non-meurtrière est-elle possible ? Dans un monde de meurtre et de menaces de mort qui ont marqué de façon violente la fin du 20e siècle, il est compréhensible qu'il existe une base suffisante pour que les politologues et leurs étudiants concluent — c'est tout à fait impensable ! Mais il y a également des signes de bonne volonté de prendre sérieusement la question en considération. Mieux encore, en dépit de menaces sans précédent contre la survie de la race humaine, il existe des ressources mondiales pour aider l'esprit, la science, les institutions et les expériences afin d'asseoir la confiance et que finalement nous pensions que « C'est tout à fait possible ».

## Chapitre 2

### Capacités pour une société non-meurtrière

*Il se peut que nous en sachions déjà suffisamment pour que  
l'humanité mette fin à cette ère de violence,  
si nous nous décidons à rechercher des alternatives.*

David N. Daniels et Marshall F. Gilula  
Département de Psychiatrie, Université Stanford, 1970

**Quelles sont les bases permettant de penser qu'une société non-meurtrière est possible ? Pourquoi est-il possible de penser que les êtres humains sont capables d'un respect universel de la vie ?**

#### **La nature humaine du non-meurtre**

Bien que nous puissions démarrer sur une base spirituelle, étudions d'abord un fait séculaire. La majorité des êtres humains ne tuent pas. De tous les êtres humains actuellement en vie — et de tous ceux qui ont vécu — seule une minorité sont des meurtriers. Il suffit d'étudier les statistiques sur les homicides de n'importe quelle société.

Considérons aussi les meurtres en temps de guerre. Les musées militaires et ethnographiques du monde n'offrent que quelques preuves insuffisantes de la participation des femmes, la moitié de l'humanité, dans les meurtres perpétrés au combat. Je vous accorde que des femmes tuent, que certaines ont fait la guerre et la révolution, que dans certaines sociétés des femmes et même des enfants ont été impliqués dans la torture rituelle et le meurtre d'ennemis vaincus, et que des femmes sont recrutées pour tuer dans plusieurs armées modernes. Mais la majorité des femmes n'ont jamais été des guerrières ni des meurtrières militaires. Ajoutez à cela le rôle minoritaire des

hommes au combat. Seule une minorité d'hommes va à la guerre, en fait. Et de ceux-ci, seule une minorité tue directement. Parmi les meurtriers, la majorité répugne à tuer et éprouve ensuite des remords. Il n'y en a que 2% qui peuvent tuer à répétition et sans scrupules. Comme l'explique le Lieutenant-colonel Dave Grossman dans le cadre d'une importante révision de la répugnance masculine à tuer en temps de guerre, « La guerre est un environnement qui affaiblit psychologiquement 98 pour cent de tous ceux qui y participent pendant n'importe quel laps de temps. Et il semble que les deux pour cent que la guerre ne rend pas fous l'étaient déjà — psychopathes agressifs — avant d'arriver sur les champs de bataille » (Grossman 1995 : 50). Donc, contrairement à la présomption courante en sciences politiques que les êtres humains naissent meurtriers, la principale tâche de la formation militaire consiste à « surmonter le refus de tuer bien enraciné chez l'individu moyen » (Id, *ibid.* : 295).

La famille humaine démontre bien plus encore ses capacités de non meurtre. Si les êtres humains étaient meurtriers par nature, si même la moitié de l'humanité était inévitablement meurtrière, alors la famille sous ses différentes formes ne pourrait pas exister. Les pères tueraient les mères ; les mères, les pères ; les parents, les enfants ; et les enfants, les parents. Tous ces faits se produisent, mais ne constituent pas une loi naturelle de létalité qui contrôle le destin de l'humanité. Si c'était le cas, la population mondiale aurait disparu depuis longtemps. Au contraire, en dépit de conditions incroyables de privations matérielles et d'abus, la famille humaine a continué à créer et à maintenir la vie sur une échelle sans précédent.

Calculer combien d'êtres humains ont vécu sur terre et combien n'ont pas été des assassins serait un véritable défi et cela viendrait appuyer la possibilité du non-meurtre. On estime le total des vies humaines, de 1 million d'années avant Jésus Christ, jusqu'à l'an 2000 de l'Ere Chrétienne, à environ 91 100 000 000 personnes (en combinant les données de Keyfirz 1966 avec Weeks 1966 : 37, recalculés par Ramsey 1999). Si on arrondi le nombre de morts dues aux guerres et démocides proposés par Rummel à un demi milliard, et si nous faisons arbitrairement une multiplication par six pour tenir compte des assassinats, nous pourrions en déduire qu'il y a eu jusqu'à 3 000 000 000 d'assassin depuis l'an 1000 avant Jésus Christ (les



chiffres manquent pour calculer depuis 1 million avant Jésus Christ). Mais même cette estimation grossière et exagérée des meurtres suggéreraient qu'au moins quatre-vingt-quinze pour cent des êtres humains n'auraient jamais tué. Si le taux d'homicides aux États-Unis était de 10 pour 100 000, seulement 0,1 pour cent de la population aurait tué chaque année. Si les agressions aggravées étaient de 500 pour 100 000, alors 0,5 pour cent pourrait être ajouté pour totaliser 0,51 pour cent de la population dans le décompte des meurtriers réels ou des meurtriers dont les tentatives ont échoué. Peut-être que moins de deux ou même un pour cent de tous les homos sapiens ont été des meurtriers d'hommes. Le pourcentage de meurtriers dans des sociétés spécifiques, naturellement, peut varier énormément selon la culture et l'époque (Keeley 1996). Cependant, la survie et la multiplication de la race humaine témoignent de la primauté de la vitalité sur la létalité dans la nature humaine.

### **Racines spirituelles**

Les bases pour croire qu'il est possible d'arriver à une société sans meurtre se retrouvent dans les traditions spirituelles de la race humaine. C'est un fait que les religions ont été invoquées pour justifier d'horribles massacres allant du sacrifice humain au génocide en passant par l'annihilation atomique (Thompson 1988). Mais le principal message de Dieu, le Créateur, le Grand Esprit, quelle que soit la manière dont on le conçoit, ne fut pas « Oh humains, écoutez ma Parole ! Trouvez un autre être humain et tuez-le ! ». Au contraire, cela a été « Respectez la vie ! Ne tuez pas ! ».

Les préceptes du non-meurtre se retrouvent dans toutes les croyances spirituelles du monde. C'est pourquoi Max Weber juge que l'engagement spirituel est incompatible avec l'impératif politique de tuer. Jainisme et Indouisme partagent le précepte du « ahimsa parano dharma » (la non-violence est la loi suprême de la vie). Le premier vœu dans le Bouddhisme est de « s'abstenir d'ôter la vie ». Le judaïsme, le christianisme, et l'islam partagent le commandement divin « Tu ne tueras point » (Exode 20 :13). Un des enseignements juifs les plus anciens est « Pour quelqu'un, préserver la vie d'une personne, c'est comme sauver une multitude d'hommes. Mais, pour celui qui détruit la vie d'une personne, c'est comme s'il détruisait le

monde » (Eisendrath : 144). L'essence de cet enseignement est repris dans l'islam, bien qu'avec des réserves : « Quiconque tue un être humain, sauf (en punition) pour meurtre ou pour avoir répandu la corruption sur la terre, aura pour ainsi dire tué toute l'humanité ; et quiconque sauve une vie sauve toute la race humaine » (Le Coran 5 :32). La Foi Baháï — qui incorpore les enseignements du judaïsme, du christianisme et de l'islam — enjoint « Crains Dieu, O Peuple, et garde-toi de verser le sang de quiconque » (Bahá'u'lláh 1983 : 277).

Les traditions humanistes expriment également la désirabilité et la possibilité d'une société non-meurtrière. Dans le confucianisme, quand la moralité prévaut parmi les dirigeants, aucune peine de mort n'est nécessaire (Fung 1952 : 60). Dans le taoïsme, quand les êtres humains vivent simplement, spontanément et en harmonie avec la nature, « bien qu'il puisse y avoir des armes de guerre, personne ne s'y exercera » (Fung 1952 : 190). Dans la pensée socialiste moderne, quand les travailleurs refuseront de s'entretuer, les guerres cesseront. Un manifeste contre la première guerre mondiale proclame :

Tous les membres conscients de la classe ouvrière dans le monde s'opposent consciencieusement à répandre le sang des êtres humains, non pas pour des raisons religieuses comme c'est le cas pour les Quakers et les Sociétés Amicales, mais parce que nous croyons que les intérêts et le bien-être de la classe ouvrière dans son ensemble sont identiques. Bien que nous nous opposions fermement au Gouvernement Impérialiste Capitaliste d'Allemagne, nous sommes contre le massacre et la mutilation des travailleurs de quelque pays que ce soit. (True 1995 : 49 ; pour un exemple courageux, voir Baxter 2000).

Le meurtre est désapprouvé dans toutes les sociétés. Le respect humaniste égale la révérence religieuse pour la vie.

Quelle est l'importance de l'existence d'une éthique de non meurtre dans les traditions spirituelles et humaines pour la concrétisation de sociétés non-meurtrières ? D'une part, elle révèle une intention divine de semer dans la conscience de la race humaine un profond respect de la vie. D'autre part, elle démontre la capacité humaine de réceptivité, de réaction, ou de création

de ce principe. Si les êtres humains sont par nature des meurtriers incurables, ni l'acceptation, ni la transmission ni la création de ce principe ne seraient possibles. Même si une éthique spirituelle de non-meurtre avait été inventée par les élites pour décourager les révolutions, par les opprimés pour affaiblir les oppresseurs ou par les meurtriers pour échapper à la punition, elle implique que les êtres humains à qui elle s'adresse sont capables d'y répondre positivement.

L'esprit de non-meurtre a émergé avant, pendant, et après les bains de sang les plus horribles de l'histoire. Son expression n'est pas qu'un luxe octroyé avec bienveillance aux meurtriers, c'est un esprit qui survit sans répression dans l'ère contemporaine, il continue à inspirer l'élimination de la létalité dans la christianisme d'après les croisades, l'islam d'après les conquêtes, le judaïsme d'après l'holocauste, le bouddhisme post-militariste, et les traditions postcoloniales des peuples indigènes. Pendant le 20<sup>e</sup> siècle meurtrier, cet esprit a commencé à se faire sentir dans des contributions au changement pour la non-violence mondiale des chrétiens Tolstoï et Martin Luther King Jr., l'indou Gandhi, le musulman Abdul Ghaffar Khan, le juif Joseph Abileah, le bouddhiste Dalaï Lama, l'écologiste Petra Kelly, et tant d'autres personnes célèbres et méconnues.

La présence de l'esprit de non-meurtre dans chaque confession religieuse, et les exemples d'engagements en ce sens, guidés par certains principes, ouvrent la voie à l'éveil et à l'affirmation de centaines de millions de personnes qui partagent le même sentiment. La tension dissonante entre l'impératif de non meurtre et la reconnaissance de la responsabilité du meurtre et de ses conséquences perverses crée une motivation pour un changement personnel et social en faveur du non-meurtre. Alors que les racines du non-meurtre se retrouvent dans toutes les traditions, l'héritage spirituel de l'humanité dans son ensemble est comme le système à racines multiples qui maintient un figuier des banians en vie. L'inspiration et la substance peuvent être tirées du système de racines tout entier, ainsi que de n'importe laquelle de ses parties. Car elles sont toutes connectées au pouvoir de la vie. La réalité du respect de la vie dans les confessions religieuses et dans les traditions humanistes constitue une base spirituelle pour croire qu'une société mondiale non-meurtrière est possible.

## Racines scientifiques

« La religion à elle seule ne nous mènera jamais à la non-violence. » C'est là, l'avis d'un des plus éminents leaders religieux de l'Inde, Acharya Mahapragya, héritier créatif de la vieille tradition jain de l'ahimsa (non-violence). Dans la pensée jain, « l'Ahimsa est le cœur de toutes les phases de la vie, le centre de tous les textes sacrés, et la somme... et la substance... de tous les vœux et vertus » (Jain et Varni 1993 : 139). Selon Acharya Mahapragya, pour arriver à une société non-violente il faut renforcer le pouvoir des individus de découvrir la non-violence en eux-mêmes et de l'exprimer socialement en combinant la science neurologique moderne aux vérités spirituelles. Dans son analyse, la violence découle d'émotions produites par les glandes endocrines qui affectent le système nerveux sympathique et parasympathique, et est liée à ce que nous mangeons. De plus, sur la base des connaissances scientifiques sur notre système neurologique, nous pouvons utiliser intentionnellement l'énergie de notre cerveau dans des pratiques simples de méditation pour nourrir la non-violence intérieurement et nous engager à mener une vie sociale de non-violence (Mahapragya (sic) 1987 et 1994 ; Zaveri et Kumar 1992).

Quelles sont les bases scientifiques pour croire aux capacités humaines de non-meurtre ? Par science, nous entendons en gros toutes les formes de connaissances acquises par le questionnement et l'expérimentation — faits, théories, et méthodes de détermination de la validité et de la fiabilité. Ce qui amène les philosophes à remettre en question la pensée habituelle c'est un signe avant-coureur de révolution scientifique.

A. Richard Konrad (1974) l'a fait pour la non-violence, en remettant en question la présomption conventionnelle qu'être prêt à tuer est la seule manière efficace de faire face à la violence dans toutes ses variantes, du viol à l'holocauste. Konrad avance l'argument que la thèse de l'unique alternative violente de résolution de problèmes repose sur trois présomptions : que toutes les alternatives non-violentes ont été identifiées ; que toutes ont été testées ; et que toutes ont échoué. Mais ces présomptions ne tiennent pas : les alternatives non-violentes pour la résolution de problèmes sont hypothétiquement infinies ; les contraintes pratiques en termes de temps, de ressour-

ces, et d'autres facteurs empêchent de tester même celles qui ont été identifiées ; par conséquent, nous ne pouvons être certains que l'alternative violente est la seule qui puisse réussir. Cependant, Konrad avance l'argument de la nécessité de passer d'une prédisposition philosophique à accepter la violence à une autre qui cherche à créer et tester des alternatives non-violentes. Cette approche est susceptible d'aboutir sur des découvertes scientifiques remettant en question l'inévitabilité de la létalité humaine (voir aussi Yoder 1983).

La présomption que les êtres humains doivent nécessairement être des meurtriers à cause de leur nature animale est remise en question. Le psychologue Loh Tseng Tsai (1963) de l'Université de Tulane a démontré qu'on peut apprendre à un chat de gouttière et à un rat d'égouts à manger pacifiquement dans le même bol. La méthode consiste en une combinaison de conditionnement opérant et d'apprentissage social. Séparés d'abord par un écran de verre, les deux animaux ont appris qu'ils doivent simultanément appuyer sur des leviers parallèles pour faire tomber des boulettes de nourriture dans un bol commun. Après sept cents sessions de formation, l'écran a pu être enlevé sans qu'une goutte de sang ait coulé. Tsai conclut alors :

Nous avons démontré pour la première fois dans l'histoire scientifique, avec des expérimentations cruciales, que les chats et les rats — les soi-disant ennemis naturels — peuvent coopérer, et qu'ils le font. Cette découverte écarte le dogme traditionnel en psychologie selon lequel dans la nature animale l'instinct indéracinable de pugnacité existe et qu'il rend inévitables les luttes ou les guerres (1963 : 4).

Observant que « nombreux sont ceux qui pensent que nos recherches ont posé la pierre angulaire de la fondation biologique de base pour la possibilité théorique de la paix dans le monde », Tsai appelle à une philosophie basée sur la science de la « survie par la coopération » plutôt qu'à un maintien de l'inévitabilité présumée de la létalité compétitive. Dans un domaine radicalement différent, le physicien et historien scientifique Antonino Drago, mettant en contraste les implications de la mécanique de Carnot et de Newton pour la résolution de conflits, arrive à une recommandation similaire basée sur la science en faveur de la coopération transcendante (Drago 1994). Le psychothérapeute Jerome J. Franck fait de même en recomman-

nant la coopération pour des objectifs communs qui rapportent des bénéfices mutuels afin de surmonter les antagonismes mortels (Franck 1960 : 261-2 ; 1993 : 204-5).

Les défis lancés à la présomption que la létalité humaine est inévitablement enracinée dans notre évolution comme une sorte de « singes assassin » découlent des nouvelles études sur des espèces de primates génétiquement presque similaires — le bonobo non-meurtrier d'Afrique Centrale (Kano 1990). Le peuple Mangandu du Congo, qui partage la forêt tropicale avec les bonobos, interdit strictement de les tuer, sur la base d'une légende voulant qu'autrefois leurs ancêtres et les bonobos vécurent ensemble comme des frères (Kano 1990 : 62). Contrairement aux gorilles, chimpanzés et autres singes, les bonobos n'ont jamais été observés en train de s'entretuer (Wrangham et Peterson, 1990 ; Waal 1997). Mieux encore, des études récentes sur « l'établissement de la paix » et « l'altruisme réciproque » parmi des espèces de primates qui, elles, tuent, remettent elles aussi en question la tendance à insister seulement sur la létalité en oubliant le potentiel de non meurtre dans l'évolution de la nature humaine. (Waal 1989 ; 1996). Il existe un aspect pacifique dans la nature animale, de même que, comme l'ont démontré Kropotkin (1914), Sorokin (1954), et Alfie Kohn (1990), il existe aussi un aspect coopératif, altruiste, plus positif dans la nature humaine.

Dans une étude comparative de l'agression chez les animaux et les humains, l'ethnologue et anthropologue Irenaüs Eibl-Eibesfeldt (1979 : 240-241) conclut qu'il existe une base biologique pour l'impératif spirituel de ne pas tuer. Observant que « chez plusieurs espèces animales, l'agression intra-espèce est si ritualisée quelle n'aboutit pas à des lésions physiques », il a découvert l'existence de techniques humaines similaires et plus élaborées pour éviter les bains de sang. « Dans une certaine mesure », conclut-il, « un filtre des normes biologiques établit le commandement : ' Tu ne tueras point ' ». Mais « dans le cours de la pseudo-classification culturelle (définir les autres comme pas tout à fait humains et donc sujets à prédation), l'homme a surimposé un filtre de norme culturelle qui lui ordonne de tuer par-dessus son filtre de norme biologique qui lui interdit de tuer ». En temps de guerre, « cela entraîne un conflit de normes dont l'homme est averti par la conscience qui le tenaille aussitôt qu'il a appréhendé l'ennemi et le confronte en

tant qu'être humain ». Cela est mis en évidence par les besoins de purification et d'acceptation sociale ressentis par les combattants après une guerre.

Les conclusions de Grossman confirment la thèse de Eibl-Eibesfeldt en affirmant que « tout au long de l'histoire la majorité des hommes sur les champs de bataille n'essayaient pas de tuer l'ennemi, même pour sauver leur propre peau ou celles de leurs amis » (Grossman 1995 : 4). Grossman remarque que les cas psychiatriques sont plus nombreux parmi les soldats qui ont tué directement que parmi ceux qui n'ont pas tué. Le psychologue militaire et l'ethnologue anthropologue ne diffèrent que sur les implications de leurs conclusions en termes de politiques. Pour le premier, la tâche consiste à donner une formation professionnelle pour surmonter la répugnance à tuer. Pour le dernier, le problème consiste à rendre la culture conforme à la biologie non-meurtrière de l'être humain. Eibl-Eibesfeldt conclut :

Les racines du désir de paix universelle se trouvent dans ce conflit entre les normes culturelles et biologiques, qui fait que les hommes veulent harmoniser leurs normes biologiques et culturelles. Notre conscience demeure notre espoir, et sur cette base, une évolution rationnellement guidée pourrait amener à la paix. Cela présuppose la reconnaissance du fait que la guerre remplit des fonctions qui devront être remplies d'une quelconque autre manière, sans bain de sang. (1979 : 241).

La neurologie offre un support additionnel pour confier dans le potentiel de non-meurtre chez l'être humain. Dénominant son approche comme « neuroréalisme », le neuroscientifique pionnier Bruce E. Morton (2000) présente un « Modèle de Cerveau Quadripartite Dual du Latéralité Comportemental » qui décrit les bases neurobiologiques du meurtre et du non-meurtre. Les quatre parties du modèle « fonctionnent selon deux modes d'un système quadripartite unique ». Ce sont : le système central du cerveau (les instincts), le système limbique (les émotions), les systèmes de l'hémisphère droit et de l'hémisphère gauche (l'imagination et l'intellect), et le système néocérébellum (l'intuition). Morton situe la source d'une conscience spirituelle et sociale plus élevée dans le système néocérébellum de l'intuition. Cette « source plus élevée » est « véridique, créative, autodisciplinée, altruiste, coopérative, empathique, et non-violente ». Elle facilite la survie du groupe sur le long terme et est

« un phénomène accessible à tous qui dépend strictement du cerveau ». L'émergence de la « source » dans la conscience se manifeste sous trois formes : par le traumatisme de la récupération après mort clinique, par certains hallucinogènes, et de manière plus importante, par la méditation. Dans la vie de tous les jours, la « source » facilite intuitivement les bénéfices émergents de la synergie « vers une communauté non-violente ». Elle contribue à l'absence de menaces létales pour la survie.

Donc, la science neuroréaliste du cerveau offre une base pour l'auto activation de l'engagement pour la non-violence et la transformation sociale, ce qui entre parfaitement en ligne avec la spiritualité du non-meurtre et le refus biologique et spirituel à tuer. Elle est également compatible avec l'enseignement du Vivekananda hindi selon laquelle la tâche des grands maîtres religieux n'est pas d'amener Dieu depuis l'extérieur mais d'aider chaque personne à faire surgir la divinité préexistante en elle. Cette conception vient faire écho à l'affirmation du chrétien Tolstoï : « le Royaume de Dieu est en nous » (Tolstoï 1974). Comparez cela à l'enseignement du mystique indien Kabîr qui a vécu au 15<sup>e</sup> siècle :

Entre les deux yeux se trouve le Maître,  
Le Messager du Seigneur.  
Dans votre propre corps réside votre Seigneur,  
Alors pourquoi ouvrir les yeux externes pour le chercher ?  
(Sethi, 1984 : 56-57).

Mais, supposons que des dysfonctionnements du cerveau liés à la biologie prédisposent certains individus à être des meurtriers compulsifs ? Même si cette létalité trouve sa cause dans la biologie et n'est pas produite par le conditionnement et la culture, le génie scientifique envisage la possibilité que les psychopathes se libèrent eux-mêmes de la pulsion de tuer. Cela, sans neutraliser d'autres qualités humaines. Avec le progrès de la neuroscience moderne, de la génétique et d'autres biosciences, l'inévitable létalité de la « nature humaine », même si elle est connectée à un désordre biologique atypique, ne peut plus être présumée.

Les recherches appliquées et fondamentales du neuropsychologue du développement James W. Prescott et du neuropsychiatre Robert G. Heath



(Restak 1979 : 118-133) constituent un exemple novateur. Selon leur théorie, la pulsion de tuer chez certains individus est liée à un désordre des circuits électriques (conduits du plaisir) qui mettent en réseau des zones du cerveau qui connectent les émotions (système limbique) et le mouvement corporel (cervelet). Ils avancent l'hypothèse que l'activation ou l'inhabilitation de ces circuits est lié au degré de mouvements corporels circulaires pendant la phase de croissance de la prime enfance. Cette hypothèse a été avancée suite à des expériences où on maintenait immobilisée la tête de chimpanzés, ou en les faisait tourner sur une chaise pivotante. Ils ont ensuite découvert que les chimpanzés immobilisés étaient plus agressifs, et les autres plus sociables. Cette expérience a ensuite été menée sur des détenus accusés de meurtre. Une petite électrode leur a été implantée à l'arrière du cerveau, qui pouvait être autocontrôlé par un stimulateur de poche qui fonctionnait via un engin implanté dans l'épaule du détenu homicide ('stimulateur du cervelet' ou 'métronome du cervelet'). Quand survient un sentiment de dysphorie et l'envie de tuer, la personne peut activer les « conduits du plaisir » pour les éliminer. Certains individus pour qui le diagnostic « criminellement aliéné » a été posé ont ressenti un soulagement immédiat après plusieurs années de confinement solitaire ou de limitation des déplacements. D'autres ont enregistré une disparition graduelle du besoin de se suicider ou de tuer. Il y a eu des échecs. Dans un cas, le fil du stimulateur du cervelet s'étant cassé, le patient a immédiatement tué une infirmière avec une paire de ciseaux. Cependant, le succès de cette procédure pionnière pose un défi aux nouvelles innovations théoriques et technologiques visant à libérer l'humanité du pessimisme biologique légal.

Les conclusions de vingt-trois psychiatres de l'Université de Stanford qui ont formé un comité pour étudier la « crise de violence » aux États-Unis après l'assassinat de Martin Luther King Jr. et celui du Sénateur Robert F. Kennedy (Daniels, Gilula, et Ochberg 1970) alimentent l'optimisme en matière de non-meurtre. Après avoir révisé la violence et l'agression en relation avec la biologie, la psychodynamique, l'environnement, la colère, le conflit intergroupes, les médias de masse, les armes à feu, les maladies mentales, la consommation de la drogue et d'autres facteurs, Daniels et Gilula concluent : *« Il se peut que nous en sachions déjà assez pour que l'homme mette fin à cette*

*ère de violence si nous nous compromettons à chercher d'autres alternatives »* (p.441, en italique par l'auteur).

Des études de cas d'homicides présentées par le psychiatre George F. Solomon (1970) montrent que le meurtrier est compréhensible et qu'il est évitable, contrairement à l'idée qu'il fait irrémédiablement partie de la « nature humaine ». Dans un des cas, l'expérience de socialisation d'un franc-tireur assassin de femmes, apparemment sans émotion, comprenait un historique personnel de négligence parentale, un père ludopathe ; séduction de sa mère alcoolique aux mœurs dissolues, une fascination pour les armes et l'abus de drogues pour bloquer les « images horribles » du sentiment de culpabilité suite à l'inceste. Dans un autre cas, les antécédents d'un tueur du nouveau mari de son ex-femme comprenaient la pauvreté, la haine du père pour ses violences contre la mère, les convulsions après que son père l'ait frappé à la tête, les moqueries de sa mère, la maltraitance de la part de ses sœurs, être devenu sergent d'Infanterie de Marine, le mariage avec une prostituée rencontrée dans un bordel et lui avoir fait deux enfants, le viol et la tentative de suicide après la découverte de l'infidélité de sa femme pendant qu'il se trouvait en poste à l'étranger, sa femme qui l'a menacé avec un pistolet de calibre 38, avoir utilisé son pistolet de service avec lequel il a tué le nouveau mari de sa femme lors d'une querelle à trois dans la salle de séjour au sujet de la pension alimentaire des enfants et des droits de visite. Solomon conclut :

En tant que psychiatre, je crois fermement que le comportement humain peut être modifié. Nos échecs en matière de prévention et de traitement découlent de l'ignorance, ce qui peut s'améliorer avec des recherches plus approfondies ; du manque d'application de principes acceptés ; de la répugnance à innover ; et de la vengeance envers la déviance sociale bien plus qu'une quelconque « incurabilité » intrinsèque d'une personne portée à la violence. La capacité des êtres humains en matière de développement et de guérison est grande, et, espérons-le, leur inclination pour la violence pourra être annulée. (1970 : 387).

En anthropologie, un nouvel intérêt à comprendre les capacités humaines de non-violence et de paix, contrairement à l'emphase habituellement mise sur la violence et l'agression, génère des connaissances qui permettent

de remettre en question la présomption qu'une société non-meurtrière est impossible (Sponsel et Gregor 1994b ; Sponsel 1996). Comme l'explique Leslie F. Sponsel, « les sociétés non-violentes et pacifiques semblent rares. Non pas parce qu'elles sont, en fait, rares, mais parce que la non-violence et la paix sont trop rarement prises en compte dans les recherches, la presse, et d'autres domaines ». Il ajoute, « il est tout aussi important de comprendre les caractéristiques, conditions, causes, fonctions, processus et conséquences de la non-violence qu'il l'est de comprendre ceux de la violence et de la guerre ». (Sponsel 1994a : 18-9).

Piero Giorgi (1999) et J.M.G. van der Dennen (1990 ; 1995) ont fait avancer la remise en question scientifique de la présomption hobbesienne de la létalité universelle chez les premiers humains. Lors d'une révision de données sur la guerre et l'inimitié chez 50 000 peuples « primitifs » cités dans la littérature ethnographique au cours du siècle dernier, van der Dennen n'en trouve une confirmation explicite que pour 2 000 groupes. Reconnaissant que l'absence d'informations sur la « belligérance » pour le reste des groupes ne prouve pas nécessairement leur pacifisme, van der Dennen met en garde contre l'acceptation dogmatique de la présomption de l'état belliqueux humain universel (1990 : 257, 259, 264-9).

En révisant la littérature anthropologique, Bruce D. Bonta (1993) identifie quarante-sept sociétés qui démontrent des capacités humaines pacifiques.

La paix... est définie comme une condition dans laquelle les gens vivent dans un degré relativement élevé d'harmonie interpersonnelle ; connaissent peu de violence physique entre adultes et enfants, et entre les sexes ; ont développé des stratégies applicables pour résoudre les conflits et détourner la violence ; sont déterminés à éviter la violence (comme la guerre) avec d'autres peuples ; élèvent leurs enfants pour qu'ils adoptent des attitudes pacifiques ; et sont fortement conscients d'être pacifiques (Bonta, 1993 : 4).

Bonta trouve des preuves de paix parmi les amishs, les peuples anabaptistes, balinaï, Batek, Birhor, Brethen, Buid, Chewong, Doukhobor, Fipa, Fore, G/Wi, Hutterite, Ifaluk, Inuit, Jain, Kadar, Kung, Ladakh, Lepcha, Malapandaram, Mbuti, Mennonite, Montagnais-Naskapi, Moravien, Nayaka, Nubien, Onge, Orang Asli, Paliya, Piaroa, Quaker, L'Irlande rura-

le du nord, les Thaïs ruraux, San, Sanpoil, Salteaux, Semai, Tahitiens, Tanka, Temiar, Toraja, Iles Tristan, Waura, Uanadi, Zapotèque, et Zuni.

Dans une autre étude sur la résolution de conflits parmi vingt-quatre de ces peuples, Bonta (1996) conclut :

Plusieurs notions communes relatives aux conflits et à la résolution de conflits certifiées par des intellectuels occidentaux peuvent être remises en question à la lumière des succès de ces sociétés en matière de résolution pacifique des conflits ; notamment, que le conflit violent est inévitable dans toutes les sociétés ; que la punition et les forces armées préviennent la violence interne et externe ; que les structures politiques sont nécessaires pour la prévention des conflits ; et que les conflits doivent être perçus comme étant positifs et nécessaires. Ce qui prouve le contraire, c'est que plus de la moitié des sociétés pacifiques n'ont pas enregistré la violence ; elles punissent rarement les adultes (excepté pour ce qu'il s'agit de la menace d'ostracisme) ; elles traitent les conflits avec les sociétés externes selon les mêmes moyens pacifiques avec lesquels elles traitent les conflits internes ; elles n'en appellent pas à des gouvernements étrangers quand elles confrontent des disputes internes ; et elles ont une vision extrêmement négative des conflits (403).

L'importance de la socialisation de l'enfant et de l'identité communautaire, entre autres facteurs de différenciation des sociétés dans leurs niveaux faible ou élevé de violence est une conclusion anthropologique récurrente (Fabbro 1978). Une étude comparative du Dr. Douglas P. Fry (1994) sur deux villages Zapotèques mexicains aux caractéristiques socioéconomiques similaires mais nettement différents en termes d'incidence de la violence illustre leur importance. Dans la pacifique La Paz, où l'homicide est rare, les citoyens se perçoivent eux-mêmes comme étant « respectueux, pacifiques, non jaloux, et coopérants » (140). Dans le village voisin de San Andrés, violent, il existe la « croyance ou système de valeurs, largement répandue qui approuve la violence » (141). Ceci est accompagné d'un manque de respect pour les femmes, de violence conjugale, punition physique des enfants, enfants désobéissants, grossièreté de paroles, rixes en état d'ivresse, et assassinats pour cause de rivalité sexuelle, disputes et vengeance. Avec des condi-

tions matérielles et structurelles très semblables, le taux d'homicide à San Andrés est de 18,1 pour 100 000 comparé à celui de 3,4 à La Paz. Cette comparaison nous aide à comprendre que le pessimisme relatif à la nature humaine et les normes communautaires qui trouvent des excuses à la violence sont en corrélation avec le meurtre ; tandis que les croyances et valeurs non-violentes prédisposent à une société non-meurtrière.

La « Déclaration sur la Violence » de Séville du 16 mai 1986 émise par un groupe international de spécialistes dans les disciplines du comportement animal, de la génétique du comportement, de l'anthropologie biologique, de l'ethnologie, de la neurophysiologie, de l'anthropologie physique, de la psychologie politique, de la psychiatrie, de la psychobiologie, de la psychologie, de la psychologie sociale, et de la sociologie<sup>2</sup>, offre un important appui scientifique pour la confiance dans les capacités humaines de ne pas tuer. Ils déclarent :

Il est *scientifiquement incorrect* de dire que nous avons hérité la tendance à faire la guerre de nos ancêtres animaux (...). Il est *scientifiquement incorrect* de dire que la guerre ou tout autre comportement violent est génétiquement programmé dans notre nature humaine (...). Il est *scientifiquement incorrect* de dire qu'au cours de l'évolution humaine, il s'est produit une sélection du comportement agressif plus que d'autres types de comportement (...). Il est *scientifiquement incorrect* de dire que les êtres humains ont un « cerveau violent » (...). Il est *scientifiquement incorrect* de dire que la guerre découle de « l'instinct » ou de toute autre motivation unique.

Parallèlement à l'optimisme des psychiatres de Stanford relative au non-meurtre, les scientifiques de Séville déclarent :

Nous concluons que la biologie ne condamne pas l'humanité à la guerre, et que l'humanité peut se libérer du carcan du pessimisme biologique et se renforcer par la confiance pour entreprendre les tâches de transformation nécessaires en cette Année Internationale de la Paix et au cours des années à venir. Bien que ces tâches soient de nature institutionnelle et collective, elles relèvent également de la conscience des individus participants pour qui le pessimisme et l'optimisme sont des facteurs cruciaux. Tout comme « la guerre commence dans l'esprit des hommes », la paix

aussi commence dans nos esprits. La même espèce qui a inventé la guerre est capable d'inventer la paix. La responsabilité incombe à chacun d'entre nous (Adams 1989 : 120-1 ; 1997).

Le 2 août 1939, Albert Einstein écrit une lettre au Président Franklin D. Roosevelt l'informant que la physique atomique avait progressé à tel point que la création de « bombes très puissantes d'un nouveau type » était « concevable » (Nathan et Norden, 1968 : 295). Cela a abouti à la formation d'un comité consultatif, un investissement initial du Gouvernement des États-Unis de six mille dollars, l'organisation du Projet Manhattan de plusieurs milliards de dollars, et la création et l'utilisation, six ans plus tard, des premières bombes à uranium et plutonium du monde. Soixante ans plus tard, il est possible d'affirmer qu'il existe actuellement suffisamment de preuves scientifiques des capacités humaines de non-violence qui, systématiquement intégrées et avancées, rendront possible le soutien de l'option d'auto-transformation humaine vers le non-meurtre. Parmi les indicateurs, il existe plus de cent thèses doctorales qui font référence à la « non-violence » dans des domaines comme l'anthropologie, l'éducation, l'histoire, les langues et la littérature, la philosophie, la psychologie, les sciences politiques, la religion, la sociologie, les discours, et la théologie qui sont apparues de plus en plus depuis 1963 aux États-Unis (Extraits de Dissertations Internationales 1963-).

En y ajoutant des recherches réalisées dans d'autres pays comme l'Inde, dans des langues autres que l'anglais, dans des documents présentés lors de congrès, dans des livres et symposiums interdisciplinaires (Kool 1990 ; 1993), dans des analyses intégrées pionnières (Gregg 1966), dans de nouveaux journaux (Le Journal International de la Non-violence 1993-) dans une importante enquête bibliographique sur l'action non-violente (McCarthy et Sharp 1997), et d'autres sources — il est clair qu'un ensemble substantiel de connaissances relatives à la non-violence se développe en plus de la littérature sur la « paix » et la « résolution de conflits ». Le potentiel actuel des connaissances relatives à la non-violence est fonctionnellement comparable à l'état de la physique atomique en 1939.

## Remarquables résultats des capacités du non-meurtre

Emile Durkheim (1858-1917), un des fondateurs de la sociologie moderne, a attiré l'attention sur les « émergences saillantes » de la vie sociale relatives aux questions d'intérêt théorique. Cette idée est menée plus loin par le socio psychologue américain Donald T. Campbell qui a appris aux étudiants postuniversitaires des sciences politiques de l'Université Nord Occidentale à être en alerte pour observer de « expérimentations sociales qui se font naturellement », semblables à celles qui pourraient se faire dans un laboratoire expérimental (Paige, 1971). Les sciences politiques ayant tendance à développer la théorie à partir d'observations de la pratique — comme dans l'élaboration théorique de Machiavel des techniques de l'implacable dirigeant César Borgia dans *Le Prince* — des exemples de comportements non-meurtriers qui surgissent « naturellement » de l'expérience historique et contemporaine sont particulièrement importants pour reconnaître les possibilités de changement social non-violent.

Parmi les manifestations les plus notables de capacités de ne pas tuer, on trouve des politiques publiques, des institutions, des expressions culturelles, des luttes politiques non-violentes, des exemples historiques, et des individus engagés.

### *Politiques publiques*

Les pays qui ont aboli la peine de mort, les pays qui n'ont pas d'armée, et les pays qui reconnaissent le droit à l'objection de conscience en matière de meurtre au service militaire constituent des exemples remarquables de décisions politiques tendant vers la réalisation de sociétés non-meurtrières.

En 2011, 96 des 195 pays du monde (73 en 2002, année de la première édition) avaient aboli la peine de mort pour tous les crimes.

**Tableau 2.** Pays et territoires sans peine de mort (96)

Afrique du Sud	Géorgie	Palau
Albanie	Grèce	Panama
Allemagne	Guinée-Bissau	Paraguay
Andorre	Haïti	Philippines

Angola	Honduras	Pologne
Argentine	Hongrie	Pays-Bas
Arménie	Îles Cook	Portugal
Autriche	Îles Marshall	Royaume Uni
Australie	Île Maurice	République tchèque
Azerbaïdjan	Îles Salomon	Républ. dominicaine
Belgique	Irlande	Républ. slovaque
Bosnie Herzégovine	Islande	République togolaise
Bulgarie	Italie	Roumanie
Burundi	Kiribati	Rwanda
Bhoutan	Liechtenstein	Samoa
Cambodge	Lituanie	Saint-Marin
Canada	Luxembourg	Sao Tomé-et-Principe
Cap Vert	Macédoine	Seychelles
Chili	Malte	Sénégal
Chypre	Mexique	Serbie
Colombie	Micronésie	Slovénie
Côte d'Ivoire	Mozambique	Suède
Costa Rica	Moldavie	Suisse
Croatie	Monaco	Timor oriental
Danemark	Monténégro	Turkménistan
Djibouti	Namibie	Turquie
Équateur	Népal	Tuvalu
Espagne	Nicaragua	Ukraine
Estonie	Niue	Uruguay
Finlande	Norvège	Vanuatu
France	Nouvelle Zélande	Vatican
Gabon	Ouzbékistan	Venezuela

Source: Amnesty International, Avril 2011

Chaque cas d'abolition totale de la peine capitale est d'un intérêt profond en termes de politiques scientifiques et publiques. Pourquoi, comment, et



quand chacun des gouvernements a-t-il décidé de ne pas tuer ? Pourquoi certains pays, cultures, et régions sont-ils représentés alors que d'autres sont manifestement absents ? Quels processus historiques d'innovation et de diffusion comptent pour les tendances mondiales actuelles ? Et quelles implications ces exemples de changement non-violents ont-ils pour la future réalisation de sociétés sans meurtre à l'échelle mondiale ?

En plus des pays totalement abolitionnistes, neuf états ont aboli la peine de mort pour des crimes ordinaires tout en la maintenant pour des cas spéciaux de loi martiale ou de guerre (par exemple, l'Argentine, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, Israël, le Mexique, l'Afrique du Sud, et le Royaume Uni). Trente quatre états maintiennent la peine de mort dans leurs lois mais n'ont exécuté personne depuis au moins dix ans (par exemple, l'Algérie, le Bénin, Brunei, le Burkina Faso, le Cameroun, la Corée du Sud, l'Érythrée, la Gambie, le Ghana, Grenade, le Laos, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Maroc, la Mauritanie, la République de l'Union du Myanmar (Birmanie), la République de Nauru, le Niger, la Papouasie Nouvelle Guinée, le Kenya, la République Centre Africaine, le Congo, la Russie, le Sri Lanka, le Swaziland, le Surinam, le Tadjikistan, la Tanzanie, le Tonga, la Tunisie et la Zambie). Cinquante huit pays (91 en 2002) maintiennent la peine de mort dans leurs lois et continuent à tuer (y compris la Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Nigéria, le Pakistan, la Russie, et les États-Unis). Bien que les lois des États-Unis prévoient encore la peine de mort pour les crimes fédéraux, douze de ses cinquante-deux états, et le District de Columbia, l'ont abolie : Alaska, Hawaï, Iowa, Maine, Massachusetts, Michigan, Minnesota, Dakota du Nord, Rhodes Island, Vermont, Virginie occidentale, et Wisconsin.

En dépit de l'oscillation entre le rejet et la réimposition, la tendance globale vers l'abolition de la peine de mort par les gouvernements émergés de traditions de violence renforce la confiance dans la possibilité d'arriver à des sociétés non-meurtrière. L'assassinat de citoyens ne doit pas faire partie du « contrat social » de Rousseau ni de constituer un attribut politique inaliénable comme l'a prescrit Max Weber.

Considérons également les pays sans armées, vingt-sept en 2001. Tous sont membres des Nations Unies, sauf les Îles Cook, Niue, et le Vatican.

**Tableau 3.** Pays sans armée (27)

**Sans armée (19)**

Grenade	Le Vanuatu
Haïti	Le Vatican
Kiribati	Nauru
Le Costa Rica	Panama
La Dominique	Samoa
L'île Maurice	Saint Marin
Les îles Salomon	Sainte Lucie
Le Liechtenstein	Saint-Christophe-et-Niévès
Les îles Maldives	Saint-Vincent-et-les-
Les Tuvalu	Grenadines

**Pas d'Armée, mais avec Traité de Défense (8)**

Andorre (Espagne et France)  
 Les Îles Cook (Nouvelle Zélande)  
 Les Îles Marshall (États-Unis)  
 L'Islande (OTAN et États-Unis)  
 La Micronésie (États-Unis)  
 Monaco (France)  
 Niue (Nouvelle Zélande)  
 Palau (États-Unis)

Source : Barbey 2001

De plus, au moins 18 territoires dépendants ou régions géographiques sont démilitarisés par des accords avec le pays qui en réclame la souveraineté, comme les Îles Aland de Finlande, ou par des traités internationaux, y compris l'Antarctique et la Lune (Barbey 2001).

L'absence d'armée peut être surprenante dans des pays où elle est jugée indispensable pour l'identité nationale, le contrôle social et la défense. Mais même si les pays sans armée sont petits — et bien que certains maintiennent une relation de dépendance envers des armées alliées ou la présence de forces paramilitaires — ils démontrent la possibilité de l'existence de l'état non militaire. Les nations non-meurtrières ne sont pas impensables.

Dans les pays qui, eux, ont une armée, la reconnaissance par l'état de l'objection de conscience à la conscription militaire constitue des preuves additionnelles du potentiel politique de non meurtrier. En 2005, 54 pays reconnaissent le droit des citoyens l'objection de conscience au service militaire.

**Tableau 4.** Pays et territoires qui reconnaissent l'objection de conscience au service militaire (54)

Afrique du Sud	Chypre	Lituanie
Albanie	Croatie	Macédoine
Allemagne	Danemark	Malte
Argentine	Espagne	Moldavie
Arménie	États-Unis	Monténégro
Australie	Estonie	Norvège
Autriche	Finlande	Ouzbékistan
Azerbadjan	France	Pays Bas
Bielorrussie	Grèce	Paraguay
Belgique	Guyanne	Pologne
Bermudes	Hongrie	Portugal
Bosnie Herzégovine	Israël	Royaume Uni
Brésil	Italie	Republique Tchèque
Bulgarie	Kirghizistan	Roumanie
Canada	Létonie	Russie

Serbie	Suède	Ukraine
Slovaquie	Suisse	Uruguay
Slovenie	Surinam	Zimbabwe

Source : Horeman et Stolwijk, 1998 ; « War Resisters' International » (2005)

Les bases légales d'objection varient énormément, allant d'exigences d'ordre strictement religieux à une reconnaissance globale de raisons d'ordre spirituel, philosophique, éthique, moral, humanitaire ou politique pour le refus de tuer. Les exigences relatives au service alternatif, la capacité des soldats déjà en service de faire appel à l'objection de conscience, et le niveau de responsabilité dans l'application des lois varient aussi grandement (Moskos et Chambers 1993). Le droit de ne pas tuer le plus libéral se trouve dans l'Article 4 de la Loi Fondamentale de 1949 de la République Fédérale d'Allemagne : « Personne ne sera forcé contre sa conscience de faire son service de militaire avec des armes » (Kuhlmann et Lippert 1993 : 98). Comme c'est le cas en ce qui concerne l'abolition de la peine de mort et l'émergence de pays sans armées, l'origine, les processus, les tendances globales, et les perspectives de reconnaissance politique du refus de servir comme assassin militaire est d'un intérêt scientifique immense.

### *Institutions sociales*

Des institutions similaires à celles appropriées ou fonctionnelles dans la transition vers de futures sociétés non-meurtrières ont déjà surgi dans différentes parties du monde. Elles constituent des preuves supplémentaires de la capacité humaine de décider de ne pas tuer. Si ces institutions isolées avaient été, de manière créative, combinées et adaptées aux besoins d'une quelconque société unique, il est encore plus plausible maintenant d'envisager une société sans meurtre qui n'est pas le produit de spéculations hypothétiques mais qui est basée sur l'expérience humaine démontrée. Parmi ces nombreuses institutions, certaines sont ici brièvement mentionnées. Chacune a une histoire qui mérite d'être racontée.

### *Institutions spirituelles*

Partout dans le monde, il existe des institutions religieuses inspirées par des croyances non-meurtrières. Ce sont, entre autres : les Jains de l'Orient, les Quakers de l'Occident, l'Association de la Paix et de la Fraternité Universelle du Japon, la communauté bouddhiste du Village de Plum en France, l'Eglise de Simon Kimbangu en Afrique, les pacifistes Doukhobors (Wrescler Spirit) de Russie et du Canada, et l'Association de la Paix Juive aux États-Unis. Au niveau mondial, l'Association Internationale de la Réconciliation, fondée en 1919, rassemble des hommes et des femmes de toutes les confessions religieuses « qui, sur la base d'une croyance dans le pouvoir de l'amour et de la vérité pour créer la justice et restaurer la communauté, adoptent la non-violence active comme mode de vie et comme moyen de transformation — personnelle, sociale, économique et politique ».

### *Institutions politiques*

Le « Fellowship Party of Britain » (Parti de l'Association Britannique), fondé en 1955 par Ronald Mallone, John Loverseed, et d'autres pacifistes chrétiens et des vétérans de la Seconde Guerre Mondiale en 1953<sup>3</sup> est un parti politique électoral engagé dans la non-violence de principe. Il fait campagne contre toute préparation à la guerre, et en faveur de la justice économique et sociale, tout en célébrant les arts et les sports. En Allemagne, la « non-violence » s'affirme parmi les valeurs saillantes du « Die Grünen » (Les Verts) parti écologiste fondé en 1979 par Petra K. Kelly et trente autres personnes<sup>4</sup>. Les mouvements non-violents liés à Gandhi et à Martin Luther King Jr. (Kelly 1989) comptaient parmi les sources d'inspiration. Bien qu'ils ne démontrent pas d'actions notables dans la pratique politique, les partis verts se répandent partout dans le monde ; l'engagement fondateur envers la non-violence d'un parti/mouvement social innovateur constitue un important précédent politique. Le Parti Pacifiste des États-Unis, fondé en 1983 sur des principes spirituels, scientifiques et humanistes par Bradford Lyttle, candidat aux élections présidentielles de 1996 et de 2000, cherche la transformation non-violente de la société américaine et de son rôle dans le monde<sup>5</sup>. En Inde, le Parti « Sarvodaya », fondé par « T.K.N. Unnithan » et d'autres, entre dans l'arène électorale pour promouvoir le modèle de développement social de

Gandhi pour le bien-être de tous<sup>6</sup>. Justifiant sa rupture avec les traditions gandhiennes de rester hors de la politique, le Parti « Sarvodaya » explique : « le pouvoir est neutre par nature, il ne devient corrupteur qu'aux mains de personnes corrompues ». Au niveau mondial, l'unique partie en son genre, le Parti Transnational Radical<sup>7</sup> inspiré de la non-violence gandhienne a émergé du « Partito Radicale » (Parti Radical) d'Italie en 1987. Il a pour objectif de travailler exclusivement au niveau international pour exercer une influence non-violente sur les Nations Unies ; par exemple, pour l'abolition de la peine de mort, pour la reconnaissance de l'objection de conscience, et pour la poursuite en justice des criminels de guerre, dans le monde entier. Le parti ne participe pas aux élections nationales ; ses membres peuvent aussi être en même temps membres de n'importe quel autre parti politique ; et les souscriptions sont au prorata de un pour cent du produit national brut per capita des pays membres. Sous la bannière de Gandhi, le parti proclame : « la loi et la non-violence transnationales sont les moyens les plus efficaces et les plus radicaux pour la construction d'un monde meilleur ».

### *Institutions économiques*

Parmi les institutions économiques les plus notables qui expriment des principes de non-meurtre, se trouvent un fond commun d'actions qui n'investit pas dans les industries de guerre « Pax World Fund » (Le Fond Mondial Pax) ; un syndicat de travailleurs inspiré par la non-violence gandhienne et kingienne « Farm Workers of America » (les Travailleurs Agricoles Unis d'Amérique), fondé par César Chavez, Dolores Heurta, et autres ; et un programme de développement communautaire intégré en Thaïlande basé sur des principes non-violents bouddhistes le « Sarvodaya Shramadana Sangamaya », dirigé par A.T. Ariyaratne. Bien que n'ayant eu qu'un succès limité, l'expérience du mouvement « bhoodan » (don de terre) en Inde pour donner une terre à ceux qui n'en ont pas — inspirée par la théorie de la « trusteeship » de Gandhi et dirigée par Vinoba Bhave (1994) et Jayaprakash Narayan (1978) — a démontré que le partage non-violent des maigres ressources n'est pas impensable. Des fondations philanthropiques appuient le service non violent à la société : la Fondation Gandhi (Londres), le « Savodarya International Trust » (Bangalore), et l'institut A.J. Muste (New York).

## *Institutions éducatives*

La possibilité de fonder toute une université sur l'esprit œcuménique du non-meurtre au service des besoins humains a été léguée par l'éducateur gandhien inspiré, Dr. G. Ramachandran (1903- 1995), fondateur de l'institut Rural Gandhigram « Deemed University » à Tamil Nadu, Inde. Au service de trente villages environnants, certaines des caractéristiques importantes de l'Université étaient : (1) combiner les études disciplinaires et des applications communautaires ; les sciences politiques et les processus de prise de décisions au niveau du village, la physique et l'électronique appliquées aux usages domestiques, la biologie et l'hygiène, l'assainissement des puits, les arts et le développement créatif de l'enfant ; (2) demander aux étudiants la rédaction de thèses sur la résolution de conflits ; (3) l'enseignement trilingue avec le Tamil pour les besoins locaux, l'hindou pour l'intégration nationale, et l'anglais pour l'ouverture sur le monde ; et (4) impliquer tout le monde dans le travail d'entretien du campus et dans les services, exceptés, par exemple, concierges, jardiniers et cuisiniers.

La contribution distinctive de Ramachandran fut d'établir dans cette institution d'éducation supérieure une alternative non-violente au service militaire — un « Shanti Sena » (Corps de la Paix) — dont le dynamique organisateur en chef est devenu le professeur d'humanités N. Radhakrishnan (1992-1997). De 1958 à 1988, le « Shanti Sena » a formé cinq milles jeunes des deux sexes volontairement disciplinés et vêtus d'uniformes qui se sont engagés à « travailler pour la paix et à être prêts, si besoin, à donner leur vie pour elle ». Combinant une formation spirituelle, physique, intellectuelle et organisationnelle, le « Shanti Sena » a préparé des étudiants pour la résolution de conflits, des fonctions relatives à la sécurité, le secours en cas de désastres, et le service communautaire coopératif en réponse aux besoins de la communauté. L'approche était de travailler *toujours avec* les villageois pour améliorer des aspects comme les soins aux enfants, l'assainissement, le logement, et la préservation des traditions des arts folkloriques. Alors que vers le milieu des années 70, en Inde, certains universitaires des villes étaient attaqués avec des bombes incendiaires comme mesures répressives, les villageois autour de Gandhi gram organisaient des festivals pour célébrer l'élévation de leur

Institut Rural au statut d'Université « Deemed University ». Le « Shanti Sena » a assumé la responsabilité de la sécurité sur le campus. Aucune police armée n'a été permise sur le campus, même pendant les visites des premiers ministres indous Nehru, Indira Gandhi, et autres dignitaires.

### *Institutions de formation*

Les institutions qui offrent une formation en non-violence pour le changement social, les interventions dans les zones de conflit, la défense sociale et autres finalités, apparaissent rapidement. La demande de formateurs expérimentés est de plus en plus forte à l'intérieur des frontières et en dehors, et ces formateurs contribuent à accroître la confiance dans la capacité humaine de remplacer les moyens violents par des méthodes non-violentes de résolution de problèmes. Citons quelques organisations et formateurs connus (Beer 1994) : L'École de Non-violence de G. Ramachandran (N. Radjaroshnan), les Brigades de la Paix Internationale (Narayanan Desai), l'institut Martin Luther King Jr. pour la Non-violence de Floride avec LaFayette & Associés (Bernard LaFayette Jr., Charles L. Alphin Sr., et David Jehnsen), l'Association Internationale de la Réconciliation (Howard C'iarck), le Centre Palestinien pour l'Étude de la Non-violence (Mubarak Awad), Non-violence International (Michael Beer), Servicio Paz y Justicia (Adolfo Perez Esquivel), le Réseau International des Bouddhistes Engagés (Yeshua Moser-Puangsuwan), et TRANSCEND (Johan Galtung).

L'art martial de non-meurtre créatif, « Aïkido », d'origine japonaise, est une importante ressource pour la formation en autodéfense et le développement du caractère dans la non-violence, avec des implications profondes pour l'extrapolation dans le changement social stratégique non-violent. Comme l'enseigne son fondateur, Morihei Ueshiba, « frapper, blesser, ou détruire, est le pire péché que peut commettre un être humain ». L'objectif de l'Aïkido est l'harmonie avec la force de la vie de l'univers. « L'Aïkido est la manifestation de l'amour » (Stevens 1987 : 94, 112 ; Yoder 1983 : 28).



### *Institutions de sécurité*

Plusieurs institutions à travers le monde illustrent la capacité à rechercher la sécurité communautaire par des moyens non létaux. Parmi elles, se trouvent des pays dont les citoyens ne sont pratiquement pas armés (Japon), un corps de police pratiquement sans armes à feu (Angleterre), une prison sans gardes armés (Finlande), des zones de paix sans armes (Sitio Cantomanyog, Philippines), une association pour la défense civile sans armes (Bund für Soziale Verteidigung, Minden, Allemagne), et des organisations non-violentes qui font des interventions pacificatrices dans des zones de combat (Moser-Puangsuwan et Weber 2000 ; Mahony et Eguren 1997). Il faut encore y ajouter les différents mouvements de gouvernements et d'organisations citoyennes en faveur d'un monde sans armes : pour abolir les armes nucléaires, biologiques et chimiques ; et pour bannir les pistolets, armes d'assaut et mines anti personnelles. Parmi ces organisations, se trouve le Centre pour la Paix et la Réconciliation, fondé par l'ex-président costaricien et Prix Nobel de la Paix 1987 Oscar Arias Sanchez pour la démilitarisation et la résolution de conflits ; le Mouvement pour l'Abolition du Trafic d'Armes, émulant l'expérience contre le trafic d'esclaves ; et la Société Nature/Sans armes fondée aux Philippines par Reynaldo Pacheco et Haydee Y. Yorac, vouée à sauver les êtres humains en tant « qu'espèce en voie de disparition » (Villavincensio- Paurom 1995).

### *Instituts de recherche*

En Occident, l'institut Albert Einstein (Cambridge, Massachusetts) fondé par Gene Sharp, procède à des recherches sur les luttes non-violentes pour la démocratie, la sécurité et la justice partout dans le monde. En Orient, l'institut Gandhien d'Etudes (Varanasi, Inde), fondé par Jayaprakash (« J.P. ») Narayan, procède à des recherches en sciences sociales pour appuyer le changement social non-violent. Au niveau transnational, la Commission pour la Non-violence de l'Association Internationale pour la Recherche de la Paix, fondée par Théodore L. Herman, fait la promotion du partage à travers le monde des découvertes faites dans les domaines de la recherche, de l'éducation et de l'action.

## *Institutions pour la résolution de conflits*

Amnesty International (défense des droits humains et abolition de la peine de mort), Greenpeace International (défense de l'environnement et abolition des armes nucléaires), le War Resisters International - International des Résistants à la Guerre (défense de l'objection de conscience à la conscription militaire et résistance à tout préparatif de guerre), et Médecins sans Frontière (soins médicaux humanitaires aux victimes de la violence) comptent parmi des exemples d'institutions vouées à la résolution de conflits à partir de principes de non-meurtre.

## *Médias*

La possibilité de médias qui donnent des informations et font des commentaires sur les conditions locales et mondiales à partir d'une perspective de non meurtre s'illustre par le travail du journaliste pionnier Colman McCarthy (1994) et par plusieurs publications provenant du monde entier. Ce sont « Day by Day », la revue mensuelle sur les arts et les sports du Parti Association Pacifiste Britannique (Londres) ; Le « Seeds of Peace » bouddhiste de Bangkok ; Le « Peace News : for Non Violent Révolution International » (Londres) ; le mensuel français Non-violence Actualités (Montargis) ; l'« Azione Nonviolenta » d'Italie (Vérone) ; Le « Graswürtzel-Revolution » d'Allemagne (Oldenburg) ; et les magazines américains « Fellowship » (Nyack, N.Y.) et « Nonviolent Activist » (New York) ; entre autres. Des journaux tels que « Social Alternatives » (Brisbane, Australie), « Gandhi Marg » (New Delhi), et « International Journal of Nonviolence » (Washington, D.C.) évoquent et communiquent les idées non-violentes sur différents points sociaux. Certaines maisons d'édition, comme « Navajivan » (Ahmedabad, Inde), « New Society Publishers » (Blaine, Washington), Non-violence Actualités (Montargis, France), et « Orbis Books » (Maryknoll, New York) se spécialisent dans les livres d'éducation pour le changement social non-violent.

## *Ressources culturelles*

Les ressources culturelles non violentes sont les créations de l'art et de l'intellect qui donnent un nouveau visage à l'esprit humain et inspirent des avancées vers la réalisation d'une société non-meurtrière. Cela inclut les airs

traditionnels (« *We shall Overcome* »), l'opéra (Philip Glass, « *Syagraha* »), les romans (Bertha von Suttner,

*Mettez bas les armes*) ; la poésie (Steve Mason, *Johnnys Song*) ; l'art (Käthe Kollwitz, *Seed for the planting must not be ground*) ; et le cinéma (Richard Attenborough, *Gandhi*). Le Centre pour la Non-violence par les Arts, fondé en 1955 par Mallika Sarabhai à Ahmedabad, Inde, cherche à établir la synergie de la créativité du non-meurtre pour la transformation sociale dans les arts visuels, théâtraux et littéraires.

### *Luttes politiques non-violentes*

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un phénomène nouveau dans l'histoire, les luttes politiques non-violentes de la dernière moitié du 20<sup>e</sup> siècle renforcent de plus en plus le potentiel humain de non-meurtre. « Pas plus tard qu'en 1980 », observe Gene Sharp, « il était impensable pour la majorité des gens que la lutte non-violente — ou le pouvoir populaire — puisse être reconnue en une décennie comme une force importante déterminant un cap à suivre pour la politique dans le monde » (Sharp 1989) : 4). De 1970 à 1989, Sharp note d'importantes luttes non-violentes au moins dans les endroits suivants : L'Afrique (Algérie, Maroc, Afrique du Sud, et Soudan) ; L'Asie (Birmanie, Chine, Inde, Japon, Corée du Sud, Pakistan, Les Philippines, et le Tibet), les Amériques (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Haïti, Mexique, Nicaragua, Panama et les États-Unis), l'Europe (Estonie, France, Allemagne de l'Est et de l'Ouest, Hongrie, Irlande, Lettonie, et Yougoslavie) ; le Moyen Orient (La Palestine occupée par Israël), et le Pacifique (Australie et Nouvelle Calédonie). Depuis 1989, des démonstrations non-violentes du pouvoir populaire ont contribué à la fin dramatique du régime communiste du parti unique dans l'ex Union Soviétique, l'Europe de l'Est, les Républiques Baltes, et en Mongolie ; pour la réunification pacifique de l'Allemagne ; et pour mettre fin au règne de l'« apartheid » en Afrique du Sud.

Bien que toutes les luttes non-violentes n'aient pas été totalement exemptes de violence, bien que certaines aient été brutalement réprimées comme ce fut le cas en Birmanie en 1988 et en Chine en 1989, et bien que certains commentateurs pourraient attribuer les succès à la menace de léthalité — elles se démarquent nettement des traditions sanglantes des révolutions américai-

ne, française, russe, chinoise, et autres révolutions violentes. Les exemples du mouvement gandhien d'indépendance en Inde, du mouvement kingien pour les droits civils raciaux aux États-Unis, du mouvement non-violent du pouvoir du peuple pour la démocratie aux Philippines, du mouvement contre la guerre nucléaire, des actions pour la défense de l'environnement, et autres expériences nous ont démontré graduellement un répertoire de puissantes stratégies et tactiques non-violentes surgit de la pratique, y compris l'utilisation de technologies de pointe. A leur tour, certains régimes en place commencent à recourir à des réponses non létales pour contrer les exigences non-violentes de citoyens en matière de paix, liberté et justice.

Au delà des grandes luttes qui ont démontré des capacités d'influencer des régimes et des changements structurels, plusieurs mouvements sociaux ont recherché des changements spécifiques pour établir les caractéristiques d'une société non-meurtrière. Parmi eux, peuvent être cités les mouvements pour l'abolition de la peine de mort ; pour des alternatives à l'avortement ; pour la reconnaissance de l'objection de conscience au service militaire ; pour l'abolition des armées ; pour l'établissement de la défense civile non-violente ; pour la recherche de la sécurité non-violente dans des zones urbaines et rurales de combat ; pour mettre fin aux impôts de guerre ; pour l'abolition des armes nucléaires, biologiques et chimiques ; pour l'abolition des mines anti personnelles, des armes automatiques, et des pistolets ; pour éliminer l'appui économique à la létalité ; pour protéger les droits humains des individus, des minorités et des peuples indigènes ; pour protéger l'environnement de la destruction ; et pour réaliser d'autres changements politiques, militaires, économiques, sociaux et culturels.

Allant plus loin que la spontanéité historique, les luttes non-violentes à la fin du 20<sup>e</sup> siècle — aidées par les recherches pionnières de Gene Sharp (1973), Johan Galtung (1992 ; 1996), Jacques Semelin (1993), Michael Randle (1994), et autres — sont chaque fois plus conscientes de leurs principes, plus créatives, et plus largement répandues via la diffusion par les moyens de communication à couverture mondiale.

En plein bain de sang à l'ère de la globalisation, les mouvements non-violents surgissent de plus en plus et se diffusent partout dans le monde par

des processus d'innovation et d'émulation pour défier la violence et les injustices de l'état et de la société (Powers et Vogle 1997 ; Zunes, Kurtz et Asher 1999 ; Ackerman et DuVall 2000).

### **Racines historiques**

L'histoire nous offre, souvent lors de périodes de grande violence, des exemples flagrants des capacités pour le non-meurtre. À mesure que des manifestations de non meurtre s'accumulent au niveau mondial, une histoire du non-meurtre de l'humanité se développe. Nous pouvons maintenant entrevoir certains éléments constitutifs.

La conviction et la décision résolue de ne pas tuer sont irrépessibles. Pendant plus de deux milles ans d'histoire judéo-chrétienne, tant que le Sixième Commandement « Tu ne Tueras Point » (Exode 20 :13), le Sermon sur la Montagne (Mathieu 5-7), et l'exemple du Christ sur la Croix perdureront dans la tradition orale ou écrite, l'impératif de ne pas tuer continuera à être inscrit dans la courageuse résistance à la létalité pratiquée (malgré la persécution et le martyr) par des hommes et des femmes, des paysans illettrés aux élites privilégiées (Brock 1968 ; 1970 ; 1972 ; 1990 ; 1991a ; 1991b ; 1992). Ce fut le cas de « l'autodafé » du 29 juin 1895 coordonné par 7 000 paysans doukhobors pacifistes dans trois endroits en Russie, suivi par la persécution et l'émigration de 7500 doukhobors au Canada en 1899 aidés par Tolstoï (Tarasoff 1995 : 8-9). Les racines historiques de la capacité de ne pas tuer se retrouvent dans d'autres traditions culturelles : par exemple, dans le bouddhisme (Horigan 1996 ; Paige et Gilliatt 1991) ; dans l'islam (Banerjee 2000 ; Crow 1990 ; Easwaran 1999 ; Kishtainy 1990 ; Paige, Satha-Anand, et Gilliatt 1993a ; Satha-Anand 1990 ; Tayyebulla 1959) ; et dans le judaïsme (Schwarzschild, n.d. ; Polner et Goodman 1994 ; Wilcock 1994).

Mieux encore, comme l'ont démontré Moskos et Chambers (1993) dans une étude historique comparative de l'objection de conscience au service militaire dans les démocraties modernes, des bases non sectaires, humanitaires et politiques pour le refus de tuer en guerre commencent à prédominer. Un processus de sécularisation du non-meurtre est en cours. Le spirituel et

le séculaire, ce qui est basé sur les principes et ce qui est basé sur le pragmatisme, convergent dans le refus de tuer.

Une autre observation historique c'est la surprenante réceptivité, de la part de quelques dirigeants politiques habituellement en faveur de la violence, envers des expressions sincères — qui ont fréquemment défié la mort — de conviction pour le non meurtre.

Parmi les exemples, on peut citer la décision du Roi Frédéric I<sup>er</sup> de Prusse en 1713 d'exempter les mennonites pacifistes de la conscription. Des exemptions similaires ont été octroyées aux mennonites en Russie par Catherine II (1763) et Alexandre II (1875), (Brock 1972 : 230, 234, 436). En 1919, Lénine, à la demande du compagnon de Tolstoï V.G.

Chertkov, et sur l'avis du bolchevique V.C. Bonch-Bruevich, a exempté les tolstoïens et d'autres communautés religieuses pacifistes de service dans l'Armée Rouge (Josephson 1985 : 162 ; Coppieters et Zverev 1995). Une des premières décisions bolcheviques fut d'abolir la peine de mort dans l'armée. Le caractère éphémère de ces décisions n'enlève rien à leur mérite d'être des opportunités de découverte importante du non-meurtre. Car, comme l'a observé Jérôme D. Frank, compte tenu la propension des citoyens à obéir à l'autorité, changer le comportement des leaders politiques peut s'avérer l'une des contributions les plus efficaces qui peut être faite à la paix. Mais, alors que les dirigeants peuvent diriger, leurs adeptes pourront ne pas les suivre. Zimring et Hawkins soulignent dans une étude sur l'abolition de la peine de mort dans les démocraties occidentales :

L'abolition de la peine capitale survient presque toujours dans des démocraties face à l'opposition publique majoritaire. Toutes les démocraties occidentales, sauf les États-Unis, ont mis fin aux exécutions ; mais nous ne connaissons aucune nation dans laquelle il existait préalablement un consensus démocratique appuyant l'abolition quand les exécutions ont été arrêtées. Cependant, l'abolition persiste, même si la rancœur du public demeure pendant longtemps (1986 : xvi).

Cependant, noter l'importance du leadership politique (Paige 1977 ; Burns 1978) pour le changement social en matière de non meurtre ne signifie pas ignorer la force croissante du pouvoir de masse du peuple non-violent.

Une troisième observation historique est que l'engagement pour le non-meurtre est caractéristiquement accompagné d'efforts visant à alléger d'autres formes de souffrance et à amener des changements en faveur du respect de la vie dans la société. Le non-meurtre ne signifie ni l'indifférence, ni l'inaction. L'ahimsa jain, par exemple, étend les efforts jusqu'à secourir des animaux, des oiseaux et autres formes de vie (Tobias 1991). Le non-meurtre dans des efforts pour arriver à des changements structurels importants peut se voir dans le mouvement gandhien en Inde. Ce mouvement recherchait non seulement l'indépendance, mais encore d'importants changements économiques, sociaux et culturels affectant les pauvres, les femmes, les minorités, les castes, et les relations intercommunales. De même, le mouvement non-violent kingien aux États-Unis, dans sa quête de liberté et d'égalité entre les races, s'est engagé dans des efforts pour éliminer les obstacles à la justice dans la structure et le fonctionnement de la société américaine de la pauvreté à la guerre.

On peut trouver une preuve de la capacité de non meurtre dans l'histoire d'états-nations les plus violents de la modernité. Les États-Unis d'Amérique en sont bon un exemple. N'étant pas encore complètement articulées, en comparaison avec la tradition violente prédominante, les racines du non-meurtre dans l'expérience américaine sont, on peut le comprendre, largement inconnues des étudiants de sciences politiques. Cependant, des recherches pionnières révèlent leur présence inéquivoque (Brock 1968 ; Cooney et Michalowski 1987 ; Hawkley et Juhnke 1993 ; Kapur 1992 ; Kohn 1987 ; Lynd et Lund 1995 ; Association des Historiens Américains 1994 ; Schlissel 1968 ; Truc 1995 ; Zinn 1990).

### **Le non-meurtre aux États-Unis**

Le non-meurtre était présent lors de la création des États-Unis d'Amérique, dans des relations paisibles entre peuples indigènes et immigrants pacifistes. Pendant plus de 70 ans (1682-1756), des quakers pacifistes dans une colonie sans milice de Pennsylvanie ont coexisté pacifiquement la majeure partie du temps avec des indiens du Delaware suite à des traités les engageant à garder les portes ouvertes aux visites amicales et à se consulter en cas de rumeurs d'intentions hostiles (Brock 1990 : 87-91). La législation de douze des treize colonies d'avant la révolution contenait des dispositions

relatives à l'objection de conscience au meurtre en service militaire. La plus libérale, celle de Rhodes Island (1673), exemptait les hommes dont les convictions leur interdisaient de « s'entraîner, se rassembler pour combattre, pour tuer » et prévoyait que les objecteurs ne « subiraient aucune punition, amende, saisie de biens, peine ou emprisonnement » (Kohn 1987 : 8).

Le non-meurtre était présent dans les délibérations législatives de la nation émergente. Un des premiers statuts ratifiés par le Parlement Continental en 1775 engageait à la « non-violence » en matière de conscience religieuse relative au non-meurtre (Kohn 1987 : 10, 13). Dans les délibérations qui ont permis d'ajouter la Loi sur les Droits à la Constitution des États-Unis en 1789, le Député James Madison a proposé une disposition dans l'Article 2 qui, si elle avait été approuvée, aurait organisé le droit de chaque citoyen à refuser de tuer : « Aucune personne ayant des scrupules religieux en matière de port d'armes ne sera obligée à faire son service militaire » (Kohn 1987 : 11). La proposition de Madison fut approuvée par la Chambre des Députés, mais rejetée par le comité d'une conférence sénatoriale pour la défense des droits des états qui a objecté à l'extension du contrôle fédéral sur les milices fédérales.

Lors de la Révolution Américaine (1775-83), des colons de différentes ethnies et de différentes confessions religieuses ont refusé de tuer dans les deux camps. Un soldat britannique qui lisait la bible, Thomas Watson, a renoncé à tuer et est par la suite devenu membre du conseil des quakers du Massachusetts (Brock 1968 : 280-81). Au cours du blocus imposé par les britanniques, puis lors du siège de Boston par les américains (1774-76), des quakers pacifistes ont persuadé les généraux des deux camps, Washington et Howe, de leur permettre de fournir de l'aide humanitaire aux citoyens et réfugiés (Brock 1968 : 193-94). Non sans souffrance, la conscience non-meurtrière fut appuyée et respectée.

Il n'est pas impensable que l'indépendance aurait pu être atteinte par une lutte non violente (Conser, et al. 1986). Selon Charles K. Whipple dans « Evils of the Révolution War » [Maux de la Guerre de la Révolution] (1839) : « Nous aurions pu arriver à l'indépendance de manière tout aussi effective, rapide et honorable, et dans des conditions bien plus favorables, si



nous n'avions pas eu recours aux armes ». La méthode aurait été : « premièrement, refuser tranquillement et fermement de satisfaire à des exigences injustes ; deuxièmement, déclarer publiquement les griefs, et exiger des corrections ; troisièmement, endurer avec patience n'importe quelle violence utilisée pour forcer à la soumission »(2). L'analyse que fait Whipple de la dynamique de la lutte non-violente incluait pratiquement tous les éléments clés dans la pensée de Gandhi et de Gene Sharp (1973). En calculant les avantages de la révolution non violente, Whipple a estimé que moins de vies auraient été perdues (peut-être 1 000 responsables et 10 000 hommes, femmes et enfants, contre 100 000 morts en huit ans de lutte armée) ; les coûts économiques de la guerre (135 millions de dollars) et de la militarisation conséquente (300 millions de dollars) auraient été évités. La fondation spirituelle et éthique de la nouvelle nation aurait été établie à un niveau bien plus élevé. Mieux encore, des révolutionnaires américains non-violents n'auraient pas perpétué l'institution de l'esclavage, « n'auraient pas escroqué, corrompu et exterminé les habitants natifs de ce pays », et « n'auraient pas admis le système de violence et de représailles comme faisant partie intégrante de leur propre gouvernement, y compris la peine de mort »( Whipple, 1839 : 10).

Le non-meurtre était présent avant la Guerre Civile. Des patriotes, acceptant la souffrance et le sacrifice, ont travaillé pour la paix pendant les guerres contre l'Angleterre (1812) et le Mexique (1845), pour les droits des femmes, et spécialement pour l'abolition de l'esclavage. C'étaient des hommes et des femmes, des noirs et des blancs, des religieux et des laïcs (Cooney et Michalowsky 1987 : 20-33 ; Lynd et Lynd 1995 : 13-41). Des efforts abolitionnistes non-violents ont abouti à la ratification de lois d'émancipation dans des législatures du nord. Dans les états du sud et de la frontière, certains propriétaires d'esclaves ont été persuadés de libérer leurs esclaves sur des bases spirituelles ou économiques, poursuivant les travaux prophétiques de libération du quaker John Woolman (1720-72). L'émancipation non-meurtrière n'était pas impensable. Les britanniques ayant aboli l'esclavage chez eux en 1777, la traite des esclaves en 1807, et la possession d'esclaves partout dans l'Empire Britannique en 1833, l'esclavage aurait pu être aboli pacifiquement aux États-

Unis si, comme le Canada, ils avaient maintenu un mode quelconque d'association avec leur ancienne métropole.

Pendant la Guerre Civile (1861-65), suite à la violence contre les résistants à la guerre et aussi à la torture, l'emprisonnement, l'exécution, et l'assassinat, des dispositions en matière d'objection de conscience à tuer ont été introduites dans les projets de loi de la Confédération (1862) et de l'Union (1864). Bien que les lois n'aient pas été régulièrement appliquées à des niveaux plus bas parfois de vengeance, des appels pour exemption dans des cas individuels ont systématiquement été reçus par le Président de l'Union, Abraham Lincoln, le Secrétaire d'État à la Guerre Edwin Stanton, et l'Assistant Secrétaire d'État à la Guerre confédéré John A. Campbell (Moskos et Chambers 1993 :30-31). Capturés dans les courants alternatifs de la guerre, les Disciples du Christ non meurtriers du Tennessee ont d'abord présenté avec succès une pétition au Président confédéré Jefferson Davis, puis au Gouverneur Militaire de l'occupation Andrew Johnson, demandant de les exempter de la conscription (Brock 1968: 842- 3). En plein cœur de la sanglante guerre civile fratricide, la conscience du non- meurtrier fut affirmée et acceptée à des degrés différents des deux côtés.

Le non-meurtre s'est maintenu dans l'ère de l'industrialisation et de l'expansion impérialiste, pendant et après les trois guerres mondiales du 20<sup>e</sup> siècle. Bien que non exempte de violence de l'employeur, de l'état et parfois du travailleur, la lutte pour les droits à l'organisation et à l'amélioration des conditions des travailleurs américains a été essentiellement non violente. Ce ne fut pas une révolution armée de la classe des ouvriers. Le mouvement en faveur de l'égalité des droits pour les femmes fut également non-violent, on a pu assister à l'élection de la première femme au Parlement en 1916, Jeannette Rankin, Républicaine du Montana (Josephson 1974). En 1917, avec 49 collègues de sexe masculin<sup>8</sup> et six sénateurs (9), elle a voté contre l'entrée des États-Unis dans la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale. Réélue en 1940, elle s'est dressée seule en 1941 pour voter contre l'implication des États-Unis dans la 2<sup>e</sup> guerre mondiale. Ensuite, à l'âge de 88 ans, elle a pris la tête de 5 000 femmes de la Brigade Jeannette Rankin lors d'une marche vers Washington pour mettre fin au meurtre américain dans le cadre de la guerre du Vietnam.

Pendant la période de conscription militaire de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale (1940-47), 72 354 hommes ont réclamé le droit à l'objection de conscience à tuer : 25 000 ont servi dans des postes de non combattants ; 11 996 hommes de 213 confessions religieuses ont accepté de travailler dans 151 camps de Service Civil Public (Appendice D) ; et 6 086 hommes qui ont refusé toute forme de coopération à la guerre ont été emprisonnés. Les trois-quarts de ces prisonniers étaient des Témoins de Jéhovah (Anderson 1994 : 1-2 ; Moskos et Chambers 1993 : 37-8 ; Cooney et Michalowski 1987 : 94-5 ; Gara et Gara 1999).

Le potentiel de non-meurtre dans la société américaine s'est à nouveau dévoilé pendant la « guerre froide » (1945-91) de l'âge nucléaire qui a entraîné, en termes de morts et de blessés, après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, la Guerre Civile et la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, les quatrième et cinquième guerres les plus sanglantes de l'histoire américaine — au Vietnam (1964-75) et en Corée (1950-53). Lors de la guerre froide entre les États-Unis, l'Union Soviétique, et leurs alliés, au moins 20 millions de morts à échelle mondiale ont été sacrifiés à la létalité d'état révolutionnaire, contre-révolutionnaire, et géopolitique. Lors de la guerre de Corée, environ 22 500 conscrits américains ont refusé de tuer. La résistance massive à la guerre du Vietnam a enregistré un nombre sans précédent d'hommes refusant de tuer et majoritairement pour des motifs non religieux. (Moskos et Chambers 1993 : 39-43). En 1972, il y a eu plus de candidats classés comme objecteurs de conscience qu'il n'y a eu de conscrits. D'autres opposants à la guerre du Vietnam ont échappé au recrutement militaire, ont été en prison, ou ont exilé pour y échapper, renversant le flux historique d'immigrants pacifistes vers les États-Unis qui cherchaient à échapper à la conscription dans leur pays natal. En plein cœur des massacres au Vietnam, des objecteurs de consciences non armés qui avaient accepté de servir à des postes de non combattants, comme membres du corps médical au front se sont encore plus réaffirmés contre la guerre (Gioglio 1989).

Au crépuscule de la Guerre Froide, les convictions pour le non-meurtre sont de nouveau apparues lors de la Guerre du Golfe Persique contre l'Iraq (1991). Cette fois, il ne s'agissait pas de civils qui résistaient à la conscription, étant donné qu'aucune conscription n'était appliquée, mais bien de

membres des forces armées en service et de réservistes qui se refusaient à tuer. Cinquante Marines qui ont demandé le droit à l'objection de conscience sont passés en cour martiale et ont été emprisonnés (Moskos et Chambers 1993 :44).

Le potentiel du non-meurtre dans l'histoire américaine apparaît comme évident dans les efforts pour l'abolition de la peine de mort. Cela a commencé à l'époque coloniale par une réduction du nombre de crimes sujets à la peine de mort, et s'est poursuivi avec l'abolition — sauf en cas de trahison — sur le territoire du Michigan (1846), pour finir par l'abolition complète à Rhodes Island (1853) ; actuellement, quatorze des cinquante états, plus le District de Columbia, démontrent que la collectivité américaine, tant dans la vie civile qu'au niveau individuel, peut se refuser à tuer en temps de guerre. Au niveau fédéral, cependant, la Cour Suprême n'a pas encore défini si l'exécution de citoyens viole la Constitution des États-Unis (Zimring et Hawkins 1986).

Les luttes pour une société sans armes nucléaires (Mouvement Swords into Plowshares), pour une société sans violence militarisée de la pauvreté (Mouvement des Travailleurs Catholiques), pour mettre fin à la culture de la violence dominée par les hommes contre les femmes (mouvement féminin), et pour la reconnaissance de l'égalité des afro-américains et de toutes les races dans une société libre et juste (mouvement kingien pour le changement social non-violent), sont à la racine du potentiel du non meurtre aux États-Unis. Lors d'une rencontre avec des leaders afro-américains en 1936, il a été dit à Gandhi que son message de non-violence se retrouvait dans les « negro-spirituels » et que les afro-américains étaient prêts pour le recevoir. Gandhi a répliqué : « C'est peut-être par les noirs que le message non altéré de non-violence sera transmis au monde » (Kapur 1992 : 89 — 90). Donc, dans des interactions entre les mouvements gandhien, kingien et autres mouvements non-violents du monde, la non-violence en Amérique est intrinsèquement liée à l'histoire mondiale du non-meurtre, enracinée dans les relations pacifiques entre indigènes et immigrants.

En dépit de sa tradition politique, marquée par la célébration de la violence, les racines d'une société américaine non-meurtrière se trouvent dans

la réaffirmation irréprouvable de l'éthique du respect de la vie depuis l'époque coloniale jusqu'à l'époque actuelle. Elles sont évidentes dans le refus de tuer en temps de guerre ; dans l'opposition à la peine de mort ; dans l'objection à l'avortement ; dans les exigences de désarmement ; dans la résistance à la militarisation et à la projection violente du pouvoir à l'échelle mondiale ; dans les actions non-violentes pour le changement structurels et économiques, y compris dans les relations entre les races, dans les droits des femmes, dans l'identité culturelle et dans les expressions religieuses, artistiques et littéraires (True 1995). Les éléments historiques remarqués ici pourraient corroborer parfaitement un patriotisme du non-meurtre ou un « nationalisme non-violent », comme l'a revendiqué de façon éloquente Gwynfor Evans pour le Pays de Galles, l'un des fondateurs du parti politique pacifique « Welsh Plaid Cymru » (Evans, 1972). L'hymne américain pourrait être « Belle Amérique », son chant de protestation « We Shall Overcome » [Nous vaincrons], et sa prière « Dieu Bénisse une Amérique Non-violente et la Non-violence dans le Monde ».

#### *Des vies dédiées au non-meurtre*

Enfin, les racines d'une société non-meurtrière reposent sur la biographie de l'humanité. Des hommes et des femmes, tant au niveau collectif qu'individuel, connus et inconnus, passés et présents, ont démontré la possibilité d'unir le compromis du non-meurtre avec la recherche positive des changements sociaux. Ce que les uns peuvent faire, les autres aussi peuvent le faire.

À l'entrée du Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, il y a une grande peinture murale circulaire de Raoul Dufy qui représente ceux qui ont contribué à la découverte et à l'utilisation de l'électricité, des anciens philosophes aux inventeurs et hommes de sciences modernes. Par analogie, on peut imaginer une vaste image de ceux qui, au niveau mondial, ont contribué à l'esprit, à la théorie et à la pratique de la non-violence, qui accueilleraient les étudiants se lançant dans les études de cette nouvelle science politique du non-meurtre. Le Dictionnaire Bibliographique des Leaders Modernes de la Paix (Josephson 1985), où sont citées les vies de 717 personnes de trente-neuf pays ayant vécu de 1800 à 1980, donne un aperçu de

l'héritage mondial. Lire ses 1 134 pages permet d'avoir une vue d'ensemble de l'éducation basée sur les arts libéraux, vocations et méthodes pour parvenir à un monde non-violent. Les valeurs vont de l'éventuelle acceptation de la violence à la ferme adoption de principes du non-meurtre. L'extension de cette enquête aux niveaux historique, géographique, culturel et de la vie contemporaine, révélera et inspirera un héritage mondial de courage et d'engagement en matière de non-meurtre. Il devient donc nécessaire de découvrir et de partager les leçons universelles que nous apportent ces vies dédiées au non-meurtre.

Les vies de ces personnes engagées interagissent et résonnent dans le temps, les cultures et l'espace. Les dirigeants de l'antiquité servent d'exemple : en Egypte, le pharaon Shabaka, nubien de naissance, (760-695 av.J. -C.) abolit la peine de mort (Bennet 1988 : 11). En Inde, l'empereur bouddhiste Ashoka renonce à la guerre et à tuer des êtres humains après la conquête de Kalinga (269 av.J. -C.) qui a fait 100 000 morts, 150 000 exilés, et d'innombrables victimes innocentes (Chowdhury 1997 : 52). Les exemples de leaders spirituels du non meurtre en appellent à l'émulation créative à travers toutes les générations : Bouddha, Mahāvīra, Jésus, Muhammad, George Fox, Guru Nanak, Bahâ'u'llah, et autres. Les changements dramatiques, d'ordre laïc et spirituel, surviennent à mesure que les individus abandonnent le meurtre pour le non-meurtre. Des soldats sont devenus pacifistes (Crozier 1938 ; Tendulkar 1967 ; Khan 1997 ; Boubalt, Gauchard, et Muller 1986 ; Roussel 1997). Des révolutionnaires renoncent à la létalité (Narayan 1975 ; Bendana 1998). Des objecteurs de conscience résistent à la conscription militaire (Moskos et Chambers 1993). Sur des bases humanitaires, Archibald Baxter de Nouvelle Zélande résiste à la torture et à la conscription de la 1<sup>ère</sup> Guerre Mondiale, avec une bravoure non-meurtrière incroyable (Baxter 2000). Un paysan autrichien qui lit la bible, Franz Jägerstätter, a été décapité pour avoir refusé de combattre pour Hitler (Zahn 1964). Des personnes compromises avec la non-violence risquent leur vie pour sauver des juifs de l'Holocauste hitlérien. (Fogelman 1994 ; Hallie 1979). Des individus retirent leur appui moral, matériel et physique à la guerre, à l'état moderne militaro-industriel (Everett 1989). D'autres cherchent di-

rectement à inutiliser des armes de destruction massive (Norman 1989 ; Polneret O'Grady 1997).

Des millions de personnes anonymes réagissent positivement au leadership non-violent d'un petit indou, Mohandas K. Gandhi. Des « pathans » culturellement violents réagissent positivement au leadership islamique d'Abdul Ghaffar Khan (Banerjee 2000 ; Easwaran 1999). Comme l'a observé le grand éducateur gandhien Dr. G. Ramachandran, « les héros et héroïnes inconnus de la non-violence sont plus importants que ceux qui sont connus » (Ramachandran, 1983). Aux États-Unis, un petit groupe d'étudiants universitaires afro-américains, formé dans les méthodes de Gandhi, initie le mouvement pour les droits civils, et en confie le leadership au Révérend Dr. Martin Luther King Jr. (Halberstam 1998). Des américains non-violents comme Adin Ballou et Henry David Thoreau inspirent Tolstoï (Christian 1978 : 588) ; Tolstoï inspire Gandhi ; Gandhi inspire King ; tous inspirent le fondateur du Parti Vert Allemand Petra Kelly (Kelly, 1989) et plusieurs autres, dans un processus cumulatif mondial de diffusion, d'émulation et d'innovation. En 1997 et 1998, Gandhi fut choisi comme leader mondial le plus admiré par plus de deux cents jeunes leaders provenant de plus de soixante pays qui participaient, à Aman, en Jordanie, aux deux premiers programmes de formation de l'Académie Internationale du Leadership de l'Université des Nations Unies. Leur admiration fait écho à celle de nombreux leaders de mouvements d'indépendance qui ont mené à la chute du système colonial mondial après 1945.

Des leaders non-violents continuent à apparaître partout dans le monde : entre autres, Maha Ghosananda au Cambodge, Ham Suk Hon en Corée, Ken Saro-Wiwa au Niger, AT. Ariyaratne au Sri Lanka, Sulak Sivaraksa en Thaïlande, Lanzo del Vasto et le Général Jacques de Bolardière en France, Ronald Mallone en Angleterre, Aldo Capitini en Italie, N. Radhakrishnan en Inde, Dom Helder Camara au Brésil, A.J. Muste aux États-Unis. Réparant la faute historique commise avec Gandhi, des prix Nobel de la paix commencent à reconnaître des leaders dont l'engagement non-violent est notoire : Albert J. Luthuli et Desmond Tutu en Afrique du Sud, Mairead Corrigan McGuire en Irlande du Nord, Adolfo Perez Esquivel en Argentine, Aung San Suu Kyi en Birmanie ou le Dalai Lama au Tibet.

Des femmes — chacune avec leur propre histoire — s'avancent courageusement pour défier de manière non-violente les conditions de violence dans tous les aspects de la société : Bertha von Suttner en Autriche ; Gedong Bagoes Oka à Bali ; Medha Patkar en Inde ; Dorothy Day, Barbara Deming, et Jean Toomer (Stanfield 1993 : 49) aux États-Unis. En Angleterre durant la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, 1 704 femmes ont réclamé le droit à l'objection de conscience à l'appel au service militaire et 214 d'entre elles, qui ont refusé d'appuyer la guerre dans le service non combattant ou civil, ont été emprisonnées (Harries-Jenkins 1993 : 77). Collectivement, des femmes prennent des positions fortes contre les atrocités militaristes en matière de droits humains (Mères de la « Plaza de Mayo », Buenos Aires), les massacres ethniques (Femmes en noir, Serbie), les préparatifs à la guerre nucléaire (Camps de la Paix des Femmes Communes de Greenham, Angleterre), la destruction écologique (Mouvement Chipko « Caressez les Arbres » de l'Inde), et plusieurs autres injustices (McAllister 1982, 1988 ; Morgan 1984 ; Foster 1989). Des intellectuelles comme Joan V. Bondurant (1969), Elise Boulding (1980 ; 1992), et Bérénice A. Carroll (1998) ont fait avancer les connaissances pour un changement social non-violent.

Des couples, mariés ou non, se soutiennent mutuellement dans les luttes non-violentes pour la transformation : Kasturba et Mohandas Gandhi, Coretta Scott et Martin Luther King Jr., Dolores Huerta et César Chavez, Dorothy Day et Peter Maurin, Frances May Witherspoon et Charles Recht, Elizabeth McAllister et Philip Berrigan. Le force populaire d'hommes et de femmes s'avère évidente dans l'intervention démocratique non-violente aux Philippines en 1986, quand des sœurs, des prêtres, des laïcs se sont unis pour affronter la dictature et la menace d'un massacre par les militaires contre-révolutionnaires (Santiago, A.S., 1995). A partir d'une perspective globale, la biographie non-violente de l'humanité inspire confiance dans la capacité des hommes et des femmes de créer des sociétés non-meurtrières, libres de meurtre, capables de respecter les besoins de tous.

### **Capacités pour une société du non-meurtre**

La possibilité d'une société non-meurtrière prend ses racines dans l'expérience et les capacités créatives humaines. La grande majorité des êtres



humains n'a pas tué et ne tue pas. Bien que nous soyons capables de tuer, nous ne sommes pas par nature portés à tuer. Même s'il n'est qu'imparfaitement appliqué, le principal enseignement des grandes traditions spirituelles est : Respectez la vie, ne tuez pas. Les êtres humains, dans les circonstances les plus violentes, se sont montrés capables de réagir positivement à cet enseignement, physiquement et intellectuellement, avec une dévotion complète. Quand les meurtres ont lieu, la créativité scientifique est porteuse d'une capacité sans précédent pour comprendre leurs causes, la manière de les éliminer, et comment aider à la libération individuelle et sociale de la létalité.

Les composantes prototypiques d'une société non-meurtrière existent déjà dans l'expérience passée et actuelle. Elles ne sont pas le produit d'une imagination hypothétique. Des institutions et pratiques spirituelles, politiques, économiques, sociales et culturelles basées sur des principes de non meurtre peuvent être trouvées dans l'expérience humaine. Il existe des sociétés sans armée, sans exécution, et virtuellement sans arme. Il existe des organisations et des mouvements pour le non-meurtre voués à la résolution de problèmes qui menacent la survie et le bien-être de l'humanité. De l'expérience historique du non-meurtre découlent des connaissances pour éclairer l'action présente et future visant la transformation. Des vies passées et actuelles adeptes du non-meurtre, des individus dont le courage et les travaux inspirent et instruisent, nous ont laissé un grand héritage.

Si un quelconque groupe de personnes décidait de manière créative de combiner, d'adapter et d'enrichir les composantes qui existent déjà dans l'expérience humaine mondiale, une approche raisonnable pour une société non-meurtrière serait à notre portée. En affirmer la possibilité ne signifie pas, bien entendu, en garantir la certitude, mais plutôt débattre et discuter de ce qui était auparavant impensable et renforcer la confiance que nous, les êtres humains, nous sommes capables d'une transformation mondiale vers le non-meurtre.



## Chapitre 3

### Implication pour la science politique

*La non-violence n'est pas seulement affaire de religion.*

*La non-violence n'est pas seulement affaire de société.*

*La non-violence est la science du pouvoir.*

G. Ramachandran

Quelles sont les implications d'envisager la réalisation de sociétés non-meurtrières pour la discipline académique des sciences politiques ? Si les prémisses de la potentialité du non-meurtre devaient remplacer les présomptions de l'inévitabilité de la létalité, quel type de science les politologues chercheraient-ils à créer ? Quelles valeurs inspireraient et orienteraient nos travaux ? Quels faits rechercherions-nous ? Quelles théories explicatives et de prédiction étudierions-nous ? Quelles utilisations des connaissances faciliterions-nous ? Comment nous éduquerions-nous et nous formerions-nous nous-mêmes ainsi que les autres ? Quelles institutions monterions-nous ? Et comment nous engagerions-nous avec d'autres dans des processus de découverte, de création, de diffusion et d'utilisation des connaissances pour arriver à des sociétés non-meurtrières dans un monde sans meurtre ?

Présumer que la réalisation d'une société non-meurtrière est possible implique un changement en termes de discipline vers la créativité visant le non-meurtre. Cela met en question le dogme Wébérien voulant que l'acceptation de la violence (meurtre) soit impérative pour la pratique et la science de la politique, et que l'éthique du non-meurtre soit incompatible avec elles. Cela rend tout au moins problématique ce qui était auparavant impensable.

## **Logique de l'Analyse Politique basée sur le non-meurtre**

Un changement de paradigme de la science politique pour le non-meurtre implique la nécessité d'une nouvelle logique de l'analyse politique du non-meurtre qui peut se décliner en quatre parties. Il nous faut connaître les causes du meurtre ; les causes du non meurtre ; les causes de la transition entre le meurtre et le non meurtre ; et les caractéristiques des sociétés dans lesquelles le meurtre n'existe pas.

Paradoxalement, nous devons comprendre que le meurtre est plus remarquable pour la science politique basée sur le non-meurtre que pour la discipline conventionnelle qui accepte la violence. Ce fait s'explique par l'objectif qui vise à contribuer par des moyens non-meurtriers à établir des conditions dans lesquelles la létalité et ses corollaires seraient absents. Là où l'on assume que le meurtre est inévitable et acceptable à des fins personnelles et collectives, l'urgence de comprendre et d'éliminer les causes de la létalité se fait moins sentir — les nôtres, celles des autres, et les deux ensemble. Il existe un sentiment de sécurité, bien que problématique, dans la présomption qu'en dernière analyse « Je/Nous vais/allons vous tuer ». Quand cette présomption est absente, il est absolument essentiel pour la survie et le bien-être de comprendre et d'éliminer les causes de meurtre.

Le concept de la causalité est central dans l'analyse du non-meurtre. Quand il y a meurtre — de l'homicide à l'annihilation atomique en passant par le génocide — il nous faut comprendre les processus de cause et d'effet, indépendamment de leur niveau de complexité et d'interdépendance. Chaque cas de mort avec intention exige une explication causale. Il nous faut savoir qui tue qui, comment, où, quand, pourquoi, et avec quels antécédents, quelles conditions contextuelles, quelles significations individuelles ou sociales et quelles conséquences. De plus et à l'évidence, il nous faut trouver des schémas de causalité létale communs à tous les cas, pour une explication approfondie, pondérée et typologique.

De même, il nous faut comprendre les causes du non-meurtre. Pourquoi les humains s'abstiennent-ils de tuer ? Pourquoi l'idée de ne pas tuer a-t-elle surgi dans la vie humaine ? Pourquoi des êtres humains ont-ils adopté des principes de non-meurtre ? Pourquoi certaines personnes, tout au long de

l'histoire — en dépit du ridicule, de l'ostracisme, de l'exil, de la privation, de l'emprisonnement, de la torture, de la mutilation et des menaces de mort jusqu'à l'assassinat, l'exécution et l'extermination collective — s'en sont tenues au principe de la vie plutôt qu'à celui de la létalité ? Pourquoi ont-elles créé des politiques, des pratiques et des institutions pour atteindre des buts de non-meurtre par des moyens non meurtriers ?

Mais encore, quelles sont les causes de la transition, individuelle et collective, du meurtre au non-meurtre — et du non-meurtre au meurtre ? Pourquoi des meurtriers sont-ils passés de l'acceptation au refus d'ôter la vie humaine ? Pourquoi des soldats sont-ils devenus pacifistes, des révolutionnaires ont-ils renoncé à la létalité, et des meurtriers ont-ils adopté le non-meurtre ? Pourquoi des idées, des individus, des leaders, des organisations, des institutions et des politiques se sont-ils tournés vers la non-violence ? Et pourquoi des personnes qui avaient d'abord adopté le non-meurtre l'ont-elles abandonné pour participer à des massacres ou les appuyer — comme dans le cas d'états qui abolissent puis réimposent la peine de mort, et celui de certains pacifistes qui donnent temporairement leur appui à des guerres spécifiques ? L'analyse du non-meurtre ne suppose pas une progression linéaire irréversible. Il est essentiel de comprendre l'incidence, l'ampleur et les causes de l'oscillation dans la transition vers des conditions de non meurtre, pour faciliter le changement en faveur du non-meurtre. Notre attention porte sur des individus jusque sur des sociétés entières en passant par des composantes structurelles.

Une quatrième condition nécessaire à l'analyse politique basée sur le non-meurtre est celle de comprendre les caractéristiques des sociétés dans lesquelles il n'existe absolument aucun meurtre, en présumant que ces sociétés varient hypothétiquement entre elles à l'infini. Compte tenu de la créativité humaine, on peut supposer que l'homogénéité n'est pas nécessaire. Cette quatrième condition constitue sans doute la tâche la plus créative, bien que toutes appellent à un niveau de créativité des plus élevés. Les trois premières appellent à la validation des conclusions tirées de contextes historiques ou contemporains. La quatrième combine les connaissances qui en dérivent dans les études progressives de conditions éthiquement acceptables, potentiellement réalisables, et parfois hypothétiquement perçues de la vie

individuelle, sociale et mondiale. Cela nous met au défi, à l'instar du poète Walt Whitman, « de sauter au-delà, en rapprochant cependant » (Whitman 1977(1855) : 71).

On admet qu'aucune société, jusqu'à présent sous le joug de caractéristiques poussant à tuer, n'a encore fait montre de toutes les qualités de non meurtrier dont sont capables les êtres humains. Mais, en s'inspirant de l'expérience historique et contemporaine à l'échelle mondiale, et en combinant hypothétiquement des capacités avérées, de nouvelles possibilités de non meurtrier peuvent être appréhendées par n'importe quelle société. Mieux encore, ces idées empiriquement fondées doivent être approfondies dans le cadre d'études de la « théorie pure » afin d'identifier les caractéristiques souhaitables des sociétés sans meurtrier et les processus potentiels qui permettraient leur réalisation à partir des conditions présentes.

Jusqu'à présent, à la différence des sciences qui encouragent le développement de la théorie pure comme contribution aux applications pratiques (comme dans les mathématiques, la physique et l'économie), les sciences politiques tendent à être non réceptives à l'imagination théorique. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne la violence. La science politique qui assume la violence tend à décourager la créativité visant la non-violence. Mais en l'évitant dans la formation professionnelle la considérant comme une déviance « utopique », « idéaliste » et « irréaliste », l'intelligentsia de la science politique est condamnée au confinement dans la léthalité perpétuelle. La créativité visant le non meurtrier constitue les prémisses de la libération.

Il faut appliquer dans l'action transformatrice les connaissances de base tirées de l'analyse du non-meurtrier, afin de créer des alternatives dans cinq zones de ce qui pourrait être représenté comme un entonnoir du meurtrier.

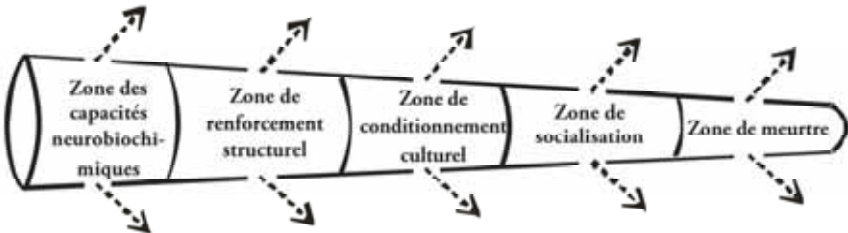
**Figure 1.** Entonnoir du meurtrier



La *zone de meurtre* est le lieu du massacre, allant de l'homicide à l'annihilation massive. La zone de socialisation est le lieu où les gens apprennent à tuer, directement par la formation ou indirectement par l'observation de modèles pour l'émulation. Dans la zone de conditionnement culturel, nous sommes prédisposés à accepter le meurtre comme étant inévitable et légitime. On recense parmi les sources de conditionnement : les religions, les « ismes » politiques, la célébration de triomphes et d'atrocités, les traditions familiales, les lois, les communications de masse, et les arts. La zone de renforcement structurel produit les relations socio-économiques, les institutions et les moyens matériels qui prédisposent à tuer et qui soutiennent le meurtre. La zone des capacités neurobiochimiques comprend les facteurs et processus physiques, neurologiques, et du fonctionnement du cerveau qui contribuent à la capacité humaine de prédation et de létalité pour la survie et pour le comportement non-meurtrier (Lopez-Reyes 1998 ; Morton 2000).

La tâche de transformation vers le non-meurtre peut être conçue comme une transformation de l'entonnoir du meurtre en un éventail d'alternatives de non-meurtre, par des efforts intérieurs intentionnels dans et entre chacune des zones (Figure 2). Ces changements peuvent aller d'interventions de haute technologie spirituelles et non létales dans la zone de meurtre, à la restructuration des conditions socioéconomiques, en passant par la socialisation et le conditionnement culturel du non-meurtre, de telle façon qu'ils ne produisent ou exigent la létalité pour le maintien ou le changement, en incluant des interventions cliniques, pharmacologiques, physiques ainsi que l'auto-transformation par la méditation et la rétro alimentation biologique qui nous libèrent de lauspension biologique à tuer.

**Figure 2.** Éventail extensible des alternatives du non-meurtre



## **Principes d'action non-meurtrière**

En plus de la recherche des connaissances nécessaires par la logique de l'analyse politique de la non-violence associée aux tâches de création d'alternatives non-violentes dans des zones qui convergent vers le meurtre, pour un changement du paradigme du non-meurtre il faut perfectionner des principes qui aident à la prise de décisions individuelles et sociales, dans la vie quotidienne comme dans la politique mondiale. La progression avec ces principes dans le cadre d'une approche expérimentale valable qui combine l'expérience pratique et les simulations exploratoires. On peut admettre que les simulations de combat militaire entre humains et ordinateur dans la « réalité virtuelle » sont déjà très avancées.

Voici quelques-uns des principes non-violents qui ont surgi dans le cadre des actions remarquables du 20<sup>e</sup> siècle (comme dans les mouvements gandhien et kingien) qui méritent d'être pris en compte :

- Allez chercher le courage dans les inspirations qui respectent la vie, qu'elles soient religieuses ou humanistes.
- Respectez votre propre vie et celle des autres.
- Travaillez au bien-être général. La violence divise ; la non-violence unit.
- En situations de conflit recherchez, du début jusqu'à la fin la réconciliation plutôt que l'humiliation, la dégradation, la prédation ou l'annihilation.
- Joignez vos efforts au travail constructif pour éliminer les conditions de souffrance des nécessiteux.
- Soyez créatif. Il a fallu beaucoup de créativité pour en arriver aux conditions actuelles de violence technologique et structurelle. Il faudra encore plus de créativité pour la transformation vers le non-meurtre.
- Adoptez une approche expérimentale du changement. Cherchez des approximations successives des sociétés non-meurtrières, en tirant des leçons des succès comme des échecs.
- Respectez l'action individuelle comme l'action sociale à grande échelle, de l'influence de l'exemple moral au pouvoir de la masse populaire non-violente.



- Soyez courageux de manière constructive. Retirez votre soutien à la violence et soyez prêts à fortifier les alternatives de la non-violence.
- Exploitez la Terre avec sagesse. Réduisez les exigences envers la nature et envers vos semblables qui peuvent contribuer au meurtre.

Toute personne qui participe aux processus de découvertes et d'actions non-violentes peut contribuer à perfectionner de façon progressive les principes et les techniques les plus puissants pour l'affirmation de la vie mondiale dans le non-meurtre, appropriés dans des situations et des contextes spécifiques.

Dans le contexte des sciences politiques mondiales, reconnaître la possibilité de la réalisation de sociétés non-meurtrières soulève des questions pour chaque aspect de notre discipline. Dans l'orientation générale vers l'inévitabilité et la légitimité de la violence, les politologues tout comme d'autres membres de la société sont, à des niveaux différents, enclins à avoir les opinions suivantes :

- pro-violence (*prokilling*) : considérer que le meurtre de façon positive, pour son propre bénéfice ou pour la civilisation
- tendance à la violence (*killling-prone*) : être enclin à tuer ou à appuyer le meurtre quand cela s'avère avantageux.
- ambivalent (*ambikilling*) : enclin aussi bien à tuer qu'à ne pas tuer, à appuyer le meurtre qu'à s'y opposer
- évitement de la violence (*killling-avoiding*) : être disposé à ne pas tuer ou à ne pas appuyer la violence, tout en étant prêt à le faire
- non-violent (*nonkilling*) : être décidé à ne pas tuer et à changer les conditions qui entraînent la létalité.

Considérées dans leur ensemble, les quatre premières orientations servent à caractériser, dans un certain sens, la politique et la science politique qui acceptent la violence ou qui l'assument. La dernière orientation appelle à la création d'une science politique du non-meurtre ayant pour tâche de contribuer au changement vers la non-violence dans la science et au sein de la société.

Définir les propositions manifestes ou latentes de la science politique contemporaine comme prédominante « qu'elles acceptent la violence » n'implique pas que, dans leurs salles de classes, tous les politologues incitent leurs étudiants à la violence en leur criant « Tuez ! Tuez ! », tels des sergents et des officiers instructeurs. Sans oublier les contributions des politologues qui, cherchant à établir des processus inhérents aux institutions démocratiques (comme les débats entre les partis, les élections, les législatures et les lois) évitent la guerre civile et internationale. Mais la reconnaissance du caractère d'acceptation de la violence de la discipline actuelle ainsi que de la possibilité de trouver des alternatives non-meurtrières représente la promesse d'un progrès éthique-empirique et empirique-éthique. Cela implique la nécessité de placer le non-meurtre au centre du débat sur des questions comme la liberté, l'égalité, la justice et la démocratie, au centre normatif-empirique et empirique-normatif de la discipline.

### **Révolution scientifique non-violente**

Reconnaître la possibilité de la réalisation de sociétés non-meurtrières implique une révolution scientifique non-violente dans les sciences politiques. Sept sous-révolutions interdépendantes sont nécessaires : une *révolution normative*, pour passer de l'acceptation du meurtre à son rejet ; une *révolution factuelle*, pour identifier des facteurs favorables à la transformation sociale vers le non-meurtre ; une *révolution théorique*, pour comprendre les causes et les processus du changement vers le non-meurtre ; une *révolution dans l'éducation et la formation*, pour acquérir des connaissances et des compétences pour la transformation vers le non-meurtre ; une *révolution appliquée*, pour mettre en pratique les connaissances en matière de non-meurtre ; une *révolution institutionnelle*, pour transformer et créer des organisations qui facilitent le changement vers le non-meurtre ; et une *révolution méthodologique*, pour créer et adapter des méthodes d'investigation, d'analyse et d'action des plus adaptées pour les tâches de transformation vers le non-meurtre.

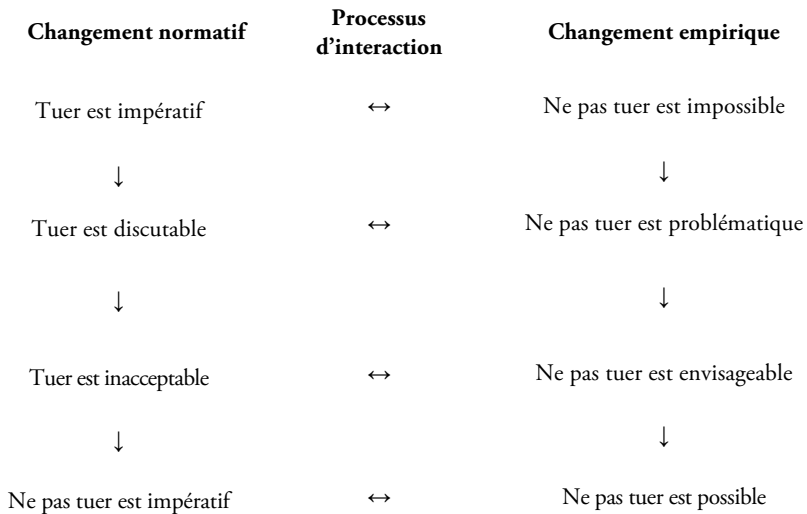
#### *Révolution normative*

Le changement normatif en question consiste à passer de l'impératif du meurtre vers l'impératif du non-meurtre. L'une des manières d'y arriver est de

suivre un processus cumulatif, à valeur ajoutée, de découvertes éthiques et empiriques interactives. Du point de vue éthique, la progression en question va de l'idée que tuer est un impératif éthique vers l'idée que tuer est un impératif discutable, de l'idée que les sociétés non-meurtrières sont impossibles vers l'idée que des sociétés non-meurtrières sont problématiques, de l'exploration réelle et hypothétique des caractéristiques des sociétés non-meurtrières à la décision scientifique de rechercher des connaissances pour créer et maintenir des sociétés non-meurtrières dans un monde sans meurtre.

Par ce processus d'interpénétration du défi éthique et de la réponse empirique — et du défi empirique et de la réponse éthique — la barrière impénétrable posée par Weber entre les principes de non-violence et la politique violente peut être franchie. Ainsi, le respect indiscutable de la vie peut s'ajouter à « l'engagement sans compromis en faveur de règles d'évidence et d'inférence » (Almond 1996 : 89) comme base éthique commune pour les sciences politiques académiques contemporaines.

**Figure 3.** Processus de changement du paradigme du non-meurtre



## *Révolution factuelle*

Si l'on s'en réfère aux faits, un changement vers le non-meurtre implique la récupération ainsi que la découverte intentionnelle de l'évidence des capacités humaines de ne pas tuer qui tendent à être négligées ou minimisées dans les présumés qui acceptent la violence. Ces faits peuvent aller de la neuroscience à la haute technologie non létale. Les manifestations de non-violence dans des conditions historiques et culturelles autrement violentes sont d'un intérêt particulier. Par exemple, en Grèce en 399 avant Jésus Christ, un nombre estimé de 140 sur 500 sénateurs athéniens ont voté contre la condamnation à mort de Socrate (Stone 1989 : 187). Au Japon, pendant la période du bouddhiste Heian (784-1192), « la peine capitale ne fut pas pratiquée pendant environ trois cent cinquante ans » (Nakamura 1967 : 145). Aux États-Unis, les 4 et 6 avril 1917, six sénateurs<sup>8</sup> et cinquante députés<sup>9</sup> ont voté contre la déclaration de guerre à l'Allemagne. En Russie, le 23 octobre 1917, officiellement au moins deux et peut-être jusqu'à cinq ou six bolchéviques du Comité Central se sont opposés à l'adoption de la politique de Lénine relative à la révolution armée (Shub 1976 : 271). Aux États-Unis, à la fin du mois de juillet 1945, à la veille des attaques à la bombe atomique contre Hiroshima et Nagasaki, 19 des 150 scientifiques du Projet Manhattan ont voté contre tout usage militaire de l'arme qu'ils avaient aidé à créer (Giovannitti et Freed 1965 : 168 ; Alperovitz 1995). En 1996, le Corps des Marines des États-Unis est devenu « l'agent exécutif » de coordination de toutes les activités gouvernementales et du Département de la Défense pour la recherche, le développement et l'acquisition d'armes non létales (Lewer et Schofield 1997 : 45). Ce dernier fait est précurseur d'un changement vers la pensée stratégique du non-meurtre, bien que ces armes soient actuellement utilisées complément de la technologie létale, pouvant malgré tout blesser et tuer.

*Un changement factuel vers le non-meurtre cherche à découvrir des indicateurs passés et présents de la propension à ne pas tuer existant au sein de chaque société.*

## *Révolution théorique*

La révolution théorique latente consiste à développer des théories normatives et empiriques qui soutiennent les progrès dans les connaissances re-

quises par la logique de l'analyse du non-meurtre et qu'elles contribuent aux prises de décisions individuelles, aux actions de la société civile et aux politiques publiques. Par exemple, la combinaison de trois sources pionnières de la pensée théorique — celle *des principes*, celle *de la pragmatique* et celle *des processus* — peut multiplier de façon extraordinaire les possibilités du potentiel transformateur du pouvoir politique du non-meurtre. La première source est l'accent gandhien, conventionnellement négligé, mis sur l'importance de la force spirituelle respectant la vie dans les actions individuelles et collectives de recherche de la vérité (recherche de la justice) comme établi, par exemple, dans *La Science de Satyagraha* de Gandhi (1970). Pour Gandhi, une foi vivante en Dieu définie comme étant la vérité, l'amour et la non-violence — dans toutes les religions — est la source insurmontable du pouvoir non-violent. L'esprit et la réalité de la non-violence constituent la loi fondamentale de la vie humaine ; la violence en est une violation.

La seconde source est la théorie du pouvoir non-violent telle que la présente Gene Sharp dans *La Politique de l'Action Non-violente* (1973). Sur la base d'une analyse perspicace de la nature de l'obéissance-dépendance du pouvoir politique, Sharp présente un vaste répertoire de techniques historiquement avérées pour la lutte non-violente, et offre une analyse stratégique de la dynamique de la transformation politique non-violente. La thèse de Sharp est que l'action politique non-violente est, en termes pragmatiques, simplement puissante : aucun engagement envers des principes spirituels, religieux ou pacifistes n'est nécessaire *a priori*.

Une troisième source de compréhension pour défier l'imagination théorique du non-meurtre est l'analyse de John Burton sur les origines de la violence, causée par les besoins et les privations ainsi que les prescriptions des processus participatifs transformateurs afin de satisfaire de tels besoins. La théorie de Burton est présentée dans *Déviance, Terrorisme et Guerre : Le processus de résolution de problèmes sociaux et politiques non résolus* (1979) et d'autres travaux (1984, 1996, 1997). La thèse de Burton est que toutes les formes de létalité, de l'homicide à la guerre, dérivent de la violation des besoins humains, parmi lesquels arrive en premier lieu celui de la reconnaissance de l'identité et de la dignité. Les violeurs et les violés ont les mêmes besoins. Dans des conditions de violation, pas plus l'appel aux valeurs que le

contrôle coercitif ne peut supprimer la légalité. Mais l'apport de processus de résolution de problèmes dans lesquels tous ceux dont les besoins sont violés peuvent participer à la recherche de leur satisfaction est porteur de la promesse de réaliser des sociétés non-violentes dans un monde sans violence.

Ces aperçus dans la force spirituelle, l'efficacité pragmatique, et la résolution des problèmes selon un processus participatif, suggèrent des éléments de théorie non-violente qui peuvent être causalement mis en contexte en termes d'histoire, d'état, de classe, d'économie, d'institutions, de genre sexuel, de race, d'ethnicité, de religion, de culture, d'environnement, d'expectatives futures, et autres aspects des conditions locales et mondiales. Les travaux de Robert J. Burrowes (1996), Berenice A. Carroll (1998), Johan Galtung (1996), Brian Martin (1989) et Kate McGuinness (1993) sont autant d'importantes contributions à la mise en contexte et à l'avancement de la créativité dans la théorie de la non-violence.

### *Révolution appliquée*

La combinaison des orientations normatives, factuelles et théoriques implique de nouveaux engagements appliqués pour la science politique du non-meurtre. Le changement normatif implique de nouveaux intérêts pour, et un appui constructif (mais pas sans critiques) aux réflexions, individus, organisations, mouvements, politiques, et institutions du non-meurtre. La théorie de Sharp suggère un engagement explicite pour aider à la transformation non-violente de régimes violemment répressifs, qui peut s'étendre pour influencer ou changer le manque de réaction des systèmes démocratiques. La théorie de Burton suggère que le rôle central appliqué des sciences politiques est d'aider les processus participatifs de résolution de problèmes sociaux et politiques qui soient sensible de manière non-violente aux besoins humains. La théorie gandhienne, amalgamant l'éthique, les méthodes et la sensibilité à la non satisfaction des besoins, suggère explicitement un engagement à aider à changer les conditions de la violence structurelle politique, économique, sociale et culturelle qui sont aussi bien les produits que les producteurs du meurtre et des menaces de meurtre. Il faut rappeler que les leaders inspirés par les principes spirituels de non-meurtre, comme

Gandhi et King, se sont profondément engagés envers le changement structurel non-violent.

Le défi qui se présente pour cette nouvelle science politique appliquée est la transformation mondiale et locale à partir de la connaissance de la logique analytique du non-meurtre, basé sur les tâches de transformation de l'entonnoir du meurtre en un éventail ouvert d'alternatives du non-meurtre. La persistance de la létalité individuelle et collective dans les conditions contemporaines de la « politique démocratique » et des « marchés libres » suggère que telles qu'elles sont actuellement constituées, ces conditions sont des garanties problématiques pour le bien-être humain. Si elles se combinent en interaction avec la « politique non démocratique » et les « marchés non libres », elles représentent des défis pour la créativité de la science politique appliquée basée sur le non-meurtre.

### *Révolution éducative*

Le progrès vers la science politique basée sur le non-meurtre implique des changements dans la formation académique des politologues et dans la prestation des services éducatifs aux autres membres de la société. Plutôt que de refléter et d'appuyer les traditions et conditions létales, que ce soit de manière implicite ou tacite, l'éducation en sciences politiques doit devenir un important facteur de contribution au changement mondial vers le non-meurtre. L'objectif explicite devient l'éducation des dirigeants et des citoyens pour des sociétés non-meurtrières. Le défi est de développer des compétences pour la recherche, l'enseignement, la consultation, le leadership, l'action civique, et la réflexion critique — par la découverte, le redressement, et le partage des connaissances relatives au non-meurtre.

Pour la formation en science politique basée par le non-meurtre, les participants devront démontrer une énorme capacité de connaissance de soi — semblable à celle attendue des psychiatres et des conseillers spirituels. Il nous faut comprendre les origines et les implications de nos propres croyances, attitudes et émotions en ce qui concerne la violence et la non-violence. La compréhension de soi est une condition préalable au changement social non-violent. Une formation adaptée devra inclure des méthodes scientifiques de méditation ouvertes à différentes approches spirituelles. Il faut offrir

des opportunités de partage d'expériences de croissance professionnelle et personnelle pour le bénéfice et le soutien mutuels. Les politologues du non-meurtre devraient rechercher l'évolution de l'appui mutuel, personnellement et collégalement, dans l'expression d'un profond respect pour la vie, indépendamment des opinions divergentes que nous pourrions avoir sur d'autres sujets. Ces besoins ne diffèrent pas de ceux de tous les autres membres de la société.

Dans leurs préparation pour les activités sur le terrain et la consultation, les politologues du non-meurtre doivent aspirer à des compétences non moins importantes que celles attendues des chercheurs dans le domaine médical, des médecins et des professeurs de médecine — et dans d'autres professions qui ont à faire avec la vie et la mort. Les contributions des politologues aux sociétés non-meurtrières ne devraient pas être moins importantes que celles des professionnels du domaine médical en matière de santé individuelle et publique. Les professionnels de ces deux disciplines ont en commun les soucis relatifs à la vie et à la mort en ce qui concerne l'importance du diagnostic, de la prescription et du traitement, en se basant sur les meilleures de leurs nouvelles connaissances.

En même temps, chaque membre de la société peut contribuer à la transformation mondiale vers le non-meurtre. La tâche éducative de la science politique basée sur le non-meurtre est d'offrir à chaque participant-collègue, à tous les niveaux, des opportunités de développement personnel et d'acquisition de connaissances et de compétences qui l'aideront, durant sa vie, à augmenter le niveau d'engagement des dirigeants et des citoyens en matière de non-violence. Tout le monde enseigne ; tout le monde apprend.

En matière d'éducation, la structure du curriculum serait orientée par les exigences en matière de connaissances de l'analyse du non-meurtre, par la nécessité de compétences appliquées pour transformer la propension à tuer en alternatives non-meurtrières, et la nécessité de perfectionner des principes pour orienter l'action individuelle et sociale. Un cours d'introduction ou un séminaire devrait, de façon claire, mettre les participants face à la plus horrible évidence de la capacité létale humaine historique et contemporaine. Ensemble, nous affronterons ensuite un défi pendant toute la vie : mettre



fin aux meurtres humains, voilà la tâche de notre discipline. Une seconde expérience éducative devrait introduire de façon tout aussi claire l'évidence, au niveau mondial, du potentiel humain en matière de non meurtre. Une troisième composante introduit les transformations et oscillations individuelles et sociales. La quatrième expérience fondamentale présenterait une révision de l'inventivité humaine dans le domaine de la création d'institutions politiques pour des sociétés auxquelles nous aspirons, et défierait la créativité pour envisager les caractéristiques des sociétés non-meurtrières et les manières possibles dont les sciences politiques pourraient y contribuer. Dans chaque composante, on introduirait les connaissances et besoins locaux et mondiaux, au-delà des interactions locales et mondiales.

Sur ces bases, les innovations en matière d'éducation au non meurtre peuvent se développer. Un cours sur les alternatives politiques non-violentes qui fait appel à un puissant engagement et à une créativité partagée, constitue un exemple : chaque participant à ce cours est invité à choisir un aspect de la violence qui le préoccupe ; à réviser la littérature existante concernant sa nature et ses causes ; à consulter des individus locaux qui font directement face à cette violence pour savoir ce qu'ils pensent de l'incidence, des tendances, des causes et des alternatives ; à mener de manière créative ses propres réflexions sur les alternatives ; à discuter avec ses collègues des analyses et propositions de résolution de problèmes ; et à rechercher un consensus au sujet de ces propositions, dans un processus de prise de décision en groupe.

### *Révolution méthodologique*

Méthodologiquement, un changement vers le non-meurtre incite à de nouvelles réflexions sur des méthodes pour la recherche, l'éducation, la politique appliquée, et le développement d'institutions. Le défi consiste à adapter les méthodes existantes pour la découverte et l'application en matière de non-meurtre, trouver de nouvelles méthodes si nécessaire, et encourager d'autres disciplines comme la neurosciences à appliquer leurs méthodes dans la résolution des problèmes de transformation vers le non-meurtre. La nécessité de disposer de méthodes pour la recherche et l'intervention dans la zone de meurtre, ainsi que de méthodes d'analyse interne et transversale aux zones de létalité convergentes, constitue un défi particulièrement dur à relever.

La science politique du non-meurtre peut s'inspirer d'un répertoire toujours croissant de méthodes d'investigation qui incluent maintenant au minimum l'analyse philosophique, historique, institutionnelle et juridique ; l'interview ; l'observation participante ; les études de cas ; l'analyse comparative ; l'analyse du contenu ; les interprétations de textes ; la théorie du jeu ; l'analyse du choix public ; l'inférence statistique ; la recherche par enquête ; l'expérimentation en laboratoire et sur le terrain ; les simulations humaines et informatiques ; et différentes combinaisons de tout cela selon les objectifs à atteindre. Les méthodes éducatives sont nombreuses : les lectures traditionnelles, l'audiovisuel et les discussions pendant le cycle d'initiation et de perfectionnement, et des recherches sur l'apprentissage en autonomie à l'aide d'outils informatiques. Les applications politiques incluent de projets constitutionnels, la résolution de conflits, la consultation organisationnelle, l'avis électoral, les commentaires des médias, l'avis des politiques de sécurité, et la participation directe des leaders et des citoyens dans les processus de prise de décision sociale. La question méthodologique posée par ce large éventail de l'intelligentsia et de l'expertise est « Comment les méthodes, anciennes et nouvelles, peuvent-elles contribuer le mieux à l'élimination de la létalité dans la condition humaine ? ».

### *Révolution institutionnelle*

Institutionnellement, le changement en matière de paradigme du non-meurtre implique des questions sur la manière dont la discipline des sciences politiques devrait être organisée, quelles devraient être ses sous disciplines, et quelles devraient être ses relations avec d'autres disciplines et institutions de la société. Il implique de soulever des questions à partir d'une perspective de non-meurtre dans les structures existantes de la discipline jusqu'aux niveaux mondial, national et local. Cela implique également la possibilité de créer de nouveaux départements des sciences politiques du non-meurtre dans des institutions nouvelles, ou même de créer une nouvelle profession transdisciplinaire ou hybride pour servir les besoins sociaux non-violents.

Le règlement professionnel en science politique l'établie actuellement, en termes globaux, l'Association Internationale des Sciences Politiques (International Political Science Association - IPSA), fondée en 1949. Ses principaux

membres sont 42 associations nationales des sciences politiques comptant au total 35 689 membres, et sont représentés institutionnellement au comité exécutif de l'IPSA (Appendice A). Différents intérêts des membres s'expriment structurellement dans 18 principaux domaines d'étude, 51 comités de recherche, et 18 groupes d'études (Appendice B). A ceci peuvent s'ajouter des politologues de pays non représentés par des associations nationales et les nombreux élèves de politologues dans le monde entier.

D'un projet d'enquête de l'IPSA pour dresser un état des lieux de la discipline, découle un Nouveau Manuel des Sciences Politiques (Klingemann, eds., 1996), à l'élaboration duquel ont participé quarante-deux auteurs. Huit principales branches sont identifiées et révisées à la lumière des développements enregistrés pendant deux décades : institutions politiques (choix rationnel, perspectives juridiques), comportement politique (électeurs qui raisonnent et systèmes pluripartites, approches institutionnelles et expérimentales), politique comparative (perspectives macro-comportementales, études sur la démocratisation), relations internationales (néoréalisme et néolibéralisme, perspectives post-positivistes et féministes), théorie politique (traditions philosophiques, théorie empirique), politique et administration publique (analyse de politique comparative ; idées, intérêts et institutions), économie politique (perspectives sociologiques et downsiennes), et méthodologie politique (méthodes qualitatives, méthodes expérimentales et conception de recherches). Le président de l'IPSA l'a ainsi présenté, à juste titre : « Il ne saurait y avoir un meilleur volume pour faire entrer les sciences politiques dans le nouveau siècle » (1996 : xii).

Pendant, en dépit des succès, le Nouveau Manuel illustre la nécessité d'une transformation de la discipline en discipline basée sur le non-meurtre. Par exemple, dans l'index ne sont mentionnés ni la « violence » ni la « non-violence », pas plus que « homicide », « génocide », « peine capitale », « militaire », « terrorisme » ou « police ». Le mot « guerre » y figure soixante fois, et le mot « paix » huit fois. Dans l'index des noms, « Hitler » et « Lénine » sont mentionnés, mais pas « Gandhi » ni « King ». Le nom et les travaux du principal académicien mondial des sciences politiques en ce qui concerne la théorie et la pratique de la lutte politique non-violente pour la démocratie, la défense nationale et la prévention des

coups d'état militaires — Gene Sharp et La Politique de l'Action Non-violente (1973) — ne sont pas mentionnés. Pas plus que ne le sont le nom et les contributions du théoricien de la résolution de conflits par la non-violence, John Burton (1979, 1984). Les travaux de l'éminent pionnier des études sur la paix mondiale, Johan Galtung, sont peu reconnus.

L'institution nationale la plus grande et la plus ancienne affiliée à l'IPSA et qui compte environ 13 300 membres, est l'Association Américaine des Sciences Politiques (*American Political Science Association - APSA*), fondée en 1903. Les intérêts des membres sont structurés dans 8 principaux domaines, 77 sous-domaines, et 34 sections d'intérêt particulier (voir Appendice C). Les structures d'intérêt de l'APSA et de l'IPSA sont en général similaires. Les principaux domaines des sciences politiques américaines sont : le gouvernement et la politique américaine, la politique comparative, la politique internationale, la méthodologie, la philosophie et la théorie politique, la législation et les tribunaux publics, les politiques publiques, et l'administration publique. Bien qu'il existe des sections spéciales sur les « processus de conflits », et le « contrôle des armes et la sûreté internationale », aucune structure institutionnelle ne se concentre explicitement sur les connaissances et les exigences en matière de résolution de conflits tirées de la logique de l'analyse et de l'action politiques du non-meurtre. Il n'existe, par exemple, pas de section spéciale sur la « violence » ou la « non-violence », ni même sur la « paix » (comparez avec l'Association Internationale pour la Recherche de la Paix). Il apparaît que la présomption culturelle voulant que la démocratie qui est défendue et qui a ses racines dans la légalité est le plus grand espoir pour l'avancement de la civilisation, a inhibé le centrage institutionnel explicite sur l'exploration des alternatives non-meurtrières pour la civilisation.

Un changement vers le non-meurtre implique de soulever des questions internes et transversales à des domaines et sous-domaines existants dans la discipline, comme représenté dans la structure du sujet des associations américaine et internationales des sciences politiques. « Que pouvez-vous nous dire sur les possibilités d'existence de sociétés non-meurtrières et sur les moyens non-meurtriers d'y arriver ? » Cela signifie qu'il faut s'inspirer des accomplissements existants et introduire de nouveaux éléments. Par exemple, cela peut s'illustrer en soulevant des questions dans les quatre do-

maines « traditionnels » des sciences politiques américaines qui sont sous-jacents à la diversité contemporaine proliférante : la philosophie et la théorie politique, le gouvernement et la politique américaine, la politique comparative et les relations internationales.

### **Théorie et philosophie politique**

En philosophie et théorie politique, un changement vers le non-meurtre signifie qu'il faut réviser l'héritage de la pensée politique dans toutes les cultures, pour y retrouver des enseignements non-violents et introduire une nouvelle créativité pour le non-meurtre. Par exemple, Denis Dalton a trouvé dans la République de Platon l'idéal éthique de la « non blessure » auquel les philosophes et les leaders politiques devraient aspirer, en dépit du fait que Platon accepte la guerre, la peine capitale et la culture militaire. Cet idéal se reflète dans l'observation de Plutarque, « Car recourir au couteau n'est pas la marque d'un bon médecin ni d'un bon homme d'état, mais dans les deux cas illustre un manque de compétence, et dans le cas de l'homme d'état, l'injustice et la cruauté s'y ajoutent » (Plutarque 10 : 249). Dans la tradition chinoise, comparez l'observation de Mencius (371-289 avant Jésus Christ) : « Celui qui, utilisant la force, simule la vertu est un tyran (pa)... Celui qui, utilisant la vertu, pratique la bonté (jen) humaine est un Roi (wang) » (Fung 1952 : 112). Dans la tradition chinoise également, la pensée de Mo Tzu (Mo Ti, 468-376 avant Jésus-Christ), le critique chinois de la guerre et de l'oppression, et le philosophe de « l'amour universel » invite à la redécouverte mondiale (Fung 1952 : 76-105).

Les textes classiques qui appuient la violence peuvent être réinterprétés pour en soustraire la létalité tout en retenant et avançant les enseignements non-violents qu'ils contiennent. On peut en trouver des exemples dans la réinterprétation de Machiavel par Chaiwat Satha-Anand dans *Le Prince Non-violent* (1981), et dans la réinterprétation, par Burrowes, du *De la Guerre* de Clausewitz pour en tirer des principes pour la défense stratégique non-violente (1996). Ils rappellent tous deux comment Gandhi a tiré des principes pour l'action non-violente du conseil du Seigneur Krishna au héros guerrier Arjuna dans le classique spirituel indou *Bhâgavata Gîta* (Gandhi, 1971).

Les classiques anciens qui acceptent la violence défient la créativité non-violente actuelle et future. Si Platon peut proposer une république gouvernée par des dirigeants qui expriment des vertus militaires, il est aujourd'hui possible d'envisager une république non-violente avec des leaders courageux et des citoyens engagés pour des principes de non-violence. Si Aristote peut décrire des constitutions pour des régimes de guerre, nous pouvons maintenant envisager des constitutions amenant à des sociétés non-meurtrières. Si Machiavel peut prescrire des techniques pour la domination qui accepte la violence, il est maintenant possible de travailler à la stratégie et aux tactiques du pouvoir politique non-violent. Si Hobbes peut proposer un état monstre qui impose de force la paix sociale par le monopole de la violence, de nouveaux modes de gouvernance qui tiennent compte des besoins humains peuvent être étudiés, selon lesquels la létalité n'est pas nécessaire. Si Locke peut envisager une révolution violente pour éliminer un règne despotique, nous pouvons maintenant percevoir la stratégie et les tactiques de libération démocratique non-violente. Si Marx et Engels peuvent envisager la lutte des classes avec la violence comme ultime arbitre, nous pouvons maintenant envisager des processus de lutte non-violente pour concrétiser des aspirations anciennes à la justice économique. Si Rousseau peut prescrire un contrat social basé sur la létalité contre les violeurs, et si des leaders actuels continuent à parler de « contrats » et « conventions » basés sur la violence, nous pouvons commencer maintenant à étudier des engagements mutuels pour le bien-être au sein de communautés non-meurtrières. Si Kant (1795/1959) peut envisager la « paix perpétuelle » issue d'une adhérence indéfectible à l'impératif catégorique « pas de guerre », nous pouvons maintenant entrevoir les éléments nécessaires pour transformer l'impératif de ne pas tuer en une réalité mondiale. Si l'héritage de la tradition politique américaine est une déclaration classique d'indépendance violente et une constitution qui appuie la violence, il est maintenant possible d'envisager une déclaration d'indépendance non-violente de la violence sociétale américaine et une nouvelle constitution non-meurtrière. Et si Weber décrit la politique comme une vocation qui doit accepter l'inévitabilité de la violence, nous pouvons maintenant envisager la politique et les sciences politiques comme des vocations qui présument de la possibilité d'éliminer la violence (Arendt 1970 ; Muller et Semelin 1995 ; Steger et Lind 1999).

Un changement vers le non-meurtre implique une sérieuse introduction critique de la pensée politique gandhienne dans le domaine de la philosophie et de la théorie. L'absence de cette introduction est liée à la faute commise dans le passé en ne considérant pas Gandhi pour le Prix Nobel de la Paix dans un monde qui appuie la violence. Les ressources abondent pour reprendre la tâche, principalement via les interprètes de l'Inde de différentes perspectives idéologiques et disciplinaires, avec des collaborateurs pionniers non indous (Dhawan 1957 ; Dange et al. 1977 ; Iyer 1973 ; Parekh 1989a, 1989b ; Bon-durant 1969 ; Dalton 1993 ; Galtung 1992 ; Sharp 1979 ; Steger 2000).

Les chances d'un progrès créatif de la théorie du non-meurtre sont présentes dans la pensée de ceux qui proposent des alternatives dans cette direction, à toutes les époques et dans toutes les cultures. Arthur et Lila Weinberg (1963) présentent une enquête qui nous ramène aux années 550 avant Jésus Christ. Des racines pluri-religieuses sont établies dans l'oeuvre de T.K.N. Unnithan et Yogendra Singh (1973). Dans la tradition gréco-romaine, euro-américaine, Will Morrisey (1996) présente une critique extrêmement érudite du pacifisme depuis l'antiquité.

À mesure que des recherches sont entreprises au niveau mondial sur la pensée politique non-violente, on peut s'attendre à des découvertes surprenantes. Telle est la définition non-violente de la « politique » proposée par le philosophe coréen de la politique Hwang Jang Yop lors d'une interview accordée le 3 décembre 1987 à Pyongyang : « La politique, c'est l'harmonisation des intérêts de tous les membres de la société sur la base de l'amour et de l'égalité ». Pas plus lui que l'interviewer n'étaient alors au courant des études extraordinaires du sociologue Sorokin (1948 ; 1954) sur « l'amour » et « l'altruisme créatif » qui peuvent être combinées avec celles de Arendt (1970) sur le fait de parler, de prendre des décisions et d'agir ensemble, et l'accent mis par Burton (1970) sur le processus de réaction positive aux besoins humains. Toutes ces recherches peuvent être des germes pour une nouvelle théorie politique basée sur le non-meurtre.

### **Etudes sur les systèmes de gouvernement**

Dans des études globales sur les sociétés politiquement organisées et leurs composantes, allant des villages aux états nations en passant par les entités de transformation — comme le domaine du gouvernement et de la politique

américaine — la logique de l'analyse du non-meurtre soulève des questions qui doivent être posées courageusement pour surmonter ce que le futuriste Harold Linstone a appelé « l'attrait de l'acceptation » des traditions. La légalité politique préfère ne pas les remettre en question dans la citadelle du patriotisme. Quand des questions ne peuvent pas être soulevées dans un système de gouvernement, les politologues doivent s'y attacher hors de ce système.

Une approche du non-meurtre implique la nécessité de répondre à différentes questions. D'abord, en quoi l'acte de tuer a-t-il contribué à la formation et au maintien de chaque société politique ? En quoi l'image que le régime a de lui-même repose-t-elle sur une histoire de légalité louable ? Quelles formes de meurtre, gouvernementales et non gouvernementales, persistent, et quelles sont leurs perspectives futures ? Quelle position sociale adopte les citoyens lorsqu'ils participent au meurtre et qu'ils le soutiennent, de façon légale ou illégale, pour ou contre le gouvernement, dans leur pays ou à l'étranger ? En quoi les idées, les pratiques, et les structures politiques, économiques et culturelles contribuent-elles à la légalité ? Quelles influences le meurtre exerce-t-il sur les capacités du régime à rechercher d'autres valeurs, qu'elles soient matérielles ou spirituelles, comme la liberté et l'égalité ?

Deuxièmement, quelles sont les racines historiques des idées, pratiques, et institutions relatives au non-meurtre, dans la société ? Quelles sont leurs manifestations et leurs perspectives futures ? Quel est l'historique de résistance non-violente au pouvoir politique violent ? Quel est l'historique de créativité et d'action constructive pour arriver à une société non-meurtrière ?

La troisième condition requise, dans les études sur les systèmes de gouvernement, est de remettre en question le dossier des transitions et des allers-retours entre le meurtre et le non-meurtre. Quelles personnalités, groupes et organisations d'importance se sont engagés dans ces transitions ? Les soldats sont-ils devenus pacifistes ? Les meurtriers se sont-ils convertis au respect de la vie ? Les révolutionnaires violents se sont-ils engagés pour le changement social non-violent ? Les personnalités religieuses ont-elles refusé leur bénédiction à la légalité ? Les personnalités culturelles sont-elles passées de l'acceptation au rejet de la violence ?



Quels changements ont eu lieu dans la variété des crimes pour lesquels la peine de mort a été imposée, abolie, ou réinstaurée ? Les forces militaires ont-elles été démobilisées puis remises sur pied ? Les armées ont-elles été abolies ? La police et les citoyens ont-ils connu le désarmement et le réarmement ? Y a-t-il eu des cas de réconciliation réellement pacifique entre des ennemis autrefois mortels, peut-être suivie par une réapparition de la létalité ? Les économies qui appuient la violence ont-elles changé totalement ou partiellement pour faire face aux besoins individuels et sociaux de la non-violence ?

Quatrièmement, quels sont les éléments propres du régime — politiques, sociaux, économiques et culturels — historiques et contemporains qui, si combinés et exprimés dans des processus transitionnels non-violents, sont porteurs, pour cette société, de la promesse d'arriver à des conditions souhaitables de vie sans meurtre ? Quels types de changement dans les religions, idéologies, lois, institutions, politiques, structures socioéconomiques, éducation, communication, arts et relations inter-régimes pourraient aider à la réalisation de sociétés non-meurtrières dans ce contexte ? Quelles conditions faciliteraient le mieux l'avancement de valeurs telles que la liberté, l'égalité, le bien-être naturel et la sécurité, sans revenir au meurtre ou à la menace meurtre ?

### **Politique comparative**

Un changement de paradigme implique de placer la question des capacités humaines de non-violence au centre de l'investigation de la politique comparative. Quels enseignements pouvons-nous tirer de la comparaison globale des idées, institutions, structures, processus, et politiques liés à l'éradication de la menace ou de l'utilisation de la force létale par les gouvernements et les citoyens dans et à travers les sociétés ? Orientée par la logique de l'analyse du non-meurtre et la recherche de pratiques efficaces de transformation, l'investigation comparative recherche des connaissances sur des alternatives au-delà du carcan du régime unique.

Les sociétés peuvent être comparées et classées selon leur propension à tuer ou à ne pas tuer, tout comme cela s'est fait pour les institutions démocratiques, les droits humains, le statut des femmes, le bien-être des enfants, et les niveaux de développement économique. Parmi les possibilités de me-

surer la légalité, se trouvent les meurtres commis par des agents et antagonistes de l'état, la prédation criminelle, le taux d'homicide et de suicide parmi les citoyens, la formation professionnelle au meurtre, les capacités technologiques, et les indicateurs matériels de l'économie politique de la légalité. Un classement parallèle peut se faire des caractéristiques de non-meurtre tirées d'une simple analyse du régime. Les classements comparatifs périodiques des nations meurtrières et non-meurtrières, devraient constituer une contribution du service public des sciences politiques mondiales. Les rapports sur la hausse et la baisse du taux de légalité, et de croissance et de dépression des capacités de transformation non-violente devraient être tout aussi importants que le monitoring quotidien de la bourse mondiale ou des résultats sportifs.

Il faut établir des comparaisons, internes et transversales au régime, des composantes sociétales dans des conditions plus ou moins similaires pour aider à la compréhension causale et transformationnelle. Cela inclut des propensions létales et non-violentes des religions, idéologies, arts, partis, genres, tranches d'âge, niveaux d'éducation, classes, groupes ethniques, entreprises économiques, universités, et professions.

Les études comparatives sur le non-meurtre sont nécessaires pour faire avancer la thèse contemporaine des sciences politiques voulant que les états démocratiques, comparés aux régimes autoritaires, n'entrent pas en guerre l'un contre l'autre et encore moins tuent leurs propres citoyens. La persistance du meurtre dans et par des démocraties libérales, que leur structure soit présidentielle ou parlementaire, accompagnée de cultures manifestes de violence, met en lumière l'importance des études comparatives pour travailler à la compréhension des alternatives culturelles et structurelles de non-meurtre. Par exemple, comme cela a été observé dans le chapitre 2, une étude comparative de deux villages mexicains proches dont les taux de violence sont respectivement classés haut et faible, mais dont les conditions socio-économiques sont par ailleurs similaires, a permis de conclure que l'image culturelle qu'ont ces villages d'eux-mêmes est une caractéristique qui fait la différence. Les villageois violents se percevaient comme étant violents, et l'acceptaient. Les villageois non-violents se considéraient comme pacifistes et ils en étaient fiers (Fry, 1994). Une étude comparative sur les jeux

d'enfant dans deux villages indonésiens, aux taux de violence respectifs élevé et faible, a permis de conclure que la culture la plus violente favorisait des jeux de combat entre animaux et humains. La culture la moins violente avait recours à des jeux euphoriques, comme se balancer sur des lianes, et l'émulation paisible du comportement des adultes et des animaux (Royce, 1980). Ces découvertes permettent de comprendre les corollaires culturels violents des sports de contact compétitifs comme la boxe, le hockey, la lutte, et le football américain.

### **Politique Internationale**

Un changement vers le non-meurtre introduit simultanément le souci du collectif et de l'individuel dans le domaine connu, selon les différentes terminologies, comme la politique internationale, les relations internationales, ou la politique mondiale. Cela combine l'investigation macroscopique et microscopique avec le souci habituel relatif aux institutions intermédiaires. D'une part, on perçoit dans un même ensemble les composantes des régimes mondiaux (étatique et non étatique), les structures des relations entre eux, et les processus de résolution de conflits. Cela ne signifie pas que l'approche soit hors histoire ou hors contexte. L'histoire est celle de l'humanité et son contexte est le modèle des interactions interdépendantes entre les conditions mondiales et locales.

D'autre part, la possibilité de réaliser une société mondiale non-meurtrière appelle à prêter attention au bien-être de chaque individu avec qui on partage la vie sur la terre, de sa naissance à sa mort, à mesure que les générations naissent, se mêlent et disparaissent. L'unité de base ou l'analyse politique du non-meurtre c'est l'être humain en tant qu'individu. Les organisations, les structures et les processus sont le produit du comportement individuel agrégé. La politique mondiale est la politique des individus du monde. Une société mondiale non-meurtrière dépend d'individus qui ne tuent pas. Si personne ne doit tuer ni être tué, les intérêts de tous les êtres humains doivent être pris en compte.

Cela implique la nécessité d'appliquer la logique de l'analyse et de l'action de non-meurtre à l'humanité mondiale dans son ensemble. Pour la violence, cela signifie amplifier la tradition de recherches des sciences politi-

ques sur la violence de l'état et la violence contre l'état, et sur la guerre, pour y inclure toutes les formes de létalité au sein des sociétés et entre elles — et les ajouter dans les schémas mondiaux d'explication causale. Pour la non-violence, cela signifie identifier des forces non-meurtrières au sein des entités politiques et entre elles, à l'échelle mondiale. Pour la transformation non-violente, cela signifie comprendre les processus d'interaction entre les forces de meurtre et de non-meurtre au sein des sociétés et entre elles, dans un contexte général de systèmes mondiaux.

Pour la compréhension générale des avantages pratiques, possibles et souhaitables d'une société mondiale non-meurtrière, il faut une investigation sur les manifestations et les aspirations sociales passées et présentes, en présumant de l'existence de variations théoriquement infinies au sein d'un ensemble de non-meurtre. Au niveau individuel, cela signifie comprendre les propensions à la violence et à la non-violence des individus, la dynamique de leurs transformations non-violentes, et les caractéristiques des contextes sociaux qui appuient les expressions, tout au long de la vie, du potentiel non-violent individuel créatif.

Dans les orientations appliquées pour transformer l'entonnoir de létalité en un éventail d'alternatives non létales, une perspective mondiale signifie rechercher des interventions intégrales dans la zone de meurtre supplantant les pratiques létales suppressives. Cela signifie contribuer à la socialisation mondiale et à la formation des dirigeants et des citoyens pour la résolution de problèmes dans le non-meurtre. Cela signifie identifier et encourager des contributions culturelles mondiales au changement vers le non-meurtre. Et cela signifie comprendre et aider aux changements non-violents mondiaux dans les structures politiques, militaires, économiques, sociales et culturelles qui appuient la létalité.

### **Science politique basée sur le non-meurtre**

À partir de la présomption que les êtres humains sont capables de créer des sociétés sans meurtre, surgissent des questions dans chaque domaine, sous-domaine et aspect de la science politique contemporaine. En présumant que la science politique ne saurait être dénuée de valeurs, le non-meurtre est-il une valeur acceptable pour la discipline ? La théorie et la pra-

tique du pouvoir politique non meurtrier peuvent-elles réussir à confronter et transformer des conceptions et manifestations violentes ? Les institutions démocratiques non-meurtrières à tous les niveaux, du local au mondial, sont-elles possibles ? Les transitions de la sécurité nationale violente à la sécurité nationale et mondiale non-violente sont-elles possibles ? Des économies politiques violentes à l'économie politique mondiale non-violente ? Peut-on apporter des contributions à la théorie et à la pratique du non-meurtre à partir de perspectives telles que le féminisme, la race, la classe, l'ethnicité, la langue, et la religion ? Et quelles sont les méthodologies les mieux adaptées pour une compréhension intégrale de la violence sociétale, des potentiels non-violents, des processus de transformation, et des manières de projeter et de faire le monitoring de produits stables — bien que diversément créatifs — du non-meurtre ?

Ceci ne doit pas impliquer l'absence de contributions des sciences politiques dans chacun des domaines sur lesquels portent ces questions. Mais cela doit inviter à la réflexion sur ce que les sciences politiques pourraient être si elles envisageaient sérieusement la possibilité d'arriver à des sociétés non-meurtrières dans un monde sans meurtre. L'acceptation de cette possibilité implique un engagement actif des sciences politiques dans la résolution non-violente de problèmes, à l'échelle mondiale.



## Chapitre 4

### Implications en matière de résolution de problèmes

*Tous ceux qui dénoncent et combattent cet holocauste  
[des dizaines de millions de décès dus à la malnutrition et aux privations économiques]  
sont unanimes à affirmer que les causes de cette tragédie sont politiques.*

Manifeste de Cinquante-trois Lauréats Nobel, 1981.

Quelles sont les implications des sciences politiques basées sur le non-meurtre en matière de résolution de problèmes ? L'objectif global est de mettre fin à la létalité dans la vie au niveau mondial. Cela implique un souci particulier du bien-être, tout au long de la vie, de chaque être humain en tant que victime ou tueur potentiel. Cela place l'intérêt pour les individus et la finalité créative au centre des sciences politiques. Par ailleurs, cela implique un engagement pour la résolution de problèmes qui reconnaît — tout en les transcendant — chaque identité spirituelle, de genre, d'âge, ethnique, de classe, professionnelle, nationale ou politique. Cela implique des « loyautés multiples » non-violentes (Guetzkow, 1995) combinées à l'engagement transcendant pour faciliter les processus de résolution de problèmes qui répondent aux besoins de tous, sans menaces et sans recourir à la force létale.

Une science politique basée sur le non-meurtre implique un engagement simultané pour réduire les facteurs qui entraînent la létalité et renforcer ceux qui favorisent la non-violence. Elle cherche à résoudre des problèmes internes et transversaux à toutes les cinq zones convergentes de l'entonnoir du meurtre (Figure 1) et de l'éventail d'alternatives non-meurtrières (Figure 2). Cela signifie un engagement direct de la profession des sciences politiques dans son ensemble dans l'acceptation des responsabilités de résolution de problèmes et dans l'appui indirect aux efforts des autres. Cela inclut de

faciliter les recherches et la formation pour aider l'action publique et privée en matière de résolution de problèmes. Cela signifie aussi faciliter la participation de tous aux processus de prise de décision au niveau individuel et social, pour satisfaire les besoins de tous.

Accepter un rôle dans la résolution des problèmes, n'entraîne pas pour la science politique basée sur le non-meurtre l'omniscience, l'omnicompétence ni l'omnipuissance. Mais cela implique une pertinence potentielle pour le bien-être — spirituel, physique, matériel et culturel — dans les domaines de la vie sociale. Cela ne signifie pas une intervention totalitaire, mais plutôt la reconnaissance que ce que les personnalités politiques, les institutions, les gouvernements et les gens qui les supportent font ou négligent de faire a de lourdes conséquences sociales allant de la survie sociale aux aspirations humaines les plus élevées en passant par le bien-être économique. En cherchant à être utiles aux sociétés non-meurtrières, les sciences politiques n'ont pas à être plus restrictives, en ce qui concerne la portée potentielle de leurs préoccupations et de leurs contributions, que ne le sont la médecine et la santé publique.

Les problèmes peuvent être définis comme une dissonance entre le désirable et le réel. Chaque problème contient des sous-problèmes complexes d'indétermination : normatif (ce qui devrait être), empirique (ce qui est), et potentiel (ce qui peut être). Chaque problème donne corps à des complexités systémiques, des processus de feedback mutuellement dépendants, et des composantes des temps passé, présent et futur. Mais, indépendamment du niveau de difficulté et de complexité des problèmes — du point de vue éthique, philosophique ou empirique — la science politique basée sur le non-meurtre ne désavoue pas l'engagement explicite à s'efforcer de résoudre les problèmes qui menacent la survie et le bien-être de l'humanité. La science politique basée sur le non-meurtre s'engage dans des efforts pour mettre fin à la violence comportementale, pour changer les conditions de violence structurelle, et pour résoudre les problèmes inhérents à ces deux types de violence en interaction. Elle cherche à enlever l'appui à la létalité, pour aider les institutions existantes qui visent le service dans le non-meurtre, et à créer de nouvelles politiques et institutions de non-meurtre.



En acceptant un rôle de résolution de problèmes de la science appliquée et des humanités appliquées dans les sciences politiques, il ne serait pas scientifique d'exiger que les solutions soient connues d'avance. Pas plus la présomption que les maladies sont incurables ou que les remèdes devraient être connus avant le diagnostic, la prescription et le traitement, n'empêche le progrès dans les sciences médicales de base et appliquées. Il ne devrait pas en être autrement, en ce qui concerne les sciences politiques, qui elles aussi sont fondamentalement une question de vie et de mort.

Il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que la science politique basée sur le non-meurtre trouve instantanément des solutions à des problèmes que la politique et les sciences politiques qui acceptent la violence n'ont pas pu résoudre. Le vaste engagement de ressources scientifiques, humaines et matérielles pour supprimer la violence par des moyens violents accompagnés de bains de sang incroyables, n'a pas réussi à mettre fin à la létalité mondiale, allant de l'homicide au génocide en passant par la guerre, dans les capitales des nations détentrices de l'arme nucléaire. Une énorme créativité a été vouée au meurtre. Il ne faudra pas moins d'inventivité pour trouver des alternatives non-meurtrières qui fonctionnent.

Mettre fin à l'ère de la létalité humaine n'est bien entendu pas une tâche relevant des sciences politiques seulement. Elle est commune à toutes les sciences, humanités, professions, et individus. Mais c'est une tâche dans laquelle les sciences politiques peuvent prendre des initiatives et appuyer les initiatives des autres. Les tâches prioritaires consistent à résoudre des problèmes qui semblent en général tellement insurmontables qu'ils font paraître utopique toute possibilité de créer une science politique basée sur le non-meurtre au service d'un monde sans meurtre. Trois d'entre eux sont génériques : le problème relatif à « Hitler et l'holocauste » ; celui qui concerne le changement structurel révolutionnaire ; et celui qui concerne la sécurité, de l'individu à l'état nation.

### **Le non-meurtre, Hitler et l'holocauste**

Le problème du leadership et de la létalité politique — exemplifié par l'exemple générique de Hitler et de l'holocauste, sans y être limité — doit être confronté directement, et sujet à des efforts de résolution de problèmes

de base soutenus et de science appliquée. Il ne faut pas permettre que des exemples horribles d'agression génocide, d'extermination massive de classe, et d'annihilation civique, paralysent la créativité scientifique pour le non-meurtre. Sinon, les sciences politiques sont condamnées pour toujours, explicitement et implicitement, à se préparer constamment au meurtre, à une violence plus grande que celle dont est capable n'importe quel dictateur génocide, révolutionnaire exterminateur de classe, ou justicier exterminateur de villes et de villages.

Identifier le travail interdisciplinaire dans le domaine encore sous-développé des études sur le leadership politique serait un début pratique. Cela signifie identifier les variables comportementales et systémiques tendant à la létalité, et chercher à obtenir des changements permettant d'arriver à un leadership et à une association pour le non-meurtre. Certaines variables qui ont déjà été identifiées comme susceptibles d'être l'objet d'interventions non-meurtrières sont les concepts de leadership tendant à la violence ; les attentes des travaux à mener ; les valeurs remarquables ; les capacités technologiques ; et les soutiens économiques, sociaux et culturels favorables au meurtre (Paige 1977).

L'expérience du 20<sup>ème</sup> siècle suggère un point de départ. Pour arrêter l'émergence respective de dirigeants portés à tuer soutenus par des partisans eux aussi aux tendances meurtrières, il arrive un moment dans l'histoire où les êtres humains doivent tout bonnement refuser de tuer et refuser de coopérer avec des systèmes qui tuent. Autrement, les cycles de létalité entre vaincus vindicatifs et vainqueurs traumatisés se succéderont. Cela semble simpliste. Mais en rétrospective, les atrocités du 20<sup>e</sup> siècle démontrent que les défenseurs de la paix de la fin du 19<sup>e</sup> siècle qui cherchaient à abolir la guerre avaient tout à fait raison. Il existe une connexion claire entre les atrocités de la Première Guerre Mondiale, de la Deuxième Guerre Mondiale, de la Guerre Froide et les suivantes. Identifier et aider à la réconciliation des animosités vengeresses, qu'elles soient anciennes ou récentes, avant qu'elles n'éclatent en atrocités, constituerait une contribution préventive des sciences politiques.

Pour stopper l'émergence de dirigeants et de dirigés qui célèbrent l'extermination vengeresse des ennemis, les sciences politiques doivent clai-

rement s'engager dans la prévention des meurtres, la réconciliation entre les vengeurs, et la création de conditions de vie non-meurtrières. Pour stopper l'émergence de potentiels hitlers, stalines, maos, amins, pol pots, ou même de trumans bombardiers atomiques : redéfinir le concept du leadership politique, pour qu'il ne soit plus un commandant légal mais plutôt un facilitateur de la résolution des problèmes sociétaux sans meurtre ; chercher à identifier précocement les aspirants leaders à personnalité agressive portée à la violence et les priver de tout soutien ; enlever du rôle dévolu aux dirigeants les responsabilités relatives à la volonté de tuer et au pouvoir d'ordonner aux autres de tuer ; ne pas mettre à la disposition des dirigeants des organisations de meurtriers professionnels obligés à l'obéissance et dotés d'armes de plus en plus létales ; enlever tout support du monde religieux, ouvrier, des affaires, des sciences et des arts aux organisations portées à tuer, et s'engager dans des alternatives non-meurtrières ; élever la résolution de conflits qui tient compte des besoins au statut de tâche prioritaire attendue des leaders politiques et des citoyens ; affirmer l'engagement envers la valeur du non-meurtre en tant que composante centrale de la fierté et de l'identité nationale ; refuser de donner à quelque groupe que ce soit le qualificatif d'infrahumain et de déclarer qu'un groupe, quel qu'il soit, est si diabolique que son extermination est justifiée ; changer les conditions socioéconomiques et autres conditions structurelles qui prédisposent les individus et les groupes, directement ou indirectement, à rechercher la satisfaction par la violence ; opérer un changement dans l'économie basée sur le meurtre, pour servir des besoins humains propices à la vie ; et appuyer le développement de cultures non-meurtrières par l'intermédiaire des arts et des sciences.

Bien entendu, les interventions dans la zone de meurtre contre les atrocités de type hitlérien posent un défi encore plus grand à la créativité scientifique appliquée basée sur le non-meurtre. Mais elles ne sont pas impensables, particulièrement en cette ère de capacité d'innovation technologique sans précédent. Parmi les mesures à envisager et à tester dans des simulations de résolution de problèmes, se trouvent : l'appel microscopique et massif spirituel/psychologique aux capacités/inhibitions de non-meurtre chez les dirigeants et les dirigés ; condamner globalement le meurtre, lui enlever tout l'appui et y résister (en ne se limitant pas aux seules victimes) ; des

dispositions pour une évacuation rapide ; et des interventions dans l'espace aérien, maritime et terrestre par des forces équipées de techniques sophistiquées pour paralyser des individus, des groupes et des technologies qui tuent. Centrer intégralement les pressions pour les interventions d'urgence, directes et pluri-canalisées, négatives et positives, sur les sources de létalité identifiées, à des fins préventives.

Dans les répercussions des traumatismes du type hitlérien, il faut rechercher l'affirmation de la transformation des capacités humaines de non-meurtre parmi les survivants — meurtriers, victimes et membres de la famille. Les sciences politiques doivent s'engager dans la création de processus visant la reconnaissance de la responsabilité dans les atrocités, la restitution, la réconciliation, et, ce qui est encore plus important, la facilitation des changements préventifs et structurels permettant d'arriver à des sociétés non-meurtrières dans un monde sans meurtre. S'inspirant de chaque source d'esprit, de science, et de tradition — le non-meurtre doit être célébré au sein des populations comme le cœur de l'identité culturelle, de la fierté, futures. Des engagements pratiques doivent être pris pour garantir que ces atrocités n'aurent plus jamais lieu.

Pour mettre fin à l'ère des atrocités massives allant du génocide à la guerre, la science politique basée sur le non-meurtre doit s'impliquer dans trois tâches de science appliquée : prévention, intervention, et transformation post-traumatique vers le non-meurtre. Elle doit éliminer la barrière mise aux actions créatives, imposée par la présomption conventionnelle que ces atrocités ne peuvent pas être éliminées sur la base de principes de non meurtre.

### **Le non-meurtre et la révolution violente**

La révolution et de la contre-révolution violentes constituent le deuxième problème majeur que devraient cibler les efforts de résolution de conflits. Les coups et contrecoups d'état militaires, le terrorisme et l'antiterrorisme, la guerre de guérilla, et la guerre civile à grande échelle y sont associés. Les sciences politiques conventionnelles tendent à considérer ces révolutions et leur répression avec une ambiguïté qui accepte la violence. La violence contre les mauvais régimes est louable, mais celle contre les bons régimes ne l'est pas. La contre-violence contre les mauvais révolutionnaires est acceptable, mais celle

contre les bons révolutionnaires ne l'est pas. Dans les deux cas, la violence pour arriver à un changement politique ou pour lui résister est un fait apparemment inévitable et souvent méritoire dans la vie politique. Les arguments habituels de certains académiciens américains, par exemple, sont que, vu que les élites économiques ne renonceront pas pacifiquement aux biens et au pouvoir, la violence révolutionnaire est alors justifiée. D'autres encore, appuient la contre-violence contre les rebelles qui cherchent à changer les systèmes d'exploitation de la propriété privée. L'idée qu'il faut toujours se tenir prêt à faire face à la létalité révolutionnaire persiste, même dans les conditions de démocratie électorale américaine, dans l'insistance que mettent certains à affirmer que les citoyens doivent posséder des armes à feu pour défendre la liberté contre un possible despotisme de l'État.

Mais, en acceptant que les nécessités d'éliminer des régimes politiques répressifs et de changer des conditions intolérables de violence socioéconomique structurelle, la science politique basée sur le non-meurtre peut aider à identifier des alternatives révolutionnaires non-violentes, et à les appuyer. Il faut pour cela, défier la présomption que les révolutions doivent nécessairement être violentes, et faire connaître des alternatives non-violentes efficaces : principes, stratégies, tactiques, méthodes d'organisation, et techniques de mise en œuvre.

Au cours de la dernière moitié de la Guerre Froide, trois remarquables affirmations que la révolution non-violente est possible, faites par des théoriciens de la politique, proviennent de trois des traditions révolutionnaires violentes mondiales les plus influentes : les États-Unis, l'Union Soviétique et la Chine. Aux États-Unis, Gene Sharp (1973) a fait une déclaration classique de théorie et de pratique sur les révolutions politiques non-violentes enracinée dans l'analyse constante des bases consentantes du pouvoir politique et l'investigation sur un large éventail d'exemples historiques de lutte non-violente effective. Sharp a identifié au moins 198 méthodes d'action non-violente : de la protestation et de la persuasion à l'intervention non-violente, en passant par la non coopération sociale, économique et politique. Puis, il combine le tout dans une théorie dynamique sur la transformation non-violente impliquant des processus de « conversion, accommodement, et coercition », et d'y ajouter la « désintégration ». En Union

Soviétique, E. G. Plimak et Y. F. Karyakin (1979) ont défini la révolution comme un changement dans le pouvoir d'état d'une classe par une autre, qui produit un « changement profond dans la vie de la grande majorité des gens ». Ils ont ensuite présenté leurs arguments en expliquant que les révolutions socialistes pacifiques sont possibles, sur la base de la théorie marxiste-léniniste, et de l'expérience de décolonisation et de démocratie de l'après 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale. Ils définissent une révolution socialiste pacifique comme une révolution « sans lutte armée, sans guerre civile et sans intervention contre-révolutionnaire armée ». Argumentant que les échecs passés ne doivent pas enrayer la poursuite de révolutions pacifiques dans de nouvelles circonstances historiques, ils affirment que les possibilités de « développements révolutionnaires pacifiques [...] doivent être scrupuleusement et objectivement étudiées sous tous leurs aspects » (traduction de l'auteur). En Chine, Zhang Yi-Ping (1981 : 79), basant son argumentation sur la théorie marxiste et sur les luttes non-violentes victorieuses pour l'indépendance nationale en Asie, en Afrique et en Amérique Latine — spécialement en ce qui concerne les capacités de mobilisation des masses qu'a montré le mouvement gandhien en Inde — explique : « La vision qui défend unilatéralement la révolution violente sans tenir compte du moment, de l'endroit et de la situation, et désapprouve la révolution non-violente, *est mauvaise dans la théorie et dangereuse dans la pratique* » (emphase et traduction de l'auteur).

Ainsi, dans une ère de bain de sang révolutionnaire et contre-révolutionnaire mondiale complexe, les analystes politiques émergent de trois traditions violentes — indépendantes et apparemment inconnues l'une de l'autre — identifient la tâche scientifique de développer une théorie et une pratique révolutionnaires non-violentes. L'élément notable qu'ils ont en commun est la référence au mouvement gandhien non-violent en Inde qui recherchait non seulement l'indépendance politique, mais aussi le changement socioéconomique et culturel.

Jusqu'à présent, la théorie révolutionnaire non-violente, tant du point de vue « capitaliste » que du point de vue « socialiste », a été surtout conçue à partir de la perspective de l'opprimé. L'élite non-violente n'a pas encore développé de théories comparables de contre action offrant des alternatives à la répression violente de l'action révolutionnaire non-violente. Cela impli-

que une analyse inverse à celle de Sharp. Les riches propriétaires de biens, les dominants ethniques, les leaders politiques, la police et l'armée disposent-ils de la théorie et du courage nécessaires pour faire face sans violence et sans armes à ceux — les pauvres, les sans terre, les opprimés, les minorités ou majorités — qui exigent sans violence le respect de leurs droits humains et la justice économique ? Les privilégiés peuvent-ils présenter leurs contre exigences de dignité et de reconnaissance dans le cadre d'actions visant la conversion, l'accommodement et la coercition sans bain de sang ?

De plus, une théorie appliquée de « lutte non-violente » ou même de « lutte des classes non-violente » visant des transformations sociales, marquée par des relations mutuellement satisfaisantes entre anciens oppresseurs/privilégiés et opprimés/lésés est plausible. Cela peut être déduit des éléments non-meurtriers inscrits dans la nature humaine, et de l'hostilité répressive exprimée par les élites favorables à la violence et leurs antagonistes également favorables à la violence contre ceux qui proposent le changement pacifique. Chacun des combattants tend à la répression contre ceux qui proposent des actions non-violentes, sur les bases que ces idées affaiblissent la résolution de tuer du militant des propres bases/classes qui les soutiennent. Par exemple, pendant la confrontation de la Guerre Froide, les élites et la presse tant américaines que soviétiques se sont empressées de discréditer ou d'étouffer les voix pacifistes, disant que les idées de non meurtre susciteraient des réponses réceptives et mineraient le soutien à leur propre militarisme — sans que cela implique l'affaiblissement de leurs opposants. De même, ceux du monde académique et activistes qui proposaient des mouvements de résistance armée furent prompts à dénoncer l'exploitation des alternatives révolutionnaires non-violentes — impliquant la peur de la réceptivité des alternatives non-meurtrières parmi les opprimés. Donc, s'il existe une réceptivité face aux principes et pratiques du non-meurtre parmi oppresseurs et opprimés, une lutte de classe non-meurtrière est envisageable. Cela implique un rôle appliqué pour les sciences politiques visant à faciliter les processus révolutionnaires non meurtriers en matière de résolution de conflits. L'efficacité démontrée de l'emphase sur le but ultime de « réconciliation » avec des adversaires à chaque étape de la lutte non-violente pour le changement social, qui est caractéristique tant des méthodes de

Gandhi que de celles de King, constitue un point de départ pratique. Même Machiavel a argumenté que des changements profonds dans le régime politique « de la tyrannie à la liberté », et vice-versa, peuvent s'obtenir « sans bain de sang » quand ils découlent d'un « consensus général des citoyens qui ont fait la grandeur de l'état » (*Les Discours*, Livre 3, Chapitre 7).

### **Le non-meurtre et la sécurité**

La science politique basée sur le non-meurtre doit résoudre le problème de l'offre d'alternatives crédibles pour la sécurité contre l'agression létale au niveau individuel, local, national et international. La théorie et la pratique conventionnelles en matière de sécurité dérivent en dernière instance de la menace de la létalité : « Je/Nous veux/voulons que ce soit tout à fait crédible pour vous que je/nous vous tuerai/tuerons ». Cependant, la sécurité sans meurtre part du principe contraire : « Je/nous veux/voulons que ce soit tout à fait crédible pour vous que je/nous ne vous tuerai/tuerons pas.

Et vous devez faire que ce soit tout à fait crédible que vous ne me/nous tuerez pas. » En résumé, « Nous devons faire que ce soit tout à fait crédible pour nous tous que nous ne tuerons pas ». Personne n'est en sécurité tant que quelqu'un est déterminé à tuer. L'ingéniosité létale vient à bout de toutes les défenses, du bouclier à l'abri contre les bombes atomiques en passant par l'armure, les douves, les murs, et les châteaux. La létalité offensive vient à bout de toutes les formes de défense létale : flèches contre lances, mitraillettes contre mousquets, artillerie contre infanterie, tanks contre cavalerie, roquettes contre tanks, sous-marins contre navires de guerre, forces aériennes et missiles contre pratiquement tout, et armes nucléaires, biologiques et chimiques contre tout. Vivre dans une maison couverte d'une armure et transformée en arsenal rempli d'armes ne garantit pas la sécurité : l'assaillant peut disposer de missiles capables de percer l'armure, d'une artillerie plus lourde, et de meilleures techniques de combat — ou simplement de la capacité d'empoisonner l'air, la nourriture ou l'eau. La seule certitude en matière de sécurité, c'est l'absence de volonté de tuer.

Le rôle des sciences politiques dans la transition vers la sécurité non létale est d'aider au développement d'une théorie et d'une pratique offrant des alternatives à la menace ou à l'utilisation de la force létale — y compris la



transformation préventive non létale de la volonté de tuer chez les adversaires potentiels. Bien que jusqu'à présent cela ne ressorte pas de manière importante dans les sciences politiques conventionnelles, un ensemble de plus en plus volumineux de documents et d'expériences offre une base à partir de laquelle avancer. Les explorations incluent des investigations sur la résistance civile au génocide nazi (Hallie 1979 ; Fogelman 1994 ; Semelin 1994) ; la résistance communautaire non-violente de Danilo Dolci contre la criminalité mafieuse (Amato 1979 ; Chaudhuri 1998) ; des gardes côte non armés pour les travailleurs des droits humains (Mahony et Eguren 1997) ; la résistance non-violente contre les coups d'état militaires (Roberts 1975 ; Sharp 1990 ; 1993) ; la défense nationale, civile, sociale non-violente (Boserup et Mack 1974 ; Sharp 1990 ; Martin et al. 1991 ; Randle 1993 ; Burrows 1996) ; les utilisations non létales de forces militaires conventionnelles (Keyes 1982) ; les forces non-violentes alternatives (Banerjee 2000 ; Weber 1996 ; Moser-Puangsuwan et Weber 2000) ; et le développement d'armes non létales (Lewer et Schofield 1997).

Plusieurs gouvernements ont entrepris des études de faisabilité sur la défense civile non létale, bien que ne les envisageant que comme complément aux moyens militaires conventionnels. Parmi eux, se trouvent ceux de la Suède, de la Norvège, du Danemark, de la Hollande, de la France, de la Lettonie, de la Lituanie, de l'Estonie, de l'Autriche, de la Suisse, et de la Finlande (Schmid 1985 ; Sharp 1990 ; Randle 1994 : 121- 37). En Thaïlande, une disposition préventive unique en son genre pour légitimer la résistance non-violente aux futurs coups d'état militaires a été incluse dans l'Article 65 de la nouvelle constitution thaïlandaise de 1997 : « Les gens ont le droit de s'opposer pacifiquement à toute tentative d'appropriation du pouvoir administratif par des moyens qui ne sont pas stipulés dans la Constitution ».

Des recherches sur les armes non létales à des fins d'utilisation policière et militaire ont été entreprises aux États-Unis depuis 1965 au moins, et se sont accélérées dans les années 1990. Une grande variété de technologies a été étudiée — y compris les armes au laser, optiques, acoustiques, à pulsion électromagnétique, chimiques, biologiques, et beaucoup d'autres encore. Certaines de ces armes ont déjà été utilisées par la police et dans des opérations militaires à l'étranger (Lewer et Schofield 1997). Tout comme l'intérêt

gouvernemental pour la défense sociale, l'intérêt pour les armes non létales n'est actuellement envisagé que comme complément aux capacités létales conventionnelles. Mais le fait que des alternatives non-meurtrières sont en train d'être envisagées avec sérieux par des experts traditionnels de la sécurité violente devrait encourager des efforts intégraux tout aussi sérieux et même encore plus avancés dans le cadre des sciences politiques. Le défi consiste à résoudre des problèmes de transition vers des conditions de sécurité basées sur le principe du non-meurtre. Le rapport final de la Commission Carnegie sur la Prévention des Conflits Mortels (1997), qui appelle à une « prévention structurelle : des stratégies pour faire face aux causes qui sont à la racine des conflits mortels », ainsi qu'à la création d'une « culture de la prévention », est un autre indice de progression vers la sécurité non létale. La possibilité de franchir d'autres étapes vers une sécurité sans meurtre individuelle et mondiale est implicite. La proposition d'organiser une Force de Paix Mondiale Non-violente en est un exemple ([www.nonviolentpeaceforce.org](http://www.nonviolentpeaceforce.org)).

La science politique basée sur le non-meurtre doit chercher des solutions à des problèmes jusqu'à présent jugés représenter des obstacles insurmontables pour arriver à des sociétés non-violentes. Une préoccupation fondamentale consiste à réduire les menaces directes d'extermination par l'agression physique. D'abord, parce que sans survie aucun problème ne peut être résolu. Ensuite, parce le maintien de l'engagement à tuer contribue aux conditions de violence structurelle et écologique qui menacent le bien-être individuel, sociétal, et planétaire.

En mettant l'emphasis sur le non-meurtre en tant qu'approche à la résolution sociétale de problèmes, on fait face à des questions comme : Pourquoi centrer l'attention sur le non-meurtre quand la violence psychologique, la torture, le racisme, le sexisme, l'exploitation économique, et les dictatures infligent davantage de souffrance et causent davantage de décès que la létalité physique ? Ces questions impliquent que ces problèmes ne peuvent être réglés que si nous gardons l'option de tuer. Une réponse est que la volonté, la capacité et la culture du meurtre constituent une des principales causes sous-jacentes des iniquités structurelles socioéconomiques qui tuent, et des abus psychophysiques qui n'en arrivent pas à tuer. Comment la violence, la torture, le racisme, l'oppression des femmes, l'exploitation

économique, et les dictatures peuvent-ils durer, s'ils ne sont pas basés sur la peur et la menace de tuer ? Le fait d'éliminer le meurtre de l'expérience humaine, de l'homicide à la guerre, aidera substantiellement — aux niveaux spirituel, psychologique, matériel, démocratique, et environnemental — à résoudre d'autres problèmes auxquels l'humanité est confrontée.

L'engagement de ne pas tuer implique l'engagement des sciences politiques pour aider à résoudre des problèmes caractéristiques de chaque ère, qui menacent la survie et le bien-être des êtres humains. Lorsqu'il s'adressait à des villages, Gandhi avait l'habitude de compter sur les doigts de sa main gauche les principales tâches à entreprendre en matière de résolution de problèmes : égalité pour les intouchables ; au niveau local tissage de tissus en coton pour la libération économique ; refus de consommer de la drogue et de l'alcool ; amitié entre hindis et musulmans et égalité pour les femmes. Ensuite, il disait : « Et le poing, c'est la non-violence » (Ashe 1969 : 243). Nous pouvons de même attaquer cinq problèmes qui sont maintenant évidents au niveau mondial : le meurtre continu et la nécessité du désarmement ; l'holocauste de la pauvreté et la nécessité de l'équité économique ; les violations de la dignité humaine et la nécessité du respect mutuel des droits humains ; la destruction de la biosphère et la nécessité d'un appui à la vie planétaire ; et d'autres attitudes non intégratrices qui reflètent une posture de négation de l'autre et empêchent la coopération pour la résolution de conflits.

Ces cinq problèmes sont communs aux individus, aux familles, aux communautés, aux nations et à l'humanité dans son ensemble. Nous avons tous besoin d'être libérés du danger d'être tués, des privations économiques, du déni de la dignité, de l'empoisonnement de l'environnement, et de l'absence de coopération pour la résolution de ces problèmes et autres conflits. Ces problèmes sont interconnectés et exacerbés par le fait que nous continuons à nous reposer sur la léthalité en tant qu'ultime recours pour la résolution des conflits. Nous cherchons la sécurité en tuant et en armant pour tuer, créant des menaces de contre-meurtre ; armer pour tuer contribue à la privation économique et renforce l'iniquité structurelle ; tuer en assertion et déni des droits humains contribue aux ressentiments durables de représailles ; le combat léthal et l'industrialisation militaire ravagent l'environnement ; et la compartimentation craintive dans des enclaves an-

tagoniques entrave le développement de la coopération pour la résolution de problèmes au bénéfice de tous.

La résolution de conflits sans meurtre implique non seulement le rejet du meurtre, mais encore l'engagement productif pour un changement vers la satisfaction des besoins. Cela signifie un engagement sans équivoque pour l'abolition de la guerre et de ses armes, l'abolition de la pauvreté, l'expression non-violente des droits et responsabilités humains, la promotion proactive de la durabilité environnementale, et une contribution aux processus de résolution de conflits qui tient compte des besoins humains et fait appel au potentiel créatif infini tant des individus que de l'humanité dans son ensemble.

De telles actions peuvent sembler utopiques. Mais elles nous sont léguées par certains des leaders de cette ère ayant la meilleure expérience pratique dans les domaines politique, militaire, économique, scientifique, culturel, et de la société civile (en écho aux préoccupations humaines anciennes pour un nouvel âge mondial). Il est très important pour les politologues de noter que pratiquement chaque grande conférence sur la résolution de problèmes convoquée sous l'auspice des Nations Unies ou d'autres entités appelle les peuples de la terre à contribuer à la création de la « volonté politique » d'arriver au changement nécessaire. Des appels sont lancés non seulement aux gouvernements, mais aussi à toutes les sources d'action coopérative pour la résolution de conflits : partis politiques, organisations non gouvernementales, corporations, syndicats, universités, moyens de communication, religions et le monde des arts. Le sentiment d'urgence croît à mesure que s'intensifient les problèmes mondiaux qui menacent la vie, et le monde devient de plus en plus conscient des conséquences futures catastrophiques de l'actuel manque d'action. Cela inclut la prolifération des armes, l'augmentation rapide du taux de croissance démographique combinée à l'élargissement des disparités économiques au sein et entre les nations, qui menacent de faire exploser les limites matérielles et psychologiques de la tolérance ; les effets de l'exploitation industrielle et agricole de la nature sans aucune retenue, qui menacent la vie ; et l'échec contreproductif pour répondre aux clameurs en faveur de l'égalité pour atteindre une qualité de vie acceptable pour tous, femmes, peuples indigènes, minorités opprimées et

myriades d'identités. Pour ceux qui — comme Federico Mayor, Directeur Général de l'UNESCO — en savent le plus au sujet des conditions mondiales — par rapport à une vision mondiale à partir de la perspective d'un seul état nation — nous vivons une ère d'urgence, « pas de 'train-train quotidien' » (Mayor 1995 : 83-93). L'urgence est-elle moindre pour les sciences politiques ?

### **Le non-meurtre et le désarmement**

Pas plus les problèmes à résoudre que les mouvements non-violents surgis pour y faire face ne sont des inventions académiques des sciences politiques. C'est la vie politique mondiale contemporaine qui en est la source. Les sciences politiques devraient prendre l'engagement de les résoudre. Le Rapport Final de la première session spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU sur le désarmement (Assemblée Générale de l'ONU 1978) qui appelle à un « désarmement général et total sous contrôle international effectif » lance un défi des plus clairs pour l'action visant la résolution de problèmes. Par consensus, 159 états — avec une abstention (l'Albanie) — ont déclaré nécessaire l'abolition de toutes les armes nucléaires ; l'abolition de toutes les armes biochimiques et autres armes de destruction massive ; le retrait de toutes les bases militaires étrangères ; la réduction des forces armées à des fins de défense territoriale limitée ; la réduction des armes conventionnelles ; et la fin du « gaspillage colossal » dans les dépenses militaires mondiales, en détournant des ressources matérielles et humaines pour les mettre au service des besoins économiques et sociaux dans des pays plus ou moins économiquement développés. Et plusieurs autres propositions en relation. Un appel classique à l'action non-violente de transformation lancé par des états à prédominance violente, malheureusement ignoré de la majorité des étudiants en sciences politiques.

La science politique du non-meurtre ne peut rester en marge des efforts déployés pour appuyer les initiatives de la société civile et des gouvernements porteuses d'une évolution vers la concrétisation de sociétés sans armes. On peut citer parmi ces efforts : des campagnes pour l'interdiction des armes de poing, des armes d'assaut, des mines anti personnelles et du commerce d'armes ; pour l'établissement de zones de paix sans armes dans des

villages et des villes et des campagnes pour la création de régions du monde sans armes nucléaires.

### **Le non-meurtre et les privations économiques**

Le « Manifeste » de cinquante-trois lauréats du Prix Nobel de chimie et de physique pour l'arrêt de ce qu'ils appellent un « holocauste » mondial de décès qui auraient pu être prévenus, causés par les privations économiques (Gagnants du Prix Nobel 1981 : 61-3)<sup>10</sup> constitue un autre appel classique à l'action pour la résolution de problèmes. Ils déclarent : « Tous ceux qui dénoncent et combattent cet holocauste sont unanimes à affirmer que les causes de cette tragédie sont politiques ».

Il est essentiel que les citoyens et les politiciens choisissent et votent, à leurs niveaux respectifs, dans des élections, au parlement, au sein des gouvernements et au niveau international, de nouvelles lois, de nouveaux budgets, de nouveaux projets et de nouvelles mesures conçus pour prendre immédiatement effet afin de sauver des milliards de personnes de la malnutrition et du sous-développement, et des centaines de millions d'autres personnes dans chaque génération de la mort par la faim (Lauréats du Prix Nobel, 1981 : 62).

Exprimant la « nécessité de sauver ceux qui sont en vie, de ne pas tuer et de ne pas exterminer, pas même par l'inertie, l'inaction ou l'indifférence », ils pressent à une révolution économique de transformation non-violente :

Bien que les puissants de ce monde portent la responsabilité la plus grande, ils ne sont pas seuls. Si les impuissants prennent leur destin en mains, si un nombre croissant refuse d'obéir à toute loi autre que les droits humains fondamentaux, dont le plus fondamental est le droit à la vie, si les faibles s'organisent et utilisent les rares mais puissantes armes dont ils disposent : les actions non-violentes selon l'exemple de Gandhi (emphase ajoutée), adoptant et imposant des objectifs limités et adéquats : si ces choses arrivent, il est certain qu'on pourrait, de notre temps, mettre fin à cette catastrophe (Lauréats du Prix Nobel, 1981 : 63).

Les auteurs concluent : « Le moment est maintenant venu d'agir, le moment est maintenant venu de créer, le moment est maintenant venu pour nous de vivre d'une manière qui donnera la vie aux autres ».

L'inégalité, la croissance démographique, et la militarisation interagissent pour exacerber la létalité économique, la violence, et la dévastation de l'environnement. En 1999, la Banque Mondiale a estimé qu'au moins 1,5 milliard de personnes vivent dans des conditions de « pauvreté absolue », c'est-à-dire ayant un revenu de moins de 1 dollar par jour, tandis que 3 milliards d'autre vivent avec moins de 2 dollars par jour. Selon les estimations, rien qu'en Inde le nombre de absolument pauvres a augmenté, passant de 300 millions à 340 millions depuis la fin des années 1980 (Banque Mondiale 1999). Les inégalités salariales augmentent simultanément. Comme le résume Tariq Husain de la Banque Mondiale en juin 1997, pour 160 jeunes leaders participant au premier programme de l'Académie du Leadership International de l'Université des Nations Unies :

Au milieu des années 1990, le monde est... plus polarisé qu'en 1980... Les 20% des personnes les plus pauvres du monde ont vu leurs parts dans les revenus mondiaux décliner de 2.3% à 1.4% pendant les 30 dernières années. Entre-temps, les parts des plus riches dans les revenus mondiaux ont augmenté, passant de 70% à 85%. Donc, les ratios des parts des plus riches et des plus pauvres ont doublé de 30 :1 à 61 :1... les actifs combinés des 360 milliardaires du monde dépassent maintenant le revenu annuel combiné des pays comptant 45% des peuples du monde (Husain 1997 :13).

James D. Wolfensohn, Président de la Banque Mondiale, et le Mahatma Gandhi s'accordent pour dire que l'inégalité amène à la violence. Le président observe : « l'inégalité mène à l'instabilité. La pauvreté engendre la guerre » (Husain 1997 : 6). Tandis que le Mahatma avertit : « un système de gouvernement non-violent est de toute évidence impossible tant qu'un grand gouffre persiste entre les riches et les pauvres... une révolution violente et sanglante est une certitude un jour, sauf si les riches abdiquent volontairement du pouvoir que donnent les richesses et décident de les partager pour le bien commun » (*Œuvres Complètes*, 75 (1941) : 158). Combinant les idées du Président et du Mahatma, une jeune travailleuse américaine de

la paix, Betsy Duren, qui a fait don de la plus grande partie des richesses dont elle avait hérité, déclare : « la seule manière pour nous d'arriver à une paix durable est de redistribuer les richesses. La pauvreté, la guerre et la souffrance sont causées par les gens qui ont plus que leur part du gâteau et qui essaient de s'y accrocher » (Mogil et Slepian 1992 : 100). Les points de vue du Président et du Mahatma, et de la jeune américaine, font écho à l'analyse d'Aristote datant de plus de 2300 ans sur le lien entre l'inégalité et la létalité :

L'important à retenir est que ceux qui ont l'exercice du pouvoir, qu'ils soient des individus, ou des organismes gouvernementaux, ou des tribus, ou ce que vous voudrez, petits ou grands, sont ceux qui causent des troubles qui amènent à la révolution. Ils peuvent le faire indirectement, tandis que les autres, jaloux de leur pouvoir, commencent une révolution, mais aussi indirectement quand eux-mêmes sont si supérieurs qu'ils ne se contentent plus d'en rester à des termes d'égalité avec les autres (Aristote 1962: 199).

La rapide croissance démographique mondiale passant de 2,5 millions en 1950 à un chiffre estimé de 6,1 milliards en 2000 et à 8,9 milliards en 2050, pose un défi pour l'engagement envers la résolution non-violente des conflits. Selon les prédictions, les pays aux taux démographiques les plus élevés en 2050 seront l'Inde (1 529 000 000), la Chine (1 478 000 000), les États-Unis (349 000 000), le Pakistan (345 000 000) et l'Indonésie (321 000 000). Selon l'analyse de Lester R. Brown et de ses collègues de l'institut *WorldWatch*, cette croissance sans précédent d'au moins 80 millions de personnes par an impose des exigences potentiellement catastrophiques à la capacité de la terre de supporter la vie. L'approvisionnement en eau, la production de céréales, l'énergie, les terres cultivables, les forêts, la biodiversité, les changements climatiques, les maladies, l'urbanisation, le logement, l'éducation, l'emploi, et les conflits au sein et entre les pays, comptent parmi les 19 facteurs de menace les plus préoccupants. (Brown, Gardner, et Halweil 1999).

Les méthodes létales traditionnelles de réduction de la démographie telles que la guerre, le génocide, l'infanticide, et l'avortement, ainsi que la famine et la peste, étant indésirables, le défi pour la science politique du non-meurtre



consiste à contribuer à la découverte et à la mise en œuvre d'alternatives non-violentes. Cela signifie placer le respect de la qualité de la vie humaine et son environnement favorable à la vie au centre de la théorie et de la pratique de la politique dans la résolution des problèmes économiques.

Certains des leaders militaires mondiaux les plus célèbres, professionnels du meurtre, ont fait preuve d'une grande perspicacité en ce qui concerne la nécessité d'une démilitarisation économique. L'un d'eux est le général de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale qui est devenu président des États-Unis, Dwight D. Eisenhower (1953-1961). Aucun pacifiste n'a été plus loin que lui dans son analyse brève et puissante du lien entre engagement de tuer et violence structurelle économique :

Chaque fusil fabriqué, chaque navire de guerre inauguré, chaque roquette tiré, signifie, dans le sens final, un vol à ceux qui ont faim et qui ne sont pas nourris, à ceux qui ont froid et ne sont pas vêtus. Ce monde en armes ne dépense pas que de l'argent. Il use la sueur de ses travailleurs, le génie de ses hommes de sciences, les espoirs de ses enfants... Ce n'est pas du tout une manière de vivre, dans aucun sens réel. Sous le nuage de la menace de guerre, c'est l'humanité qui pend à une croix de fer (Adresse à la Société Américaine dans le *Newspaper Editors*, 16 avril 1953).

L'une des raisons qui font que l'humanité « pend à une croix de fer », est le « vol », à travers les dépenses du programme d'armement nucléaire des États-Unis de 1940 à 1996 calculé à 5821 trillions de dollars (Schawrtz 1998). Voilà un exemple du « gaspillage colossal » en dépenses militaires mondiales qui, dans les années 1990, représentaient environ « bien plus de 500 milliards de dollars par an » (Sivard 1996 : 7). La science politique basée sur la non-violence implique le refus d'accepter de maintenir les privations économiques causées par la militarisation mondiale. Elle accepte l'engagement constructif dans des efforts visant à libérer l'humanité de la « croix de fer » pour mettre fin à « l'holocauste » de la pauvreté.

### **Responsabilités et Droits de l'Homme au non-meurtre**

Un défi impératif pour se compromettre à la résolution des conflits est celui que pose La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948) et

ses pactes subséquents menés à bien dans les domaines civils, politiques, sociaux et économiques. Le texte de base devrait être connu de tout politologue, et des citoyens dans leur ensemble.

Indépendamment de la manière dont sont définis les droits de l'homme dans des controverses entre l'universalité et la spécificité culturelle, la science politique basée sur le non-meurtre s'est engagée à les affirmer et à les défendre par des moyens non-violents. Mieux encore, elle réaffirme son objectif d'obtenir la reconnaissance universelle du droit de ne pas être tué et la responsabilité de ne pas tuer les autres, et de faire appliquer ce droit. Une manière d'y arriver est de chercher à inclure dans la Déclaration Universelle et dans la pratique mondiale la disposition suivante :

« Article 3(2).- Chacun a le droit de n'être pas tué et la responsabilité de ne pas tuer les autres. »

La science politique basée sur le non-meurtre est mise au défi d'engager ses ressources dans les recherches, la formation, la consultation et l'action pour soutenir les individus et les organisations qui cherchent la protection et l'avancement des droits humains à tous les niveaux. Par exemple, le programme d'actions pour mettre fin à toutes les formes de violence contre les femmes établi lors du congrès des femmes à Beijing en 1995 présente une série d'activités convaincantes pour implémenter cet engagement. (Nations Unies 1996).

La défense non-violente des droits humains, dans le cadre de *Amnesty International* fondée en 1961, constitue un autre défi au plein engagement des sciences politiques. Le travail de cette organisation est basé sur des principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme tels que « Personne ne sera sujet à la torture, ni à un traitement ou punition cruel, inhumain ou dégradant » (Article 5) ; « Personne ne sera arrêté, détenu ou exilé arbitrairement » (Art. 9) ; et « Tous ont droit à la liberté d'opinion et d'expression sans interférence et à chercher, recevoir et communiquer des informations et des idées par le biais de n'importe quel média sans tenir compte des frontières » (Art. 18). *Amnesty International* cherche l'abolition au niveau mondial de la peine de mort et de la torture, des jugements justes pour tous, et la libération immédiate de tous les prisonniers objecteurs de conscience qui ne se sont pas

engagés dans la violence ni ne l'ont prônée. Ses méthodes incluent toutes les formes d'action politique non-violente.

Le travail de l'Organisation des Nations et Peuples Non Représentés (*Unrepresented Nations and Peoples Organization* - UNPO), fondée en 1991, devrait recevoir le soutien engagé des sciences politiques, entre autres démarches en faveur des droits humains. L'UNPO cherche la reconnaissance des droits humains collectifs de plus de cinquante peuples indigènes des cinq continents. Les membres adhèrent par écrit à la convention de l'UNPO qui prévoit la « promotion de la non-violence et le rejet du terrorisme en tant qu'instrument politique. » L'UNPO en appelle aux « gouvernements, organisations internationales, ONG, et leurs leaders, pour qu'ils adoptent des politiques claires et avec des principes pour réduire le niveau de recours à la violence ». Celles-ci doivent inclure :

La reconnaissance et le respect pour l'égalité des droits de tous les peuples et des minorités, indépendamment de leur dimension, leur culture ou leur religion ; prendre sérieusement en compte les besoins et les points de vue des peuples et des minorités non représentés ; faire connaître et condamner tous les actes de violence non provoqués, et les violations grossières des droits humains perpétrés contre des peuples et minorités non représentés ; reconnaître la légitimité des mouvements ou gouvernements qui utilisent des moyens pacifiques et démocratiques pour atteindre leurs objectifs ; s'engager dans des dialogues ouverts et sincères avec tous ces mouvements et gouvernements, et récompenser leur adhésion à la non-violence ; (et) encourager et appuyer activement la résolution pacifique des conflits entre les gouvernements d'État et les nations, peuples et minorités sur lesquels ils prétendent avoir autorité (UNPO 1998 : 8).

Mieux encore, l'UNPO en appelle aux « corporations et institutions financières pour quelles mettent fin à l'exploitation violente des ressources dont dépend la survie des peuples ; et pour qu'elles cessent de promouvoir la violence par le trafic irresponsable d'armes et la commercialisation de la violence dans la presse et dans leurs produits » (UNPO, 1998 : 9). Cet engagement dans la politique non-violente des peuples qui ont subi génocide, ethnocide, et écocide, pose un défi évident pour la science politique qui soutient le non-meurtre. Compte tenu du grand nombre de peuples indigènes et minorités dans le monde et de

leurs besoins concrets, le nombre de membres de l'UNPO pourrait bien dépasser celui des états membres des Nations Unies.

### **Le non meurtre et la viabilité écologique**

La science politique basée sur le non-meurtre implique un appui pour libérer l'humanité de la létalité écologique. Nous tuons l'environnement et l'environnement nous tue. Pour une société non-meurtrière, il faut une écologie non-meurtrière.

La fin du 20<sup>e</sup> siècle a été marquée par une alerte croissante à la destruction par les hommes de la capacité de la biosphère à héberger la vie. L'industrialisation militaire et les assauts contre la planète en temps de guerre contribuent à sa dévastation. La Charte Mondiale pour la Nature adoptée par 111 membres de l'Assemblée Générale de l'ONU le 28 octobre 1982 déclare que « la nature doit être sécurisée contre la dégradation causée par la guerre et autres activités hostiles » (Art.I, Sect.5). Entre autres violations tragiques : défoliation chimique des forêts par les États-Unis pendant la guerre du Vietnam ; incendies volontaires des exploitations pétrolières par l'Iraq pendant la Guerre du Golfe. La science politique basée sur le non-meurtre doit relever le défi exprimé par Barry Commoner : « pour faire la paix avec la planète, nous devons faire la paix entre les gens qui y vivent » (Commoner 1990 : 243).

Un autre défi exprimé par Maurice F. Strong, Secrétaire Général de la grande Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro en 1992, en appelle à une « éco-révolution essentielle pour mettre le monde sur une nouvelle voie vers un futur plus sûr, plus durable et plus équitable » (Nations Unies 1993 : 1). L'Agenda 21, document de la conférence qui lance l'appel à l'action, observe que « la guerre détruit particulièrement le développement durable » (Principe 24) et que « la paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indivisibles » (Principe 25). Des appels à l'action pour la résolution de problèmes sont adressés aux états, aux gouvernements, aux citoyens, aux femmes, aux jeunes et aux peuples indigènes y compris les armées, les industries militaires, les corporations, les syndicats de travailleurs et les politologues.

Comme d'autres menaces pour la survie et le bien-être, les problèmes écologiques sont complexes, interdisciplinaires, et mondiaux. Les ressources des sciences politiques pour aider à la formulation et à la mise en œuvre de politiques publiques doivent être appliquées à partir d'une perspective de non-meurtre. La tâche scientifique consiste à savoir quelles menaces environnementales sont bien comprises et appellent à une action urgente, quels problèmes appellent à des recherches urgentes, quelles sont les priorités à établir entre elles, et quelle est la meilleure manière d'introduire les connaissances scientifiques dans les processus de prise de décision sociétale qui tiennent compte des besoins. Un modèle d'approche fut présenté par l'Académie Royale Suédoise des Sciences (1983 ; Sebek 1983).

La science politique du non-meurtre implique de prêter une attention et un appui spécial aux individus, organisations et mouvements sociaux engagés dans l'action non-violente pour la résolution des problèmes environnementaux. Les principaux mouvements écologiques contemporains vont du mouvement Chipko villageois des femmes « Sauvons les arbres » en Inde (Weber 1989 ; Nautiyal 1996), à l'émergence en Allemagne d'un mouvement environnemental et parti politique écologique, *Die Grünen* (Les Verts), en passant par les efforts d'action directe de *Greenpeace* pour changer les politiques publiques et privées (Stephenson 1997).

L'héritage de Petra Karin Kelly (1947-1992), une des fondatrices du parti électoral, *Die Grünen*, présente à la science politique basée sur le non-meurtre un agenda pour la résolution des problèmes pour le 21<sup>e</sup> siècle. Son appel à l'action couvre tous les points critiques, du désarmement à la coopération mondiale pour sauver la planète en passant par l'économie et les droits humains. Elle appelle à une « culture mondiale de la responsabilité écologique », et presse à l'établissement de « principes d'engagement régissant les relations écologiques entre tous les pays » (Kelly, 1992 : 76). Avec Tolstoï, Gandhi, Abdul Ghaffar Khan, et Martin Luther King Jr., Petra Kelly mérite d'être reconnue actuellement ; et elle sera demain reconnue comme une initiatrice principale au changement mondial non-violent dans le 20<sup>e</sup> siècle et au-delà. (Kelly 1989 ; 1992 ; 1994 ; Parkin 1994).

## **La coopération pour la résolution de problèmes et le non-meurtre**

Coopérer dans les processus pacifiques de résolution de problèmes, qu'ils soient individuels ou de la communauté mondiale, constitue une tâche générale. On ne peut arriver ni à la sécurité, ni au bien-être économique, ni au respect des droits humains, ni à la viabilité économique, ni à aucune autre condition valide de vie sans une coopération respectant la vie entre tous ceux dont l'aide est nécessaire. Cela n'implique pas que la science politique résolve tous les problèmes, mais plutôt quelle accepte la responsabilité d'apporter son aide dans les processus de coopération pour la résolution de problèmes. Cela n'implique pas le totalitarisme ; même les anarchistes requièrent d'autres anarchistes leur respect coopératif de leurs libertés. Une approche de non-meurtre implique d'abandonner la politique basée sur le conflit et la compétition pour la domination avec une violence manifeste ou latente comme arbitre ultime. La politique basée sur le non-meurtre implique de continuer à élargir les cercles de résolution de problèmes dans la coopération marquée par un respect mutuel pour la célébration de la vie. Alors que la violence domine et divise, la non-violence coopère et unit. Par conséquent, la science politique basée sur le non-meurtre cherche l'action conjointe entre hommes et femmes, religions, civilisations, races, ethnies, classes, communautés, états, organisations nationales et transnationales, et mouvements mondiaux. Le but est de résoudre des problèmes sans tuer et sans menacer de tuer, pour le bien-être de tous. Le résurgence de l'intérêt interdisciplinaire et professionnel pour la théorie et la pratique de la résolution de conflits, en cherchant des solutions avec lesquelles personne n'est perdant, en recourant au dialogue, offre des ressources facilitatrices (Fisheret Ury 1981 ; Burton 1996).

Sur la base de recherches en cours, la science politique basée sur le non-meurtre s'engage à aider la transition vers des sociétés non-meurtrières dans des états et au sein de sociétés civiles caractérisés par la violence. Elle reconnaît les avancées historiques du développement démocratique exprimé dans certains systèmes politiques modernes, mais elle cherche aussi des solutions à des problèmes de violence comportementale et structurelle que la politique libérale et économie de marché ne peuvent régler à elles seules. La

science politique basée sur le non-meurtre reconnaît la valeur des constitutions validées par les citoyens pour limiter le pouvoir arbitraire ; les dispositions des lois portant sur les droits pour assurer les libertés citoyennes ; l'utilité des systèmes institutionnels reposant sur l'équilibre des pouvoirs exécutif, législatif, et judiciaire séparés ; la substitution de la guerre civile par la compétition électorale entre les partis ; les services d'une bureaucratie professionnelle ; la liberté de culte ; la liberté d'expression et de la presse ; et l'expansion du droit de participation au vote vers la participation universelle (Finer 1997 ; Goldman 1990). De plus, elle reconnaît et cherche des alternatives à la présence du pouvoir militaire et policier violent qui sous-tend ces systèmes, et qui a traditionnellement contribué à leur établissement.

Une approche du non-meurtre note des signes de dysfonctionnement systémique dans le fait de ne pas satisfaire aux besoins humains, qui finit en violence structurelle et physique même dans les démocraties les plus « avancées ». Rappelons juste quelques préoccupations actuelles, prenons les États-Unis comme exemple : la violence et l'homicide dans les milieux familial et scolaire ; le désespoir des jeunes qui se reflète dans des gangs violents, la drogue, et le suicide ; l'aliénation politique perverse, la méfiance qu'inspirent la politique et le gouvernement, partiellement exprimée dans le faible taux de participation des électeurs ; l'immense gaspillage de ressources dans des dépenses militaires improductives ; un segment de la population d'environ 20% marginalisé de façon chronique, souffrant des problèmes de nutrition, de santé, de logement (y compris des sans abri), d'éducation et de désintégration des familles ; des vols à main armée ; des crimes xénophobes ; la discrimination sexuelle et raciale ; une classe supérieure extrêmement aisée constituée, encore une fois, d'environ vingt pour cent de la population, dont la richesse augmente, et qui est alliée à la classe moyenne proche pour plus de sécurité via davantage de policiers, de prisons, de peines sévères, et de force militaire— le tout accompagné d'images culturelles violentes.

Les pays les moins caractérisés par les attributs d'un état et d'une société démocratiques modernes subissent des formes encore plus intensives de violence associées à l'incontrôlable norme autocratique létale et à la privation économique qui provoquent des atrocités physiques et structurelles indes-

criptibles. Parmi les indicateurs on compte les exécutions sommaires, la torture, les assassinats électoraux, le génocide, l'ethnocide, l'extorsion armée, le terrorisme, les révolutions armées, et les décès en masse provoqués par les privations économiques appuyées par l'état.

Se libérant des présomptions qui acceptent la violence en tant que fins et moyens, la tâche de résolution de problèmes, pour la science politique basée sur le non-meurtre, est de contribuer à améliorer des processus visant la satisfaction des besoins humains au sein et entre des sociétés qui sont plus ou moins démocratiques. Le défi pour la créativité scientifique et humaniste est immense. Cependant, même actuellement il est clair que les contributions au changement constructif de processus peut se faire par l'introduction explicite de valeurs de non-meurtre, l'apport de nouvelles informations sur les capacités humaines de non-meurtre, l'alimentation et de nouvelles techniques de non-meurtre des dirigeants et des citoyens démocratiques, la facilitation de la participation dans la formulation des politiques et le développement de nouvelles institutions de résolution de problèmes sans létalité. Pour aider à ces changements, la science politique elle-même doit clairement établir son engagement envers le non-meurtre comme point de départ pour un service à la société. Elle doit se mettre institutionnellement à l'écoute des besoins humains non satisfaits, de l'individuel au régime mondial en passant par le familial.



## Chapitre 5

### Implications d'ordre institutionnel

*Ce que nous appelons des institutions nécessaires n'est souvent que des institutions auxquelles nous nous sommes habitués, et [...] en matière de constitution sociale, le champ des possibilités est bien plus grand que ce que des hommes vivant dans leurs différentes sociétés sont prêts à imaginer.*

Alexis de Tocqueville

*Les problèmes qui menacent la vie sur Terre ont été produits collectivement, ils nous affectent collectivement, et nous devons agir collectivement pour les changer.*

Petra K. Kelly

Quelles sont les implications d'ordre institutionnel d'un changement éthique-empirique vers le non-meurtre dans les sciences politiques ? Qu'est-ce que cela implique pour ceux qui les pratiquent, pour les organisations de la discipline, pour ses relations avec d'autres domaines de connaissances, et pour les différentes institutions nécessaires pour arriver à des sociétés non-meurtrières, de la communauté locale à l'humanité dans son ensemble ? On considère que les institutions peuvent assumer différentes configurations selon les objectifs des relations sociales, qui surgissent en réponse aux besoins et aspirations humains.

L'histoire de la civilisation est en grande partie l'histoire de l'innovation institutionnelle. À partir des croyances naissent des communautés associées à des temples, des synagogues, des églises et des mosquées. Des besoins de participation politique naissent des partis, des élections, et des parlements. Des besoins d'un contrôle social naissent la police, des tribunaux, et des prisons. Des objectifs de guerre naissent les forces technologiques pour le combat aérien, maritime et terrestre. Des besoins de levées d'impôts pour

financer les armées et des objectifs de l'état naissent des bureaucraties (Finner, 1997 : 16-17, 20-21). Pour créer une bombe atomique, des ressources nationales sont mobilisées dans le cadre d'un Projet Manhattan. Pour explorer des espaces inconnus, on mobilise l'esprit, les sciences, la technologie, des compétences et des ressources, afin de réaliser les voyages siècle du Prince Henri le Navigateur au 15<sup>e</sup> siècle, et le Projet Apollo au 20<sup>e</sup> siècle pour qu'un homme atteigne la lune.

Pour que les sciences politiques puissent contribuer à la transition vers une société mondiale non-meurtrière, quels types de changements institutionnels sont nécessaires ? La recherche intentionnée des conditions de non-meurtre pour la vie mondiale entraîne des changements institutionnels d'une portée aussi puissante que ceux associés à la diffusion mondiale des technologies contemporaines de communication et d'information. Une perspective de non-meurtre peut être absorbée ou intégrée dans d'anciennes structures, comme par exemple dans des efforts pour intégrer la démocratie participative, le genre, la race, la classe, et les préoccupations relatives à l'environnement dans toutes les spécialisations des sciences politiques. Ou cela peut aboutir à la restructuration d'anciennes institutions, ou à l'établissement d'institutions parallèles de transition, ou la création d'institutions complètement nouvelles ou hybrides combinant toutes les forces pour atteindre la transformation vers le non-meurtre.

Considérer sérieusement qu'il est possible d'arriver à des sociétés non-meurtrières implique la nécessité de disposer d'institutions vouées à la découverte scientifique et humaniste du non-meurtre, de l'éducation et la formation pour la non-violence à la résolution de conflits dans le respect de la vie, à la sécurité sans meurtre, et à la création de services pour le bien-être non-violent dans tous les secteurs de la société. Tout comme les démocraties sont faites par des démocrates qui comprennent ce quelles sont, savent comment les faire fonctionner, et sont motivés à les faire fonctionner, les sociétés et les institutions non-meurtrières seront faites par des individus non meurtriers. Il en sera de même pour la science politique basée sur le non-meurtre. Il existe plusieurs voies pour éveiller la conscience du non-meurtre, et aucune ne peut être prescrite pour toutes. La naissance, le destin, l'intellect, le traumatisme, la compassion, l'analyse coût-bénéfice, la si-

mulation, et la méditation sont tous des voies vers la découverte et l'action en matière de non meurtre. Les nombreuses évidences historiques et contemporaines de la capacité humaine de s'engager dans le non-meurtre devraient nous encourager à découvrir en chacun de nous nos capacités de transformation.

### **Un département du non-meurtre dans la science politique**

Bien que l'esprit de non-meurtre doive être introduit dans chaque spécialisation, branche et association déjà existantes des sciences politiques, on peut envisager un nouveau département du non-meurtre comme prototype pour la restructuration de ce qui existe déjà, et pour la création de nouveaux départements dans les universités émergentes.

Ce nouveau département part d'un sens de l'objectif commun : éliminer le meurtre de la vie mondiale, les menaces de tuer, et autres phénomènes liés à la létalité. Cela le distingue des départements favorables à la démocratie libérale basée sur la violence, le socialisme scientifique basé sur la violence, ou l'ordre autoritaire basé sur la violence. Le département du non-meurtre est différent, non pas qu'il ait plus de valeurs mais parce qu'il en comporte une bien différente.

Considérant le développement actuel dans le domaine de l'apprentissage, allant des cours d'introduction aux études de doctorat, le département cherche explicitement à créer le caractère et les compétences nécessaires pour arriver à des sociétés non-meurtrières et les maintenir. Pour cela quatre domaines de compétence sont fondamentaux : les recherches, l'éducation et la formation, l'action, et la réflexion critique exprimée via les médias de communication et la vie quotidienne.

Beaucoup d'étudiants sont crûment confrontés à l'héritage légal de l'histoire humaine et invités à relever le défi d'éliminer le meurtre de la condition humaine, en tant que politologues professionnels ou leaders au service des citoyens. On leur inculque ensuite la compréhension de la capacité humaine en matière de créativité (Boorstin, 1983 ; 1992 ; 1998), pour l'innovation politique (Finer, 1997), et pour des vies de service pacifique pour le progrès de la dignité humaine dans tous les secteurs de la vie sociale (Josephson, 1985).

L'étape suivante consisterait à réviser les principaux défis contemporains pour l'engagement dans la résolution de conflits (violence, économie, droits humains, environnement, coopération), les institutions politiques et les processus de résolution de conflits contemporains (aux niveaux local, national, international, mondial), et les connaissances les plus récentes relatives à la logique de l'analyse et des principes d'action du non-meurtre qui peuvent contribuer aux décisions actuelles pour concrétiser un avenir sans meurtre.

Une autre étape consisterait à offrir aux étudiants des opportunités d'étudier un ensemble d'alternatives, mais liées à l'engagement dans la résolution de conflits et le service communautaire qui permettront de tester et de mettre de paire les intérêts et les talents. Cette alternative requiert une introduction aux compétences pour les recherches, l'éducation-formation, l'action citoyenne pour diriger, et l'évaluation politique critique. Il n'y a pas intention de nier l'existence de possibilités de développement de multiples intérêts et compétences. Mais cela reconnaît que les quatre modes d'engagement doivent être bien implémentés pour faciliter la transformation sociale non-violente. La reconnaissance et la coopération entre des compétences qui se soutiennent mutuellement, qui sont caractéristiques des artisans et des équipes sportives, est nécessaire.

Avec cette préparation, la prochaine étape consiste à entreprendre des projets individuels ou de groupe pour engager les compétences appropriées pour la recherche, l'éducation, l'action et la réflexion critique pour créer des alternatives à la violence physique, la violence structurelle, les violations des droits humains, la dégradation de l'environnement, et les antagonismes portés à la violence qui inhibent la coopération pour la résolution de conflits. Ces projets doivent être développés en accord aux conditions locales, nationales, internationales ou mondiales. Les résultats de ces projets, doivent être présentés sous formes de thèses de licences, elles contribueront à la une banque de mémoire départementale et seront publiés sur l'Internet pour aider à la prise de décision au niveau individuel et sociétal.

Les diplômés font des carrières innovatrices dans la fonction publique ou au sein de la société civile (voir ci-dessous les institutions concernées). Ils peuvent se perfectionner dans des programmes de doctorat et masters en

science politique basée sur le non-meurtre, entrer dans des filières existantes ou créer de nouvelles filières d'investigation en science politique (Appendices B, C), ou s'intéresser à d'autres disciplines et vocations.

Le département du non-meurtre est explicitement et par vocation orienté vers la pratique. Ses caractéristiques sont l'avancement cumulatif de connaissances et de compétences allant des études d'introduction aux études avancées de doctorat. Les candidats au diplôme et les facultés forment des enclaves innovatrices à différents niveaux, autour d'intérêts partagés en relation avec l'engagement pour la résolution de conflits spécifiques. Le département cherche explicitement à faciliter des relations d'appui mutuel entre la découverte de nouvelles connaissances, leur utilisation dans l'éducation et la formation, et leur application dans la résolution de problèmes sociétaux. Dans ses propres discours et modes de résolution de conflits, il cherche progressivement à exemplifier les caractéristiques d'une société non-meurtrière. Une culture de partenariat entre les hommes et les femmes sur la base de l'égalité, le noyau d'une société non-meurtrière, est célébrée et respectée. Il faut prendre des mesures pour un feedback périodique tout au long de la carrière des gradués, pour identifier de nouveaux besoins pour les recherches, et pour conseiller sur une préparation plus adéquate des étudiants pour faire face à des tâches imprévues. Dans ce sens, les leaders communautaires expérimentés et leurs collègues d'autres disciplines, parfois via des rendez-vous communs, contribuent à la créativité collégiale. Les connaissances et les compétences en matière de non-meurtre étant mondiales, le département s'efforce d'engager des talents collégiaux partout dans le monde par la participation directe, et via des systèmes de communication informatisée, et autres. La communauté locale est perçue comme un contexte fonctionnellement équivalent pour confronter des problèmes qui affectent le bien-être au niveau mondial.

### **Un *Shanti Sena* (Corps de la Paix) universitaire**

La transition vers des sociétés non-meurtrières implique la création d'un service communautaire d'étudiants comme alternative à la préparation militaire, encore existante aujourd'hui dans beaucoup de facultés et d'universités dans le monde. Le département de science politique doit assumer la respon-

sabilité de diriger ce service, mais ses membres pourraient provenir de toutes les disciplines.

Le *Shanti Sena* — ou quel que soit le nom qu'on lui donnerait — est une force disciplinée, facilement identifiable, dont les membres sont formés pour la résolution non-violente de conflits, et pour la réconciliation, la sécurité communautaire et la défense civile, le sauvetage paramédical des vies, les secours suite aux désastres, et le service constructif en réponse aux besoins communautaires. La participation vient en parallèle et en complément au travail académique alimentant le caractère et les compétences de gouvernance. Il se base sur l'inspiration célébrant la vie dans toutes les confessions religieuses, la force de la musique et des arts en général, sur la vitalité des sports, et sur la satisfaction du service dispensé aux autres. Le *Shanti Sena* peut être appelé à servir en temps de crise sur le campus et en dehors, et constitue une pépinière de talents de gouvernance pour d'autres institutions sociales. Il peut se financer ou être soutenu de façons aussi appropriées que celles qui sont actuellement utilisées pour la préparation au service militaire. Il peut aussi être adapté pour l'éducation préuniversitaire. Le travail du Professeur N. Radhakrishnan à l'Université Rurale Gandhi en Inde (Radhakrishnan 1997a ; 1997b) constitue une excellente source d'expérience pratique pour l'organisation d'un *Shanti Sena* dans des institutions éducatives. A cela peuvent s'ajouter des principes et pratiques de formation tirés des Khudai Khidmatgars (Serviteurs de Dieu), une armée musulmane non-violente de libération en Inde de 1930 à 1947 (Banerjee 2000 : 73-102), et du mouvement de King pour le changement civil non-violent (LaFayette et Jehnson 1995 ; 1996), ainsi que d'autres expériences de formation non-violente (Ligue des Résistants à la Guerre, 1989).

### **Universités du non-meurtre**

La transition vers des sociétés non-meurtrières implique des exigences en matière de connaissances et de compétences allant au-delà des capacités de n'importe quelle discipline ou département universitaire. Ainsi, la transformation vers la science politique basée sur le non-meurtre des sciences politiques signifie faire appel et répondre aux contributions potentielles de toutes les sciences sociales, sciences naturelles, humanités et professions. Cela im-

plique la nécessité de disposer d'universités vouées au service vital non-meurtrier dans des communautés locales, nationales, internationales et mondiales.

Des universités se sont avérées capables d'une mobilisation totale de ressources intellectuelles et humaines pour la léthalité suprême en temps de guerre. Comme l'a déclaré le Président de l'Université Harvard, James Bl. Conant, le 18 juin 1942 : « Pour qu'arrive plus vite le jour où les pouvoirs de l'axe se rendront sans condition, nous engageons maintenant les ressources de cette ancienne société d'académiciens ». Harvard est depuis connue comme « l'Arsenal de Conant » depuis que son engagement avec la guerre reformulait sa vie institutionnelle. De jeunes étudiants en physique de Harvard furent recrutés pour travailler au projet interdisciplinaire top secret de la bombe atomique à Los Alamos, Nouveau Mexique. Comme se le rappelle quelqu'un, « c'était une sorte d'utopie scientifique... une société ouverte réunissant les plus brillants cerveaux disponibles, échangeant des idées librement, sans considération d'âge, de position académique ou de réalisations antérieures » (Harvard Magazine, septembre — octobre 1995 : couverture ; 32, 43).

Les universités, anciennes ou récentes, ne devraient-elles pas s'atteler avec enthousiasme à la tâche d'élimination de la guerre et de toutes les formes de léthalité qui menacent la survie et le bien-être de l'humanité ? La répugnance des universités à introduire des cours, programmes ou départements « d'études de la paix » (ou à inclure la « non-violence » comme thème centrale dans les programmes universitaires sur l'éthique et les valeurs, dotés de plusieurs millions de dollars) constitue une base à partir de laquelle on peut mesurer les futurs progrès du non-meurtre dans l'enseignement supérieur.

### **Les partis politiques du non-meurtre**

La science politique appliquée au non-meurtre implique la création de partis politiques qui participent aux processus de résolutions de problèmes sociaux, satisfaisant les besoins humains pour le bien-être commun. Le terme générique pour ces partis pourrait être « *parti ahimsa sarvodaya* (*ahimsa*, non-violence ; *sarvodaya*, bien-être de tous). Ces partis surgissent, à partir de conditions socioculturelles spécifiques, de façon très créative en ce qui concerne le concept, le nom, l'organisation et les activités.

Les objectifs de ces partis sont d'aider à la réalisation de sociétés non-meurtrières, aux niveaux local et mondial. Ils diffèrent des anciens partis par le fait qu'ils ne sont pas basés sur la classe mais cherchent plutôt à associer et exprimer les intérêts de tous — pour que tout un chacun bénéficie de l'absence de la létalité et de ses corollaires, et de la présence de conditions de liberté, de justice et de bien-être matériel dans le non-meurtre. On peut s'attendre à la présence de plusieurs partis en compétition en matière de principes de non-meurtre.

La contribution innovatrice de ces partis du non-meurtre dans les débats électoraux, l'élaboration de politiques publiques, et autres activités, résulte des prohibitions gandhiennes en matière de participation politique directe. Le dernier conseil de Gandhi aux travailleurs constructifs non-violents en décembre 1947 fut de rester en marge de la politique parce que la politique corrompt inévitablement (Œuvres Complètes, 90 : 223-4). En lieu et place, ceux qui travaillent pour une société non-violente devraient œuvrer au sein de la société civile parmi des gens dont les besoins sont les plus grands, influençant de l'extérieur les politiciens et les politiques. Logiquement, cela signifie laisser d'autres personnes devenir corrompus et prendre des décisions de levées d'impôts de plusieurs millions de dollars, qui affectent des millions de personnes dans tous les aspects de la vie sociale — y compris la guerre, la sécurité, la nourriture, les vêtements, le logement, la santé, l'éducation, l'économie, la culture et l'environnement — pendant que les activistes non-violents et leurs gens cherchent à influencer les corrompus et leurs supporters pour qu'ils fassent le bien. Cependant, il faut porter au crédit de la vision de Gandhi le fait qu'il a accompagné son avertissement d'une anticipation participative : « Mais il peut arriver un moment où les gens eux-mêmes peuvent ressentir et dire qu'ils veulent que ce soit nous et personne d'autre qui exerçons le pouvoir. La question pourrait alors être envisagée ». (*The collected works*, 90 : 223).

Les partis politiques du non-meurtre sont des institutions logiques nécessaires pour aider à promouvoir la transformation sociale vers le non-meurtre. Naturellement, les conditions favorables à leur émergence varieront beaucoup. Ce ne sera facile nulle part, même là où les partis, les élections et les entités de représentation sont socialement acceptés. Les partis politiques du non-meurtre peuvent participer à des luttes sacrificielles prolongées pour



meurtre peuvent participer à des luttes sacrificielles prolongées pour contribuer aux processus et politiques qui répondent aux besoins de tous. La défiance tâche d'ajouter de nouvelles connaissances, de nouvelles habiletés, de nouvelles formes d'organisation et de nouvelles politiques à l'action effective pour la résolution de conflits peut-être illustrée par des questions qui sont actuellement des thèmes d'actualité brûlants comme l'avortement, la peine de mort, le service militaire, la guerre, la révolution armée, le terrorisme, le génocide, la criminalité, la violence sociale et culturelle, le désarmement économique. Cependant, on peut progresser grâce à la créativité, le courage, la solidarité mondiale, et les processus d'apprentissage social.

### **Un département de la non-violence dans la fonction publique**

Des départements de la non-violence ayant des responsabilités ministérielles sont nécessaires à tous les niveaux dans la fonction publique. Leurs tâches sont de contrôler les conditions communautaires liées à la logique de l'analyse politique du non-meurtre, pour appuyer la formation professionnelle pour la prévention et la réhabilitation transformationnelle post-létale, et pour conseiller sur les politiques publiques qui faciliteront le bien-être des communautés non-meurtrières. Étant donné que la violence affecte négativement la qualité de vie d'une communauté, l'attention que lui porte la fonction publique mérite un niveau d'engagement égal à celui de l'attention portée à l'élimination des déchets ou à l'approvisionnement en eau potable.

Un département de la non-violence associera des statistiques sur la violence et la létalité et des recommandations pour des actions d'élimination de la violence provenant de sources publiques et privées destinées à réduire les morts intentionnées. Il présentera des rapports périodiques sur la situation avec des recommandations pour les politiques de non meurtre aux décideurs du gouvernement et aux membres de la société civile, jouant un rôle très similaire à celui d'une agence d'audit indépendante. Les domaines qui ont vraiment besoin d'une supervision intégrale sont : l'homicide et le suicide ; la violence familiale (enfants, femmes, époux, personnes âgées) ; la violence à l'école ; la violence dans les lieux de travail ; la violence criminelle et des gangs ; la violence policière ; la violence dans les prisons ; la violence dans la presse ; la violence dans les sports ; la violence économique ; la violence mi-

litaire, paramilitaire et de guérilla ; et les effets du stress traumatique post-létalité sur les meurtriers, leurs familles, les familles des victimes, et sur la conscience sociétale générale. Les rapports doivent mettre en exergue les points forts et faibles des capacités transformatives non-violentes et faire des recommandations pour des actions plus efficaces en matière de résolution de conflits. Les progrès doivent être mentionnés avec une visibilité égale à celle octroyée aux fluctuations de la bourse, aux résultats sportifs ou aux prévisions météorologiques.

### **Institutions de non-meurtre pour la sécurité commune**

Pour une transition vers des sociétés non-meurtrières, il faut des forces de sécurité commune non-meurtrières, apparentées à l'armée et à la police traditionnelles, pour les opérations de protection et de service humanitaire aériennes, maritimes et terriennes. Ces forces sont à former pour des actions préventives, pour affronter les crises et les actions restauration — et pour des évaluations de l'efficacité après action. Le gouvernance peut être issue des académies existantes de l'armée et de la police traditionnelles ou de nouvelles académies du service non-violent dans lesquelles une formation intégrée est disponible pour tous, suivie par une spécialisation pour des tâches spécifiques. Le *Shanti Sena* des universités peut constituer une autre source de gouvernance.

La perspective de développer des forces non-violentes pour la sécurité commune ne doit pas être écartée, compte tenu des tendances actuelles dans certains établissements militaires et policiers en ce qui concerne la prévention de la violence, l'engagement dans des opérations de maintien de la paix et d'aide humanitaire avec des armes légères, l'étude de l'utilité des armes non létales, et la réaction positive à la formation aux méthodes non-violentes de résolution de conflits.

La sécurité commune non-violente implique l'engagement de toutes les populations aux niveaux local, national et international. Cela peut être facilité par l'organisation de cercles d'étude de la non-violence et de *Shanti Sena* civiques centrés sur les résidences, les écoles, les lieux de culte, et les lieux de travail, et de plus en plus sur des communautés de sécurité commune non-meurtrières mises en réseau électroniquement. Des modèles adaptables pour des organisations locales de citoyens existent déjà dans plusieurs domaines.

La sécurité non-violente implique aussi des conseils de sécurité et des agences d'intelligence non-violents communs aux niveaux national et transnational, ainsi que des attachés culturels non-violents dans les établissements diplomatiques. Ces conseils sont nécessaires pour offrir une alternative aux politiques pour les états-nations à tendance violente et leurs alliés létaux. Un conseil mondial de sécurité non-violente au niveau des Nations Unies, par exemple, peut être formé par des nations classées parmi celles dont les indicateurs de létalité sont les plus faibles : pas d'arme nucléaire, pas d'armée, pas de peine capitale, faibles taux d'homicide, pas de trafic d'armes, et ainsi de suite. Il faut des agences non-violentes d'intelligence, en conjonction avec les moyens de communication et d'investigation et l'aide des citoyens pour détecter toutes les formes de létalité et identifier les capacités d'actions de compensations transformatrices dans le domaine public et privé. Des spécialistes de la non-violence dans les établissements diplomatiques sont tout aussi nécessaires que les attachés militaires ou les responsables des relations économiques conventionnels. Les attachés culturels de la non-violence cherchent à établir des ponts de la découverte, de l'apprentissage mutuel, et de la coopération, entre toutes les sources de bien-être non-violent qui existent dans leurs pays d'origine et dans les pays hôtes. Les capacités de l'Internet au niveau mondial promettent un partage, entre les citoyens du monde entier, des informations sur la sécurité commune ayant le potentiel de produire des actions non-violentes concertées qui ne dépendent pas des définitions conventionnelles face à la situation provenant des gouvernements, des corporations ou de la presse.

Le renforcement des compétences pour la fonction publique non-meurtrière au sein des organisations gouvernementales et privées appelle à des institutions appropriées pour la formation en non-violence. Peut-être qu'initialement comme sous-composantes et éventuellement en tant que remplacement équivalent, les institutions de formation en non-violence sont nécessaires comme alternatives aux écoles de guerre, universités de défense nationale, centres de service militaire, écoles de police et écoles d'administration publique, ainsi que d'autres écoles de formation professionnelle de la société civile qui acceptent la violence.

## **Institutions du non-meurtre au sein de la société civile**

Les opportunités que possède la société civile de contribuer à l'émergence, au maintien et à la créativité de sociétés non-meurtrières sont potentiellement infinies. Plusieurs institutions orientées vers le non-meurtre ont déjà fait leur apparition et on peut en envisager d'autres de grande importance.

### *Conseils spirituels du non-meurtre*

À chaque niveau ou pour chaque anneau concentrique de la société, il faut des conseils spirituels du non-meurtre pour affirmer sans ambiguïté le respect de la vie en tout, de la naissance à la mort. Ces conseils interconfessionnels religieux devraient être composés de conférenciers religieux et humanistes de toutes les confessions et philosophies pertinentes dans ce contexte, qui sont courageusement capables de proclamer et de combiner de puissantes vérités de leurs traditions en matière de non-meurtre. Ces conseils, en tant qu'alternatives aux apologistes religieux et laïcs de la violence, offrent un appui qui inspire à tous des efforts, publics et privés — locaux, nationaux et mondiaux — pour éliminer la létalité de la condition humaine. En tirant des idées de toutes les sources d'inspiration, les conseils spirituels du non-meurtre peuvent apporter une contribution considérable au renforcement de la conscience non-meurtrière de l'humanité en faisant appel à des capacités inhérentes à chaque situation individuelle et sociale.

### *Groupes de consultation sur le non-meurtre*

Tirant des idées des ressources mondiales, les groupes de consultation et de conseils sur le non meurtre sont nécessaires pour aider à l'identification d'alternatives de résolution de conflits au sein et à travers les sociétés. Combinant des ressources spécifiques à la tâche, spirituelles, scientifiques, de compétence, d'organisation, et autres, ces groupes, directement ou indirectement, se rendent disponibles pour aider tous ceux qui cherchent à empêcher les bains de sang, arrêter les massacres en cours, et créer des conditions stables de reconstruction et de réconciliation.

Les opérations de ces équipes de consultation sur le non-meurtre diffèrent de celles des négociateurs conventionnels appuyés par la force létale ou

les sanctions économiques — ou celles des voix uniques de conscience morale — par le fait qu'elles combinent l'engagement sans équivoque pour le non-meurtre, les compétences multiples, et l'indépendance en matière de contrôle par les états violents et leurs antagonistes létaux.

Les institutions privées, capables d'offrir ces services consultatifs, joignant leur expérience, et améliorant leur efficacité, sont nécessaires. Les services humanitaires et de résolution de conflits offerts par les quakers, tout comme ceux d'autres agences religieuses et de secours humanitaires, constituent des prototypes pionniers partiels de ce qui est nécessaire.

### *Consortiums internationaux de résolution de conflits*

En complément à ce qui pourrait être appelé des institutions politiques du non-meurtre « de haut en bas » (par exemple, des partis, des départements de la fonction publique, et des institutions de sécurité commune), il faut des consortiums « de bas en haut » constituant de puissantes forces transformationnelles non-meurtrières. Un exemple en est l'Organisation des Nations et Peuples Non Représentés (UNPO), une coalition de peuples ayant des identités distinctives explicitement engagée dans l'action non-violente visant à influencer les Nations Unies, les gouvernements et d'autres institutions pour la reconnaissance de leurs droits humains collectifs. *Amnesty International*, *Greenpeace*, et le *International Fellowship of Reconciliation* (Association Internationale pour la Réconciliation) en sont d'autres exemples. Les participants aux consortiums pour le non-meurtre ne sont pas tenus d'être d'accords sur toutes les positions défendues par les membres, sauf pour ce qu'il s'agit de l'élimination du meurtre de la condition mondiale. Ces consortiums doivent être développés dans et à travers les zones de l'entonnoir de meurtre et dans les principaux domaines de résolution de problèmes relatifs à la violence, l'économie, les droits humains, l'environnement et la coopération. Un puissant consortium mondial de citoyens pour un monde sans meurtre, un partenariat de femmes et d'hommes, pourrait éventuellement émerger en tant que force travaillant au bien-être universel.

### *Institutions de formation du non-meurtre*

A mesure que s'intensifie la prise de conscience en ce qui concerne les menaces de violence perverse et les besoins d'alternatives non-violentes constructives, la demande s'accroît pour la formation en techniques de gouvernance non-violente pour la résolution non-violente de conflits et le changement social non-violent. Les formateurs compétents provenant des traditions de non-violence kingienne, gandhienne, bouddhiste, chrétienne, et laïque, sont recherchés. Les besoins vont des mouvements civils centrés sur diverses questions de justice sociale aux institutions telles que les écoles, les lieux de travail, la police, et les prisons. Les institutions de la société civile destinées à la formation des citoyens pour des actions du non-meurtre sont tout aussi nécessaires que les institutions en charge de la formation à toute autre habileté.

### *Centres de réhabilitation et d'études de gouvernance du non-meurtre*

Il faut des institutions auxquelles peuvent s'adresser des dirigeants d'organisations et de mouvements non-violents pour des périodes de revitalisation, de réflexion, d'écriture, et de partage d'expérience. Les périodes d'emprisonnement ou d'hospitalisation sont souvent les seules pauses que peuvent prendre les leaders engagés dans des mouvements dangereux pour la vie et pleins de stress, pour arriver au changement social non-violent. Il faut un équivalent fonctionnel volontaire. Quand des leaders ont été torturés, la coopération avec des centres de réhabilitation des victimes de la torture est essentielle. Dispersés à travers le monde, des centres pour la gouvernance de la non-violence peuvent offrir des opportunités en matière de revitalisation spirituelle et physique, de réflexion autobiographique et d'étude biographique, de dialogues avec des collègues de différents pays expérimentés et tout aussi engagés avec des principes du non-meurtre, et de réflexion sur de prochaines étapes à venir. Ces centres peuvent bénéficier d'une dotation du secteur privé en tant qu'institutions indépendantes, ou être adoptés par des institutions hôtes engagées dans la transformation sociale sans meurtre.

### *Centres pour la créativité relative au non-meurtre dans les arts*

Il faut des institutions pour encourager la créativité relative au non-meurtre dans les arts. Comme dans la citation de Tolstoï faite par l'écrivain suisse roman Rolland, « L'art doit supprimer la violence, et seul l'art peut le faire » (Rolland 1911 : 203). Dans une étude sur la non-violence dans la poésie de Shelley, Art Young observe : « La non-violence est plus qu'un système de pensée politique : elle est l'essence de la poésie et de la vie » (1975 : 165). Rappelant l'importance de la musique militaire pour le moral des troupes, une maxime dans la tradition kingienne affirme : « si vous n'avez pas de chanson, vous n'avez pas de mouvement » (Young 1996 : 161-184).

Un modèle institutionnel — inspiré des centres privés qui sponsorisent les communautés créatives dans les sept arts ou parmi les peintres, poètes, et écrivains — est d'offrir des opportunités aux artistes de toutes les inspirations de se rassembler pour célébrer la créativité transformative du non-meurtre en réponse à la létalité humaine. Parmi les arts auxquels le défi de la créativité pour le non-meurtre peut être lancé, se trouvent la littérature, la poésie, la peinture, la sculpture, la musique, la danse, le théâtre, le cinéma, la télévision, la photographie, l'architecture, la haute couture, et les arts commerciaux des médias de masse. Trouver les manières d'éliminer la violence constitue un défi pour tous les arts. Une alternative aux polars conventionnels sur le meurtre, par exemple, peut être de créer des détectives non-violents qui préviennent, par des moyens compétents, les meurtres et les suicides avant qu'ils ne soient perpétrés. La créativité synergique du non-meurtre dans les arts peut remonter le moral et stimuler l'imagination des hommes en vue des tâches cruciales de transformation qui nous attendent.

Pour la reconnaissance mondiale, les mécènes devraient établir des prix pour les contributions du non-meurtre aux arts, qui seraient non moins importants que l'encouragement donné via les différents Prix Nobel.

### *Instituts de recherches et d'analyse de politiques du non-meurtre*

Tout comme des instituts privés sont établis pour conseiller les gouvernements et le public en général sur des points allant des politiques internationales de sécurité à toutes les affaires de la vie politique, économique, sociale, et

culturelle, des instituts de politiques du non-meurtre sont nécessaires pour l'information et l'analyse visant à aider aux prises de décisions sociétales. Ils peuvent augmenter le niveau d'engagement pour la résolution de conflits des sciences politiques du non-meurtre dans les domaines de la violence, de l'économie, des droits humains, de l'environnement et de la coopération. Ils peuvent appuyer les efforts appliqués des conseils, partis, institutions de sécurité commune, groupes de consultation du non-meurtre, et autres institutions de non-meurtre de la société civile, et fournir les informations dont ont besoin des citoyens de manière individuelle.

### *Média de communication du non-meurtre*

Il faut des médias de communication du non-meurtre pour donner des informations et des nouvelles, et faire des commentaires pour aider à la prise de décision individuelle et en matière de politiques publiques. Cela ne signifie pas une presse qui ignore les capacités humaines de tuer, mais qui va au-delà des messages conventionnels de la presse qui véhicule l'idée que le meurtre est inévitable, souvent louable et amusant. Les décisions éditoriales de la presse du non-meurtre dans l'ère transitionnelle peuvent refléter la logique de l'analyse politique du non-meurtre. C'est-à-dire, les messages plongent dans les réalités de la violence ; amènent à prendre conscience des réalités non-violentes de contrepoids ; présentent des reportages sur les processus transformationnels, les réussites et les échecs; et expriment les aspirations créatives du non-meurtre dans les arts, les sciences, les humanités, les professions, et les vocations de la vie quotidienne. Cette approche comporte autant de valeur que celle de la presse qui ne remet pas en question la présomption de létalité perpétuelle et contribue sans cesse, explicitement ou implicitement, à garder l'esprit enfermé dans le pessimisme violent. Une presse alternative est nécessaire dans le monde des journaux et des magazines, de la radio et de la télévision, dans les films, et sur les réseaux informatiques mondiaux de l'information. Les politologues du non-meurtre peuvent constituer une source de commentaire et d'analyse.



### *Monuments du non-meurtre*

Pour recueillir et célébrer l'héritage de non meurtre de la civilisation, il faut construire dans le respect, dans toutes les sociétés, des monuments en mémoire des individus, des groupes, des organisations, des héros et héroïnes inconnus, et des événements qui célèbrent la mémoire de tous ceux qui se sont refusé à tuer et qui ont contribué à la longue marche vers une civilisation mondiale de non-meurtre. Cela ne signifie pas enlever les statues et monuments aux meurtriers vainqueurs et vaincus de l'histoire érigés partout sur la planète, puisqu'ils nous rappellent les réalités de la létalité historique.

Mais il faut des monuments du non-meurtre pour nous rappeler qu'il y a toujours eu des gens pour proposer des alternatives non-violentes qui deviennent maintenant de plus en plus impératives pour la survie de l'humanité. La mémoire des figures religieuses, des martyrs qui ont dit la vérité aux pouvoirs violents, des résistants à la guerre, des objecteurs de conscience, des opposants à la peine de mort, des poètes de la paix, et des quantités de femmes et d'hommes inconnus qui se sont opposés sans violence aux injustices en courant le risque d'emprisonnement, de torture et de mort, doit être honorée.

### *Zones de paix du non-meurtre*

Les zones de paix sans meurtre font partie des institutions de la société civile impliquées, allant d'organisations rurales et urbaines, à la signature d'accords nationaux et internationaux. Des sanctuaires religieux, des zones de paix déclarées par des villages victimes pris entre révolutionnaires armés et forces contre-révolutionnaires, des zones extensibles de cessez-le-feu, des mouvements pour des sociétés sans armes, des efforts de citoyens pour reprendre des zones résidentielles occupées par la violence des gangs et des criminels, et des traités internationaux pour établir des zones sans armes nucléaires, sont des signes avant-coureurs. L'identification, la mise en réseau et l'introduction d'institutions d'appui au non-meurtre dans ces différentes zones de paix pour l'appui mutuel et la diffusion pose un défi majeur au développement institutionnel non-meurtre.

### *Économie d'entreprise du non-meurtre*

Si les entreprises de guerre et de culture de la violence sont dites profitables pour certains, même si elles sont outrageusement onéreuses pour beaucoup, des entreprises pour le bien-être dans le non-meurtre devraient devenir encore plus profitables pour tous. À partir d'une perspective de non-meurtre, et d'une perspective de demande croissante anticipée pour le matériel et les biens, services, récréation, et alternatives récréatives, biens matériels et biens culturels non-violents, les opportunités d'entrepreneuriat du non-meurtre sont sans limites. Une des manières de commencer à identifier des alternatives est de procéder à un inventaire des entreprises qui servent la violence, et d'envisager leurs contraires non-meurtriers. Il s'agit de remplacer les jouets de guerre par des jouets de paix, la létalité des jeux vidéo par la spontanéité non-violente existante, l'industrie de l'armement par l'industrie du désarmement, les nouvelles à sensation dans la presse sur les événements violents par des créations dramatiques des arts du non-meurtre, et le travail pour la destruction par le travail pour l'amélioration de la qualité de vie. Des exemples de conversion économique vers la non-violence accompagnant des périodes de démilitarisation constituent une expérience. Mais au-delà du simple renversement économique, il s'agit de chercher à identifier les besoins réels des gens dans la transition vers des sociétés non-meurtrières dans leur contexte mondial, et de créer des services capables de satisfaire à ces besoins.

### *Centres pour la non-violence mondiale*

La vision d'un monde sans meurtre implique l'existence d'institutions capables de faciliter la transition à partir de perspectives parfaitement intégrales. Ces institutions doivent avoir leurs racines profondes dans des aspects de non-meurtre communs aux traditions spirituelles et culturelles du monde, et doivent pouvoir catalyser de manière créative des ressources mondiales scientifiques, techniques, artistiques, et institutionnelles pour aider l'humanité à percevoir des voies non violentes pour se libérer de la létalité et de ses conséquences. En termes informatiques modernes, ces centres seraient des catalyseurs créatifs de « software » de non-violence pouvant servir les besoins humains via des services « hardware » de gouvernement et d'institutions de la société civile. Ces centres, pour être efficaces, doivent

jouir d'une indépendance maximum des gouvernements qui demandent la violence et du contrôle par des intérêts privés d'exclusion. Ils doivent bénéficier de dotations substantielles pérennes de mécènes visionnaires, des dons du public en général, et d'autres moyens.

Un centre pour la non-violence mondiale a pour objectif la découverte et la stimulation de la créativité humaine la plus grande, dans des domaines tels que : la non-violence dans les traditions spirituelles et philosophiques ; la bio-neuroscience et la non-violence ; les communications et la non-violence ; l'économie et la non-violence ; les sciences, la technologie et la non-violence ; la non-violence et l'environnement ; les vocations et la non-violence ; l'éducation et la non-violence ; la non-violence et les arts ; la non-violence et les sports ; le rôle de l'armée et de la police dans le changement non-violent ; le leadership non-violent ; et l'avenir non-violent de l'humanité.

Procéder à un inventaire des ressources culturelles non-violentes mondiales sur la base de l'investigation centrée au niveau local dans chaque pays et dans chaque région, constitue une tâche contextuelle et historique majeure. Il faut pour cela une investigation sur les traditions historiques de non-meurtre, les manifestations actuelles, et les perspectives futures. Agrégées à l'échelle mondiale, ces découvertes permettront à l'humanité de comprendre intégralement, pour la première fois, quelles sont les capacités humaines de non-meurtre à partir desquelles mesurer le progrès futur.

Les centres pour la non-violence mondiale devraient être équipés d'une salle de situation mondiale dans laquelle les réalités actuelles en matière de meurtre, de menaces de tuer, et de privations y relatives, peuvent être crûment juxtaposées à des ressources transformationnelles non-meurtrières de contrepoids disponibles pour l'humanité. Confrontant constamment les défis de la létalité, ces centres, à partir des progrès créatifs dans les connaissances comme indiqué ci-dessus, peuvent suggérer des combinaisons de ressources spirituelles, scientifiques, techniques, artistiques et institutionnelles pour aider les politiques publiques de transformation, recherches, éducation et formation transformationnelles réalisées par tous ceux dont le but est la survie et le bien-être de l'humanité.

## **Institutions de non-meurtre nécessaires**

Des sciences politiques engagées dans des tâches pour arriver à des sociétés non-meurtrières éduqueront et innoveront pour l'action via des institutions appropriées, en commençant par elles-mêmes. Il faut des institutions pour l'affirmation spirituelle respectant la vie. Pour la découverte, l'intégration et le partage des connaissances. Pour la prise de décisions de politiques publiques. Pour la sécurité commune non-violente. Pour le bien-être économique. Et pour célébrer la vie dans tous les arts et tâches professionnelles. Les tâches de transition appellent à des centres pour la non-violence globale intégrés et créatifs, engagés à comprendre et à faciliter la réponse aux besoins de non-meurtre de tous. La force des institutions de non-meurtre dérive d'individus qui se soutiennent mutuellement. Chaque politologue, et chaque personne, peut être un centre pour la non-violence globale pour faciliter la transition vers un univers sans meurtre.

## Chapitre 6

### Science politique globale du non-meurtre

*Nous vivons dans une ère nouvelle. Les vieilles méthodes et solutions ne suffisent plus, il nous faut de nouvelles pensées, de nouvelles idées, de nouveaux concepts...*

*Il nous faut nous débarrasser de la camisole de force du passé.*

Général Douglas McArthur

*Quelqu'un doit avoir suffisamment de bon sens, et même une stratégie, pour briser les chaînes de la violence et de la destruction dans l'histoire.*

Martin Luther King Jr.

*Toute l'expérience historique confirme certainement la vérité - que l'homme ne serait pas arrivé au possible sans avoir encore et encore cherché à arriver à l'impossible.*

Max Weber

*Nous sommes chaque jour témoins du phénomène de l'impossible d'hier se transformant en possible aujourd'hui.*

Mohandas K. Gandhi.

#### **Vers l'élimination de la létalité**

Le moment est venu de poser le meurtre comme un problème à résoudre plutôt que comme une condition à endurer à jamais en acceptant d'en être l'esclave. Le meurtre délibéré d'êtres humains, individuel, collectif et en masse par l'usage de machines, en est arrivée à une phase d'autodestruction pathologique. On attendait du meurtre qu'il libère, qu'il protège et qu'il enrichisse ; mais il est devenu source d'insécurité, d'appauvrissement, et de menace pour la survie de l'humanité et de la planète. L'humanité souffre de ce que Craig Comstock appelle « la pathologie de la défense » quand ce qui avait pour finalité de défendre devient source d'autodestruction (Comstock

1971). Les armes défensives dans les foyers tuent des membres de la famille, des gardes du corps tuent leurs propres chefs d'état, des armées appauvrissent leurs propres peuples et violent leurs droits, des armes nucléaires prolifèrent pour menacer leurs propres inventeurs et détenteurs. Une Déclaration d'indépendance non-meurtrière est nécessaire pensée depuis la perspective du non-meurtre en chacun de nous et de nos sociétés.

Vouloir concrétiser les aspirations humaines par la violence dans l'ère moderne a abouti en massacres, privations matérielles et traumatismes psychosociaux incalculables qui se reflètent à travers les générations. Les espoirs de l'humanité, au cours des deux derniers siècles, sont inscrits dans les blasons sur les étendards légués par la Révolution Française « liberté, égalité, fraternité ». Tuer pour la liberté fut l'héritage de la révolution américaine. Tuer pour l'égalité fut l'héritage des révolutions russe et chinoise. Tuer pour la paix fut l'héritage de deux siècles de guerre, de révolution et de contre-révolution. La leçon à en tirer est qu'on ne peut arriver à la vraie liberté, égalité, et fraternité de la paix sans un déracinement fondamental de l'héritage de la léthalité. Les montagnes de massacrés qui ont été sacrifiés pour le meilleur et pour le pire nous pressent d'apprendre cette leçon.

Cela signifie défier et changer la présomption de la discipline académique mondiale émergente des sciences politiques, que le meurtre est inévitable et bon pour le bien-être de l'humanité. Cela signifie remettre en question et renverser l'un des plus puissants tenants de la sagesse ancienne et des croyances politiques actuelles. Un cas analogue se retrouve dans le renversement de la théorie du « pus louable » dans l'histoire de la médecine. Pendant environ dix-sept siècles, l'enseignement du philosophe grec Galien (130-200), qui a fait autorité, voulant que le pus formé autour d'une blessure était le moyen prévu par la nature pour restaurer la santé, a prévalu. Cela fut remis en question par Lister dans son document séminal *Lancette*, « Du Principe Antiseptique dans la Pratique de la Chirurgie », qui a abouti, non sans controverses, à l'invention et à l'adoption des antiseptiques (Ackerknecht 1982 : 77 ; Garrison 1929 : 116 ; 589-90). La croyance que tuer est naturel et fonctionnellement sain pour la politique est « la théorie du pus louable » des sciences politiques.

Si les politologues, académiciens dont la vie est vouée à l'étude du pouvoir politique dans ses manifestations multiples allant de la vie de famille à la guerre mondiale, ne remettent pas sérieusement en question la présomption relative à la létalité, alors pourquoi devrions-nous nous attendre à ce que les leaders politiques et les citoyens du monde le fassent ? Cependant, tout au long de l'histoire, et de plus en plus à l'ère actuelle, des leaders et des citoyens émergent sans l'aide des sciences politiques pour essayer explicitement d'arriver à des conditions de liberté, d'égalité et de paix par des moyens à principes non meurtriers. « L'autodafé des armes » réalisé par 7 000 paysans doukhobors pacifistes résistant à la conscription militaire en Russie en 1895 (Rarasoff 1995 : 8-10) en est un exemple. Il existe une différence manifeste entre les sciences politiques qui acceptent la létalité et les politiques pionnières qui rejettent la létalité. Au 20<sup>e</sup> siècle, l'héritage de Tolstoï, Gandhi, Abdul Ghaffar Khan, Martin Luther King Jr. et Petra Kelly — courageusement adopté par des leaders comme le Dalaï Lama, Aung San Suu Kyi et Desmond Tutu — inspiré et appuyé par des héros et héroïnes inconnus qui rendent possible la gouvernance non violente et de service, est un signe avant-coureur de la puissante politique de non meurtre de l'avenir.

Les politologues suivront-ils avec retard les succès sacrificiels du non-meurtre obtenus par des individus et mouvements populaires, après avoir adhéré au *statu quo* qui accepte la violence — comme des bénéficiaires timorés de régimes autoritaires qui ont tenu jusqu'à ce que des mouvements contestataires les balaient ? Les politologues se joindront-ils ensuite aux célébrations démocratiques du non-meurtre ? Ou les sciences politiques, à la manière des sciences médicales, se voueront-elles au diagnostic de la pathologie de la létalité, et à la découverte de prescriptions et traitements qui peuvent être partagés avec tous ceux qui cherchent à éliminer la létalité de la vie mondiale ?

### **Thèse sur les capacités de non-meurtre**

La thèse ici présentée est qu'une société mondiale non-meurtrière est possible et que des changements dans la discipline académique des sciences politiques et dans son rôle social peuvent aider à atteindre cet objectif. La

plaidoirie pour la faisabilité de sociétés non-meurtrières repose sur au moins sept bases. La majorité des êtres humains ne tuent pas. Il existe un puissant potentiel de non-meurtre dans l'héritage spirituel de l'humanité. Les sciences démontrent et prédisent les capacités humaines de ne pas tuer. Des politiques publiques transitionnelles de non-meurtre, comme l'abolition de la peine de mort et la reconnaissance de l'objection de conscience au service militaire, ont été adoptées même par des états nations créés dans la violence. Différentes institutions sociales basées sur des principes de non meurtre existent qui, en combinaison, constituent déjà des équivalents fonctionnels de sociétés non-meurtrières. Les luttes populaires non-violentes pour le changement politique et socioéconomique démontrent une alternative de plus en plus puissante à la létalité révolutionnaire. Les racines de l'inspiration et de l'expérience du non-meurtre peuvent être découvertes dans des traditions historiques partout dans le monde. Finalement, la promesse de transition vers le non-meurtre repose sur des exemples d'individus non meurtriers, hommes et femmes, célèbres et inconnus, dont les vies courageuses témoignent de sa faisabilité.

### **Implications pour les sciences politiques**

On considère que les êtres humains, biologiquement et grâce au conditionnement, sont tout aussi capables de tuer que de ne pas tuer. Mais on constate que la majorité des êtres humains n'ont jamais tué, et qu'une variété d'institutions sociales basées sur des principes de non-meurtre ont déjà été créées, qui peuvent servir de composantes prototypes de sociétés non-meurtrières. Mieux encore, des progrès scientifiques actuels et attendus promettent des connaissances pour l'élimination des causes de meurtre, pour le renforcement des causes de non-meurtre, et pour l'établissement de conditions favorables aux sociétés non-meurtrières. Compte tenu de ces observations, l'acceptation de la létalité inévitable comme présomption à partir de laquelle baser la discipline académique et le rôle social des sciences politiques est pour le moins problématique. Par conséquent, il est approprié de remettre en question la présomption relative au meurtre et à ses implications dans tout de ce qui peut être appelé la « discipline mortelle » des sciences politiques entre autres. Les sciences politiques, avec d'autres disci-



plines et vocations, doivent récupérer des expériences non-violentes du passé, reconnaître les capacités non-violentes actuelles, et coopérer pour l'avancement des connaissances dans les recherches, l'enseignement et la fonction publique pour la transformation sociale vers le non-meurtre.

Les principaux éléments qui doivent être combinés pour la transformation vers le non-meurtre sont clairs. Esprit (S1), profond engagement à ne pas tuer dérivé de chacune et de toutes les croyances religieuses et philosophies. Sciences (S2), connaissances tirées de tous les arts, sciences et professions qui portent sur les causes du meurtre et de la transformation vers le non-meurtre. Compétences (S3), méthodes individuelles et de groupe pour exprimer l'esprit et les sciences dans l'action transformative. Chanson (S4), l'inspiration de la musique et de tous les arts, qui rend les sciences et la pratique de la politique basée sur le non-meurtre ni lamentables ni mortelles, mais en fait une puissante célébration de la vie. Il faut combiner, développer et amplifier ces quatre éléments dans le service effectif : la Gouvernance (G) démocratique, la Compétence des Citoyens (C), la mise en place des Institutions (I) et des Ressources (R) d'appui.

Cette combinaison d'éléments peut se résumer comme suit :

#### **S4 x G C I R = Transformation mondiale vers le non-meurtre**

L'esprit, les sciences, les compétences et la chanson, combinés de manière créative par des processus qui satisfont aux besoins de gouvernance et de renforcement du pouvoir des citoyens démocratiques, amplifiés par des expressions institutionnelles et des engagements de ressources, peuvent contribuer à la réalisation d'un monde sans meurtre.

#### **Théorie et recherche**

L'horreur de la létalité humaine appelle à une exploration des sciences politiques dans une logique quadripartite de l'analyse politique qui peut apporter les connaissances nécessaires pour prévenir la convergence des forces qui résultent en meurtres allant de l'homicide à l'annihilation nucléaire des villes en passant par le génocide, jusqu'à l'extinction potentielle de la vie sur la planète. Dans la conscience des sciences politiques, le meurtre doit passer de la périphérie d'acceptation de la violence au centre de l'attention analytique et

de résolution de conflits. Cela signifie concentrer les efforts sur la compréhension des causes de meurtre ; des causes de non-meurtre ; des causes de la transition du meurtre vers le non-meurtre et vice versa ; et des caractéristiques des sociétés libre de meurtre. Ces connaissances sont nécessaires pour aider à l'identification des alternatives et actions transformatives de non-meurtre dans et à travers les zones convergentes de l'entonnoir de létalité : zones neurobiologique, structurelle, culturelle, de socialisation, et de meurtre.

### **Education et formation**

Réaliser ces tâches de recherche des connaissances et de transformation implique des conditions préalables en matière d'éducation et de formation des politologues, dans la structures des cursus, dans l'organisation des branches académiques des sciences politiques, dans les relations avec d'autres disciplines, et dans le rôle de recherches-éducation-action des sciences politiques dans la société.

L'objectif global de l'éducation et de la formation en sciences politiques en passe alors à nourrir la créativité pour la résolution de problèmes sans meurtre, et les compétences en la matière. Certains principes d'orientation sont d'étudier l'héritage que nous ont laissé des vies et des institutions créatives ; contribuer à l'étude d'intérêts et compétences individuels ; rechercher des compétences cumulatives et le développement de compétences ; s'engager dans des projets de résolution de problèmes auto-sélectionnés ; prendre des dispositions pour un service communautaire constructif parallèle ; orienter et soutenir les activités professionnelles de la science politique du non-meurtre.

Après une introduction détaillée sur les horreurs de l'histoire de la létalité et de l'héritage qui inspire la créativité en matière de non-meurtre, le programme présente la logique de l'analyse politique basée sur le non-meurtre et incite à l'engagement dans la découverte de principes et de processus pour une action efficace visant la résolution de problèmes. Les participants révisent les causes de meurtre, de non-meurtre, et les transitions et les hypothèses sur les caractéristiques des sociétés non-meurtrières. A partir de cette perspective, les développements historiques des institutions et processus politiques, aux niveaux local et mondial, sont examinés. Les défis en matière de résolution de conflits sont posés comme l'homicide, le génocide, et le désarmement ; la léta-

lité économique ; les atrocités perpétrées contre les droits de l'homme ; le biocide écologique ; et la division destructive face à la coopération dans la diversité. Des opportunités sont offertes pour développer des compétences dans des modes d'engagement dans la résolution de conflits : recherches, enseignement, leadership de service, et communication critique. Sur ces bases, des projets individuels et de groupe pour la résolution de problèmes et le développement de compétences sont développés et présentés. Un *Shanti Sena* (Corps de la Paix) universitaire parallèle offre une formation complémentaire en gouvernance pour le service communautaire discipliné.

Les licenciés satisfont ensuite aux besoins en termes de chercheurs, enseignants, gouvernants et communicateurs dans des institutions publiques et privées de transition. Ils satisfont aux besoins sociaux de services créatifs de résolution de problèmes. Une formation postuniversitaire permet une préparation avancée pour le service dans la politique, le gouvernement et la société civile, pour satisfaire aux besoins actuels croissants de compétences pour la prévention de la violence et le changement social non-violent. Les engagements dans la résolution de conflits viennent en parallèle à ceux dans l'éducation pré-universitaire. Des groupes de travail sont formés pour faire avancer les compétences dans les recherches, l'éducation, l'action et la réflexion pour résoudre des problèmes de violence, d'économie, de droits de l'homme, d'environnement, de coopération, et autres. Les candidats à la maîtrise et au doctorat agirait avec les professeurs en tant que guides, mentors et co-apprenants dans les projets universitaires.

Une science politique basée sur le non-meurtre implique de fortes aspirations dans le cadre de la formation doctorale, pour préparer des professionnels qui sont eux-mêmes créatifs et compétents en matière de facilitation de la créativité des autres. On ne peut s'attendre à ce que tous dominent chaque compétence nécessaire, mais tous peuvent avoir en commun une compréhension des tâches nécessaires, la recherche de contributions créatives dans la mesure maximum de leur compétence, et l'apprentissage de la façon de soutenir les contributions des autres à la résolution de conflits aussi bien au sein qu'en dehors de la communauté académique.

La formation doctorale exigera une étude intensive des fondements des sciences politiques basées sur le non-meurtre ; une compréhension des besoins en termes de résolution de problèmes aux niveaux local et mondial ; une préparation pour l'acquisition des compétences de gouvernance académique de non-meurtre ; une compréhension des modes qualitatifs et quantitatifs d'investigation (y compris les langues) ; une maîtrise des méthodes de recherche essentielles pour les tâches qui nous attendent ; et un engagement dans des projets avancés. Ce dernier point englobe la découverte de nouvelles connaissances et d'applications des connaissances existantes, pour améliorer l'éducation et la formation, le développement institutionnel et les processus de résolution de conflits.

La gouvernance académique basée sur le non-meurtre exige une préparation pour remplir différents rôles sociaux nécessaires. L'opportunité de réflexion autobiographique sur les origines des croyances et attitudes en matière de meurtre et de non meurtre est fondamentale. La préparation est nécessaire pour que l'enseignement facilite la créativité de l'étudiant, la gouvernance départemental afin de faciliter la créativité académique ; pour une coopération interdisciplinaire ; pour que la consultation facilite le changement vers le non-meurtre aux niveaux de l'état et de la société civile ; pour des médias de communication à critique constructive ; et pour une gouvernance activiste directe et non-violente. (Greenleaf 1977).

Dans ses propres relations sociales, une branche de la science politique du non-meurtre doit chercher à exprimer, grâce à la logique de la tentative et de l'erreur, les caractéristiques souhaitées d'une société non-meurtrière. Cela signifie affirmer un respect et spirituel de la vie humaine, pas de façon sectaire mais depuis une perspective œcuménique et humaniste. Engendrer la responsabilité du bien-être de tous ; améliorer des processus participatifs de prise de décision qui tiennent compte des besoins ; célébrer la diversité et la dignité de tous ; expérimenter des fonctions de leadership réparties entre les genres ; se préparer à faire appel à des consultants en résolution non-violente de conflits, à des moments de conflits apparemment inévitables ; être ouvert aux contributions d'autres disciplines et professions ; encourager des enclaves innovatrices pour solutionner des problèmes scientifiques et re-

connaître qu'une société mondiale non-meurtrière a ses racines dans les individus et la communauté locale.

Des relations de consultation mutuelle permanentes devraient s'établir entre les professeurs qui travaillent dans les domaines de la recherche, de l'éducation, de la gouvernance, des communications, et autres secteurs de la vie sociale. Leur expérience peut aider énormément à identifier des besoins en termes de recherches, améliorer la préparation dans les compétences nécessaires, et faire appel à la créativité pour surmonter des obstacles à la transformation vers le non-meurtre. Indépendamment du niveau de diversité dans d'autres aspects, tous ceux qui acceptent de relever le défi de la science politique basée sur le non-meurtre peuvent s'unir pour s'offrir une assistance réciproque.

### **Résolution de conflits**

Une science politique basée sur le non-meurtre implique une combinaison de sciences basiques et appliquées dans un engagement explicite pour la résolution de conflits. Les conflits varieront selon les contextes de changement social complexe dans lesquels ils s'intègrent. Cinq problèmes d'une importance critique ressortent au niveau mondial : la violence et le désarmement ; l'holocauste économique, les atrocités en matière de droits humains, la dégradation de l'environnement, et la non-coopération pour la résolution de conflits. Tous sont liés et exacerbés directement et indirectement par la disposition à tuer. Un slogan contemporain maintient qu'il n'y aura « pas de paix sans justice » — impliquant que la violence et la guerre se poursuivront ou seront nécessaires pour protester contre des conditions d'injustice ou pour changer ces conditions. Car le meurtre et les menaces de meurtre ont contribué à la création et au maintien de l'injustice. Dans le cas du traitement inéquitable infligé aux femmes, par exemple, comme l'a observé Petra Kelly : « La répartition sexuelle injuste du pouvoir, des ressources et des responsabilités est légitimée par des traditions anciennes enracinées dans la législation, et appliquée, quand nécessaire, par la violence masculine » (Kelly 1994 : 15).

L'engagement dans la résolution de conflits n'implique pas que la science politique basée sur le non-meurtre est omnisciente ni qu'elle est la source

de toutes les solutions. Mais cela implique que l'application des connaissances dérivées de l'analyse politique basée sur le non-meurtre et des principes et pratiques de l'action non-violente peut améliorer des processus de prises de décisions sociales qui tiennent compte des besoins de tous. Dans ce sens, cela promet une contribution non-violente pour avancer allant au-delà de la tradition démocratique basée sur la violence (Goldman 1990).

### **Institutions**

Les objectifs de la science politique basée sur le non-meurtre, en matière de recherche de connaissances, d'éducation et de formation, et de résolution de conflits, impliquent la nécessité de mise en place d'institutions. Cela va des branches nouvelles ou restructurées, et même des universités entières (y compris des équivalents de communication au niveau mondial combinant des talents dans ou en dehors des institutions existantes), aux unités de formation en *Shanti Sena* non militaires, institutions de politiques publiques de non-meurtre, forces de sécurité commune non-meurtrières, partis politiques du non-meurtre, et innovations institutionnelles de non-meurtre dans tous les secteurs de la société civile. La création de ces institutions et le service en leur sein, ainsi que la transformation des institutions existantes pour éliminer la létalité de la vie locale et mondiale, entraîne des vocations d'une extrême créativité pour tous ceux qui étudient et pratiquent la science de la politique basée sur le non-meurtre.

### **Obstacles et inspirations**

À l'aube du 21e siècle, le défi est lancé aux sciences politiques d'entreprendre la tâche de contribuer à la réalisation d'une société mondiale non-meurtrière. Cela n'est pas seulement désirable, mais impératif. Les politologues ne peuvent rejeter cette responsabilité en objectant des jugements de valeur et en réclamant une neutralité scientifique « réaliste » qui, en vérité, se traduit en disposition à tuer. Jamais cette neutralité ne fut réelle. Si elle l'était, les politologues n'aurait cure que la société et le monde dans lesquels ils vivent soient libres ou pas, justes ou pas, riches ou pauvres, en paix ou en guerre, victorieux ou vaincus. Ils se contenteraient d'enseigner à leurs étudiants que les politologues n'ont pas de préférences en matière de va-

leurs, et par conséquent ne modèlent pas leurs recherches, leur enseignement et leurs projets de service public pour en favoriser certains par rapport à d'autres. Pour eux, il n'y aurait pas de distinction entre l'holocauste d'Hitler ou la *satyagraha* de Gandhi.

Les politologues ne peuvent éviter la tâche de créer une science politique basée sur le non-meurtre simplement avec l'argument que d'autres valeurs telles que la liberté, l'égalité ou la sécurité sont plus importantes que le non-meurtre. Le non-meurtre est d'une importance pour le moins égale, car l'humanité en est arrivée à un point où toutes ces valeurs sont menacées s'il n'existe pas un profond engagement dans une éthique de non meurtre dans les sciences politiques et dans la vie politique. Le matérialisme et la moralité en sont arrivés à la même conclusion. Si la tradition a enseigné que nous devons tuer pour obtenir liberté, égalité et sécurité — les temps présents enseignent que si nous n'arrêtons pas de tuer, cela mettra en danger non seulement la liberté et l'égalité, mais aussi notre survie elle-même — aux niveaux individuel, social et écologique. Nous en sommes arrivés à un point où les sciences et la pratique de la politique doivent s'aligner sur les forces de la société et de la nature qui soutiennent la vie. Il ne s'agit pas seulement de bonne moralité et de bonne pratique, mais encore d'un impératif de bonnes sciences politiques pour cette ère.

Naturellement, on peut s'attendre, dans le processus de transition, à une opposition des forces de pensée et d'action dérivant des identités et des bénéfices perçus du maintien de la légalité. Ce sont : les forces violentes des états, de leurs antagonistes létaux, et des bénéficiaires politiques, économiques et psychologiques des cultures du meurtre. Parmi eux certains — mais certainement pas tous — vétérans de guerres et révoltes, leurs descendants, et d'autres qui indirectement tirent identité et fierté des célébrations socialement validées de la légalité de droit. Quand nous rendons hommage dans les cimetières de martyrs, nous sommes conditionnés à n'éprouver aucune compassion envers l'ennemi mort, et nous ne voyons pas que tous sont des victimes de l'échec politique, et nous en repartons pleins d'exhortations à nous tenir toujours prêts à des sacrifices similaires plutôt qu'à prendre l'engagement d'assurer que ces meurtres ne se reproduiront plus jamais.

Mais, parmi les sources qui inspirent l'appui à la transition dans la science politique du non-meurtre, il y a des admonitions expérimentées de certains dirigeants militaires des plus respectés du monde. Considérez l'appel à l'abolition de la guerre comme une affaire de « réalisme scientifique » impératif, lancé par le Général Douglas MacArthur dans un discours à la Légion Américaine en 1955 :

Vous direz immédiatement que, bien que depuis des siècles l'homme rêve à l'abolition de la guerre, chaque proposition à cette fin a rapidement été écartée comme étant impossible et relevant de l'imaginaire. Chaque cynique, chaque pessimiste, chaque aventurier, chaque fanfaron du monde l'a toujours prétendue irréalisable. Mais c'était avant que les sciences de la dernière décade ne fassent de la destruction massive une réalité. L'argument reposa ensuite sur des bases morales et spirituelles et il a échoué [...] Mais maintenant l'énorme évolution actuelle du potentiel de destruction, nucléaire et autre, a subitement détourné le problème de sa considération primaire pour le transformer en une question morale et spirituelle face au réalisme scientifique. Il ne s'agit plus d'une question d'éthique à que seuls des philosophes et des religieux pondèrent, mais d'une tâche fondamentale à soumettre à la décision des masses dont la survie est menacée [...] Les dirigeants resteront à la traîne [...] Ils ne déclareront jamais la vérité crue, qui est que la civilisation ne connaîtra plus de progrès substantiel tant que la guerre n'aura pas été abolie [...]. Quand certaines grandes personnalités au pouvoir auront-elles suffisamment d'imagination pour faire de ce désir universel — qui devient rapidement une nécessité universelle — une réalité ? Nous sommes dans une ère nouvelle. Les vieilles méthodes et solutions ne suffisent plus. Il nous faut de nouvelles pensées, de nouvelles idées, de nouveaux concepts [...] Il nous faut nous défaire de la camisole de force du passé (Cousins 1987 : 67-9).

De nouvelles transformations non-violentes des slogans de la Révolution Française peuvent s'entendre dans les avertissements du Général Dwight D. Eisenhower, par la suite Président des États-Unis, au sujet des influences dangereuses de la militarisation violente continue sur la liberté, l'égalité et la fraternité. Sur la liberté : « Dans les conseils de gouvernement, il nous faut veiller à empêcher que le complexe industriel militaire acquière une influence indue, recherchée ou pas. Nous ne devons jamais permettre que le poids



de cette combinaison mette en danger nos libertés ni nos processus démocratiques. Nous ne devons jamais rien tenir pour acquis » (Discours d'Adieu, 17 janvier 1961). Sur l'égalité économique : « Chaque fusil fabriqué, chaque navire de guerre baptisé, chaque roquette lancé signifie, dans le sens ultime, un vol à ceux qui ont faim et ne sont pas nourris, ceux qui ont froid et ne sont pas vêtus » (Discours à la *American Society of Newspaper Editors*, 16 avril 1953). Sur la fraternité : « En fait, je crois que les gens sont si assoiffés de paix qu'un de ces jours les gouvernements feront mieux de délaissier leurs pratiques habituelles et donner aux gens la paix exigée » (Interview télévisée à la BBC, 31 août 1959).

Le 4 décembre 1996, se dirigeant au *National Press Club* à Washington D.C., l'ex-commandant retraité de toutes les forces nucléaires aux États-Unis, le Général George Lee Butler, lança un appel à l'abolition totale — et non pas à la simple réduction — de toutes les armes nucléaires, et aux États-Unis en leur qualité d'inventeur et de premier utilisateur de ces armes pour qu'ils prennent l'initiative dans l'abolition de ces armes. Ses raisons : « les armes nucléaires sont, de manière inhérente, dangereuses, extrêmement onéreuses, inefficaces du point de vue militaire, et moralement indéfendables ». Ainsi, le Général en est arrivé à la conclusion que partagent depuis longtemps des américains spirituellement motivés, comme les membres du mouvement *Swords into Plowshares* (transformer les épées en charrues) dont l'opposition aux armes nucléaires continue de provoquer des peines de prison dans des centres de réclusion fédéraux. La logique du mouvement abolitionniste nucléaire peut aussi s'appliquer à d'autres instruments de meurtre.

Si ces généraux, experts de la profession de tuer, peuvent soulever ces profondes questions sur les présomptions maintenues de leur vocation et de leurs relations avec la société, les politologues ne peuvent-ils pas remettre en question les pré-supposés qui acceptent la violence de leur propre profession et son rôle social, et lutter pour réaliser des sociétés non-meurtrières au niveau mondial ?

Peut-être que la majorité des politologues américains et ceux de leurs collègues internationaux qui adoptent les composantes des sciences politiques américaines actuelles ne sont pas conscients des motivations de non-meurtre

qui ont contribué à la création des sciences politiques en tant que discipline académique aux États-Unis. Une de leurs origines est le vœu fait sur le champ de bataille en 1863 par un jeune soldat de l'Union, John W. Burgess, posté comme sentinelle de nuit après une bataille sanglante qui avait duré toute la journée contre les forces confédérées dans l'ouest du Tennessee :

Une pluie torrentielle continuait à tomber, les éclairs zébraient le ciel couleur encre de leurs langues effrayantes, et le tonnerre grondait et se répercutait en salves d'artillerie lourde dans le firmament. A ce vacarme et tollé de la nature, se mêlaient les cris des animaux blessés et agonisants, et les hurlements et grognements des hommes blessés et agonisants. C'était une nuit de terreur pour les soldats les plus aguerris. Pour quelqu'un d'aussi jeune et sensible que moi, c'était terrible au-delà de toute description, et c'est resté à ce jour un cauchemar hideux. Ce fut, cependant, au cours de cette expérience terrifiante que m'est venue la première inspiration de l'œuvre de ma vie. Comme je forçais mes yeux à voir dans l'obscurité et mes oreilles à percevoir les premiers bruits de l'approche de l'ennemi, je me suis surpris à me murmurer à moi-même : « Ne serait-il pas possible que l'homme, un être doué de raison créé à l'image de Dieu, résolve les problèmes de son existence par le pouvoir de la raison, sans recourir à des moyens destructifs de violence physique ? » et j'ai fait le vœu solennel que si la providence me permettait de sortir vivant des périls de cette guerre, je vouerai ma vie à vivre par la raison et le compromis plutôt que par les massacres et la destruction (Burgess 1934 : 28).

Respectant son vœu, Burgess alla à l'université en Allemagne et en revint pour fonder la Faculté des Sciences Politiques à l'Université de Columbia à New York en 1880.

L'expérience postérieure du Professeur Burgess prédit des obstacles auxquels peuvent se confronter ceux qui contribuent à la science politique du non-meurtre. Ces obstacles varieront, allant de la gravité mineure à l'extrême gravité selon le contexte, et il faudra du courage et une coopération mondiale pour les surmonter. Avec sa compréhension des allemands en tant qu'êtres humains, Burgess s'est opposé à l'entrée des États-Unis dans la

première Guerre Mondiale. Pour lui, le jour de l'entrée, le 6 août 1917, « d'un seul coup cruel [...] l'œuvre de ma vie s'est transformée en ruine irréparable autour de moi ». En pleine guerre patriotique contre l'Allemagne, il se lamentait que « être un homme de paix et de raison est aujourd'hui considéré par les gens du monde comme synonyme de trahison et de lâcheté » (29). Ainsi, le Professeur Burgess a connu l'agonie des pacifistes qui à travers les âges comprennent les vertus et les erreurs de leurs adversaires et finissent par être condamnés par ceux qui font la guerre, parfois au prix de leur propre vie.

La science politique basée sur le non-meurtre, tout comme la politique basée sur le non-meurtre, doit être orientée par l'appel de Gandhi à être « sincère, gentil et brave » inspiré par un profond respect spirituel et humaniste de la vie. Pour cela il faudra du courage. En plein bain de sang généralisé, les politologues doivent être aussi engagés envers les principes de respect de la vie que le sont les paysans de la *Sociedad Civil las Abejas* (Société Civile Les Abeilles) créée en 1992 dans la région du Chiapas au Mexique. Les Abeilles mènent une lutte non-violente pour la justice au milieu de la rébellion zapatiste et des atrocités répressives qui régnaient alors. Ils partagent les griefs zapatistes, mais professent : « Notre chemin est tout autre. Nous croyons en la parole de Dieu. Nous savons comment lire la Bible. Nous devons aimer notre ennemi ; nous ne pouvons tuer. De plus, nous sommes de pauvres paysans, frères et sœurs [...]. Nous n'avons pas peur de mourir. Nous sommes préparés pour ça, mais pas pour tuer » (*Peace News*, Juillet 1998 : 13,14).

Pourquoi devrions-nous toujours attendre que des engagements à ne pas tuer basés sur des principes viennent toujours « du bas vers le haut » — comme les indiens colonisés sous la domination impériale britannique, les afro-américains sous la répression raciste, ou ces pauvres paysans mexicains ? Pourquoi ne viendraient-ils pas aussi « du haut vers le bas », des élites locales, nationales, internationales et mondiales, y compris les politologues de l'académie ?

Comme le révèlent des investigations sur les capacités de non-meurtre, il y a des bases qui permettent de croire que les humains peuvent arriver à une transformation vers le non meurtre au niveau mondial. Pratiquement tous

les éléments constituant les composantes d'une société non-meurtrière se sont révélés quelque part dans l'expérience humaine. Il ne reste plus qu'à les identifier, leur apporter un supplément, et les adapter de manière créative aux besoins et conditions locaux et mondiaux. Une conscience horrifiée des massacres passés et présents peut servir de puissante motivation et de socialisation pour le non-meurtrier. Nous ne devons pas répéter les erreurs meurtrières de l'humanité. Par conséquent, il nous faut agir pour rendre impossible le maintien du meurtre ou le retour au meurtre.

Comme l'ont rapporté les anthropologues Clayton et Carole Robarcheck (1998), la remarquable réduction de 90% des homicides au sein de la population Waorani de l'Equateur pendant la courte période de trente ans après 1958, montre que les êtres humains sont capables d'un changement rapide vers le non-meurtrier. Avec soixante pour cent de décès résultant d'homicides au cours du dernier siècle, les Waorani ont été considérés comme la « société la plus violente qu'a connue l'anthropologie ». Le taux d'homicide était de 1 000 pour 100 000 comparé aux 10 pour 100 000, ou moins, aux États-Unis. Mais, en trois décennies, le taux d'homicides chez les Waorani a baissé à 60 pour 100 000. Les principaux facteurs de changement ont été les courageuses initiatives de gouvernance de deux femmes missionnaires chrétiennes — veuve et sœur d'hommes martyrs tués lors d'une tentative infructueuse de contacter les Waorani en 1956 ; l'aide fournie par plusieurs femmes Waorani ; l'introduction d'un système de valeurs de non-meurtrier en alternative, y compris que les étrangers n'étaient pas des cannibales, (idée rapportée par des femmes Waorani qui avaient vu le monde extérieur) ; et le désir des Waorani eux-mêmes de mettre fin à un cycle ininterrompu de vengeances cruelles dans lequel des familles entières avaient connu la mort. Des églises ont été organisées et des engagements sur la prière ont été pris d'arrêter le meurtre. Le taux d'homicides fut réduit sans la police ou autre forme de coercition, et sans changement socioéconomique structurel préalable. Au contraire, des changements structurels ont commencé à suivre la combinaison de nouveaux engagements spirituels de ne pas tuer et de l'acceptation de nouvelles informations. Même des groupes de Waorani non chrétiens ont commencé à changer.

Pour les Robarcheks, ce changement remarquable dans les valeurs et la structure, bien qu'encore incomplet, confirme d'importantes présomptions théoriques relatives au comportement humain :

Les gens ne sont pas considérés comme des machines passives poussées dans l'action par des déterminants écologiques, biologiques, ni même socioculturels, mais des décideurs actifs choisissant leurs manières de faire à travers les options et contraintes dans la poursuite de buts définis aux niveaux individuel et culturel dans une réalité culturellement définie qu'ils construisent et reconstruisent continuellement (1998 : 4).

Du point de vue de la science politique basée sur le non-meurtre, l'expérience Waorani constitue une preuve du potentiel transformationnel inhérent à la gouvernance créative pour le changement. Ce que peuvent faire les Waorani, les sciences politiques peuvent le faire en tant que profession et dans le service à la société. La tâche est grande, car pas plus les Waorani que le monde, naturellement, ne sont exempts de meurtre. Des incursions d'étrangers qui travaillent dans les réseaux d'énergie électrique, sur les terres des Waorani, en plus des incursions de certains de leurs voisins ignorant les influences spirituelles et cognitives du non-meurtre, ont donné lieu à de nouveaux cas de meurtre. Bien que des enclaves sans meurtre soient possibles et essentielles pour le changement au niveau mondial, l'esprit et la pratique de la non-violence doivent devenir universels.

### **Impératif mondial**

La science politique basée sur le non-meurtre doit être mondiale. Mondiale en termes de découverte, de créativité, de diversité et d'effectivité. Mondiale en esprit, sciences, compétences, chanson, expressions institutionnelles, et engagements de ressources. Mondiale pour la création de gouvernances créatives et renforcement de pouvoir de tous pour prendre et appuyer des initiatives qui célèbrent la vie. Mondiale dans l'engagement pour résoudre les conflits avec sensibilité face aux besoins humains. Mondiale dans la détermination à mettre fin au meurtre partout, ou alors personne ne se sera en sécurité nulle part. Mondiale dans la participation, car aucune discipline, vocation ou société n'a toute la sagesse, toutes les compétences et

toutes les ressources nécessaires. Mondiale dans l'engagement pour le bien-être local, car dans le particulier se trouve la semence de la libération universelle. Mondiale dans le respect de la diversité et dans les loyautés multiples envers le bien-être sans meurtre du peuple au sein de sa propre société et dans d'autres sociétés. Mondiale dans l'appui mutuel offert par tous ceux qui étudient, enseignent, et agissent pour mettre fin à l'ère de létalité qui empêche la pleine réalisation de la liberté, de l'égalité, de la prospérité et de la paix. Mondiale comme dans la vision de celui qui regarde notre planète à partir de la lune, prenant conscience de chacun d'entre nous n'est qu'une étincelle de vie momentanée parmi des milliards, non comme des collaborateurs insignifiants, mais comme des collaborateurs potentiels pour un monde sans meurtre.

Le but de mettre fin à la létalité dans la vie mondiale implique un changement des sciences politiques qui acceptent la violence pour des sciences basées sur la non-violence et le non-meurtre et tenant compte des besoins humains d'amour, de bien-être et de libre expression du potentiel créatif.

Une société basée sur la non-violence et le non-meurtre est-elle possible ?

Une science politique mondiale basée sur la non-violence et le non-meurtre est-elle possible ?

**Oui !**

# Notes

## Références bibliographiques des épigraphes

Whitehead, Alfred North (1991). In Mackay, Alan L. *A Dictionary of Scientific Quotations*. Bristol: Institute of Physics Publishing, p. 262.

### Chapitre I

Russel, Bertrand Russell (1977). *Wisdom of the West*. New York: Crescent Books, p. 10.

Nehru, Jawaharlal (1982). *An Autobiography*. New Delhi: Oxford University Press, p. 409.

### Chapitre II

Daniels, David N.; Gilula, Marshall F. (1970). *Violence and the struggle for existence*. In Daniels, Gilula,; Ochberg, F. (1970), p. 27.

### Chapitre III

Ramachandran, G. (1986). *Remarks at the Conference on Youth for Peace*. 23 de fevereiro. Trivandrum, India: University of Kerala.

### Chapitre IV

Nobel Prize Recipients (1981). Manifesto of Nobel prize winners. *IFDA Dossier*, 25, pp. 61.

### Chapitre V

Tocqueville, Alexis de, *apud* Wilson, H. Hubert (1951). *Congress: Corruption and Compromise*. New York: Rinehart, p. 244.

Kelly, Petra K. (1994). *Thinking Green!*. Berkeley, Calif.: Parallax Press, 1994, p. 38.

### Chapitre VI

MacArthur, Douglas, Gen. (1987). In Cousins, Norman (1987). *The Pathology of Power*. New York: W.W. Norton, p. 69.

Luther King Jr., Martin (1968). The Future of Integration [Panfleto de discurso na Assembléia da Universidade de Manchester, 1º de fevereiro de 1968]. North Manchester, Indiana, p. 9.

Weber, Max (1958; 1919). Politics as a vocation. In Gerth, H.H; Mills, C. Wright, Eds: *From Max Weber: Essays in Sociology*. New York: Oxford University Press, p. 128.

Gandhi, Mohandas K. (1958-1994). *The Collected Works of Mahatma Gandhi*. Vols. 27. New Delhi: Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Government of India, p. 68.

1. Pour que ceci ne soit pas considéré comme un portrait exagérément rigoureux de la légalité patriotique des États-Unis, il suffit de prendre en compte le cri de guerre que le Sénateur Robert L. Owen, Démocrate de l'état d'Oklahoma, inséra dans le procès-verbal du Congrès (américain) le 16 avril 1917, apportant son soutien à l'entrée en guerre des États-Unis dans la première Guerre Mondiale :

M. Le Président, il y a quelques jours j'ai découvert un éditorial dans un journal de l'ouest, le *Muskogee Phœnix* (Muskogee, état de l'Oklahoma), écrit par M. Tams Bixby, ancien président de la Commission Dawes, qui transpire un patriotisme chrétien haut et pur, qui je crois mérite une place dans nos annales à l'heure actuelle. J'aimerais le lire. C'est assez court. Il s'intitule *En avant, soldats chrétiens !*

« Les États-Unis d'Amérique, nés des pères pèlerins (les premiers colons britanniques en Amérique du Nord), par leur amour et dévotion au Souverain Omnipotent du destin des hommes, ont déclaré la guerre le jour anniversaire de la crucifixion de notre Sauveur. Il est juste et propice qu'il en fut ainsi. Les loyaux américains partirent en guerre, non seulement comme des défenseurs de la libération et de la liberté de l'humanité, mais comme des soldats de la croix. Ainsi qu'Il est mort en croix il y a deux mille ans pour sauver l'humanité, les américains mourront au champ de bataille pour en faire un monde meilleur.

C'est par le sang des États-Unis que le monde sera libéré de la barbare et infidèle dynastie dans laquelle sa luxure a délaissé les enseignements du



Sauveur. Il est noble de mourir et souffrir, si cela peut rapprocher l'homme de Dieu.

Les États-Unis, qui ne craignent rien, harnachés de l'armure de la droiture, partent décidés à la bataille. Nous ne portons pas la haine dans nos cœurs, ni la méchanceté contre notre ennemi, nous ne voulons ni la conquête ni les récompenses matérielles. Les États-Unis, fidèles aux traditions qui leur ont donné vie, s'appêtent à se lancer dans une guerre noble et chrétienne. Nous sommes disposés à mourir de bon gré si cela s'avérait nécessaire pour redonner aux hommes le message de paix sur la terre. Et en cette heure sacrée, les États-Unis offrent à leurs ennemis la prière de la croix : « Père, pardonne-leur, parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils font ».

L'appel aux armes a sonné. Les États-Unis, défenseurs de la droiture, de la civilisation et de la Chrétienté, le cœur pur et spontanément, continuent à avancer. Entre la clameur et les cris de guerre surgissent les accords de l'hymne des alliés unis de l'humanité : « En avant, soldats chrétiens ! ».

Procès-verbaux du Congrès, 65<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>ère</sup> session, 1917, Vol. 55, Pt. 1, 719.

2. Ceux qui ont signé la Déclaration de Séville étaient : David Adams, psychologie (E.U.) ; S. A. Barnett, éthologie (Australie) ; N. P. Bechtereva, neurophysiologie (URSS) ; Bonnie Frank Carter, psychologie (E.U.) ; José M. Rodríguez Delgado, neurophysiologie (Espagne) ; José Luis Días, éthologie (Mexique) ; Andrzej Elias, psychologie des différences individuelles (Pologne) ; Santiago Genovés, anthropologie biologique (Mexique) ; Benson E. Ginsburg, génétique comportementale (E.U.) ; Jo Groebel, psychologie sociale (République d'Allemagne) ; Samir-Kumar Ghosh, sociologie (Inde) ; Robert Hinde, comportement animal (Royaume Uni) ; Richard E. Leakey, anthropologie physique (Kenya) ; Taha H. Malasi, psychiatre (Koweït) ; J. Martín Ramírez, psychobiologie (Espagne) ; Federico Mayor Zaragoza, biochimie (Espagne) ; Diana L. Mendoza, éthologie (Espagne) ; Ashis Nandy, psychologie politique (Inde) ; John Paul Scott, comportement animal (E.U.) et Riitta Wahlström, psychologie (Finlande).

3. Parti de la Fraternité [*The Fellowship Party*], 141 Woolacombe Road, Blackheath, Londres, SE3 8QP, Royaume Uni.

4. Alliance 90/ Les Verts [*Bündnis 90/Die Grünen*], Bundeshaus, Bonn 53113, Allemagne.

5. Parti Pacifiste des États-Unis [*The United States Pacifist Party*], 5729 S. Dorchester Avenue, Chicago, Illinois 60617, E.U. Page web: <<http://www.geocities.com/CapitolHill/Lobby/4826>>.

6. Parti Sarvodaya [*The Sarvodaya Party*], Unnithan Farm, Jagatpura, Malaviya Nagar P.O., Jaipur- 302017, Rajasthan, Inde.

7. Parti Radical Transnational [*Transnacional Radical Party*], 866 UN Plaza, Suite 408, New York, N. Y. 10017, E.U. Page web: <<http://www.agora.stm.it>> ou <<http://www.radicalparty.org>>

8. Le vote de la Chambre des Représentants a été 373 oui, 50 non y 9 absentions. Ont voté contre la guerre : Edward B. Almon, Démocrate de l'Alabama ; Mark R. Bacon, Républicain du Michigan ; Frederick A. Britten, Républicain de l'Illinois ; Edward E. Browne, Républicain du Wisconsin ; John L. Burnett, Démocrate de l'Alabama ; William J. Cary, Républicain du Wisconsin ; Denver S. Church, Démocrate de la Californie ; John R. Connelly, Démocrate du Kansas ; Henry A. Cooper, Républicain du Wisconsin ; James H. Davidson, Républicain du Wisconsin ; Charles R. Davis, Républicain du Minnesota ; Perl D. Decker, Démocrate du Missouri ; Clarence E. Dill, Démocrate de Washington ; Charles H. Dillon, Républicain du Dakota du Sud ; Frederick H. Dominick, Démocrate de la Caroline du Sud ; John J. Esch, Républicain du Wisconsin ; James A. Frear, Républicain du Wisconsin ; Charles E. Fuller, Républicain de l'Illinois ; Gilbert N. Hauge, Républicain de l'Iowa ; Everis A. Hayes, Républicain de la Californie ; Walter L. Hensley, Démocrate du Missouri ; Benjamin C. Hilliard, Démocrate du Colorado ; Harry E. Hull, Républicain de l'Iowa ; William L. Igoe, Démocrate du Missouri ; Royal C. Johnson, Républicain du Dakota du Sud ; Edward Keating, Démocrate du Colorado ; Edward J. King, Républicain de l'Illinois ; Moses P. Kinkaid, Républicain du Nebraska ; Claude Kitchin, Démocrate de la Caroline du Nord ; Harold Knutson, Républicain du Minnesota ; William L. LaFollette, Républicain de Washington ; Edward E. Little, Républicain du Kansas ; Meyer London, Socialiste de

Nueva York ; Ernest Lundeen, Républicain du Minnesota ; Atkins J. McLemore, Démocrate du Texas ; William E. Mason, Républicain de l'Illinois ; Adolphus P. Nelson, Républicain du Wisconsin ; Charles H. Randall, Prohibitioniste de la Californie ; Jeannette Rankin, Républicaine du Montana ; Charles F. Reavis, Républicain du Nebraska ; Edward E. Roberts, Républicain du Nevada ; William A. Rodenberg, Républicain de l'Illinois ; Dorsey W. Shackelford, Démocrate du Missouri ; Isaac R. Sherwood, Républicain de l'Ohio ; Charles H. Sloan, Républicain du Nebraska ; William H. Stafford, Républicain du Wisconsin ; Carl C. Van Dyke, Démocrate du Minnesota ; Edward Voigt, Républicain du Wisconsin ; Loren E. Wheeler, Républicain de l'Illinois et Frank P. Woods, Républicain de l'Iowa. Dans *Congressional Record*, 65th Cong., 1st sess., 1917, Vol. 55, Pt. 1, p. 413.

9. Le vote du Sénat a été 82 oui, 6 non et 8 abstentions. Les sénateurs qui ont voté contre la guerre sont : Asle J. Gronna, Républicain du Dakota du Nord ; Robert M. LaFollette, Républicain du Wisconsin ; Harry Lane, Démocrate de l'Oregon ; George W. Norris, Républicain du Nebraska ; William J. Stone, Démocrate du Missouri et James K. Vardaman, Démocrate du Mississippi. Dans *Congressional Record*, 65th Cong., 1st sess., 1917, Vol. 55, Pt. 1, p. 261.

10. Les prix Nobel qui ont signé le « Manifeste de l'Holocauste Économique » sont : Vincente Aleixandre (littérature, 1977) ; Hannes Alfvén (physique, 1970) ; Philip Anderson (physique, 1977) ; Christian Afinsen (chimie, 1972) ; Kenneth Arrow (économie, 1972) ; Julius Axelrod (médecine, 1970) ; Samuel Beckett (littérature, 1969) ; Baruj Benacerraf (médecine, 1980) ; Heinrich Böll (littérature, 1972) ; Norman Ernest Borlaug (paix, 1970) ; Owen Chamberlin (physique, 1959) ; Mairead Corrigan (paix, 1976) ; André Cournand (médecine, 1956) ; Jean Dausset (médecine, 1980) ; John Carew Eccles (médecine, 1963) ; Odysseus Elytis (littérature, 1979) ; Ernst Otto Fischer (chimie, 1973) ; Roger Guillemin (médecine, 1977) ; Odd Hassel (chimie, 1969) ; Gerhard Herzberg (chimie, 1971) ; Robert Hofstadter (physique, 1961) ; François Jacob (médecine, 1965) ; Brian Josephson (physique, 1973) ; Alfred Kastler (physique, 1966) ; Lawrence R. Klein (économie,

1980) ; Polykarp Kusch (physique, 1955) ; Salvador Luria (médecine, 1969) ; André Lwoff (médecine, 1965) ; Seán MacBride (paix, 1974) ; Czesław Miłosz (littérature, 1980) ; Eugenio Montale (littérature, 1975) ; Nevill Mott (physique, 1977) ; Gunnar Myrdal (économie, 1974) ; Daniel Nathans (médecine, 1978) ; Philip Noel-Baker (paix, 1959) ; Adolfo Pérez Esquivel (paix, 1980) ; Rodney Robert Porter (médecine, 1972) ; Ilya Prigogine (chimie, 1977) ; Isidor Isaac Rabi (physique, 1944) ; Martin Ryle (physique, 1974) ; Abdus Salam (physique, 1979) ; Frederik Sanger (chimie, 1958 y 1980) ; Albert Szent-Györgyi (médecine, 1937) ; Hugo Theorell (médecine, 1955) ; Jan Tinbergen (économie, 1969) ; Nikolas Tinbergen (médecine, 1973) ; Charles Hard Townes (physique, 1964) ; Ulf von Euler (médecine, 1970) ; George Wald (médecine, 1967) ; James Dewey Watson (médecine, 1962) ; Patrick White (littérature, 1973) ; Maurice Wilkins (médecine, 1962) ; Betty Williams (paix, 1976).

## Annexe A

### Associations nationales affiliées à l'association internationale de science politique (1999)

<b>Nom</b>	<b>Année de fondation</b> (org. précédente)	<b>Total membres</b>
Association africaine de science politique	1974 (1973)	1 360
Association argentine d'analyse politique	1981 (1957)	180
Assoc. Australasienne d'étude politique	1966 (1952)	425
Association autrichienne de science politique	1970 (1951)	537
Association flamande de science politique	1979 (1951)	450
Association belge de science politique (Communauté française de Belgique)	1996 (1951)	50
Association brésilienne de science politique	1952	-
Association bulgare de science politique	1973 (1968)	72
Association canadienne de science politique	1968 (1913)	1 200
Association chilienne de science politique	-	-
Association chinoise de science politique	1980	1 025
Association croate de science politique	1966	100
Association tchèque de science politique	1964	200
Association danoise de science politique	1960	350
Association finlandaise de science politique	1935	550
Association française de science politique	1949	1 030
Association allemande de science politique	1951	1 300
Association grecque de science politique	1957 (1951)	265
Association hongroise de science politique	1982 (1968)	468

Association indienne de science politique	1935	1 600
Association d'études politiques d'Irlande	1982	247
Association israélienne de science politique	1950	250
Association italienne de science politique	-	220
Association japonaise de science politique	-	1 278
Association coréenne de science politique	1953	2 000
Association coréenne de scientifiques sociaux	1979	1 465
Association lituanienne de science politique	1991	86
Association mexicaine de science politique	-	-
Association hollandaise de science politique	1966 (1950)	350
Association néozélandaise de science politique	1974	-
Association nigérienne de science politique	-	-
Association norvégienne de science politique	1956	500
Association pakistanaise de science politique	1950	300
Association philippine de science politique	-	-
Association polonaise de science politique	1950	200
Association roumaine de science politique	1968	188
Association russe de science politique	1991 (1960)	300
Association slovaque de science politique	1990	150
Association slovène de science politique	1968	220
Association sud-africaine de science politique	1973	186
Association espagnole de science politique et administration	1993 (1958)	253
Association suédoise de science politique	1970	264
Association suisse de science politique	1950	1 000
Association chinoise de science politique (Taipei)	1932	350
Association thaïlandaise de science politique	-	-
Association turque de science politique	1964	120
Association d'études politiques du Royaume Uni	1964	1 200
Association américaine de science politique	1903	13 300
Association de science politique d'Ouzbékistan	-	-

Association vénézuélienne de science politique	1974	-
Association yougoslave de science politique	1954	-
	Total:	35 689

(-) Chiffres non donnés

Source: *Participation* (1999) 23/3: 33-41. Bulletin de l'association internationale de science politique [*Bulletin of the International Political Science Association*]





## **Annexe B**

### Association International de Science Politique. Domaines de recherche (2009)

#### **Principaux domaines**

Administration publique  
Assemblées législatives  
Droit international  
Élections et comportement électoral  
Études de domaines  
Exécuteurs politiques  
Gouvernement central  
Groupes de pression  
Méthodologie de la science politique  
Femme et la politique  
Partis politiques  
Politique comparée  
Politique de développement  
Politique locale et urbaine  
Politiques publiques  
Relations internationales  
Systèmes judiciaires et comportement  
Théorie et philosophie politique

#### **Liste des réseaux de chercheurs**

RC01 - Concepts et méthodes  
RC02 - Élités politiques

RC03 - Unification européenne  
RC04 - Bureaucraties publiques dans les sociétés en développement  
RC05 - Examen comparatif des politiques et gouvernements locaux  
RC06 - Sociologie politique  
RC07 - Femme, politique et pays en développement  
RC08 - Spécialistes du pouvoir législatif  
RC09 - Systèmes judiciaires comparés  
RC10 - Démocratie électronique  
RC11 - Science et politique  
RC12 - Biologie et politique  
RC13 - Démocratisation : perspective comparée  
RC14 - Ethnies et politique  
RC15 - Géographie politique et culturelle  
RC16 - Pluralisme sociopolitique  
RC17 - Opinion publique comparée  
RC18 - Études sur l'Asie et le Pacifique  
RC19 - Les sexes et la politique  
RC20 - Finance politique et corruption politique  
RC21 - Socialisation et éducation politique  
RC22 - Communication politique  
RC23 - Élections, citoyens et partis politiques  
RC24 - Société et forces armées  
RC25 - Politique de santé publique comparée  
RC26 - Droits de la personne  
RC27 - Structure et organisation du gouvernement  
RC28 - Fédération et fédéralisme comparés  
RC29 - Psychologie politique  
RC30 - Politiques publiques comparées  
RC31 - Philosophie politique

- RC32 - Politique et administration publiques
- RC33 - Étude de la science politique en tant que discipline
- RC34 - Qualité de la démocratie
- RC35 - Technologie et développement
- RC36 - Pouvoir politique
- RC37 - Repenser le développement politique
- RC38 - Entreprises et politique
- RC39 - États providence et sociétés en développement
- RC40 - Nouveaux ordres mondiaux?
- RC41 - Géopolitique
- RC42 - Intégration des nations divisées
- RC43 - Religion et politique
- RC44 - Le rôle du militaire dans les processus de démocratisation
- RC45 - Politique internationale quantitative
- RC47 - Relations mondiales-locales
- RC48 - Culture administrative
- RC49 - Socialisme, capitalisme et démocratie
- RC50 - Langue et politique
- RC52 - Genres, mondialisation et démocratie

Source: Association Internationale de Science Politique, <http://www.ipso.org> (2013).



## Annexe C

### Association Américaine de Science Politique. Domaines de recherches (2008)

#### **Principaux domaines** (membres sur la liste de courrier de l'association)

- Administration publique (1 147)
- Assemblées législatives (1 383)
- Méthodologie (1 629)
- Politique comparée (5 456)
- Politique et gouvernement américain (4 777)
- Politiques publiques (2 883)
- Théorie et philosophie politique (2 709)

#### **Sous domaines (membres sur la liste de courrier de l'association)**

- Afrique (443)
- Amérique Centrale (125)
- Asie Centrale (71)
- Australie (26)
- Politique sociale (454)
- Bureaucratie et comportement organisationnel (665)
- Caraiïbe (71)
- Science et technologie (294)
- Sciences biologiques et politique (84)
- Commerce (130)
- Comportement électoral (905)
- Comportement politique (1 165)
- Communication politique (671)

Congrès (734)  
Déclin de l'état (3)  
Défense (427)  
Droit et théorie constitutionnelle (1 007)  
Droits et libertés civiles (743)  
Développement politique (585)  
Économie politique (1 380)  
Économie politique internationale (1 162)  
Études d'évaluation (131)  
Études de gouvernance (206)  
Études législatives (694)  
Europe centrale et orientale (437)  
Europe occidentale (1 131)  
Histoire de la pensée politique (1 327)  
Histoire politique (990)  
Justice criminelle (220)  
Littérature et politique (263)  
Méthodologie de la recherche (799)  
Mouvements sociaux (654)  
Femmes et politiques (648)  
Nations en voie de développement (902)  
Nord Est asiatique (560)  
Amérique du Nord (122)  
Opinion publique (910)  
Organisations et droit international (969)  
Moyen Orient (593)  
Partis et organisations politiques (1 223)  
Politique afro-américaine (264)  
Politique asiatico-américaine (64)  
Politique des natifs des États-Unis (48)  
Politique GLST (124)  
Politique de logement (56)

Politique judiciaire (595)  
Politique latine (159)  
Politique et politiques des genres (443)  
Politiques environnementales (617)  
Politiques énergétiques (112)  
Politiques d'immigration (262)  
Politiques du travail (123)  
Politiques économiques (413)  
Politiques éducatives (393)  
Politiques exécutives (232)  
Politiques étatiques (596)  
Politiques ethniques et raciales (847)  
Politiques extérieures (1 662)  
Politiques régulatrices (210)  
Politiques sanitaires (283)  
Politiques urbaines (626)  
Présidence (693)  
Budget et finances publiques (189)  
Processus de conflits (857)  
Psychologie politique (728)  
Région pos-Union Soviétique (415)  
Relations intergouvernementales et fédéralisme (721)  
Religion et politique (838)  
Sécurité internationale (1 463)  
Systèmes électoraux (557)  
Sociétés industriellement avancées (336)  
Amérique du Sud (428)  
Sud Est asiatique (202)  
Sud de l'Asie (189)  
Théorie féministe (402)  
Théorie politique normative (1 154)  
Théorie politique positive (436)

**Sections** (membres sur la liste de courrier de l'association)

- Administration publique (534)
- Science, technologie et politique de l'environnement (325)
- Communication politique (470)
- Démocratisation comparée (597)
- Droits de l'homme (381)
- Économie politique (653)
- Éducation universitaire (468)
- Élections, opinion publique et comportement de vote (823)
- Études législatives (594)
- Fédéralisme et relations intergouvernementales (271)
- Fondements de la théorie politique (715)
- Recherche présidentielle (385)
- Assemblées Nationales (809)
- Méthodologie politique (943)
- Méthodes qualitatives (909)
- Femmes et politiques (637)
- Nouvelle science politique (478)
- Organisation et partis politiques (562)
- Politique comparée (1 508)
- Politique et histoire (654)
- Politique et histoire internationale (440)
- Politique extérieure (621)
- Politique et politiques étatiques (477)
- Politique et société en Europe (500)
- Politique, littérature et films (361)
- Politiques publiques (981)
- Politiques urbaines (354)
- Processus des conflits (396)
- Psychologie politique (405)
- Race, ethnie et politique (569)
- Religion et politique (603)



Représentation et systèmes électoraux (378)

Sécurité internationale et control des armes (529)

Technologie de l'information et politique (265)

Source : APSA, Mailing lists to reach political scientists, 2008.



## Annexe D

Dénomination religieuse des objecteurs de conscience dans les casernes du service public civil aux états-unis pendant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale

<b>Groupes religieux</b>	<b>Membres</b>
Adventiste du septième jour	17
Adventiste du septième jour, réformée	1
Alliance Chrétienne et missionnaire	5
Amis, Société de (Quakers)	951
Anciens allemands baptistes	7
Apostoliques	2
Apostoliques grecs	1
Assemblée de Dieu indépendant	2
Assemblée de Jésus Christ	1
Assemblée de la Sainteté Générale	1
Assemblée de la Vérité de Grâce	1
Assemblée des Chrétiens	1
Assemblée des Frères	1
Assemblée de La rencontre évangéliste	1
Assemblée <i>Gracelawn</i>	1
Assemblée Nationale des Jeunes Unis	2
Assemblée de la Pentecôte	2
Assemblée de la Pentecôte de Jésus Christ	1
Assemblées de Dieu	32
Assemblée de la Pentecôte du monde	3
Association Chrétienne des Jeunes Hommes (YMCA)	2

Association de l'Église missionnaire	8
Association missionnaire Emanuel	13
Baptistes (du Nord)	178
Baptistes (du Sud)	45
Baptistes du Libre Arbitre	2
Baptistes du Septième Jour	3
Baptistes Unis	1
Bouddhistes	1
Chapelle de la Grâce	1
Chapelle Évangéliste	2
Chapelle <i>Jennings</i>	9
Maison de David	2
Maison de la prière	1
Catholiques Grecs	1
Catholiques Romains	149
<i>Christadelphians</i>	127
Scientifiques chrétiens	14
Conférence mondiale évangéliste	4
Conseil de l'Église latino-américaine	1
Conseil latino-américain des églises chrétiennes	1
Conseil de Pentecôte Uni des assemblées de Dieu en Amérique	1
Convention chrétienne	1
Convention des Baptistes Allemands d'Amérique du Nord	4
Convention National Baptiste, E.U.	5
Convention de la Mission Évangélique (Suède)	11
Chrétien Adventistes	3
Chrétien Catholiques Apostoliques	1
Chrétien congrégationiste	209
Chrétien de Plymouth	1
Quakers de Rogerine (Amis de Pentecôte)	3
Corps de Christ	1
Culture Étique, Société de la	3

Défenseurs	1
Disciples du Christ	78
Disciples de l'Assemblée du Christ	1
Dujobory (Société de la paix progressive)	3
Armée du Salut	1
Ambassadeurs du Christ	1
Émissaires de la lumière divine	1
Épiscopaux	88
École biblique de Dieu	1
École biblique Multnomah	2
École biblique du 20 <sup>e</sup> siècle	5
École d'étudiants bibliques	1
École de la Bible	1
Spiritualiste	1
Essenes	5
Étudiants bibliques associés	36
Évangélique-congrégationistes	2
Évangéliques	50
Évangéliques Scandinaves	1
Évangile du 1er siècle	28
Évangéliste des Philippines	1
Évangélistes <i>Four Square</i>	2
Évangélistes du Siècle	1
Foi <i>Hepzibah</i>	6
Fédération Mondiale des étudiants	2
<i>Fire Baptized Holiness</i>	3
Grecs Orthodoxes	1
Confrérie <i>Lemurian</i>	9
Confrérie Universelle	1
Frères baptistes allemands	157
Frères chrétiens	1
Frères <i>Dunkard</i>	30

Frères luthériens	2
Frères progressistes	1
Frères unis	27
Hindous universels	1
Église (L')	1
Église <i>Antinsky</i>	1
Église <i>Berean</i>	1
Église chrétienne apostolique	3
Église chrétienne unie	2
Église du Christ	1
Église du Christ de la règle d'or	3
Église du Christ lumière de la vérité	1
Église du Christ Sacrée et Sanctifiée	2
Église du Christ Sainteté	199
Église du Dieu	33
Église du Dieu de la foi apostolique	4
Église du Dieu du septième jour	21
Église du Dieu en Christ	12
Église de Dieu et des Saints du Christ	12
Église de Dieu, Guthrie, Oklahoma	5
Église de Dieu, Indienne	43
Église de Dieu, Sacrée	6
Église de Dieu, Sardis	1
Église de Dieu, Tennessee	7
Église d'Angleterre	1
Église de Jésus Christ	1
Église de Jésus Christ, Sullivan, Indiana	15
Église de l'Alliance Elim	1
Église de l'Assemblée de Dieu	1
Église de la confrérie chrétienne	1
Église de la lumière	1
Église de la nouvelle ère	3

Église de la sainteté unie	1
Église de l'union (Berea, Kentucky)	4
Église de la vérité (Nouvelle pensée)	1
Église de la vie rayonnante	1
Église des portes ouvertes	1
Église des frères	1 353
Église des chrétiens unis sacrés des États-Unis	2
Église de Quakertown	1
Église du Dieu de la foi d'Abraham	13
Église du Dieu vivant	2
Église de l'Évangile	1
Église de la première naissance	11
Église du peuple	3
Église du peuple chrétien	1
Église du Christ très saint	1
Église du Seigneur Jésus Christ	1
Église du trèfle à quatre feuille	1
Église espagnole de Jésus Christ	1
Église évangélique Libre de Norvège	2
Église fédérée	1
Église Indépendante	2
Église nationale de la Chrétienté positive	5
Église de Pentecôte	2
Église de Pentecôte du Dieu libre	4
Église populaire	1
Église réformée d'Amérique (Hollandaise)	15
Église réformée et évangélique	101
Église russe de l'Ancien Testament	1
Église sacrée du Christ	1
Église triomphale de la nouvelle ère	1
Église triomphale et règne de Dieu dans le Christ	1
Église unitaire	44

Églises communautaires	12
Institut de société et philosophie religieuse	1
Institut Moody Bible	2
Interconfessionnelle	16
Juifs	60
Juifs chrétiens	1
Ligue des résistants à la guerre	46
Loges unies des Théosophistes	2
Luthériens (neufs synodes)	108
<i>Mazdaznam</i>	1
Mennonites	4 665
Méthodiste Libre	6
Méthodistes	673
Méthodistes de Wesleyan	8
Méthodistes Episcopaux Africains	1
Mission Circulaire (Père Divin)	10
Mission de l'Union	1
Mission des Saints	1
Mission Spirituelle	1
Mission Évangéliste	3
Mission Évangéliste	2
Mission Évangéliste	3
Mission Galilée	1
Mission <i>Megiddo</i>	1
Mission réformée du rédempteur	1
Missionnaire du royaume	1
Molokan russes	76
Moravie	2
Mormons (Église de Jésus Christ des Derniers Jours Saints)	10
Mouvement de la foi apostolique	2
Mouvement d'Oxford	1
Musulmans	1



Nazaréen, Église du	23
Notre Seigneur du Bon Chemin	1
<i>Open Bible Standard</i>	1
<i>Orthodox Parsee Z.</i>	2
Pentecôte Évangélique	1
Pentecôte Sacrée	6
Pilier du Feu	1
Pilier et Terre de Vérité	1
Presbytériens Unis	12
Presbytériens, E.U.	5
Presbytériens, E.U.	192
Premier Avent	2
Première Association Divine en Amérique	16
Première Église Missionnaire	2
Premiers Apostoliques	1
Royaume de Dieu	1
Rose-Croix	1
Pélerins Sacrés	3
Évangélistes	1
Sainteté Baptiste	1
Sainteté Libre	3
<i>Schwenkfelders</i> (Église des Chrétiens Apostoliques, S.A.)	1
Adeptes Du Christ	1
Adeptes de Jésus Christ	4
Serbes Orthodoxes	1
Société Chrétienne Missionnaire	1
Société d'Amis Humanistes	2
Société Missionnaire Internationale	2
<i>Swedenborg</i>	1
Tabernacle Évangéliste	2
Taoïstes	1
Temple Broadway	1

Temple de Gloire	2
Temple de La Foi	18
Temple de la Foi Victorieuse	1
Temple de La Trinité	1
Temple Évangélique Du Calvaire	1
Temple Évangéliste	1
Temple Reading Road	1
Temple Shiloh	1
Théosophistes	14
Témoins de Jehova	409
Unité	3
Union de la complète rédemption	1
Universalistes	2
Vrais Adeptes Du Christ	1
Zoroastrisme	2
Total d'adhérents avec dénomination	10 838
Non adhérents	449
Dénominations non identifiées	709
Total	11 996

Source : Anderson 1994 : 280-6. Cf. *Selective Service System*, 1950 : 318-20.

# Bibliographie

- Ackerknecht, Erwin H. (1982). *A Short History of Medicine*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Ackerman, Peter; Duvall, Jack. (2000). *A Force More Powerful: A Century of Non-violent Conflict*. New York: St. Martin's Press. Version documentaire (DVD) par York Zimmerman disponible en français sur <<http://www.yorkzim.com>>.
- Ackerman, Peter; Kruegler, C. (1994). *Strategic Nonviolent Conflict*. Westport. Conn.: Praeger.
- Adams, David, *et al.* (1989). Statement on violence. *Journal of Peace Research*, 26: pp. 120-21.
- Adams, David (1997). *War is not in our biology: a decade of the Seville statement on violence*. In Grisolia *et al.* (1997), pp. 251-56.
- Adolf, Antony, Ed. (2010). *Nonkilling History: Shaping Policy with Lessons from the Past*. Honolulu: Center for Global Nonkilling.
- Almond, Gabriel A. (1996). *Political science: the history of the discipline*. In Goodin; Klingemann (1996), pp. 50-96.
- Alperovitz, Gar (1995). *The Decision to Use the Atomic Bomb*. New York: Knopf.
- Amato, Joseph A. (1979). *Danilo Dolci: a nonviolent reformer in Sicily*. In Bruyn; Rayman (1979), pp. 135-60.
- Amnesty International. (2000). *The Death Penalty*, ACT 50/05/00, April, 2000.
- Anderson, Richard C. (1994). *Peace Was In Their Hearts: Conscientious Objectors in World War II*. Watsonville, Calif.: Correlan Publications.
- Aquino, Corazon C. (1997). *Seeds of nonviolence, harvest of peace: The Philippine revolution of 1986*. In Grisolia *et al.* (1997), pp. 227-34.
- Arendt, Hannah (1970). *On Violence*. New York: Harcourt, Brace & World.
- Arendt, Hannah (1982). *Lectures on Kant's Political Philosophy*. Chicago: University of Chicago Press.

- Aristote, *Politique*. Bibliothèque Nationale de France, disponible en ligne [<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2079427/f1.image>].
- Ashe, Geoffrey (1969). *Gandhi*. New York: Stein and Day.
- Aung San Suu Kyi (1998). *The Voice of Hope*. New York: Seven Stories Press.
- Bahá'u'lláh (1983). *Gleanings from the Writings of Bahá'u'lláh*. Wilmette, Ill.: Bahá'í Publishing Trust. En français, disponible en ligne [<http://www.bahai-biblio.org/>]
- Banerjee, Mukulika (2000). *The Pathan Unarmed*. Karachi & New Delhi: Oxford University Press.
- Barbey, Christophe (2001). *La non-militarisation et les pays sans armée: une réalité!* Flendruz, Switzerland: APRED.
- Baxter, Archibald (2000). *We Will Not Cease*. Baker, Ore.: The Eddie Tern Press.
- Bebber, Charles C. (1994). Increases in U.S. violent crime during the 1980s following four American military actions. *Journal of Interpersonal Violence* 9(1), pp. 109-16.
- Beer, Michael (1994). Annotated bibliography of non-violent action training. *International Journal of Nonviolence*, 2, pp. 72-99.
- Beisner, Robert L. (1968). *Twelve Against Empire: The Anti- Imperialists, 1898-1900*. New York: McGraw-Hill.
- Bendaña, Alejandro (1998). *From Guevara to Gandhi*. Managua, Nicaragua: Centro de Estudios Internacionales.
- Bennett, Lerone Jr. (1993). *Before the Mayflower: A History of Black America*. New York: Penguin Books.
- Bhaneja, Balwant (2010). *Quest for Gandhi. A Nonkilling Journey*. Honolulu: Center for Global Nonkilling.
- Bhave, Vinoba (1963). *Shanti Sena*. Rajghat, Varanasi, India: Sarva Seva Sang Prakashan.
- Bhave, Vinoba (1994). *Moved by Love: The Memoirs of Vinoba Bhave*. Hyderabad: Sat Sahitya Sahayogi Sangh.
- Bing, Anthony G. (1990). *Israeli Pacifist: The Life of Joseph Abileah*. Syracuse, N.Y.: Syracuse University Press.
- Biswas, S.C., Ed. (1990; 1969). *Gandhi: Theory and Practice. Social Impact and Contemporary Relevance*. Shimla: Indian Institute of Advanced Study.
- Bondurant, Joan V. (1969). *Conquest of Violence: The Gandhian Philosophy of Conflict*. Berkeley: University of California Press.

- Bonta, Bruce D. (1993). *Peaceful Peoples: An Annotated Bibliography*. Metuchen, N.J. and London: Scarecrow Press.
- Bonta, Bruce D. (1996). Conflict resolution among peaceful societies: the culture of peacefulness. *Journal of Peace Research*, 33, pp. 403-420.
- Boorstin, Daniel J. (2008a). *Los descubridores*. Barcelona: Crítica.
- Boorstin, Daniel J. (2008b). *Los creadores*. Barcelona: Crítica.
- Boorstin, Daniel J. (2005). *Los pensadores*. Barcelona: Crítica.
- Boserup, Anders; Mack, Andrew (1974). *War Without Weapons: Non-Violence in National Defence*. New York: Schocken Books.
- Boubalt, Guy; Gauchard, Benoît; Muller, Jean-Marie (1986). *Jacques de Bollardière: Compagnon de toutes les libérations*. Paris: Non-Violence Actualité.
- Boulding, Elise (1980). *Women, the Fifth World*. New York: Foreign Policy Association.
- Boulding, Elise (1992). *New Agendas for Peace Research: Conflict and Security Re-examined*. Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers.
- Bourne, Randolph S. (1964). *War and the Intellectuals (1914-1918)*. New York: Harper & Row.
- Brock, Peter (1968). *Pacifism in the United States: From the Colonial Era to the First World War*. Princeton: Princeton University Press.
- Brock, Peter (1970). *Twentieth Century Pacifism*. New York: D. Van Nostrand.
- Brock, Peter (1972). *Pacifism in Europe to 1914*. Princeton: Princeton University Press.
- Brock, Peter (1990). *The Quaker Peace Testimony 1660 to 1914*. York, England: Sessions Book Trust.
- Brock, Peter (1991a). *Studies in Peace History*. York, England: William Sessions Ltd.
- Brock, Peter (1991b). Conscientious objectors in Lenin's Russia: A report, 1924. *Studies in Peace History*, pp. 81-93
- Brock, Peter (1992). *A Brief History of Pacifism: From Jesus to Tolstoy*. Syracuse, N.Y.: Syracuse University Press.
- Brown, Lester *et al.* (1997). *State of the World (1997)*. New York: W.W. Norton & Company.
- Brown, Lester; Gardner, Gary; Halweil, Brian (1999). *Beyond Malthus: Nineteen Dimensions of the Population Challenge*. New York: W.W. Norton.
- Bruyn, Severyn T.; Rayman, Paula M., Eds. (1979). *Nonviolent Action and Social Change*. New York: Irvington Publishers.

- Bureau Of Justice (2009). *Bureau of Justice Statistics*. Washington: U.S. Department of Justice. Disponible en ligne : <<http://www.ojp.usdoj.gov/bjs/>>.
- Burgess, John W. (1934). *Reminiscences of an American Scholar*. New York: Columbia University Press.
- Burns, James Macgregor (1978). *Leadership*. New York: Harper & Row.
- Burrowes, Robert J. (1996). *The Strategy of Nonviolent Defense: A Gandhian Approach*. Albany: State University of New York Press.
- Burton, John (1979). *Deviance, Terrorism & War: The Process of Solving Unsolved Social and Political Problems*. New York: St. Martin's Press.
- Burton, John (1984). *Global Conflict: The Domestic Sources of International Crisis*. Brighton: Wheatsheaf Books.
- Burton, John (1996). *Conflict Resolution: Its Language and Processes*. Lanham, Md.: Scarecrow Press.
- Burton, John (1997). *Violence Explained: The Sources of Conflict, Violence and Crime and their Prevention*. Manchester: Manchester University Press.
- Campbell, Donald T.; Fiske, Donald W. (1959). Convergent and discriminant validation by the multitrait multimethod matrix. *Psychological Bulletin*, 56 (2), pp. 81-105.
- Canada, Geoffrey (1995). *Fist Stick Knife Gun: A Personal History of Violence in America*. Boston: Beacon Press.
- Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict (1997). *Preventing Deadly Conflict: Final Report*. Washington, D.C.: Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict.
- Carroll, Berenice A. (1998). *Looking where the key was lost: feminist theory and non-violence theory*. In Satha-Anand; True (1998), pp. 19-33.
- Case, Clarence M. (1923). *Non-Violent Coercion: A Study in Methods of Social Pressure*. London: Allen and Unwin.
- Chapple, Christopher K. (1993). *Nonviolence to Animals, Earth, and Self in Asian Traditions*. Albany: State University of New York Press.
- Charny, Israel W. (1982). *How Can We Commit the Unthinkable? Genocide the Human Cancer*. Boulder, Colo.: Westview Press.
- Chaudhuri, Eliana R. (1998). *Planning with the Poor: The Nonviolent Experiment of Danilo Dolci in Sicily*. New Delhi: Gandhi Peace Foundation.
- Chowdhury, H.B., Ed. (1997). *Asoka 2300*. Calcutta: Bengal Buddhist Association.

- Christian, R. F. (1978). *Tolstoy's Letters: Volume II 1880-1910*. New York: Charles Scribner's Sons.
- Clausewitz, Carl Von (2010 [1832]). *De la Guerra*. Madrid: Tecnos.
- Commager, Henry S. (1991). The history of American violence: an interpretation. In Graham, Hugh D., Ed.: *Violence: The Crisis of American Confidence*. Baltimore: Johns Hopkins Press, pp. 3-28.
- Commoner, Barry (1994). *En paz con el planeta*. Barcelona: RBA.
- Comstock, Craig (1971). Avoiding pathologies of defense. In Sanford, Nevitt; Craig Comstock, Eds.: *Sanctions for Evil*. Boston: Beacon Press, pp. 290-301.
- Conser, Walter H., Jr.; Mccarthy, Ronald M.; Toscano, David J.; Sharp, Gene., Eds. (1986). *Resistance, Politics and the Struggle for Independence*. Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers.
- Cook, Philip J.; Ludwig, Jens (1997). Guns in America: national survey on private ownership and use of firearms. *Research in Brief*, n.º. 1026. Washington: National Institute of Justice.
- Cooney, Robert; Michalowski, Helen, Eds. (1987). *Power of the People: Active Non-violence in the United States*. Philadelphia, Penn.: New Society Publishers.
- Coppieters, Bruno; Zverev, Alexei (1995). V.C. Bonch-Bruевич and the Doukhobors: on the conscientious objection policies of the Bolsheviks. *Canadian Ethnic Studies/ Études Éthniques au Canada*, 27(3), pp. 72-90.
- Cousins, Norman (1987). *The Pathology of Power*. New York: W.W. Norton.
- Craig, Leon H. (1994). *The War Lover: A Study of Plato's Republic*. Toronto: University of Toronto Press.
- Crow, Ralph E.; Grant, Philip; Ibrahim, Saad E., Eds. (1990). *Arab Nonviolent Political Struggle in the Middle East*. Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers.
- Crozier, Frank P. (1938). *The Men I Killed*. New York: Doubleday.
- Dalton, Dennis (1993). *Mahatma Gandhi: Nonviolent Power in Action*. New York: Columbia University Press.
- Dange, S.A.; Mukerjee, H.; Sardesai, S.G.; Sen, M. (1977). *The Mahatma: Marxist Evaluation*. New Delhi: People's Publishing House.
- Daniels, David N.; Gilula, Marshall F. (1970). *Violence and the struggle for existence*. In Daniels, Gilula; Ochberg, F. (1970), pp. 405-443.
- Daniels, David N.; Gilula; Marshall F.; Ochberg, Frank M., Eds. (1970). *Violence and the Struggle for Existence*. Boston: Little, Brown.

- Davidson, Osha G. (1993). *Under Fire: The NRA and the Battle for Gun Control*. New York: Henry Holt.
- The Defense Monitor (1972). Washington, D.C.: Center for Defense Information.
- Dellinger, Dave. (1970). *Revolutionary Nonviolence*. Indianapolis, Ind.: Bobbs-Merrill.
- Dennen, J. M. G. van der (1990). Primitive war and the ethnological inventory project. In: Dennen, J. M. G. van der; Falger, V., Eds.: *Sociobiology and Conflict*. London: Chapman and Hall, pp. 247-69.
- Dennen, J. M. G. van der (1995). *The Origin of War*. Groningen: Origin Press.
- Denson, John V., Ed. (1997). *The Costs of War: America's Pyrrhic Victories*. New Brunswick, N.J.: Transaction Books.
- Dhawan, Gopinath (1957). *The Political Philosophy of Mahatma Gandhi*. Ahmedabad: Navajivan Publishing House.
- Dissertation Abstracts International (1963-1999).
- Dogan, Mattei; Pahre, Robert (1990). *Creative Marginality: Innovation at the Intersection of the Social Sciences*. Boulder, Colo.: Westview.
- Drago, Antonino (1996). When the history of science suggests nonviolence. *The International Journal of Nonviolence*, 3, pp. 15-19.
- Easwaran, Eknath (1999). *Nonviolent Soldier of Islam*. Tomales, Calif.: Nilgiri Press.
- Edgerton, William, Ed. (1993). *Memoirs of Peasant Tolstoyans in Soviet Russia*. Bloomington: Indiana University Press.
- Eibl-Eibesfeldt, Irenäus (1979). *The Biology of Peace and War: Men, Animals, and Aggression*. New York: Viking Press.
- Eisendrath, Maurice (1994). *Thou shalt not kill – period*. In Polner; Goodman (1994), pp. 139-45.
- Eisenhower, Dwight D. (1953). Speech to the American Society of Newspaper Editors, April 16, 1953. Texto completo em *The Wall Street Journal*, May 30, (1985), p. 29.
- Eisenhower, Dwight D. (1959). BBC TV interview, August 31, 1959. Citada em: Denis, Peter; Preston, Adrian, Eds.: *Soldiers as Statesmen*. New York: Barnes & Noble, 1976, p. 132.
- Eisenhower, Dwight D. (1961). Farewell broadcast, January 17, 1961. *The Spoken Word*, SW-9403.



- Evans, Gwynfor (1973). *Nonviolent Nationalism*. New Malden, Surrey: Fellowship of Reconciliation. The Alex Wood Memorial Lecture, 1973.
- Evans Pim, Joám, Ed. (2009). *Toward a Nonkilling Paradigm*. Honolulu: Center for Global Nonkilling.
- Evans Pim, Joám (2010). Nonkilling, A New Paradigm of, In Young, Nigel J., Ed., *The Oxford International Encyclopedia of Peace*. New York: Oxford University Press, pp. 161-164.
- Evans Pim, Joám, Ed. (2010). *Nonkilling Societies*. Honolulu: Center for Global Nonkilling.
- Everett, Melissa (1989). *Breaking Ranks*. Philadelphia, Penn.: New Society Publishers.
- Fabbro, David (1978). Peaceful societies: an introduction. *Journal of Peace Research*, 15, pp. 67-84.
- Federal Bureau of Investigation, U.S. Department Of Justice. (2009). *Crime in the United States (2008)*. Washington, D.C.: Federal Bureau of Investigation.
- Finer, Samuel E. (1997). *The History of Government From the Earliest Times*. New York: Oxford University Press.
- Fisher, Roger; Ury, William (1981). *Getting to Yes*. Boston, Mass.: Houghton Mifflin Company.
- Fogelman, Eva (1994). *Conscience & Courage: Rescuers of Jews During the Holocaust*. New York: Doubleday.
- Foster, Catherine (1989). *Women for All Seasons: The Story of the Women's International League for Peace and Freedom*. Athens: University of Georgia Press.
- Frank, Jerome D. (1960). Breaking the thought barrier: psychological challenges of the nuclear age. *Psychiatry*, 23, pp. 245-66.
- Frank, Jerome D. (1993). *Psychotherapy and the Human Predicament*. Northvale, N.J.: Jason Aronson.
- Friedrich, Carl J. (1969; 1948). *Inevitable Peace*. New York: Greenwood Press.
- Fromm, Erich (1973). *The Anatomy of Human Destructiveness*. New York: Holt, Rinehart and Winston.
- Fry, A. Ruth. (1986; 1952). *Victories Without Violence*. Santa Fe, N. Mex.: Ocean Tree Books.
- Fry, Douglas P. (1994). *Maintaining social tranquility: internal and external loci of aggression control*. In Sponsel; Gregor (1994), pp. 135-54.

- Fry, Douglas P.; Björkvist, Kaj, Eds. (1997). *Cultural Variation in Conflict Resolution: Alternatives to Violence*. Mahwah, N.J.: Lawrence Erlbaum Associates, Publishers.
- Fuller, John G. (1985). *The Day We Bombed Utah*. New York: Signet Books.
- Fung, Yu-Lan (1952). *History of Chinese Philosophy*. Princeton: University Press.
- Fussell, Paul (1997). *The culture of war*. In Denson (1997), pp. 351-8.
- Galtung, Johan (1969). Violence, peace and peace research. *Journal of Peace Research*, 6, pp. 167-91.
- Galtung, Johan (1984). *There are Alternatives!*. Nottingham: Spokesman. En español, cf. Galtung, Johan (1984). *¿Hay alternativas?* Madrid: Tecnos.
- Galtung, Johan (1990). *The True Worlds: A Transnational Perspective*. New York: The Free Press.
- Galtung, Johan (1992). *The Way is the Goal: Gandhi Today*. Ahmedabad: Gujarat Vidyapith, Peace Research Centre.
- Galtung, Johan (2003). *Paz por medios pacíficos*. Bilbao: Bakeaz.
- Galtung, Johan (1998). *Conflict Transformation by Peaceful Means: The Transcend Method*. Geneva/Torino: Crisis Environments Training Initiative and Disaster Management Training Programme, United Nations.
- Gandhi, Mohandas K. (2001 [1927-1929]). *Autobiografía: la historia de mis experiencias con la verdad*. Madrid: Arkano.
- Gandhi, Mohandas K. (1958-1994). *The Collected Works of Mahatma Gandhi*. Vols. 1-100. New Delhi: Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Government of India. En español, véase Gandhi, Mohandas K. (2010). *Gandhi y la no-violencia: una selección de los escritos de Mahatma Gandhi*. Barcelona: Oniro.
- Gandhi, Mohandas K. (1969 [1936-1940]). *Towards Non-Violent Politics*. Thanjavur, Tamilnad, India: Sarvodaya Prachuralaya.
- Gandhi, Mohandas K. (1970). *The Science of Satyagraha*. Bombay: Bharatiya Vidya Bhavan.
- Gandhi, Mohandas K. (1971). *The Teaching of the Gita*. Bombay: Bharatiya Vidya Bhavan.
- Gara, Larry; Gara, Lenna Mae (1999). *A Few Small Candles: War Resisters of World War II Tell Their Stories*. Kent, Ohio: Kent State University Press.
- Garrison, Fielding H. (1929). *An Introduction to the History of Medicine*. Philadelphia, Penn.: W.B. Saunders.

- Gioglio, Gerald R. (1989). *Days of Decision: An Oral History of Conscientious Objectors in the Military in the Vietnam War*. Trenton, N.J.: Broken Rifle Press.
- Giorgi, Piero (1999). *The Origins of Violence By Cultural Evolution*. Brisbane, Australia: Minerva E&S.
- Giovannitti, Len; Freed, Fred (1965). *The Decision to Drop the Bomb*. New York: Coward-McCann.
- Goldman, Ralph M. (1990). *From Warfare to Party Politics: The Critical Transition to Civilian Control*. Syracuse: Syracuse University Press.
- Goodin, Robert E.; Klingemann, Hans-Dieter, Eds. (1996). *A New Handbook of Political Science*. Oxford: Oxford University Press.
- Greenleaf, Robert K. (1977). *Servant Leadership: An Inquiry into the Nature of Legitimate Power and Greatness*. New York: Paulist Press.
- Gregg, Richard B. (1966; 1935). *The Power of Nonviolence*. New York: Schocken Books.
- Grisolía, James S. *et al.*, Eds. (1997). *Violence: From Biology to Society*. Amsterdam: Elsevier.
- Grossman, Dave (1995). *On Killing: The Psychological Cost of Learning to Kill in War and Society*. Boston, Mass.: Little Brown.
- Grossman, Dave; DeGaetano, Gloria (1999). *Stop Teaching Our Kids to Kill*. New York: Crown Publishers.
- Guetzkow, Harold (1955). *Multiple Loyalties: Theoretical Approach to a Problem in International Organization*. Princeton, N.J.: Center for Research on World Political Institutions, Princeton University.
- Guseinov, A. A., Ed. (1993). *Nyenasiliye: Filosofiya, Etika, Politika* (Non-violence: Philosophie, Éthique et Politique). Moscow: Nauka.
- Halberstam, David (1998). *The Children*. New York: Random House.
- Hallie, Philip (1979). *Lest Innocent Blood Be Shed*. New York: Harper & Row.
- Harries-Jenkins, Gwyn (1993). *Britain: from individual conscience to social movement*. In Moskos; Chambers (1993), pp. 67-79.
- Hawkey, Louise.; Juhnke, James C. (1993). *Nonviolent America: History through the Eyes of Peace*. North Newton, Kans.: Bethel College.
- Herman, A. L. (1999). *Community, Violence, and Peace*. Albany: State University of New York Press.

- Hess, G.D. (1995). An introduction to Lewis Fry Richardson and his mathematical theory of war and peace. *Conflict Management and Peace Science*, 14 (1), pp. 77-113.
- Hobbes, T. (2007 [1651]). *Leviatán*. Buenos Aires: Losada.
- Hofstadter, Richard (1971). Reflections on violence in the United States. In Hofstadter Richard; Wallace, Michael, Eds. (1971): *American Violence: A Documentary History*. New York: Vintage, pp. 3-43.
- Holmes, Robert L., Ed. (1990). *Nonviolence in Theory and Practice*. Belmont, Calif.: Wadsworth.
- Horigan, Damien P. (1996). On compassion and capital punishment: a Buddhist perspective on the death penalty. *The American Journal of Jurisprudence*, 41, pp. 271-88.
- Horeman, Bart; Stolwijk, Marc (1998). *Refusing to Bear Arms: A World Survey of Conscription and Conscientious Objection to Military Service*. London: War Resisters International.
- Husain, Tariq (1997). *The Leadership Challenges of Human Development*. Paper presented at the United Nations University/International Leadership Academy, Amman, Jordan, June 1, (1997).
- Ishida, Takeshi. (1974; 1968). *Heiwa no seijigaku* (Science Politique de la Paix), Tokyo: Iwanami Shoten.
- Iyer, Raghavan N. (1973). *The Political and Moral Thought of Mahatma Gandhi*. New York: Oxford University Press.
- Jain, Sagarmal, Ed.; Varni, Jinendra, Comp. (1993). *Saman Suttam*. Rajghat, Varanasi: Sarva Seva Sang Prakashan.
- Josephson, Hannah G. (1974). *Jeannette Rankin: First Lady in Congress*. Indianapolis: Bobbs-Merrill.
- Josephson, Harold, Ed. (1985). *Biographical Dictionary of Modern Peace Leaders*. Westport, Conn.: Greenwood Press.
- Kano, Takayoshi (1990). The bonobos' peaceable kingdom. *Natural History*, 11, pp. 62-70.
- Kant, Immanuel (2007 [1795]). *Vers la paix perpétuelle*. GF Flammarion
- Kapur, Sudarshan (1992). *Raising Up a Prophet: The African-American Encounter with Gandhi*. Boston, Mass: Beacon Press.
- Keeley, Lawrence H. (1996). *War Before Civilizations: The Myth of the Peaceful Savage*. Oxford: Oxford University Press.

- Kelly, Petra K. (1984). *Fighting for Hope*. London: Chatto and Windus.
- Kelly, Petra K. (1989). Gandhi and the Green Party. *Gandhi Marg*, 11, pp. 192-202.
- Kelly, Petra K. (1990). *For feminization of power!*. Speech to the Congress of the National Organization for Women, San Francisco, 30 juin, (1990).
- Kelly, Petra K. (1992). *Nonviolence Speaks to Power*. Honolulu: Center for Global Nonkilling. Dispoible en: <<http://www.nonkilling.org>>
- Kelly, Petra K. (1994). *Thinking Green! Essays on Environmentalism, Feminism, and Nonviolence*. Berkeley, Calif.: Parallax Press.
- Keyes, Gene (1982). Force without firepower. *CoEvolution Quarterly*, 34, pp. 4-25.
- Keyfitz, Nathan (1966). How many people have lived on earth. *Demography*, 3 (2), pp. 581-2.
- Khan, Abdul K. (1997). *The Khudai Khidmatgar (Servants of God)/Red Shirt Movement in the North-West Frontier Province of British India, 1927-47*. [Thèse de doctorat], History, University of Hawai'i.
- King, Martin Luther, Jr. (1998). *The Autobiography of Martin Luther King, Jr.*. New York: Warner Books.
- Kishtainy, Khalid (1990). *Violent and nonviolent struggle in Arab history*. In Crow, Grant; Ibrahim, S. (1990), pp. 41-57.
- Kohn, Stephen M. (1987). *Jailed for Peace: The History of American Draft Law Violators, 1658-1985*. New York: Praeger.
- Konrad, A. Richard (1974). Violence and the philosopher. *Journal of Value Inquiry*, 8, pp. 37-45.
- Kool, V. K., Ed. (1990). *Perspectives on Nonviolence: Recent Research in Psychology*. New York: Springer-Verlag.
- Kool, V. K., Ed. (1993). *Nonviolence: Social and Psychological Issues*. Lanham, Md.: University Press of America.
- Kropotkin, Peter. (1972; 1914). *Mutual Aid: A Factor of Evolution*. New York: New York University Press.
- Kuhlmann, Jürgen; Lippert, Ekkehard (1993). *The Federal Republic of Germany: conscientious objection as social welfare*. In Moskos; Chambers (1993), pp. 98-105.
- Lafayette Jr., Bernard; Jehnsen, David C. (1995). *The Briefing Booklet: An Introduction to The Kingian Nonviolence Reconciliation Program*. Galena, Ohio: Institute for Human Rights and Responsibilities.

- Lafayette Jr., Bernard (1996). *The Leader's Manual, A Structured Guide and Introduction to Kingian Nonviolence: The Philosophy and Methodology*. Galena, Ohio: Institute for Human Rights and Responsibilities.
- Lewer, Nick; Schofield, Steven, Eds. (1997). *Non-Lethal Weapons: A Fatal Attraction!* London: Zed Books.
- Lewis, John (1973; 1940). *The Case Against Pacifism*. New York: Garland.
- Ligt, Barthélemy de. (1972; 1938). *The Conquest of Violence: an Essay on War and Revolution*. New York: Garland.
- Locke, Hubert G. (1969). *The Detroit Riot of 1967*. Detroit, Mich.: Wayne State University Press.
- Locke, John (2003 [1689]). *Deux traités du gouvernement*. Ed. Vrin.
- Lopez-Reyes, Ramon (1998). *The fight/flight response and nonviolence*. In Satha-Anand; True (1998), pp. 34-82.
- Lynd, Staughton; Lynd, Alice, Eds. (1995). *Nonviolence in America: A Documentary History*. Maryknoll, N.Y.: Orbis Books.
- Lyttle, Bradford (1982). The apocalypse equation. *Harvard Magazine* (March-April), pp. 19-20.
- Mcallister, Pam (1982). *Reweaving the Web of Life: Feminism and Nonviolence*. Philadelphia, Pa.: New Society Publishers.
- Mcallister, Pam (1988). *You Can't Kill the Spirit*. Philadelphia, Pa.: New Society Publishers. Barbara Deming Memorial Series: Stories of Women and Nonviolent Action.
- Mccarthy, Colman (1994). *All of One Peace*. New Brunswick, N.J.: Rutgers University Press.
- Mccarthy, Ronald M. (1997). *Methods of nonviolent action*. In Voegelé; Powers (1997), pp. 319-28. New York: Garland Publishing.
- Mccarthy, Ronald M.; Sharp, G. (1997). *Nonviolent Action: A Research Guide*. New York and London: Garland Publishing.
- Mcguiness, Kate (1993). Gene Sharp's theory of power: a feminist critique of consent. *Journal of Peace Research*, 30, pp. 101-15.
- Mcsorley, Richard (1985). *New Testament Basis of Peacemaking*. Scottsdale, Penn.: Herald Press.
- Macgregor, G.H.C. (1960). *The Relevance of an Impossible Ideal*. London: Fellowship of Reconciliation.

- Machiavelli, Niccolo (2003 [1513]). *Le Prince*. Ed. Poche.
- Maguire, Máiread Corrigan (1999). *The Vision of Peace*. Maryknoll, N.Y.: Orbis Books.
- Mahaprajna, Yuvacharya (1987). *Preksha Dhyana: Theory and Practice*. Ladnun, Rajasthan: Jain Vishva Bharati.
- Mahaprajna, Yuvacharya (1994). *Democracy: Social Revolution Through Individual Transformation*. Ladnun, Rajasthan: Jain Vishva Bharati.
- Mahony, Liam; Eguren, Luis E. (1997). *Unarmed Bodyguards*. West Hartford, Conn.: Kumarian Press.
- Mann, Coramae Richey (1996). *When Women Kill*. Albany: State University of New York.
- Martin, Brian (1989). Gene Sharp's theory of power. *Journal of Peace Research*, 26, pp. 213-22.
- Martin, Brian, *et al.* (1991). *Nonviolent Struggle and Social Defence*. London: War Resisters International and the Myrtle Solomon Memorial Fund.
- Martin, Brian (1992). Science for non-violent struggle. *Science and Public Policy*, 19, pp. 55-8.
- Martin, Brian (2001). *Technology for nonviolent struggle*. London: War Resisters International.
- Marx, Karl; Engels, Friedrich. (2004 [1848]). *Manifeste du parti communiste*. Ed. Poche.
- Mayor Zaragoza, Federico (1994). *La nueva página*. Barcelona: Galaxia Gutemberg.
- Mercy, James A.; Saltzman, Linda E. (1989). Fatal violence among spouses in the United States 1976-85. *American Journal of Public Health*, 79 (5), pp. 595-9.
- Mogil, Christopher; Slepian, Ann; Woodrow, Peter (1993). *We Gave a Fortune Away*. Gabriola Island, B.C.: New Society Publishers.
- Morgan, Robin, Ed. (1984). *Sisterhood is Global*. Garden City, N.Y.: Anchor Press/Doubleday.
- Morrisey, Will (1996). *A Political Approach to Pacifism*. Lewiston, N.Y.: Edwin Mellen Press.
- Morton, Bruce E. (2000). *The Dual Quadbrain Model of Behavioral Laterality*. Department of Biochemistry and Biophysics, School of Medicine, University of Hawai'i.

- Moser-Puangsuwan, Yeshua; Weber, Thomas (2000). *Nonviolent Intervention Across Borders: A Recurrent Vision*. Honolulu: Spark M.Matsunaga Institute for Peace, University of Hawai'i.
- Moskos, Charles; Chambers, John W. II, Eds. (1993). *The New Conscientious Objectors: From Sacred to Secular Resistance*. Oxford: Oxford University Press.
- Nagler, Michael N. (1982). *America Without Violence*. Covelo, Calif.: Island Press.
- Nagler, Michael N. (2001). *Is There No Other Way? The Search for a Nonviolent Future*. Berkeley, Calif.: Berkeley Hills Books.
- Nahal, Chaman (1997). *A sister remembered*. The Hindustan Times, New Delhi, November 10.
- Nakamura, Hajime (1967). *Basic features of legal, economic, and political thought in Japan*. In Moore, Charles A., Ed.: *The Japanese Mind*. Honolulu: East-West Center and University of Hawaii Press, pp. 143-63.
- Narayan, Jayaprakash (1975). *From socialism to sarvodaya*. In Jayaprakash Narayan, Ajit Bhattacharya. Delhi: Vikas, pp. 145-77.
- Narayan, Jayaprakash (1978). *Towards Total Revolution*. Bombay: Popular Prakashan.
- Nathan, Otto; Norden, Heinz, Eds. (1968). *Einstein on Peace*. New York: Schocken Books.
- Nautiyal, Annpurna (1996). Chipko movement and the women of Garhwal Himalaya. *Gandhian Perspectives*, 9 (2), pp. 9-17.
- Nobel Prize Recipients (1981). Manifesto of Nobel prize winners. *IFDA Dossier*, 25, pp. 61-63.
- Norman, Liane E. (1989). *Hammer of Justice: Molly Rush and the Plowshares Eight*. Pittsburgh, Pa.: Pittsburgh Peace Institute.
- OMS - Organización Mundial de la Salud (2003 [2002]). *Informe Mundial sobre la Violencia y la Salud*. Washington: Organización Panamericana de la Salud.
- Organization of American Historians (1994). Peacemaking in American history. *Magazine of History*, 8(3), pp. 1-96.
- Paige, Glenn D. (1968). *The Korean Decision: June 24-30, 1950*. New York: Free Press.
- Paige, Glenn D. (1971). Some implications for political science of the comparative politics of Korea. In. Riggs, Fred W., Ed.: *Frontiers of Development Administration*. Durham, N.C.: Duke University Press, pp. 139-68.
- Paige, Glenn D. (1977). *The Scientific Study of Political Leadership*. New York: Free Press.



- Paige, Glenn D. (1977). On values and science: The Korean Decision reconsidered. *American Political Science Review*, 71(4), pp. 1603-9.
- Paige, Glenn D. (1986). Beyond the limits of violence: toward non-violent global citizenship. In Choue, Young Seek, Ed.: *Textbook on World Citizenship*. Seoul: Kyung Hee University Press, pp. 281-305.
- Paige, Glenn D.; Gilliatt, Sarah, Eds. (1991). *Buddhism and Nonviolent Global Problem-Solving: Ulan Bator Explorations*. Honolulu: Center for Global Nonkilling. Disponible en ligne : [<http://www.nonkilling.org>].
- Paige, Glenn D.; Satha-Anand, Chaiwat; Gilliatt, Sarah, Eds. (1993a). *Islam and Nonviolence*. Honolulu: Center for Global Nonkilling. Disponible en ligne : [<http://www.nonkilling.org>].
- Paige, Glenn D. (1993b). *To Nonviolent Political Science: From Seasons of Violence*. Honolulu: Center for Global Nonkilling. Disponible en ligne : [<http://www.nonkilling.org>].
- Paige, Glenn D.; Robinson, James A. (1998). *In memoriam: Richard Carlton Snyder. PS: Political Science & Politics*, 31, pp. 241-2.
- Paige, Glenn D. (1999). Gandhi as leader: a Plutarchan perspective. *Biography: An Interdisciplinary Quarterly*, 22 (1), pp. 57-74.
- Paige, Glenn D. (1999). A question for the systems sciences: is a nonkilling society possible? In Rhee, Yong Pil, Ed.: *Toward New Paradigm of Systems Sciences*. Seoul: Seoul National University Press, pp. 409-16.
- Paige, Glenn D.; Evans Pim, Joám, Eds. (2008). *Global Nonkilling Leadership First Forum Proceedings*. Honolulu: Center for Global Nonviolence; Matsunaga Institute for Peace, University of Hawai'i.
- Palmer, Stuart H. (1960). *A Study of Murder*. New York: Thomas Y. Crowell.
- Parekh, Bhikhu (1989a). *Colonialism, Tradition and Reform: An Analysis of Gandhi's Political Discourse*. Newbury Park: Sage.
- Parekh, Bhikhu (1989b). *Gandhi's Political Philosophy: A Critical Examination*. London: Macmillan.
- Parkin, Sara (1994). *The Life and Death of Petra Kelly*. London: Pandora, Harper-Collins Publishers.
- PBS. (1993). *Fame in the 20th Century*. Part V.
- Peace News (1998). *Las Abejas: the Bees continue to fly*. July: 12-14.
- Pelton, Leroy H. (1974). *The Psychology of Nonviolence*. New York: Pergamon Press.
- Perrin, Noel (1979). *Giving up the Gun*. Boston: David R. Godine Publisher.

- Platón (2009). *La Republica*. Valencia : Editilde.
- Plimak, E.G.; Karyakin, Y. U. F. (1979). *Lenin o mirnoi i nyemirnoi formakh revolyutsionnogo perekhoda v sotsializmu* (Lénin dans les formes pacifiques et non-pacifiques de transition révolutionnaire au socialisme). Article présenté au XIe Congrès Mondial de l'Association Internationale de Science Politique, du 12 au 18 Août.
- Plutarco (1967-75). *Plutarch's Lives*. 11 vols. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Polner, Murray; Goodman, Naomi, Eds. (1994). *The Challenge of Shalom*. Philadelphia, Penn.: New Society Publishers.
- Polner, Murray; O'grady, J. (1997). *Disarmed; Dangerous: The Radical Lives and Times of Daniel and Philip Berrigan*. New York: Basic Books.
- Powers, Roger S.; Voegelé, William B., Eds. (1997). *Protest, Power and Change: An Encyclopedia of Nonviolent Action from ACT-UP to Women's Suffrage*. New York & London: Garland Publishing.
- Radhakrishnan, N. (1992). *Gandhi, Youth & Nonviolence: Experiments in Conflict Resolution*. Mithrapuram, Paranthal Post, Kerala, India: Centre for Development & Peace.
- Radhakrishnan, N. (1997a). *Gandhian Nonviolence: A Trainer's Manual*. New Delhi: Gandhi Smriti; Darshan Samiti.
- Radhakrishnan, N. (1997b). *The Message of Gandhi through Universities*. New Delhi: Gandhi Smriti and Darshan Samiti.
- Ramachandran, G. (1984). *Adventuring With Life: An Autobiography*. Trivandrum, India: S.B. Press.
- Ramachandran, G.; Mahadevan, T. K., Eds. (1970). *Quest for Gandhi*. New Delhi: Gandhi Peace Foundation.
- Ramsey, L. Thomas. (1999). How many people have ever lived, Keyfitz's calculation updated. Disponible en ligne : [<http://www.math.hawaii.edu/ramsey/People.html>].
- Randle, Michael (1993). *Civil Resistance*. London: Fontana Press.
- Restak, Richard M. (1979). *The Brain: The Last Frontier*. Garden City, N.Y.: Doubleday.
- Robarchek, Clayton; Robarchek, Carole (1998). *Waorani: The Contexts of Violence and War*. Fort Worth, Tex.: Harcourt Brace College Publishers.
- Roberts, Adam (1967). *The Strategy of Civilian Defense: Non-Violent Resistance to Aggression*. London: Faber & Faber.

- Roberts, Adam (1975). Civilian resistance to military coups. *Journal of Peace Research*, 12(1), pp. 19-36.
- Rolland, Romain (1911). *Tolstoy*. New York: E.P. Dutton.
- Roodkowsky, Mary (1979). *Feminism, peace, and power*. In Bruyn; Rayman (1979), pp. 244-66.
- Rosenberg, Mark L.; Mercy, James A. (1986). Homicide: epidemiologic analysis at the national level. *Bulletin of the New York Academy of Medicine*, 62, pp. 376-99.
- Rousseau, Jean-Jacques. (1966; 1762). *Du contrat social*. Paris: Garnier-Flammarion.
- Rousseau, Jean-Jacques (2007 [1762]). *El contrato social o Principios de derecho político*. Madrid: Tecnos.
- Roussell, Vincent (s/d). *Jacques de Bollardière: De l'armée à la non-violence*. Paris: Desclée de Brouwer.
- Royal Swedish Academy of Sciences (1983). *Ambio 12*. Numéro spécial sur la recherche environnementale et les priorités de l'administration dans les années 80.
- Royce, Joseph (1980). Play in violent and non-violent cultures. *Anthropos*, 75, pp. 799-822.
- Rummel, Rudolph J. (1994). *Death by Governments*. New Brunswick, N.J.: Transaction Publishers.
- Sagan, Eli (1979). *The Lust to Annihilate: A Psychoanalytic Study of Violence in Greek Culture*. New York: Psychohistory Press.
- Salla, Michael E. (1992). *Third Party Intervention in Interstate Conflict: The International Implications of Groups Committed to Principled Nonviolence in the Thought of M.K. Gandhi, Martin Luther King, Helder Camara & Danilo Dolci*. Government, University of Queensland.
- Santiago, Angela S. (1995). *Chronology of a Revolution, 1986*. Manila: Foundation for Worldwide People Power.
- Satha-Anand, Chaiwat. (1981). *The Nonviolent Prince*. [Thèse de doctorat], Political Science, University of Hawai'i.
- Satha-Anand, Chaiwat (Qader Muheideen) (1990). *The nonviolent crescent: eight theses on Muslim nonviolent action*. In Crow, Grant; Ibrahim, S. (1990), pp. 25-40.
- Satha-Anand, Chaiwat; True, Michael, Eds. (1998). *The Frontiers of Nonviolence*. Bangkok and Honolulu: Peace Information Center and Center for Global Nonviolence; Nonviolence Commission, International Peace Research Association.

- Satha-Anand, Chaiwat (1999). Teaching nonviolence to the states. In Tehranian, Majid, Ed.: *Asian Peace: Regional Security and Governance in the Asia-Pacific*. London: I.B. Taurus Publishers, pp. 186-95.
- Schlissel, Louise (1968). *Conscience in America: A Documentary History of Conscientious Objection in America 1757-1967*. New York: E.P. Dutton.
- Schmid, Alex P. (1985). *Social Defence and Soviet Military Power: An Inquiry Into the Relevance of an Alternative Defence Concept*. Leiden: Center for the Study of Social Conflict, State University of Leiden.
- Schwartz, Stephen I., Ed. (1998). *Atomic Audit: The Costs and Consequences of U.S. Nuclear Weapons Since 1940*. Washington, D.C.: Brookings Institution Press.
- Schwarzschild, Steven *et al.*, (s/d). *Roots of Jewish Nonviolence*. Nyack, N.Y.: Jewish Peace Fellowship.
- Sebek, Viktor (1983). Bridging the gap between environmental science and policy-making: why public policy often fails to reflect current scientific knowledge. *Ambio*, 12, pp. 118-20.
- Selective Service System (1950). *Conscientious Objection*. Special monograph, n.º. 11, Vol. I.
- Semelin, Jacques (1994). *Unarmed Against Hitler: Civilian Resistance in Europe, 1939-1943*. Westport, Conn.: Praeger.
- Sethi, V. K. (1984). *Kabir: The Weaver of God's Name*. Punjab, India: Radha Soami Satsang Beas.
- Sharp, Gene (1960). *Gandhi Wields the Weapon of Moral Power*. Ahmedabad: Navajivan Publishing House.
- Sharp, Gene (1973). *The Politics of Nonviolent Action*. Boston, Mass.: Porter Sargent. En espagnol, cf. Sharp, Gene (1988). *La Lucha Política Noviolenta: Criterios y Metodos*. Santiago de Chile: ICECOOP. Disponible en ligne : [<http://www.aeinstein.org>].
- Sharp, Gene (1979). *Gandhi As a Political Strategist*. Boston, Mass.: Porter Sargent. En espagnol, cf. Sharp, Gene (1999). *La Relevancia de Gandhi en el Mundo Moderno*. Miami: Centro de Estudios para una Opción Nacional. Disponible en ligne : [<http://www.aeinstein.org>].
- Sharp, Gene (1980). *Social Power and Individual Freedom*. Boston, Mass.: Porter Sargent.
- Sharp, Gene (1989). *The Historical Significance of the Growth of Nonviolent Struggle in the Late Twentieth Century*. Article présenté à l'Institut de l'Histoire Mon-

- diale de l'Académie des Sciences de l'Union Soviétique, Moscou, du 21 au 23 Novembre.
- Sharp, Gene (1990). *Civilian-Based Defense: A Post-Military Weapons System*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Sharp, Gene (2003 [1993]). *De la Dictadura a la Democracia*. Boston: The Albert Einstein Institution. Disponible en ligne : [<http://www.aeinstein.org>].
- Sharp, Gene (1994). *La Lucha Política Noviolenta: Criterios Y Metodos*. Présentation durant la messe du 18 Janvier 1994, Journée de l'enseignement public, parrainé par la Commission de Paix et Justice de l'Union Supérieure de l'Église Catholique, Rome.
- Shridharani, Krishnalal. (1962;1939). *War without Violence*. Bombay: Bharatiya Vidya Bhavan.
- Shub, David (1976). *Lenin*. Harmondsworth: Penguin Books.
- Sibley, Mulford Q., Ed. (1963). *The Quiet Battle: Writings on the Theory and Practice of Non-violent Resistance*. Boston, Mass.: Beacon Press.
- Simon, David (1991). *Homicide: A Year on the Killing Streets*. Boston, Mass.: Houghton Mifflin.
- Sivard, Ruth Leger (1996). *World Military and Social Expenditures, 1996*. Washington, D.C.: World Priorities.
- Snyder, Richard C.; Bruck, Henry W.; Sapin, Burton, Eds. (1962). *Foreign Policy Decision-Making: An Approach to the Study of International Politics*. New York: The Free Press of Glencoe, Macmillan.
- Snyder, Richard C.; Wilson, H. H. (1949). *Roots of Political Behavior*. New York: American Book Company.
- Solomon, George F. (1970). *Psychodynamic aspects of aggression, hostility, and violence*. In Daniels, Gilula; Ochberg, T. (1970), pp. 53-78.
- Sorokin, Pitirim A. (1948). *The Reconstruction of Humanity*. Boston: Beacon Press.
- Sorokin, Pitirim A. (1954). *The Ways and Power of Love*. Boston: Beacon Press.
- Soros, George (1997). The capitalist threat. *The Atlantic Monthly*, February: 45-58.
- Sponsel, Leslie E. (1994a). *The mutual relevance of anthropology and peace studies*. In Sponsel; Gregor (1997), pp. 11-19.
- Sponsel, Leslie E.; Gregor, Thomas, Eds. (1994b). *The Anthropology of Peace and Nonviolence*. Boulder, Colo.: Lynne Rienner.

- Sponsel, Leslie E. (1996). Peace and nonviolence. In Levinson, David; Ember, Melvin, Eds.: *The Encyclopedia of Cultural Anthropology*. New York: Henry Holt, pp. 908-12.
- Stanfield, John H., II. (1993). *The dilemma of conscientious objection for African Americans*. In Moskos; Chambers (1993), pp. 47-56.
- Stannard, David E. (1992). *American Holocaust: Columbus and the Conquest of the New World*. Oxford: Oxford University Press.
- Steger, Manfred B. (2000). *Gandhi's Dilemma*. New York: St. Martin's Press.
- Steger, Manfred B.; Lind, Nancy S, Eds. (1999). *Violence and Its Alternatives*. New York: St. Martin's Press.
- Stein, Michael B. (1997). *Recent approaches to the concept of creativity and innovation in political and social science: a summary assessment*. Artigo apresentado no XVII Congresso Mundial da Associação Internacional de Ciência Política, Seul, Coréia.
- Steinson, Barbara J. (1980). The mother half of humanity: American women in the peace and preparedness movements of World War I. In Berkin, Carol R.; Lovett, Clara M., Eds.: *Women, War, and Revolution*. New York and London: Holmes & Meier, pp. 259-284.
- Stephenson, Carolyn M. (1997). *Greenpeace*. In Vogele; Powers (1997), pp. 220-2.
- Stevens, John (1987). *Abundant Peace: The Biography of Morihei Ueshiba Founder of Aikido*. Boston: Shambala.
- Stone, I.F. (1989). *The Trial of Socrates*. New York: Anchor Books.
- Summy, Ralph (1988). Towards a nonviolent political science. In Sewell, S.; Kelly, A., Daws, L., Eds.: *Professions in the Nuclear Age*. Brisbane: Boolarong Publications, pp. 161-172.
- Summy, Ralph (1991). Vision of a nonviolent society: what should be society's aims. *Balance*, 3(4), pp. 3-8.
- Summy, Ralph (1994). Nonviolence and the case of the extremely ruthless opponent. *Pacifica Review*, 6(1), pp. 1-29.
- Summy, Ralph; Saunders, Malcolm (1995). Why peace history??. *Peace & Change*, 20, pp. 7-38.
- Summy, Ralph (1997). *Australia, a history of nonviolent action*. In Powers; Vogele (1997), pp. 25-32.
- Summy, Ralph (1998). Nonviolent speech. *Peace Review*, 10 (4), pp. 573-8.

- Sutherland, Bill; Meyer, Matt. (2000). *Guns and Gandhi in Africa*. Trenton, N.J.; Asmara, Eritrea: Africa World Press.
- Tarasoff, Koozma J. (1995). Doukhobor survival through the centuries. *Canadian Ethnic Studies/Études Ethniques au Canada*, 27(3), pp. 4-23. Numéro spécial : Bons baisers de Russie : Les Doukhobors.
- Tayebulla, M. (1959). *Islam and Non-Violence*. Allahabad: Kitabistan.
- Tendulkar, D.G. (1967). *Abdul Ghaffar Khan: Faith is a Battle*. Bombay: Popular Prakashan.
- Thompson, Henry O. (1988). *World Religions in War and Peace*. Jefferson, N.C. and London: McFarland & Company.
- Tobias, Michael (1991). *Life Force: The World of Jainism*. Berkeley, Calif.: Asian Humanities Press.
- Tolstoi, León (2010 (1893-1894-1909)). *Le Salut est en vous*. Ed. Kessinger Publishing.
- Trocmé, André (1974). *Jesus and the Nonviolent Revolution*. Scottsdale, Penn.: Herald Press.
- True, Michael (1995). *An Energy Field More Intense Than War: The Nonviolent Tradition and American Literature*. Syracuse, N.Y.: Syracuse University Press.
- Tsai, Loh Seng (1963). Peace and cooperation among natural enemies: educating a rat-killing cat to cooperate with a hooded rat. *Acta Psychologica Taiwanica*, 3, pp. 1-5.
- Twain, Mark (1970; 1923). *The War Prayer*. New York: Harper & Row.
- United Nations (1978). *Final Document of Assembly Session on Disarmament, 23 May-1 July 1978. S-10/2*. New York: Office of Public Information.
- United Nations (1993). *Agenda 21: The United Nations Programme of Action from Rio*. New York: Nations Unies. Disponible en ligne : [<http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&nr=23&type=400&menu=35>].
- United Nations (1996). *Report of the Fourth World Conference on Women, Beijing, 4-15 septembre (1995)*. New York: United Nations.
- Unnithan, N. Prabha; Huff-Corzine, Lin; Corzine, Jay; Whitt, Hugh P. (1994). *The Currents of Lethal Violence: An Integrated Model of Suicide and Homicide*. Albany: State University of New York Press.
- Unnithan, T. K. N.; Singh, Yogendra (1969). *Sociology of Non-Violence and Peace*. New Delhi: Research Council for Cultural Studies, India International Centre.

- Unnithan, T. K. N. (1973). *Traditions of Nonviolence*. New Delhi: Arnold-Heinemann India.
- Unrepresented Nations and Peoples Organization (UNPO). (1998a). *Nonviolence and Conflict: Conditions for Effective Peaceful Change*. The Hague: Office of the Secretary General, UNPO. Disponible en ligne : [<http://www.unpo.org>.]
- Unrepresented Nations and Peoples Organization (UNPO) (1998b). *Yearbook (1997)*. The Hague: Kluwer Law International.
- Villavincencio-Paurom, Ruby (1995). Nature/gunless society: utopia within reach. In Almario, Emelina S. ; Maramba, Asuncion D., Eds.: *Alay sa Kalinaw: Filipino Leaders for Peace*. Makati City: Aurora Aragon Quezon Peace Foundation and UNESCO National Commission of the Philippines, pp. 146-51.
- Waal, Frans de (1989). *Peacemaking Among Primates*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Waal, Frans de (1996). *Good Natured: The Origins of Right and Wrong in Humans and Other Animals*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Waal, Frans de (1997). *Bonobo: The Forgotten Ape*. Berkeley: University of California Press.
- Walker, Charles C. (1979). *Nonviolence in Africa*. In Bruyn; Rayman (1979), pp. 186-212.
- War Resisters League (1989). *Handbook for Nonviolent Action*. New York: War Resisters League.
- Washington, James M., Ed. (1986). *A Testament of Hope: the Essential Writings and Speeches of Martin Luther King, Jr.* New York: Harper Collins Publishers.
- Wasserman, Harvey (1982). *Killing Our Own: The Disaster of America's Experience With Atomic Radiation*. New York: Delacorte Press.
- Watson, Peter (1978). *War on the Mind: The Military Uses and Abuses of Psychology*. New York: Basic Books.
- Weber, Max (2002 [1919]). *Le savant et la politique*. Ed. Poche.
- Weber, Thomas (1989). *Hugging the Trees: The Story of the Chipko Movement*. New Delhi: Penguin.
- Weber, Thomas (1996). *Gandhi's Peace Army: The Shanti Sena and Unarmed Peacemaking*. Syracuse, N.Y.: Syracuse University Press.
- Weber, Thomas (1997). *On the Salt March: The Historiography of Gandhi's March to Dandi*. New Delhi: HarperCollins Publishers India.
- Weeks, John R. (1996). *Population*. Belmont, Calif.: Wadsworth Publishing.



- Weinberg, Arthur; Weinberg, Lila (1963). *Instead of Violence: Writings of the Great Advocates of Peace and Nonviolence throughout History*. Boston, Mass.: Beacon Press.
- Whipple, Charles K. (1839). *Evils of the Revolutionary War*. Boston, Mass.: New England Non-Resistance Society.
- Whipple, Charles K.(1860a). *Non-Resistance Applied to the Internal Defense of a Community*. Boston, Mass.: R.F. Wallcut.
- Whipple, Charles K. (1860b). *The Non-Resistance Principle: With Particular Attention to the Help of Slaves by Abolitionists*. Boston, Mass.: R.F. Wallcut.
- Whitman, Walt. 1855. *Song of myself, Leaves of Grass*, 42. Norwalk, Conn.: The Easton Press, pp. 33-42.
- Wilcock, Evelyn (1994). *Pacifism and the Jews*. Landsdown: Hawthorn Press.
- Wilson, H. Hubert (1951). *Congress: Corruption and Compromise*. New York: Rinehart.
- Wittner, Lawrence S. (1993). *One World or None: A History of the World Nuclear Disarmament Movement Through 1953*. Stanford, Calif.: Stanford University Press.
- Wittner, Lawrence S. (1997). *Resisting the Bomb: A History of the World Nuclear Disarmament Movement, 1954-1970*. Stanford, Calif.: Stanford University Press.
- World Bank (1997). *World Development Report, 1997: The State in a Changing World*. Oxford: Oxford University Press.
- World Bank (1999). *Press briefing, Poverty Update*. Washington, D.C., June 2.
- World Wildlife Fund. (1986). *The Assisi Declarations: Messages on Man and Nature From Buddhism, Christianity, Hinduism, Jainism & Judaism*. Gland, Switzerland: WWF International.
- Wrangham, Richard; Peterson, Dale (1996). *Demonic Males: Apes and Origins of Human Violence*. New York: Houghton Mifflin.
- Yoder, John H. (1983). *What Would You Do? A Serious Answer to a Standard Question*. Scottsdale, Penn.: Herald Press.
- Young, Andrew (1996). *An Easy Burden: The Civil Rights Movement and the Transformation of America*. New York: HarperCollins Publishers.
- Young, Art (1975). *Shelley and Nonviolence*. The Hague: Mouton.
- Youth Division of Soka Gakkai (1978). *Cries for Peace: Experiences of Japanese Victims of World War II*. Tokyo: The Japan Times.
- Zahn, Gordon (1964). *In Solitary Witness: The Life and Death of Franz Jägerstätter*. New York: Holt, Rinehart and Winston.

- Zaveri, Zetha Lal S.; Kumar, Mahendra (1992). *Neuroscience & Karma: The Jain Doctrine of Psycho-Physical Force*. Ladnun, Rajasthan: Jain Vishva Bharati.
- Zhang, Yi-Ping (1981). Dui feibaoli zhuyi ying jiben kending (We should positively affirm nonviolence). *Shijie lishi (World History)*, 16(3), pp. 78-80.
- Zimring, Franklin E.; Hawkins, Gordon E. (1986). *Capital Punishment and the American Agenda*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Zinn, Howard (1980). *A People's History of the United States*. New York: Harper & Row.
- Zunes, Stephen; Kurtz, Lester R.; Asher, Sarah Beth, Eds. (1999). *Nonviolent Social Movements: A Geographical Perspective*. Oxford: Blackwell Publisher.